

Données accompagnant le Rapport annuel du Directeur général

Progrès et réussites enregistrés à ce jour concernant le plan stratégique à moyen
terme 2006-2013

Mai 2013

Abréviations

ART	Thérapie antirétrovirale
ARV	Médicaments antirétroviraux
CCC	Principaux engagements pour les enfants en situation d'urgence
CED	Convention relative aux droits de l'enfant
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
DCT3	Trois doses de vaccin combiné contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche
DI	Domaine d'intervention (du PSMT)
DPP	Document du programme de pays
DPS	Division des politiques et stratégies
DRP	Domaine de résultat prioritaire (du PSMT)
EAPR	Région de l'Asie de l'Est et du Pacifique
ECD	Développement du jeune enfant
ECO/CEI	Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants
EDS	Enquêtes démographiques et sanitaires
ESAR	Région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
Hib	<i>Haemophilus influenzae</i> type b
ICR	Indicateur clé de résultat (du PSMT)
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
ITN	Moustiquaire imprégnée d'insecticide
LAC	Amérique latine et Caraïbes
MGF/E	Mutilation génitale féminine ou excision
MICS	Enquêtes en grappes à indicateurs multiples
MILD	Moustiquaire imprégnée d'insecticide de longue durée
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
NFHS	Enquête nationale sur la santé familiale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PMA	Pays les moins avancés
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSMT	Plan stratégique à moyen terme
PTME	Prévention de la transmission (du VIH) de la mère à l'enfant
TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans
UNESCO/ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
WASH	Eau, assainissement et hygiène
WCAR	Région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale

TABLE DES MATIÈRES

DI1 : Survie et développement du jeune enfant

Fig. 1 : Soixante-quinze pays du « compte à rebours » affichant des taux ou des nombres élevés de décès d'enfants - indicateurs santé et nutrition sélectionnés.....	7
Fig. 2 : Proportion de femmes examinées au moins une fois pendant leur grossesse par un agent de santé qualifié (médecin, infirmier ou sage-femme)	10
Fig. 3 : Proportion de femmes examinées au moins quatre fois pendant leur grossesse par un agent de santé	11
Fig. 4 : Proportion de naissances supervisées par un agent de santé qualifié (médecin, infirmier ou sage-femme).....	12
Fig. 5 : Proportion de femmes et de nouveau-nés ayant consulté un agent de santé pour bénéficier de soins postnataux dans les deux jours suivant l'accouchement	13
Fig. 6 : Pays n'ayant pas encore éliminé le tétanos maternel et prénatal, 2000-2012	14
Fig. 7 : Pays possédant une législation nationale sur la protection de la maternité (pour les femmes actives dans des secteurs organisés et non organisés).....	15
Fig. 8 : Proportion de nourrissons ayant commencé l'allaitement maternel dans l'heure qui suit la naissance.....	16
Fig. 9 : Allaitement maternel	17
Fig. 10 : Pays possédant une législation ou des dispositions reposant sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.....	18
Fig. 11 : Vitamine A : couverture et achat par l'UNICEF.....	19
Fig. 12 : Proportion de ménages consommant du sel dûment iodé.....	20
Fig. 13 : Pays possédant une législation nationale sur l'enrichissement des aliments (y compris l'huile)	21
Fig. 14 : Progrès réalisés en matière de lutte contre la rougeole depuis 2000	22
Fig. 15 : Pays dont au moins 80 pour cent des districts ont rapporté un taux de couverture vaccinale par le Penta ou le DCT3 de plus de 80 pour cent	23
Fig. 16 : Pays ayant enregistré des flambées épidémiques de maladies à prévention vaccinale qui ont duré plus de six mois.....	24
Fig. 17 : Cas confirmés d'infection par poliovirus sauvage, 2005-2012	25
Fig. 18 : Proportion d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) présumés atteints d'une pneumonie ayant consulté un agent de santé qualifié et recevant des antibiotiques.....	26
Fig. 19 : Pays ayant mis en place des politiques soutenant le traitement de la pneumonie par antibiotiques au niveau communautaire.....	27
Fig. 20 : Proportion de femmes enceintes dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide.....	28
Fig. 21 : Proportion d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide	29
Fig. 22 : Nombre de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée achetées par l'UNICEF, 2000-2012.....	30
Fig. 23 : Pourcentage d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) qui souffrent d'un retard de croissance modéré ou sévère, par zone de résidence, 2006-2010	31
Fig. 24 : Élargissement des actions nationales pour l'amélioration des pratiques de soins familiales et communautaires dans les pays de programme	32
Fig. 25 : Pourcentage d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) avec lesquels un adulte a mené au moins quatre activités pour promouvoir l'apprentissage et la préparation à l'école au cours des trois derniers jours.....	33
Fig. 26 : Pays de programme ayant mis en place des programmes nationaux de communication visant à modifier les comportements en faveur du lavage des mains au savon.....	34
Fig. 27 : Pays ayant mis en place un programme national de traitement et de stockage sûr des eaux ménagères.....	35
Fig. 28 : Pays ayant procédé à une analyse de l'égalité des sexes au sein du secteur WASH dans le cycle actuel de programme.....	36
Fig. 29 : Proportion de la population ayant recours à des pratiques de défécation à l'air libre, par zone de résidence, 2010.....	37
Fig. 30 : Pays pour lesquels la défécation à l'air libre constitue un problème important et ayant mis en place une politique sectorielle sur l'élimination de cette pratique, 2012	38

TABLE DES MATIÈRES (suite)

DI2 : Éducation de base et égalité des sexes

Fig. 31 : Politique et normes nationales relatives à la préparation à l'école.....	40
Fig. 32 : Pourcentage d'enfants (âgés de 36 à 59 mois) fréquentant un programme préscolaire.....	41
Fig. 33 : Pays ayant élaboré des politiques, accompagnées de mécanismes concrets et de budgets adéquats, pour assumer les coûts et lever les autres obstacles qui limitent l'accès des familles à l'éducation primaire	42
Fig. 34 : Pays de programme ayant mis en place des plans dans le secteur de l'éducation qui comprennent des mesures spécifiques pour lutter contre les disparités fondées sur le sexe et autres inégalités	43
Fig. 35 : Taux nets de scolarisation dans le primaire et dans le secondaire, par sexe.....	44
Fig. 36 : Taux nets de fréquentation scolaire dans le primaire et le secondaire, par sexe.....	45
Fig. 37 : Pays de programme adoptant des normes de qualité pour l'éducation primaire sur la base des modèles d'écoles « amies des enfants » ou autres modèles similaires	46
Fig. 38 : Taux de survie jusqu'à la dernière année d'école primaire	47
Fig. 39 : Actions nationales dans le secteur de l'éducation de base.....	48
Fig. 40 : Pays ayant intégré des plans d'éducation environnementale ou d'adaptation au changement climatique à leurs programmes scolaires nationaux	49

DI3 : Le VIH/SIDA et les enfants

Fig. 41 : Pays prioritaires en matière de VIH/SIDA - indicateurs sélectionnés.....	51
Fig. 42 : Stratégies globales de prévention du VIH/SIDA pour les adolescents les plus exposés et connaissances exactes et complètes chez les jeunes hommes et les jeunes femmes (15 - 24 ans).....	54
Fig. 43 : Pays ayant intégré une éducation au VIH/SIDA dans les programmes d'enseignement nationaux au niveau secondaire	55
Fig. 44 : Comportements à risque chez les jeunes	56

DI4 : Protection de l'enfant

Fig. 45 : Proportion d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) dont la naissance a été enregistrée, par lieu de résidence	58
Fig. 46 : Pays possédant des lois et une législation secondaire (dans le cadre du système d'état civil) sur l'enregistrement gratuit et universel des naissances conformément aux normes internationales en vigueur, 2012.....	59
Fig. 47 : Pays ayant identifié les domaines nécessitant une amélioration des systèmes nationaux de protection de l'enfant et ayant pris des mesures à cet égard au cours de l'année, comme l'indiquent les budgets gouvernementaux, les documents de politique ou la législation, 2012	60
Fig. 48 : Lois, politiques, règlements et services mis en place au niveau national dans les différents secteurs pour améliorer la protection des enfants.....	61
Fig. 49 : Pays dont le gouvernement prend des mesures pour mettre en œuvre les Lignes directrices des Nations Unies en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels.....	62
Fig. 50 : Pays tenant compte explicitement des normes sociales dans les programmes visant à éliminer la violence, l'exploitation et la maltraitance à l'égard des enfants, 2012.....	63
Fig. 51 : Pays de programme ayant entrepris une analyse de l'égalité des sexes dans des questions clés de protection de l'enfant au cours du cycle actuel de programme.....	64

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Fig. 52 : Proportion d'enfants (âgés de 5 à 14 ans) qui travaillent	65
Fig. 53 : Pays ayant harmonisé leur législation nationale avec la Convention n°182 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), 2012	66
Fig. 54 : Prévention et réaction face à la violence, à l'exploitation et à la maltraitance	67
Fig. 55 : Pays ayant ratifié le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et ayant harmonisé leur législation nationale avec ledit Protocole, 2012.....	68
Fig. 56 : Proportion de femmes (âgées de 20 à 24 ans) qui se sont mariées ou ont vécu maritalement avant d'atteindre l'âge de 18 ans	69
Fig. 57 : Proportion de femmes (âgées de 15 à 49 ans) qui pensent qu'un mari/partenaire a le droit de frapper ou battre sa femme/compagne	70
Fig. 58 : Proportion de filles et de femmes (âgées de 15 à 49 ans) qui pensent que la mutilation génitale féminine/l'excision (MGF/E) doit cesser et pourcentage de filles et de femmes (âgées de 15 à 49 ans) ayant subi une MGF/E.....	71
Fig. 59 : Proportion de ménages interrogés qui pensent qu'un enfant doit être puni par des châtiments corporels, et proportion d'enfants (âgés de 2 à 14 ans) ayant subi des violences psychologiques ou des châtiments corporels au cours du dernier mois, 2005-2011	72
Fig. 60 : Pays qui ont incorporé la protection de l'enfant dans leurs mécanismes nationaux de préparation et d'intervention lors des situations d'urgence au cours de l'année	73
Fig. 61 : Suivi de la protection de l'enfant.....	74

DI5 : Activités de plaidoyer politique et partenariats en faveur des droits de l'enfant

Fig. 62 : Pays ayant procédé ou apporté des modifications substantielles à l'analyse de la situation des droits des enfants et des femmes au cours des 5 dernières années	76
Fig. 63 : Programmes de pays de l'UNICEF soutenant les mécanismes les plus récents de présentation de rapports nationaux relatifs à la CDE et à la CEDAW.....	77
Fig. 64 : Pays où les adolescents et les adolescentes ont participé aux mécanismes les plus récents de présentation de rapports relatifs à la CDE et à la CEDAW.....	78
Fig. 65 : Pays ayant mis en place un plan national de développement, une stratégie de réduction de la pauvreté ou un plan de transition (ou équivalent) traitant des questions clés relatives aux enfants, aux femmes et à l'égalité des sexes.....	79
Fig. 66 : Pays dotés d'un système commun gouvernement - société civile qui suit et analyse le budget national afin de promouvoir une meilleure affectation des ressources, en particulier pour les enfants et les femmes.....	80
Fig. 67 : Pays ayant reçu des conseils spécifiques de la part de l'UNICEF concernant les réformes réglementaires, juridiques, institutionnelles ou budgétaires	81
Fig. 68 : Nombre de pays ayant réalisé des enquêtes nationales sur les ménages, en 2012.....	82
Fig. 69 : Bureaux de pays ayant mis en place un système de gestion des connaissances fonctionnel qui permet au personnel de consulter des bases de données, journaux, rapports et documents clés	83
Fig. 70 : Pays et organisations utilisant DevInfo pour le suivi et la communication	84
Fig. 71 : Programmes de pays de l'UNICEF soutenant les politiques et programmes nationaux de protection sociale, y compris les transferts monétaires, 2012	85
Fig. 72 : Pays qui recueillent, analysent et diffusent systématiquement des données sur la situation des adolescents et des jeunes, 2012.....	86
Fig. 73 : Participation des enfants et des adolescents	87

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Fig. 74 : Pays disposant de mécanismes pour faire participer les enfants et les jeunes à l'élaboration des politiques ou à la mise en œuvre des programmes aux niveaux national et local	88
Fig. 75 : Résumé des indicateurs concernant l'intégration de l'égalité des sexes.....	89

Préparation aux situations d'urgence et interventions humanitaires

Temps forts des interventions humanitaires menées en 2012	91
Fig. 76 : Nombre de situations d'urgence dans lesquelles l'UNICEF est intervenu en 2012	92
Fig. 77 : Plans et programmes de préparation pour protéger les enfants, 2012	93
Fig. 78 : Pays dans lesquels des activités de réduction des risques de catastrophe ont été incluses et mises en œuvre dans les plans de travail annuels en 2012.....	94
Fig. 79 : Évaluation et mécanismes de suivi et de présentation de rapports sectoriels ou multisectoriels interorganisations, 2012	95
Fig. 80 : Bureaux de pays de l'UNICEF qui ont dirigé ou codirigé des secteurs ou des groupes en 2012.....	96
Fig. 81 : Estimation du nombre de populations ayant bénéficié d'une intervention humanitaire dans des situations de crise humanitaire, 2012	97

Gestion et opérations

Fig. 82 : ICR : Ressources humaines	99
Fig. 83 : ICR : Finances	101
Fig. 84 : ICR : Technologies de l'information et de la communication.....	102
Fig. 85 : ICR : Approvisionnement.....	103
Fig. 86 : ICR : Contrôle des programmes	105
Fig. 87 : ICR : Financement des programmes.....	108
Fig. 88 : ICR : Cohérence du système des Nations Unies.....	111
Fig. 89 : ICR : Gestion des risques	112

Dépenses au titre du programme

Fig. 90 : Assistance au programme apportée par l'UNICEF par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme (PSMT), 2012.....	114
Fig. 91 : Assistance au programme apportée par l'UNICEF à 49 pays d'Afrique subsaharienne, 2012	115
Fig. 92 : Assistance au programme apportée par l'UNICEF à 49 des pays les moins avancés, 2012	116
Fig. 93 : Assistance au programme apportée par l'UNICEF par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme (PSMT), par région, 2012	117
Fig. 94 : Pays prioritaires et proportion de l'assistance au programme apportée par l'UNICEF, 2012.....	118

Domaine d'intervention 1

Survie et développement du jeune enfant

Appui aux capacités nationales pour atteindre les OMD 4 et 5 grâce à une couverture élargie des ensembles intégrés de services et à une amélioration des pratiques et de l'environnement politique

Fig. 1 : Soixante-quinze pays du « compte à rebours » affichant des taux ou des nombres élevés de décès d'enfants - indicateurs santé et nutrition sélectionnés

Région	Pays/Année	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)		Enfants vaccinés par le Penta ou le DCT3 (12-23 mois, %)		Enfants vaccinés contre la rougeole (12-23 mois, %)		Enfants recevant trois doses de vaccin Hib (12-23 mois, %)		Enfants de moins de 5 ans souffrant de diarrhée traités par réhydratation orale avec poursuite de l'alimentation (%)	Enfants de moins de 5 ans ayant eu de la fièvre au cours des 2 dernières semaines recevant un traitement antipaludique (%)	Nourrissons nourris exclusivement au sein (< 6 mois, %)	Enfants totalement protégés par deux doses de vitamine A au cours de l'année écoulée (6-59 mois, %)	
		2005	2011	2005	2011	2005	2011	2005	2011	2006-2011*	2007-2012*	2007-2011*	2005	2011
CEE/CIS	Azerbaïdjan	57	45	72	74	67	67	-	38	31	1 ^x	12 ^x	29	-
	Kyrgyztan	39	31	98	96	99	97	-	96	22	-	32 ^x	87	-
	Tadjikistan	79	63	84	96	85	98	-	96	22 ^x	2 ^x	25 ^x	98	99
	Turkmenistan	62	53	99	97	99	99	-	71	25	-	11 ^x	-	-
	Ouzbékistan	55	49	99	99	99	99	-	99	28	-	26 ^x	82	95
EAPR	Cambodia	69	43	82	94	79	93	-	94	48	-	74	65	92
	China	24	15	87	99	86	99	-	-	-	-	28	-	-
	Democratic People's Republic of Korea	32	33	79	94	96	99	-	-	67	-	65 ^x	98	100
	Indonésie	42	32	72	63	77	89	-	-	54	1	32	76	76
	Lao PDR	60	42	49	78	41	69	-	78	49	8 ^x	26 ^x	62	92
	Myanmar	73	62	80	99	80	99	-	-	50	-	24	96	96
	Papua New Guinea	65	58	61	61	63	60	-	61	-	-	56 ^x	-	12
	Philippines	32	25	89	80	92	79	-	14	60	0 ^x	34	85	91
	Solomon Islands	26	22	78	88	70	73	-	88	-	19	74	-	-
Viet Nam	28	22	95	95	95	96	-	95	57	1	17	99	99 ^w	
ESAR	Angola	179	158	47	86	45	88	-	86	-	28	11 ^x	65	55
	Botswana	46	26	96	96	93	94	-	96	7 ^x	-	20	-	75
	Burundi	153	139	87	96	87	92	87	96	43	17	69	7	83
	Comores	91	79	68	83	67	72	-	83	31 ^x	63 ^x	21 ^x	-	-
	Eritrea	83	68	96	99	95	99	-	99	54 ^x	13	52 ^x	50	46
	Ethiopie	107	77	42	51	38	57	-	51	25	10	52	59	71
	Kenya	94	73	76	88	69	87	76	88	43	23	32	69	-
	Lesotho	119	86	87	83	85	85	-	83	48	-	54	2	-
	Madagascar	82	62	82	89	62	70	-	89	49	20	51	97	91
	Malawi	129	83	93	97	82	96	93	97	48	43	72	86	96

Appui aux capacités nationales pour atteindre les OMD 4 et 5 grâce à une couverture élargie des ensembles intégrés de services et à une amélioration des pratiques et de l'environnement politique

Fig. 1 : Soixante-quinze pays du « compte à rebours » affichant des taux ou des nombres élevés de décès d'enfants - indicateurs santé et nutrition sélectionnés (*suite*)

Région	Pays/Année	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)		Enfants vaccinés par le Penta ou le DCT3 (12-23 mois, %)		Enfants vaccinés contre la rougeole (12-23 mois, %)		Enfants recevant trois doses de vaccin Hib (12-23 mois, %)		Enfants de moins de 5 ans souffrant de diarrhée traités par réhydratation orale avec poursuite de l'alimentation (%)	Enfants de moins de 5 ans ayant eu de la fièvre au cours des 2 dernières semaines recevant un traitement antipaludique (%)	Nourrissons nourris exclusivement au sein (< 6 mois, %)	Enfants totalement protégés par deux doses de vitamine A au cours de l'année écoulée (6-59 mois, %)	
		2005	2011	2005	2011	2005	2011	2005	2011	2006-2011*	2007-2012*	2007-2011*	2005	2011
ESAR	Mozambique	139	103	75	76	76	82	-	76	47	30	41	32	100
	Rwanda	108	54	95	97	89	95	95	97	21	11	85	99	76
	Somalia	180	180	35	41	35	46	-	-	7	8 ^x	9 ^x	-	12
	South Africa	78	47	72	72	63	78	72	72	-	-	8 ^x	29	44
	South Sudan^δ	143	121	-	46	-	64	-	-	23	36	45	-	-
	Swaziland	128	104	95	91	92	98	-	91	48	2	44	40	41
	Uganda	116	90	64	82	68	75	64	82	36	65	62	78	60
	United Republic of Tanzania	98	68	90	90	91	93	-	90	50	59	50	95	97
	Zambia	127	83	82	81	85	83	82	81	56	34	61	66	72
Zimbabwe	94	67	65	99	66	92	-	93	46	2	31	81	56	
LAC	Bolivia (Plurinational State of)	65	51	85	82	89	84	85	82	29	-	60	39	21
	Brazil	25	16	96	96	99	97	96	97	-	-	41 ^y	-	-
	Guatemala	39	30	87	85	93	87	87	85	-	-	50	36	28
	Haiti	86	70	59	59	59	59	-	-	43 ^x	5 ^x	41 ^x	42	36
	Mexico	22	16	98	97	96	98	98	97	-	-	19	-	-
	Peru	28	18	86	91	80	96	86	91	64	-	71	-	-
MENA	Djibouti	98	90	71	87	65	84	-	87	33	1	1 ^x	0	95
	Egypt	32	21	98	96	98	96	-	-	19	-	53	90	-
	Iraq	41	38	65	77	69	76	-	-	64	1 ^x	25 ^x	-	-
	Morocco	43	33	98	99	97	95	-	99	46 ^x	-	31 ^x	-	-
	Sudan^δ	95	86	78	93	69	87	-	93	12	65	41	-	-
	Yemen	88	77	85	81	76	71	55	81	48	-	12 ^x	15	9
South Asia	Afghanistan	119	101	58	66	50	62	-	66	48	-	-	91	100
	Bangladesh	64	46	96	96	94	96	-	96	78	-	64	82	94
	India	75	61	67	72	64	74	-	-	33	8 ^x	46 ^x	64	66
	Nepal	65	48	75	92	74	88	-	92	47	1	70	96	91
	Pakistan	84	72	80	80	78	80	-	80	37	3	37	100	90

Appui aux capacités nationales pour atteindre les OMD 4 et 5 grâce à une couverture élargie des ensembles intégrés de services et à une amélioration des pratiques et de l'environnement politique

Fig. 1 : Soixante-quinze pays du « compte à rebours » affichant des taux ou des nombres élevés de décès d'enfants - indicateurs santé et nutrition sélectionnés (suite)

Région	Pays/Année	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)		Enfants vaccinés par le Penta ou le DCT3 (12-23 mois, %)		Enfants vaccinés contre la rougeole (12-23 mois, %)		Enfants recevant trois doses de vaccin Hib (12-23 mois, %)		Enfants de moins de 5 ans souffrant de diarrhée traités par réhydratation orale avec poursuite de l'alimentation (%)	Enfants de moins de 5 ans ayant eu de la fièvre au cours des 2 dernières semaines recevant un traitement antipaludique (%)	Nourrissons nourris exclusivement au sein (< 6 mois, %)	Enfants totalement protégés par deux doses de vitamine A au cours de l'année écoulée (6-59 mois, %)	
		2005	2011	2005	2011	2005	2011	2005	2011	2006-2011*	2007-2012*	2007-2011*	2005	2011
WCAR	Benin	123	106	70	85	61	72	35	85	42	38	43 ^x	92	98
	Burkina Faso	165	146	82	91	84	63	-	91	33	35	25	100	87
	Cameroon	136	127	80	66	68	76	-	66	47	21	20	96	-
	Central African Republic	170	164	54	54	62	62	-	54	38	32	34	76	0
	Chad	180	169	26	22	27	28	-	22	23	36	3	93	-
	Congo	104	99	65	90	56	90	-	90	39 ^x	25	19 ^x	9	-
	Côte d'Ivoire	128	115	76	62	84	49	-	62	45	18	4 ^x	89	100
	Democratic Republic of the Congo	181	168	60	70	61	71	-	70	39	39	37	87	98
	Equatorial Guinea	136	118	33	33	51	51	-	-	36 ^x	49 ^x	24 ^x	-	-
	Gabon	77	66	45	45	55	55	-	45	44 ^x	-	6 ^x	-	-
	Gambia	116	101	95	96	91	91	95	96	67	30	34	16	93
	Ghana	88	78	84	91	83	91	84	91	44	53	63	96	-
	Guinea	150	126	59	59	51	58	-	59	38 ^x	74	48	100	88
	Guinea-Bissau	173	161	68	76	76	61	-	76	53	51	38	-	100
	Liberia	117	78	60	49	62	40	-	49	47	57	34 ^y	79	96
	Mali	196	176	77	72	73	56	3	72	38	35	38 ^x	66	96
	Mauritania	116	112	71	75	61	67	-	75	32	21	46	57	100
	Niger	169	125	45	75	47	76	-	75	34	-	27	94	95
Nigeria	156	124	36	47	41	71	-	-	25	49	13	73	73	
Sao Tome and Principe	91	89	97	96	88	91	-	96	63	8	51	28	44	
Senegal	97	65	84	83	74	82	18	83	42	8	39	86	-	
Sierra Leone	214	185	65	84	71	80	-	84	55	62	32	100	99	
Togo	120	110	82	81	70	67	-	81	24	34	62	92	22	

Notes : les pays en bleu sont des pays moins avancés (PMA). Les chiffres en rouge représentent une réduction par rapport aux chiffres précédemment transmis.

* Données les plus récentes disponibles pendant cette période.

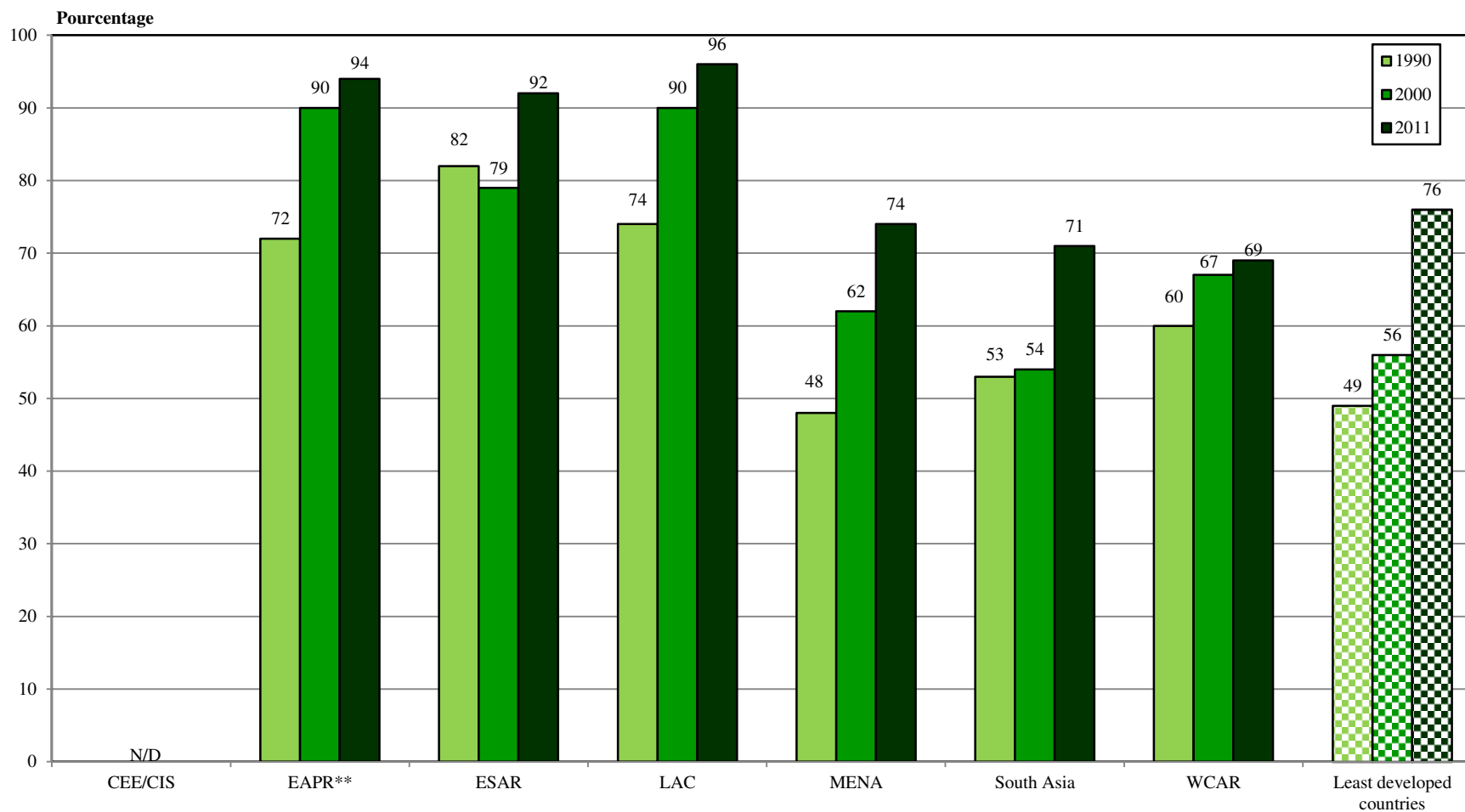
x : Les données se réfèrent aux années ou périodes autres que celles indiquées en tête de colonne.

y : Les données ne correspondent pas à la définition standard ou ne portent que sur une partie du pays.

w : Indique les pays ayant mis en place des programmes nationaux de supplémentation en vitamine A qui ciblent une catégorie d'âge réduite. Le chiffre correspondant à la couverture est présenté comme cible.

δ Des données ventilées pour la République du Soudan et la République du Soudan du Sud ne sont pas encore disponibles pour plusieurs indicateurs.

Fig. 2 : Proportion de femmes examinées au moins une fois pendant leur grossesse par un agent de santé qualifié (médecin, infirmier ou sage-femme)



**À l'exception de la Chine.

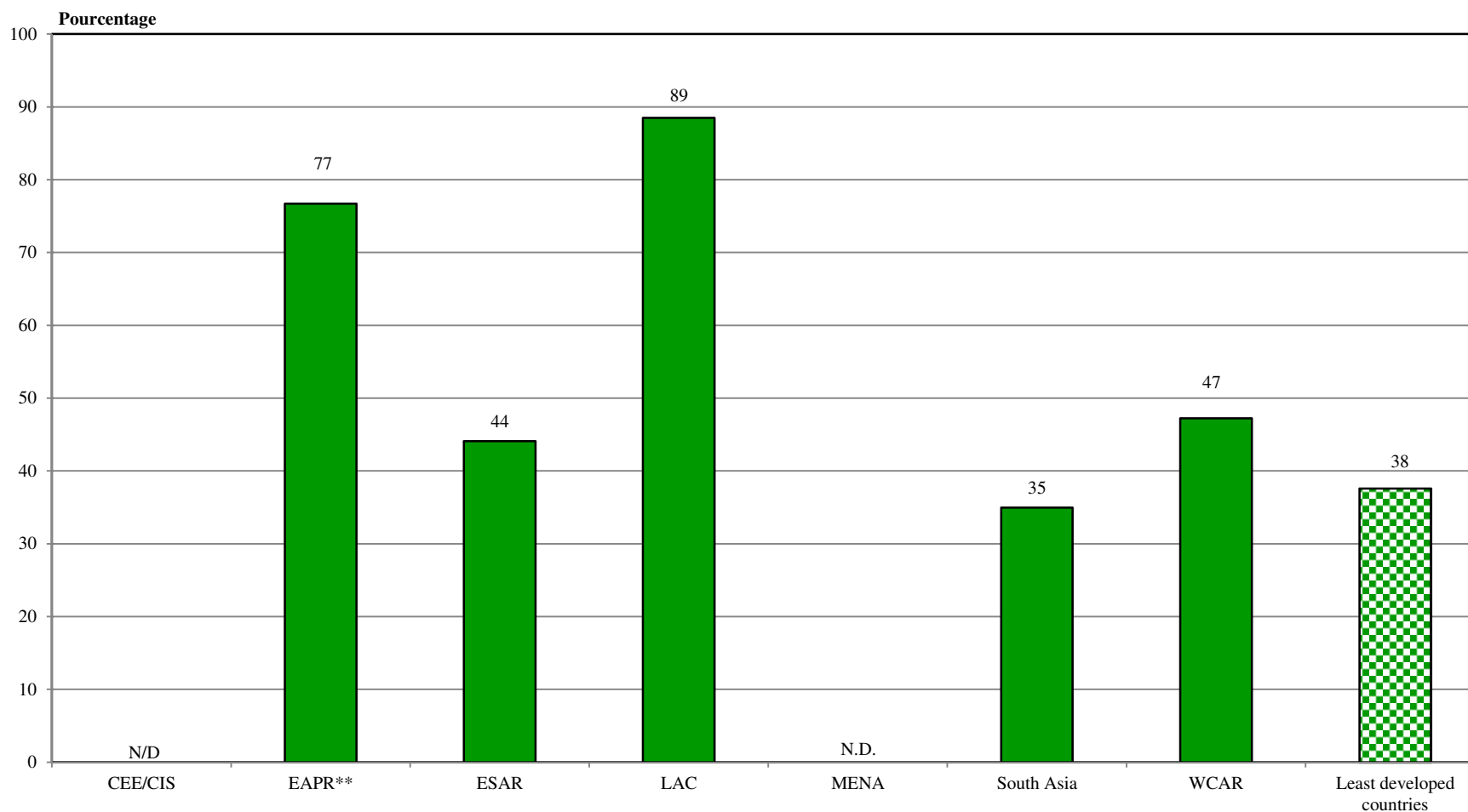
N/D : données non disponibles pour la région.

Notes : « 1990 » se rapporte à la période 1986-1995, « 2000 » se rapporte à la période 1996-2005 et « 2011 » se rapporte aux dernières données disponibles pour la période 2006-2012. Les estimations régionales représentent les données de pays couvrant au moins 50 % des naissances dans la région. La couverture des données était insuffisante pour calculer la moyenne régionale pour l'ECO/CEI. Les agrégats régionaux présentés dans les diagrammes peuvent différer des estimations régionales les plus récentes citées ailleurs. Lors de l'analyse des tendances, les mêmes sous-groupes de pays doivent être inclus dans les calculs pour chaque repère temporel, ce qui peut donner une estimation différente des dernières estimations régionales, qui sont calculées en utilisant toutes les données disponibles de l'année la plus récente.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

Fig. 3 : Proportion de femmes examinées au moins quatre fois pendant leur grossesse par un agent de santé

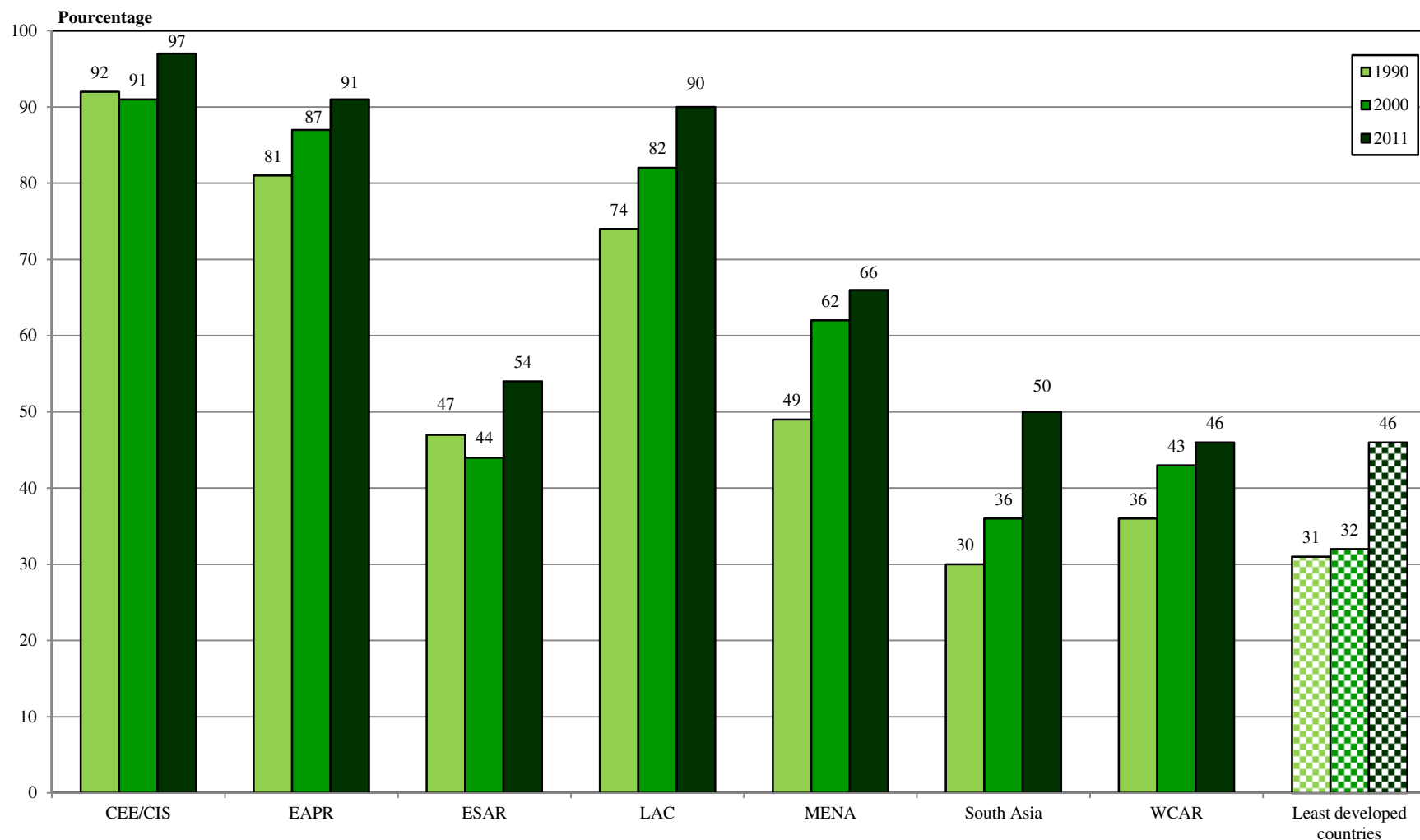
(données les plus récentes disponibles pendant la période 2007-2012)



**À l'exception de la Chine.

N/D : données non disponibles pour la région.

Fig. 4 : Proportion de naissances supervisées par un agent de santé qualifié (médecin, infirmier ou sage-femme)



Notes : « 1990 » se rapporte à la période 1986-1995, « 2000 » se rapporte à la période 1996-2005 et « 2011 » se rapporte aux dernières données disponibles pour la période 2006-2012. Les agrégats régionaux présentés dans les diagrammes peuvent différer des estimations régionales les plus récentes citées ailleurs. Lors de l'analyse des tendances, les mêmes sous-groupes de pays doivent être inclus dans les calculs pour chaque repère temporel, ce qui peut donner une estimation différente des dernières estimations régionales, qui sont calculées en utilisant toutes les données disponibles de l'année la plus récente.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

Fig. 5 : Proportion de femmes et de nouveau-nés ayant consulté un agent de santé pour bénéficier de soins postnataux dans les deux jours suivant l'accouchement

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2005-2011)

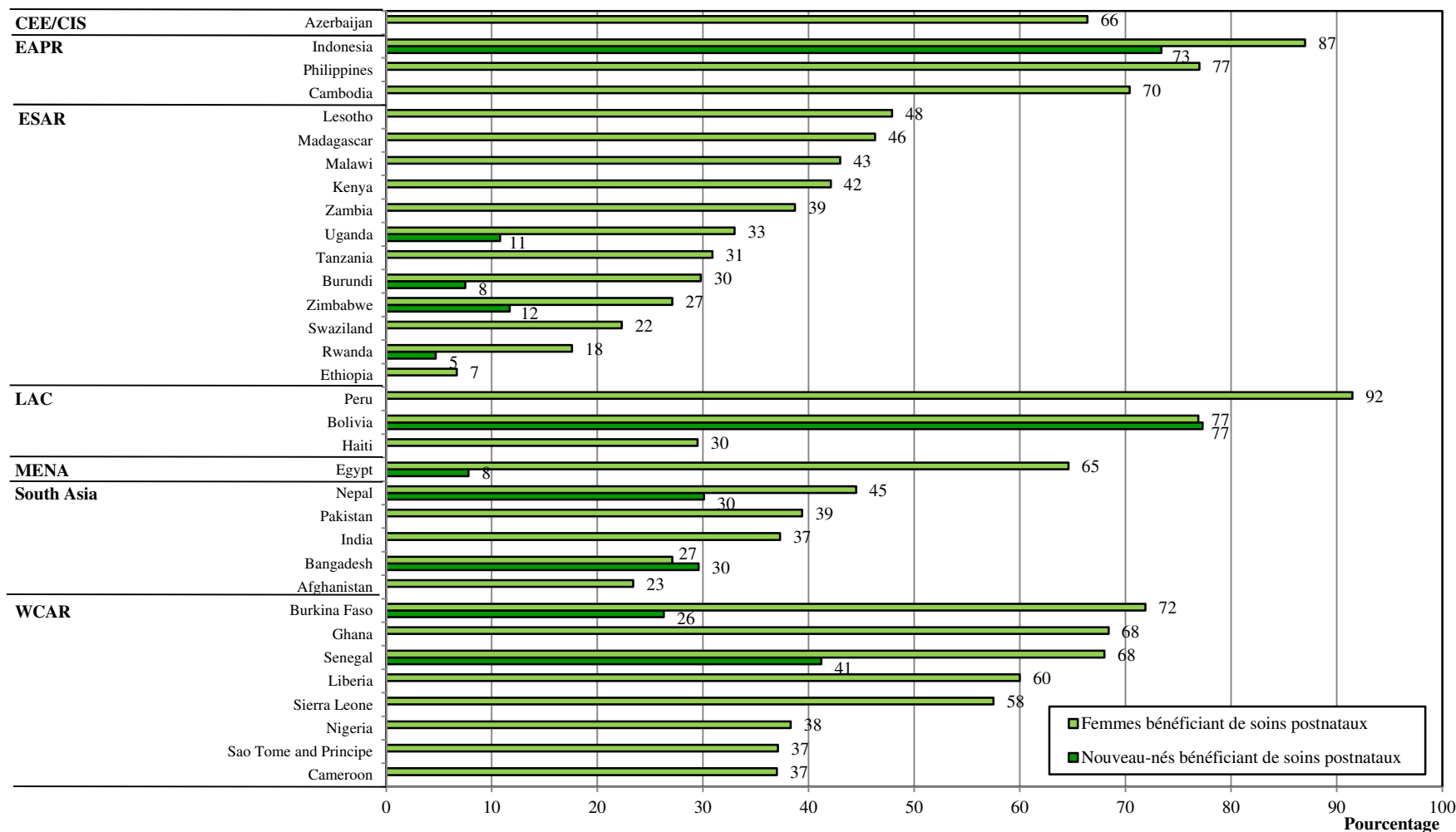
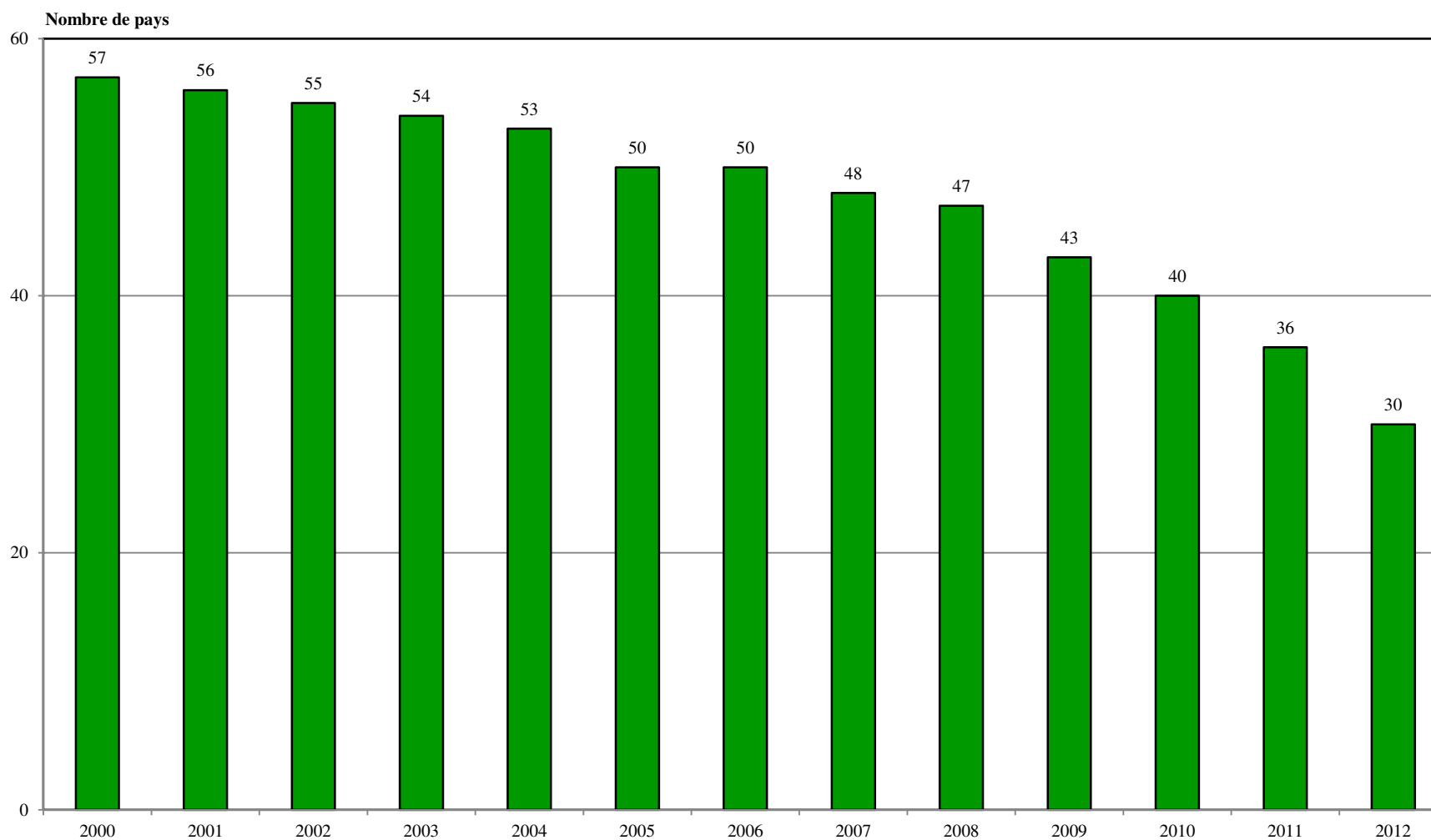


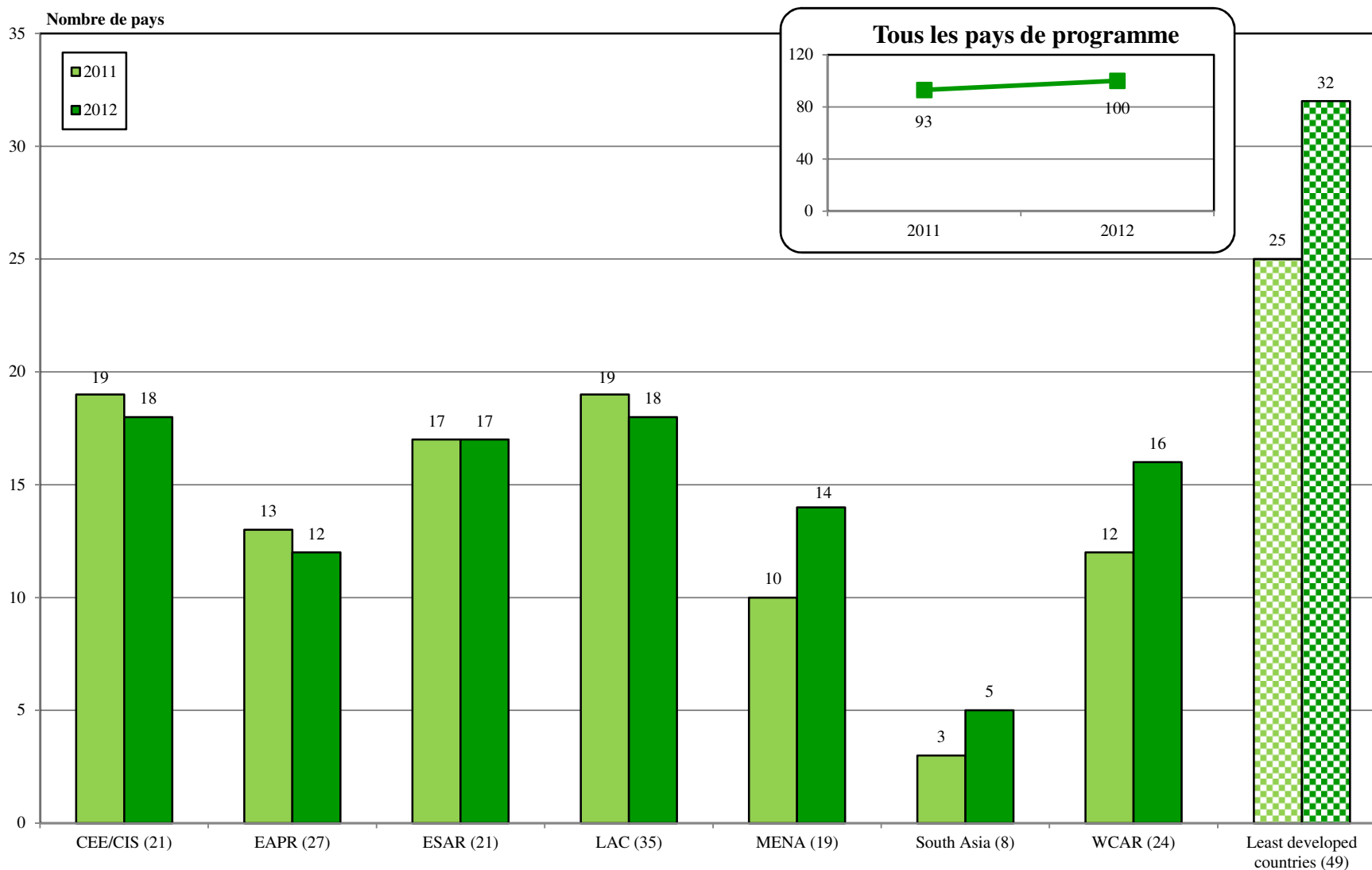
Fig. 6 : Pays n'ayant pas encore éliminé le tétanos maternel et prénatal, 2000-2012



Note : 57 pays étaient classés à « haut risque pour le tétanos maternel et prénatal », donc « prioritaires » pour l'élimination du tétanos maternel et prénatal en 1999 lorsque l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) ont relancé l'initiative. Suite à l'indépendance du Timor-Leste en 2002 et du Soudan du Sud en 2011, le nombre est passé à 59.

Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

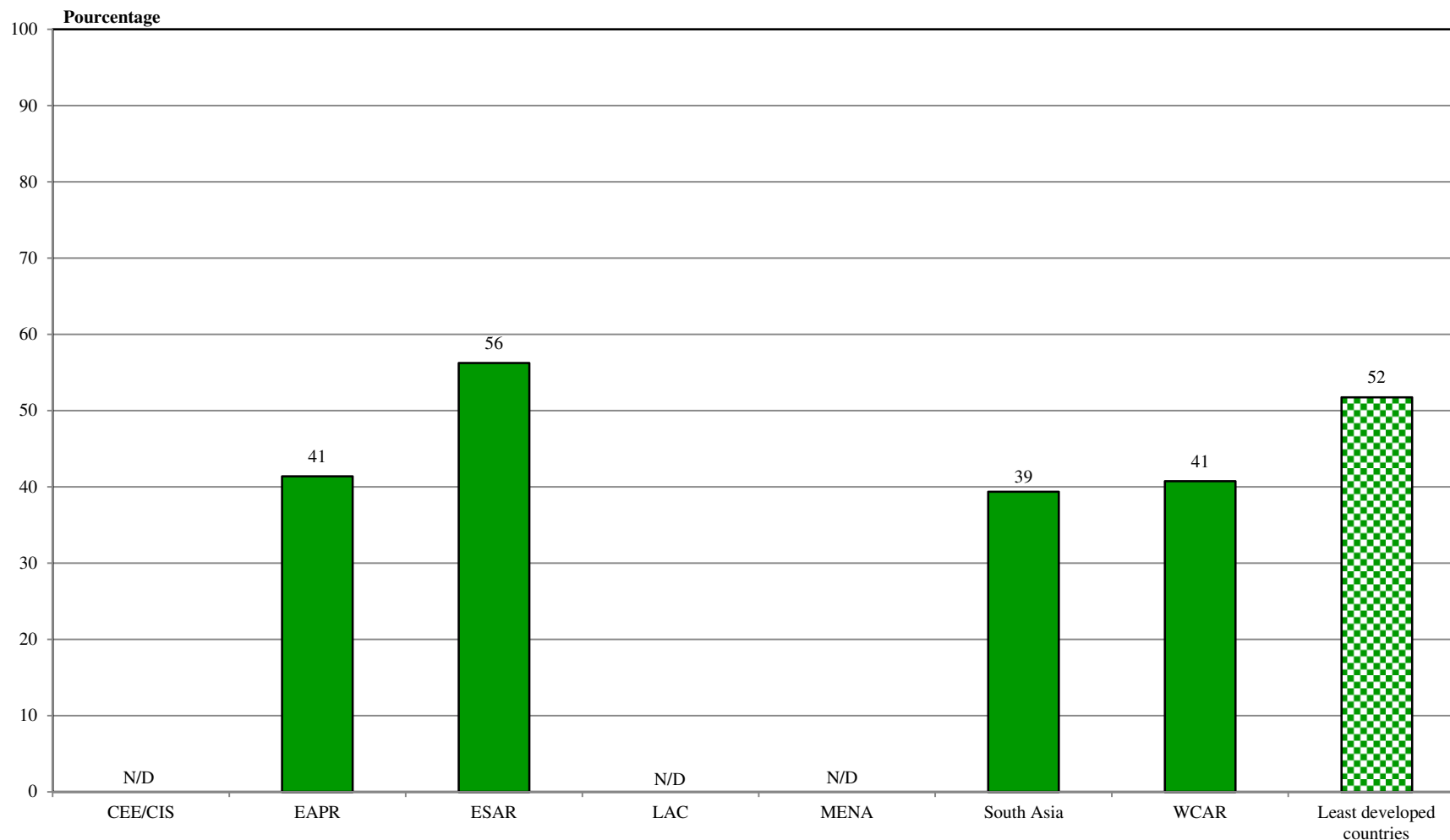
Fig. 7 : Pays possédant une législation nationale sur la protection de la maternité (pour les femmes actives dans des secteurs organisés et non organisés)



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 8 : Proportion de nourrissons ayant commencé l'allaitement maternel dans l'heure qui suit la naissance

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2007-2011)



N/D : données non disponibles pour la région.

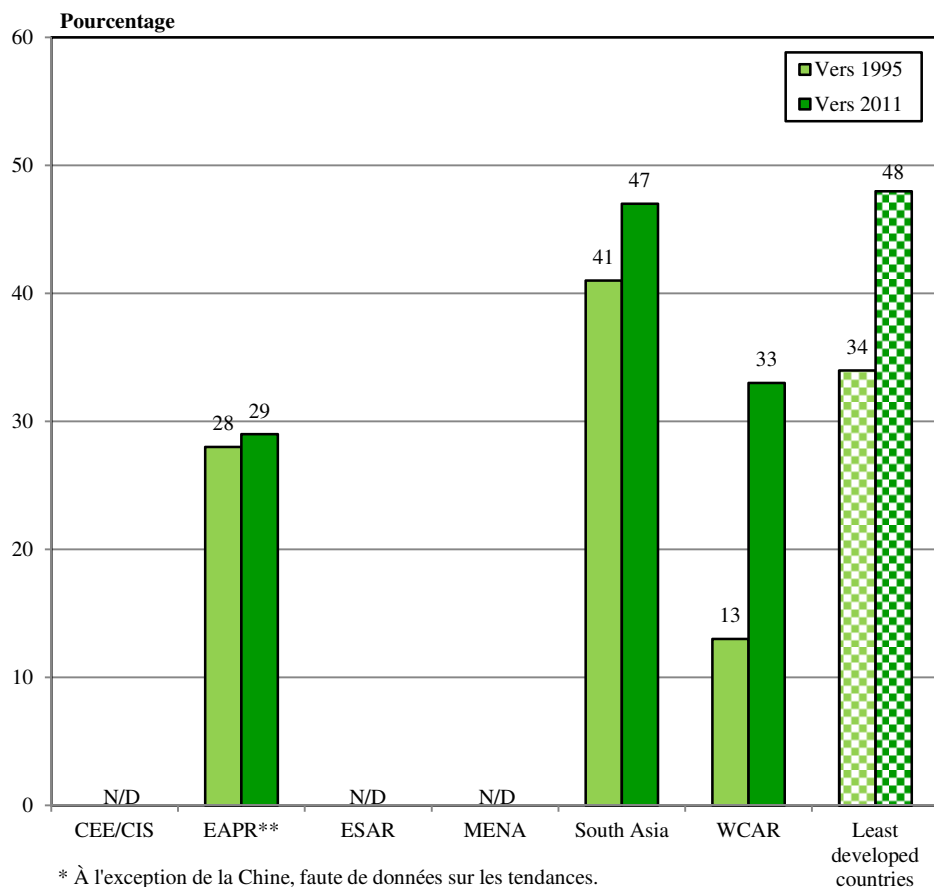
Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

Appui aux capacités nationales pour atteindre l'OMD 1 en améliorant la nutrition des enfants par des pratiques améliorées et un meilleur accès aux produits de base et services

Appui aux capacités nationales pour atteindre les OMD 4 et 5 grâce à une couverture élargie des ensembles intégrés de services et à une amélioration des pratiques et de l'environnement politique

Fig. 9 : Allaitement maternel

Fig. 9a : Proportion de nourrissons (de moins de 6 mois) nourris exclusivement au sein



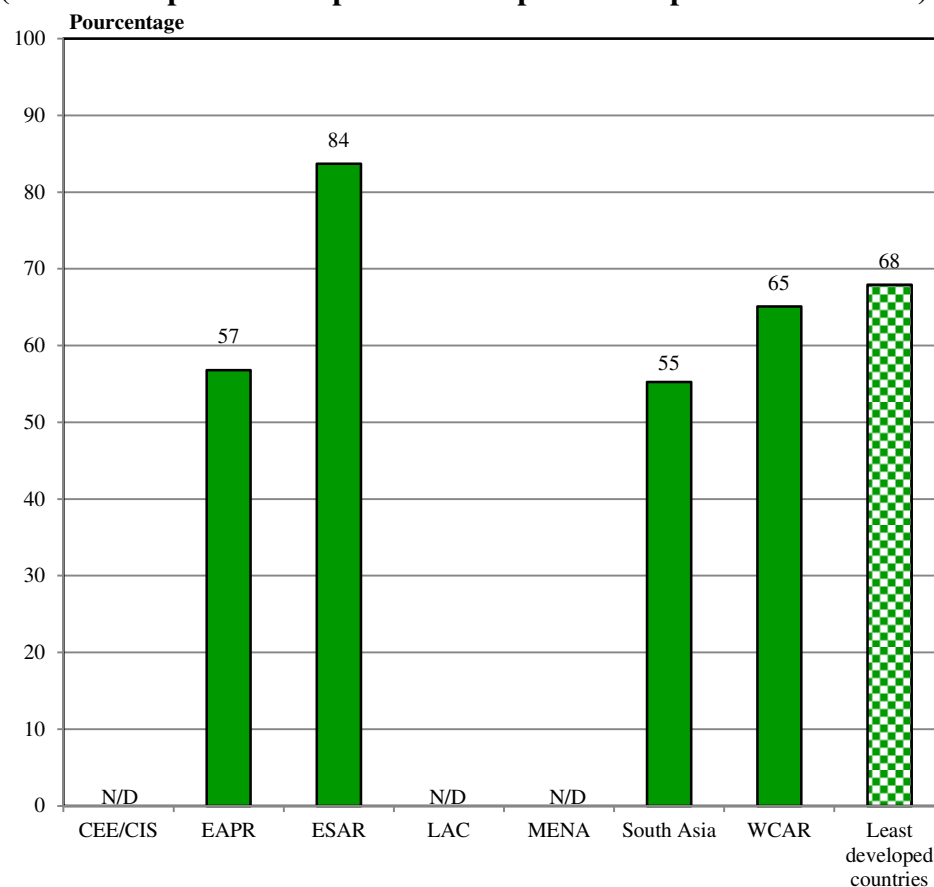
* À l'exception de la Chine, faute de données sur les tendances.

N/D : données non disponibles pour la région.

Notes : estimations fondées sur un sous-groupe de 50 pays pour lesquels des données sur les tendances sont disponibles. Les estimations régionales ne sont présentées qu'en cas de couverture suffisante de la population. Les estimations pour « autour de 2011 » peuvent être différentes de celles présentées en tant que « moyennes régionales/mondiales actuelles », l'analyse des tendances étant basée sur un sous-groupe de pays.

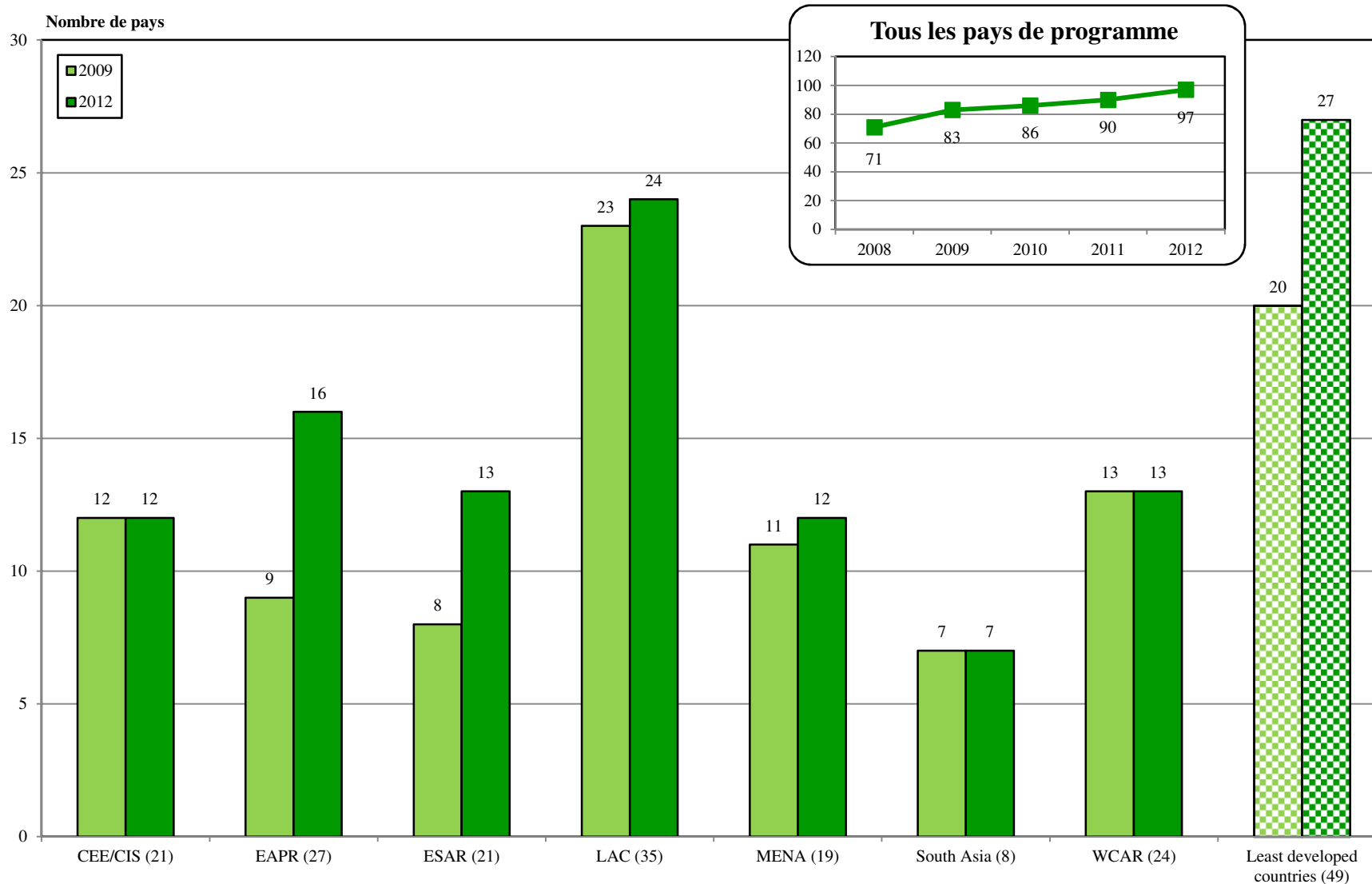
Source : Section des statistiques et du suivi. DPS. UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF. 2013.

Fig. 9b : Proportion d'enfants (âgés de 6 à 8 mois) nourris avec des aliments solides, semi-solides ou mous (données disponibles les plus récentes pendant la période 2007-2011)



N/D : données non disponibles pour la région.

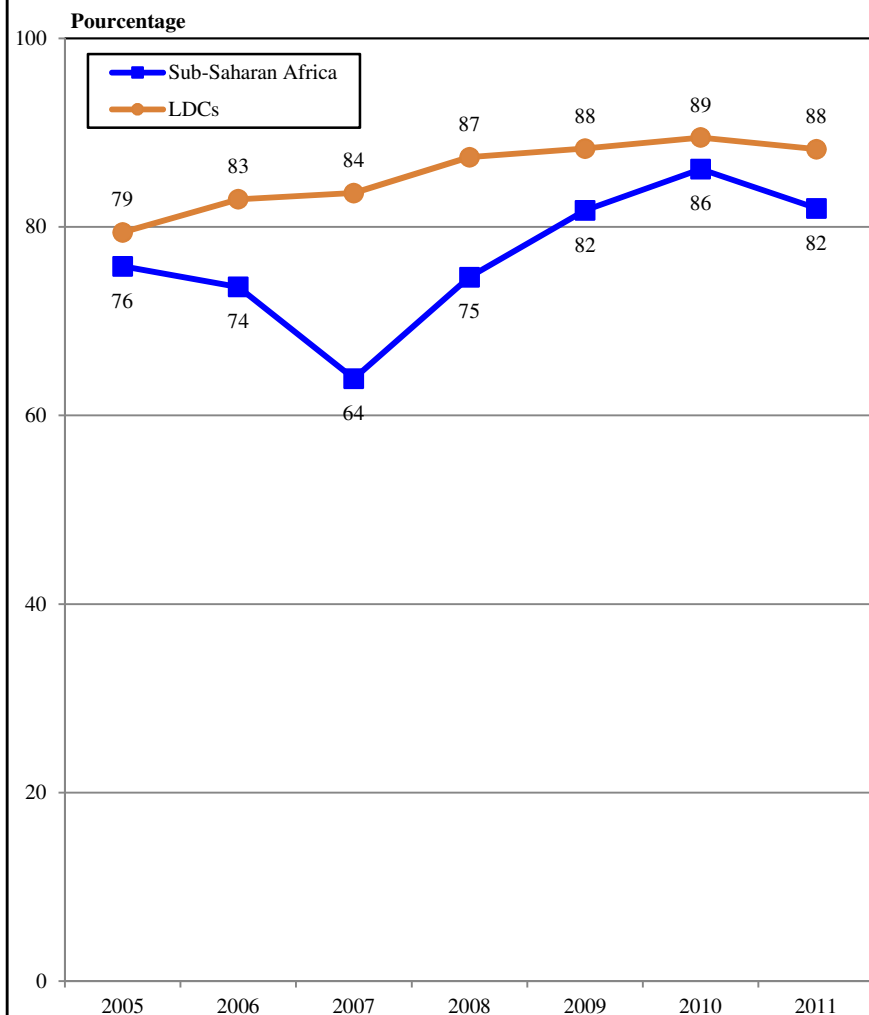
Fig. 10 : Pays possédant une législation ou des dispositions reposant sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

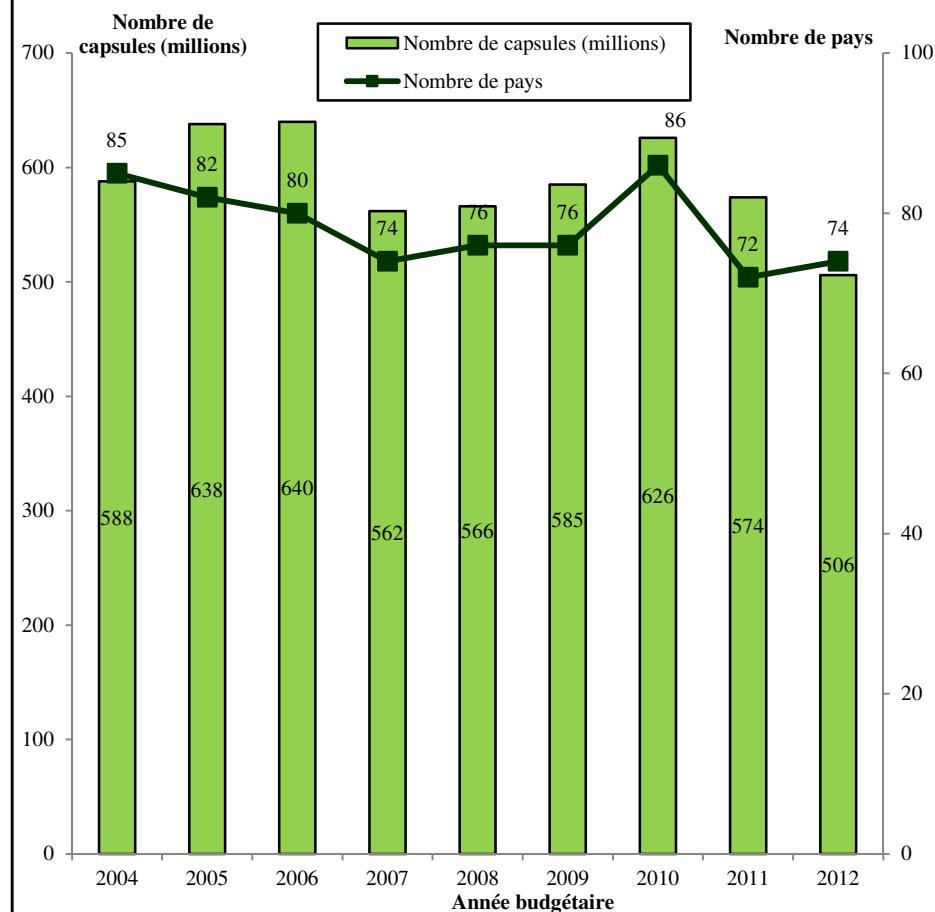
Fig. 11 : Vitamine A : couverture et achat par l'UNICEF

Fig. 11a : Pourcentage d'enfants (âgés de 6 à 59 mois) ayant reçu deux doses de vitamine A, 2005-2011



Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

Fig. 11b : Capsules de vitamine A achetées par l'UNICEF, 2004-2012

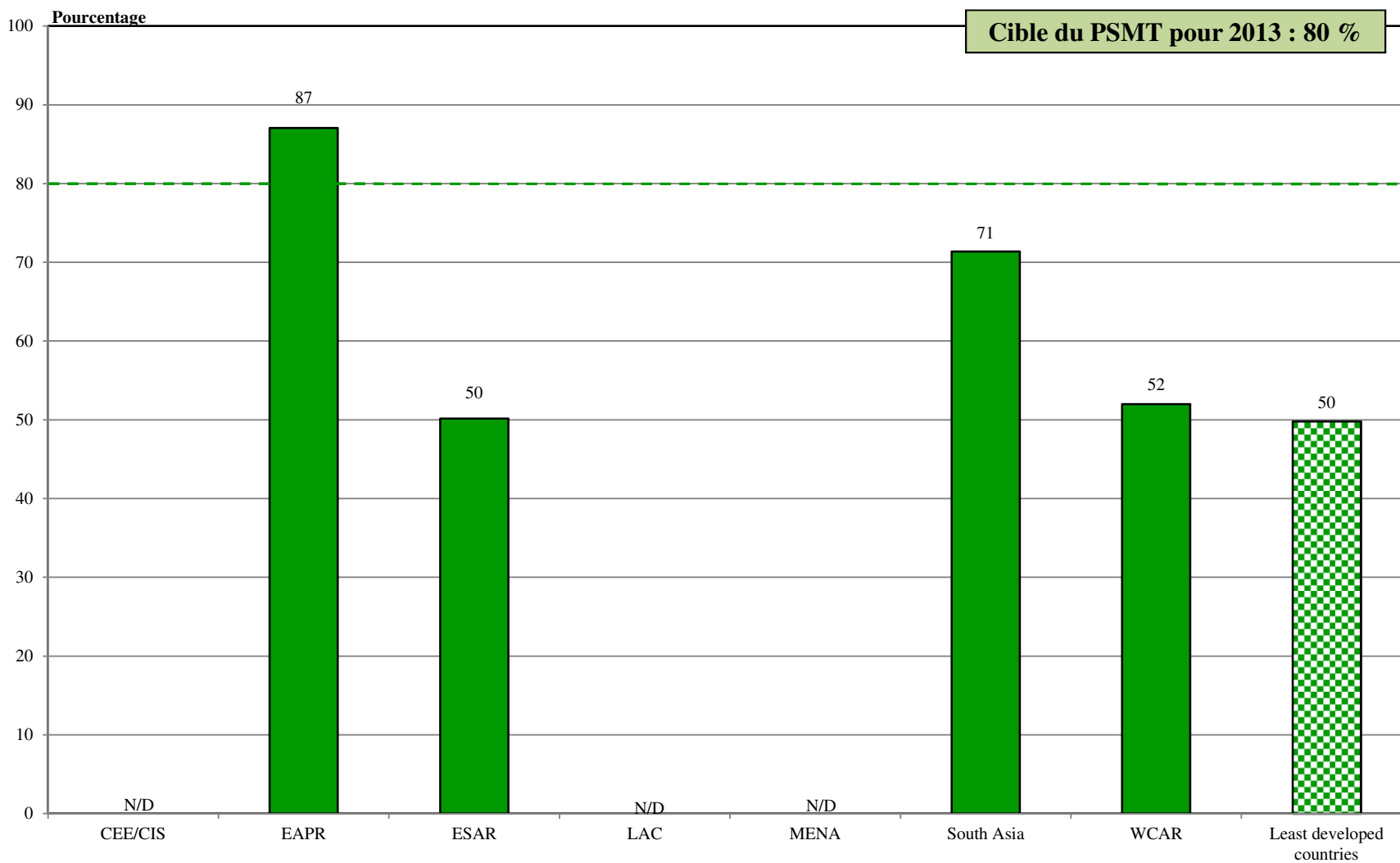


Note : le nombre de capsules de vitamine A achetées a diminué car le fournisseur d'aide en nature (IKA - in-kind assistance) a réduit ses dons suite à une diminution du stock de sécurité maintenu dans les entrepôts de l'UNICEF et au roulement des stocks dans les bureaux de pays obtenu grâce à une amélioration des prévisions et l'introduction de VISION. Cette tendance à la diminution de l'aide en nature pour la vitamine A devrait se poursuivre à cause de la mise en place de critères d'éligibilité plus stricts pour les bénéficiaires, comme convenu avec le donateur.

Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Fig. 12 : Proportion de ménages consommant du sel dûment iodé

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2007-2011)

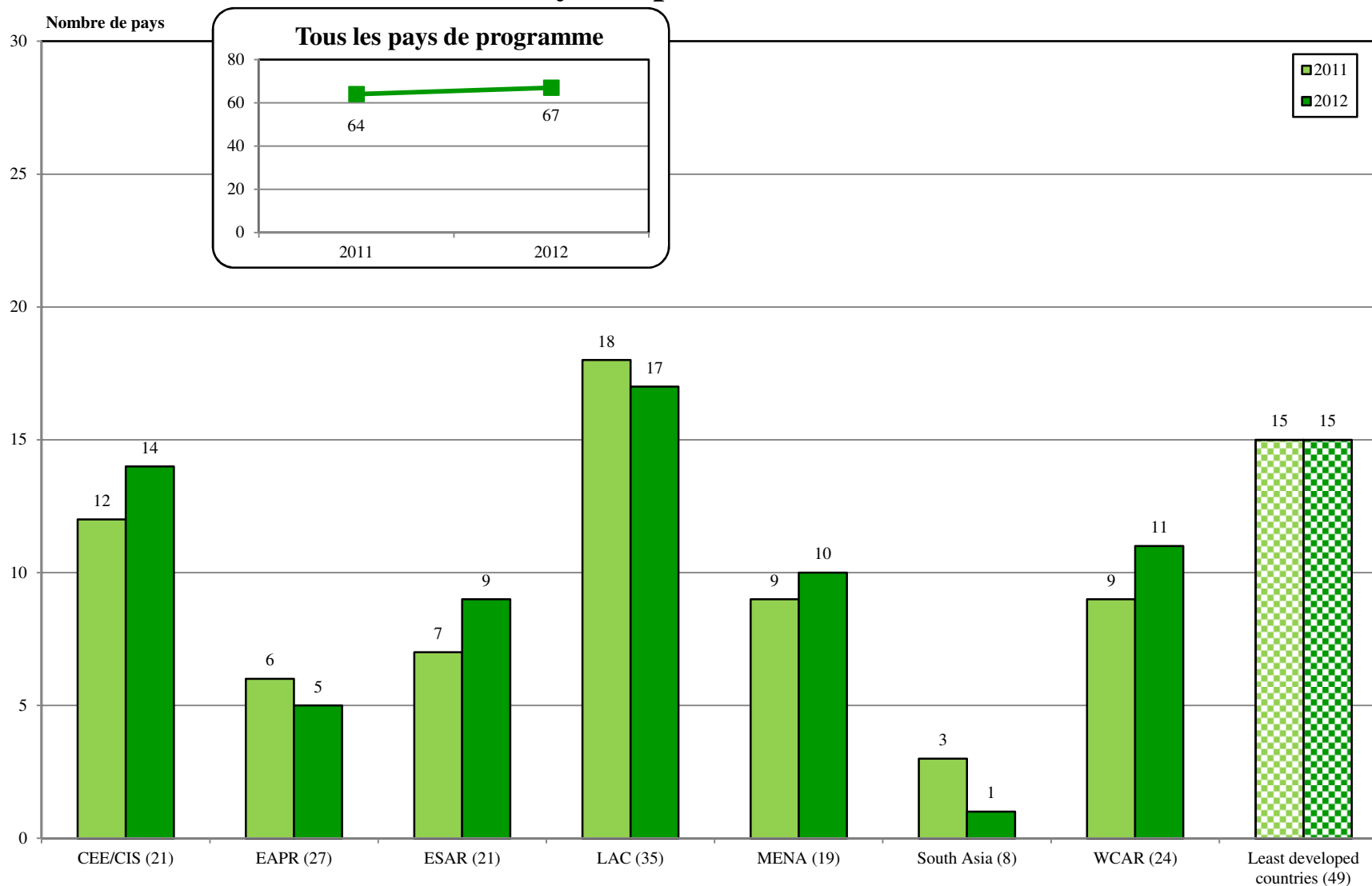


N/D : données non disponibles pour la région.

Note : 15 parties par million (ppm) ou davantage.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

Fig. 13 : Pays possédant une législation nationale sur l'enrichissement des aliments (y compris l'huile)



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 14 : Progrès réalisés en matière de lutte contre la rougeole depuis 2000

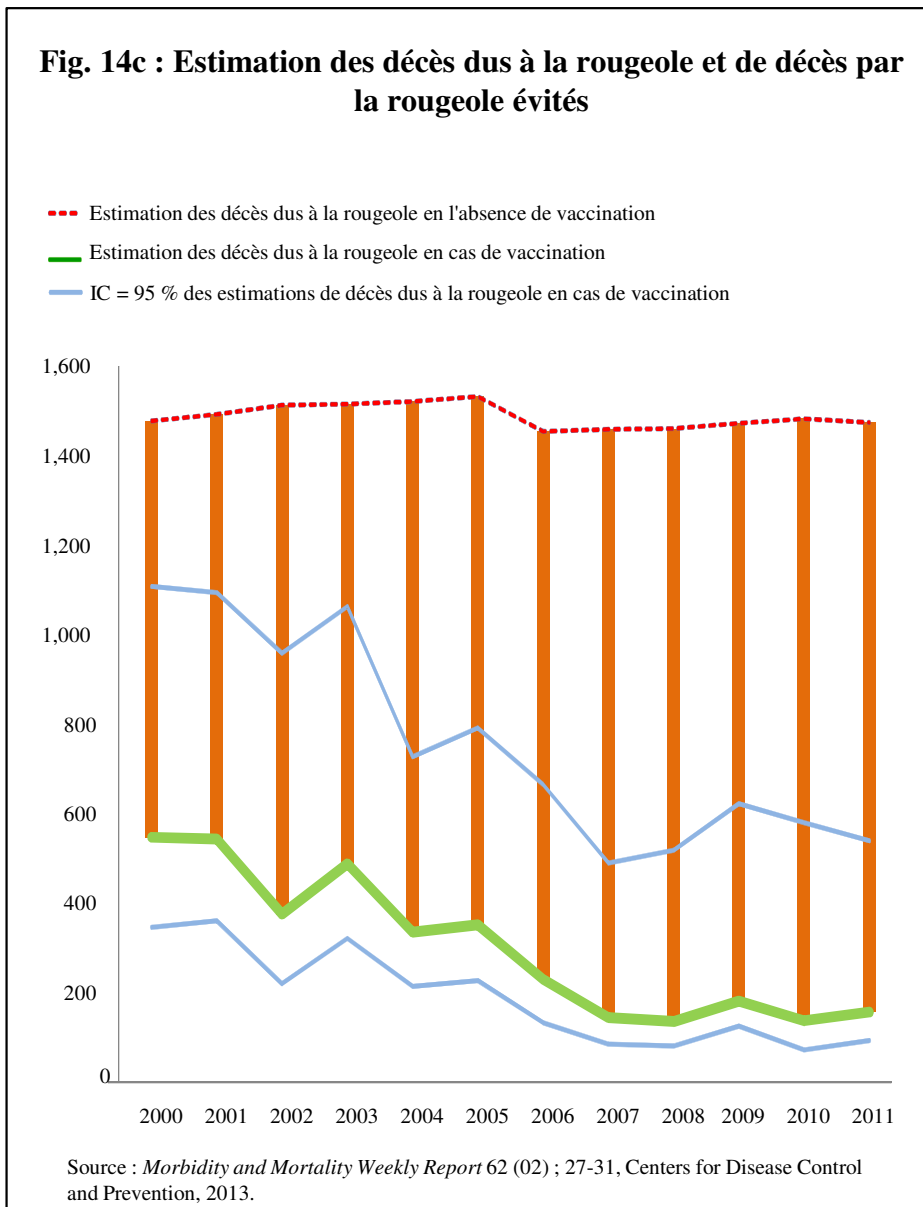
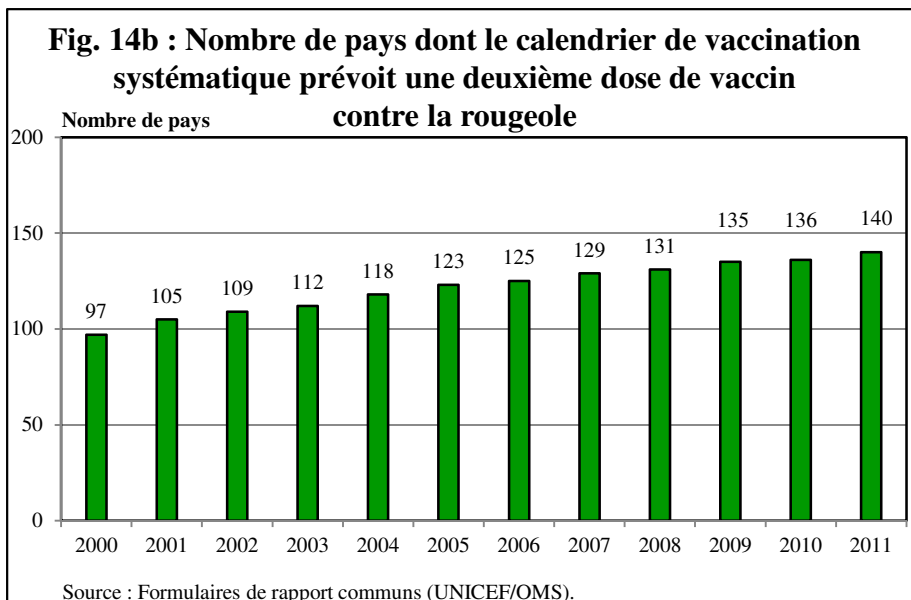
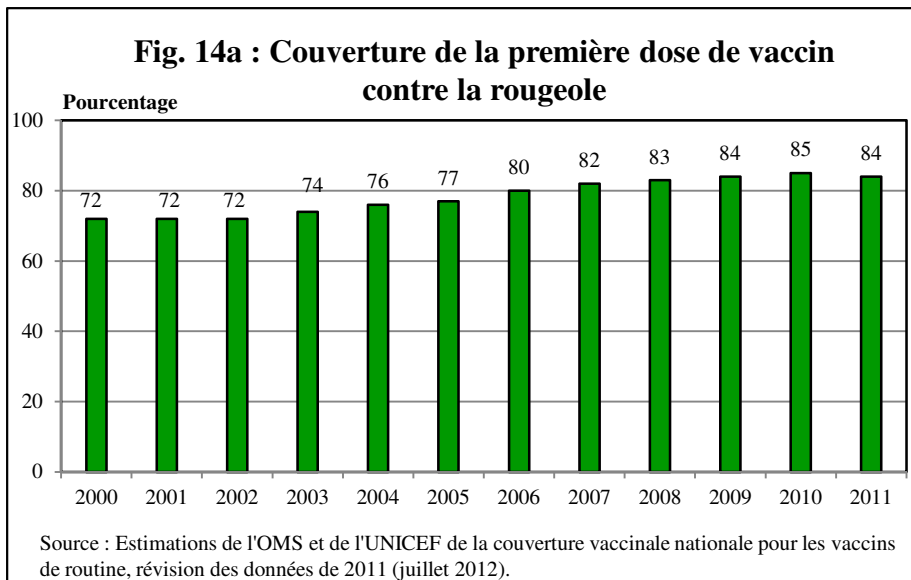


Fig. 15 : Pays dont au moins 80 pour cent des districts ont rapporté un taux de couverture vaccinale par le Penta ou le DCT3 de plus de 80 pour cent

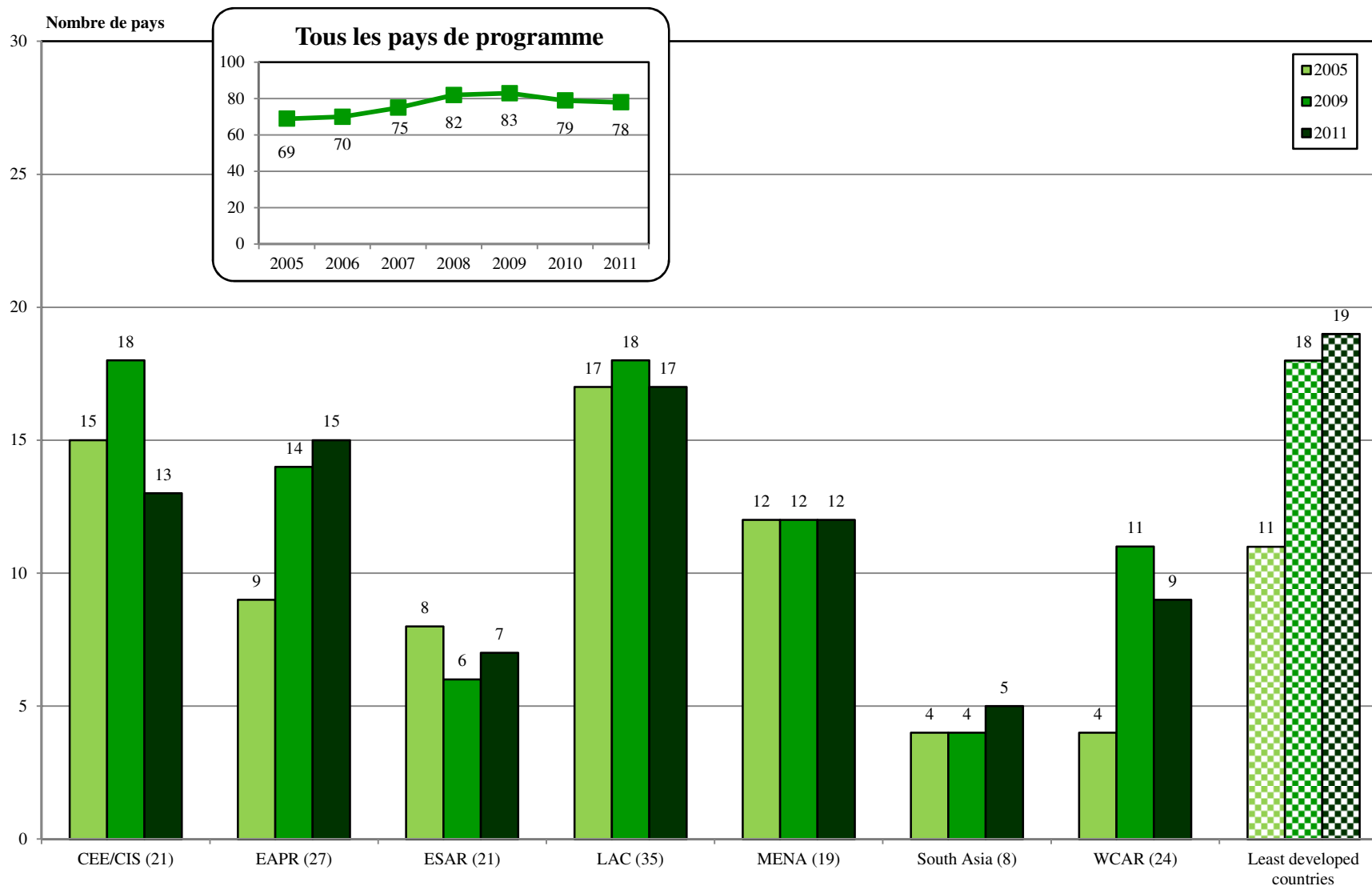


Fig. 16 : Pays ayant enregistré des flambées épidémiques de maladies à prévention vaccinale qui ont duré plus de six mois

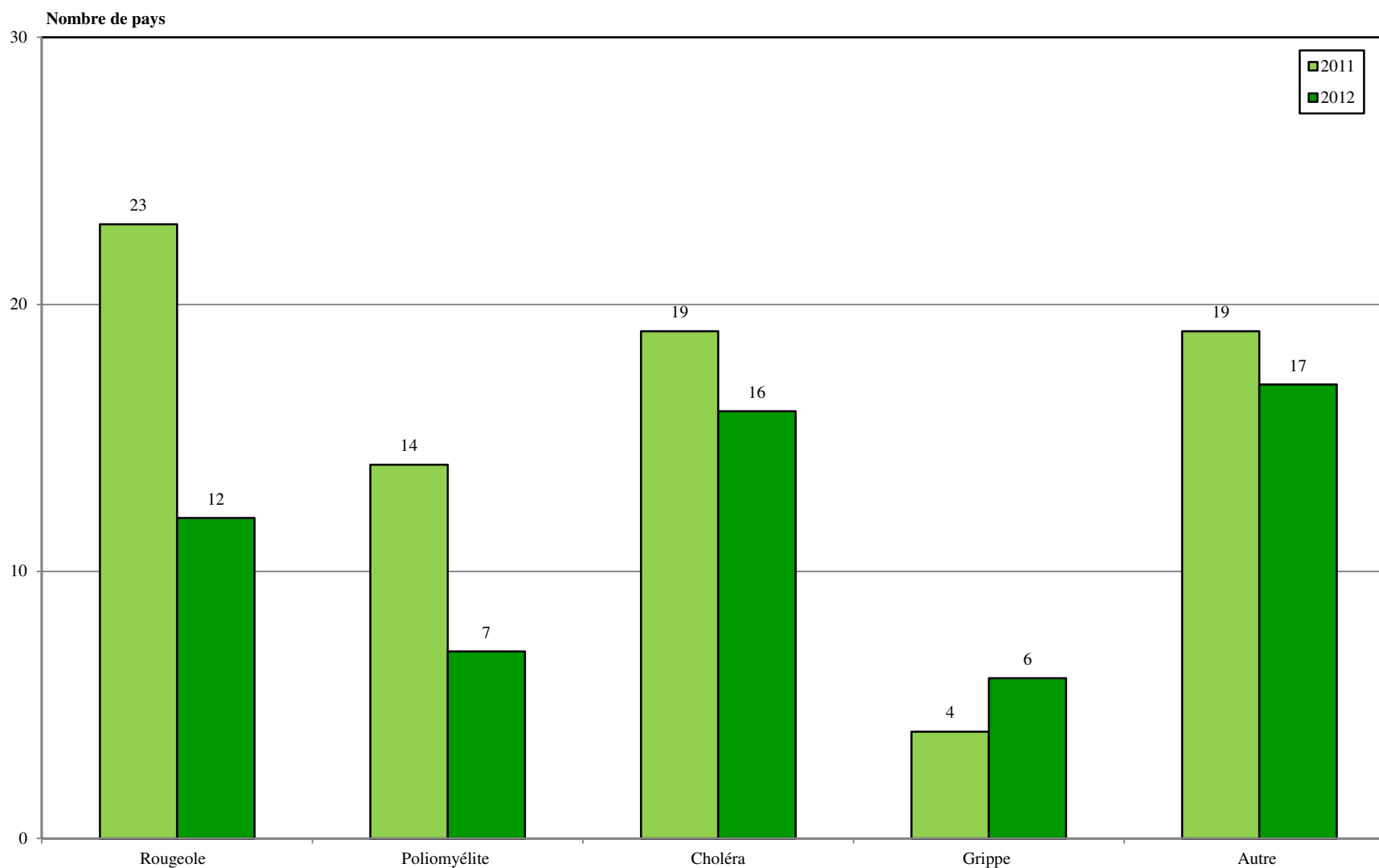


Fig. 17 : Cas confirmés d'infection par poliovirus sauvage, 2005-2012

Pays endémiques

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Pakistan	28	40	32	117	89	144	198	58
Afghanistan	9	31	17	31	38	25	80	37
Nigeria	830	1122	285	798	388	21	62	122

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre total de cas	1979	1997	1315	1651	1604	1352	650	223
Total virus sauvage type 1	1716	1666	321	976	482	1265	583	202
Total virus sauvage type 3	263	331	994	675	1122	87	67	21
Nombre de pays affichant des cas de polio	16	17	12	18	23	20	16	5
Nombre de pays endémiques	6	4	4	4	4	4	4	3

Pays sans transmission active* au cours des 6 derniers mois

Country	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Chad	2	1	22	37	64	26	132	5
Niger	10	11	11	12	15	2	5	1
Democratic Republic of the Congo	0	13	41	5	3	100	93	0
Cote d'Ivoire	0	0	0	1	26	0	36	0
China	0	0	0	0	0	0	21	0
Mali	3	0	0	1	2	4	7	0
Angola	10	2	8	29	29	33	5	0
Central African Republic	0	0	0	3	14	0	4	0
Guinea	0	0	0	0	42	0	3	0
Congo	0	0	0	0	0	441	1	0
India	66	676	874	559	741	42	1	0
Kenya	0	2	0	0	19	0	1	0
Gabon	0	0	0	0	0	0	1	0
Tajikistan	0	0	0	0	0	460	0	0
Senegal	0	0	0	0	0	18	0	0
Russian Federation	0	0	0	0	0	14	0	0
Nepal	4	5	5	6	0	6	0	0
Mauritania	0	0	0	0	13	5	0	0
Uganda	0	0	0	0	8	4	0	0
Turkmenistan	0	0	0	0	0	3	0	0
Liberia	0	0	0	0	11	2	0	0
Sierra Leone	0	0	0	0	11	1	0	0
Kazakhstan	0	0	0	0	0	1	0	0
Sudan	27	0	1	26	45	0	0	0
Benin	0	0	0	6	20	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	6	15	0	0	0
Togo	0	0	0	3	6	0	0	0
Cameroon	1	2	0	0	3	0	0	0
Burundi	0	0	0	0	2	0	0	0
Ghana	0	0	0	8	0	0	0	0
Ethiopia	22	17	0	3	0	0	0	0
Egypt	0	0	0	0	0	0	0	0

*Transmission active d'un poliovirus importé.

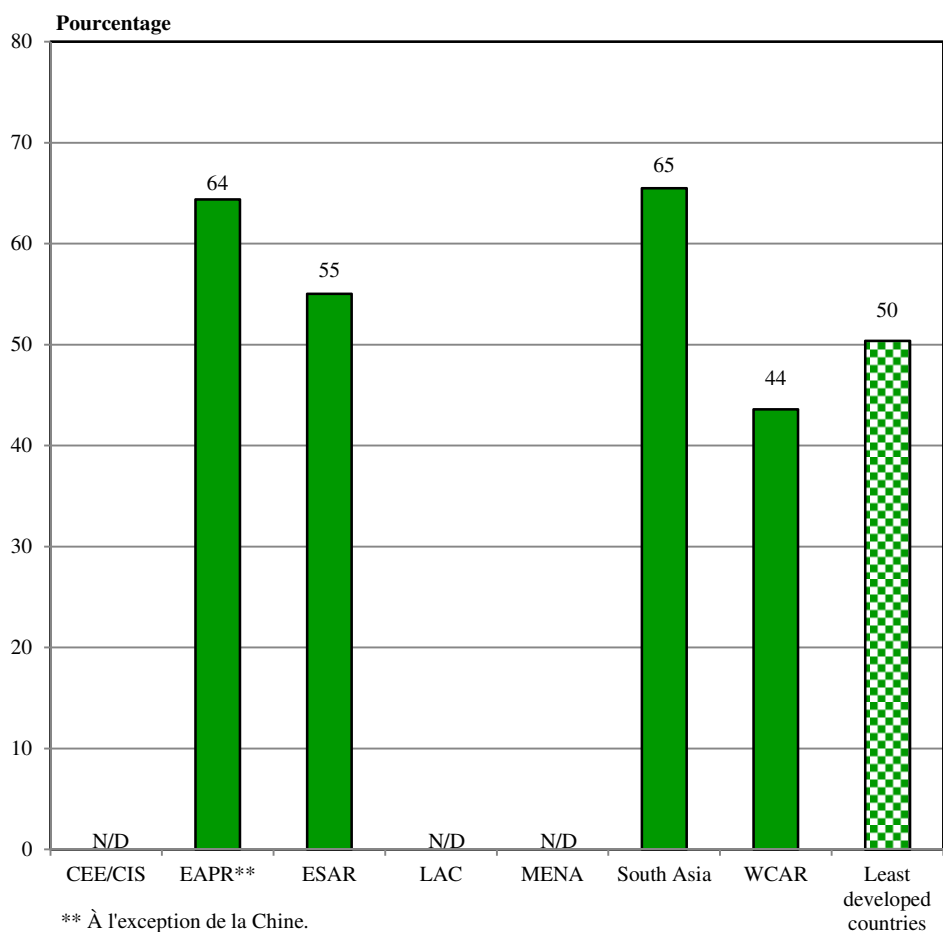
Cible du PSMT : éradication mondiale de la polio d'ici à 2013

Fig. 18 : Proportion d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) présumés atteints d'une pneumonie ayant consulté un agent de santé qualifié et recevant des antibiotiques

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2007-2012)

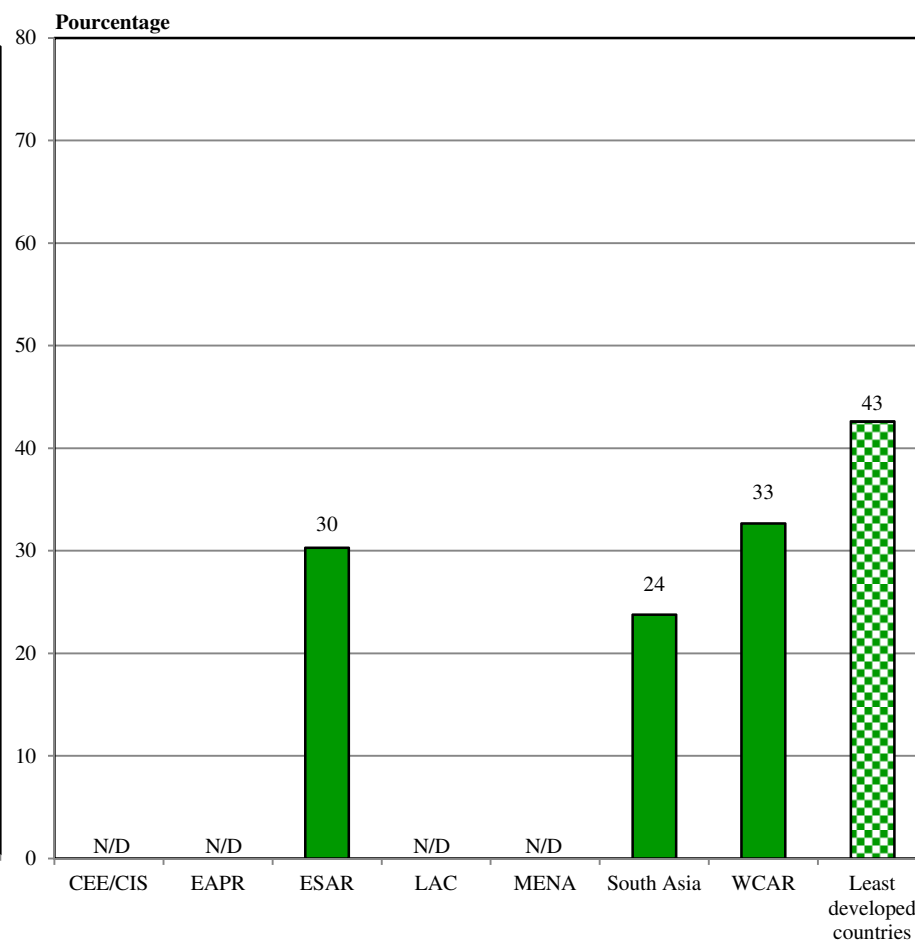
Fig. 18a : Proportion d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) présumés atteints d'une pneumonie ayant consulté un agent de santé qualifié

Fig. 18b : Proportion d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) présumés atteints d'une pneumonie recevant des antibiotiques



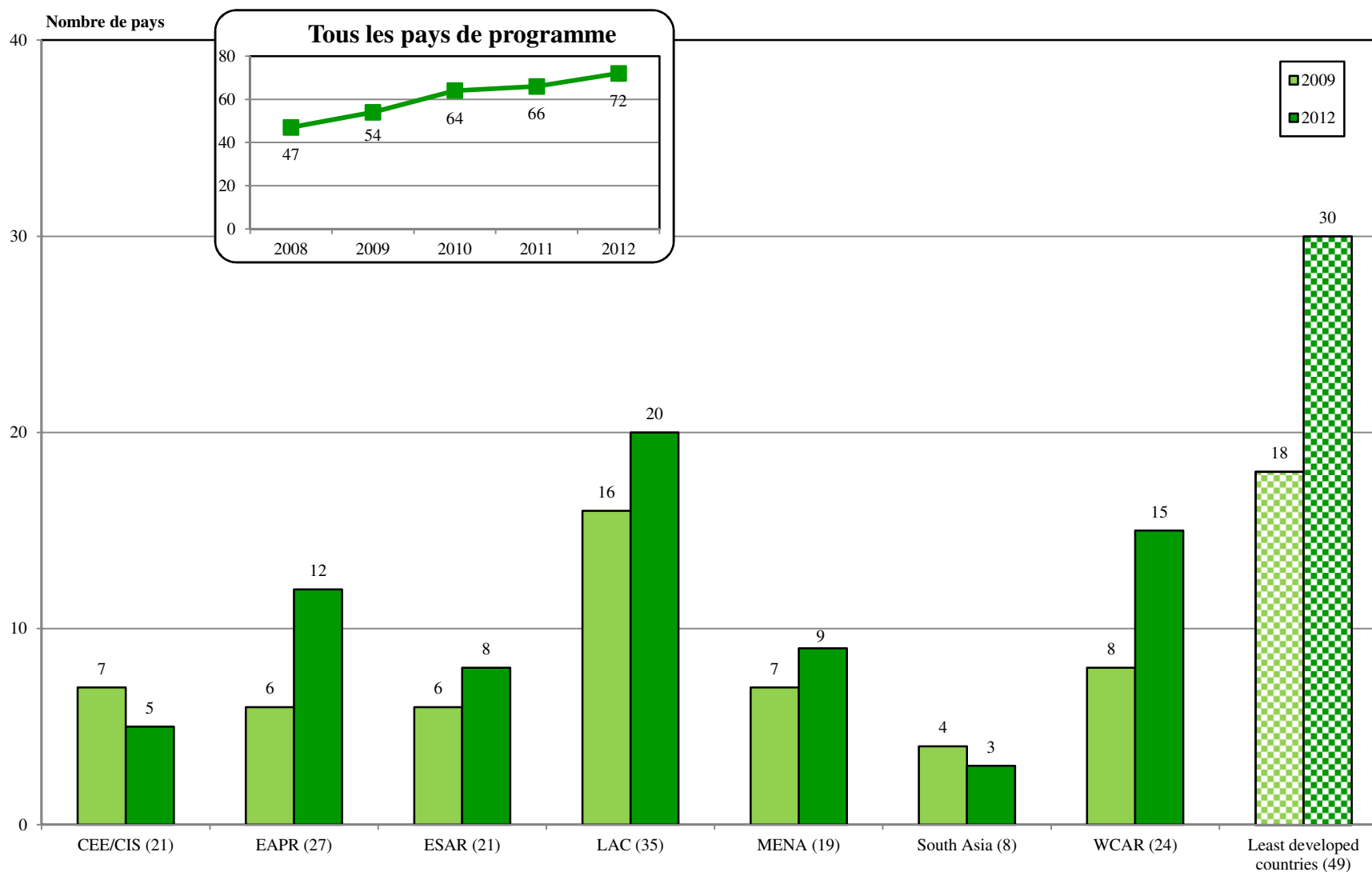
** À l'exception de la Chine.

N/D : données non disponibles pour la région.



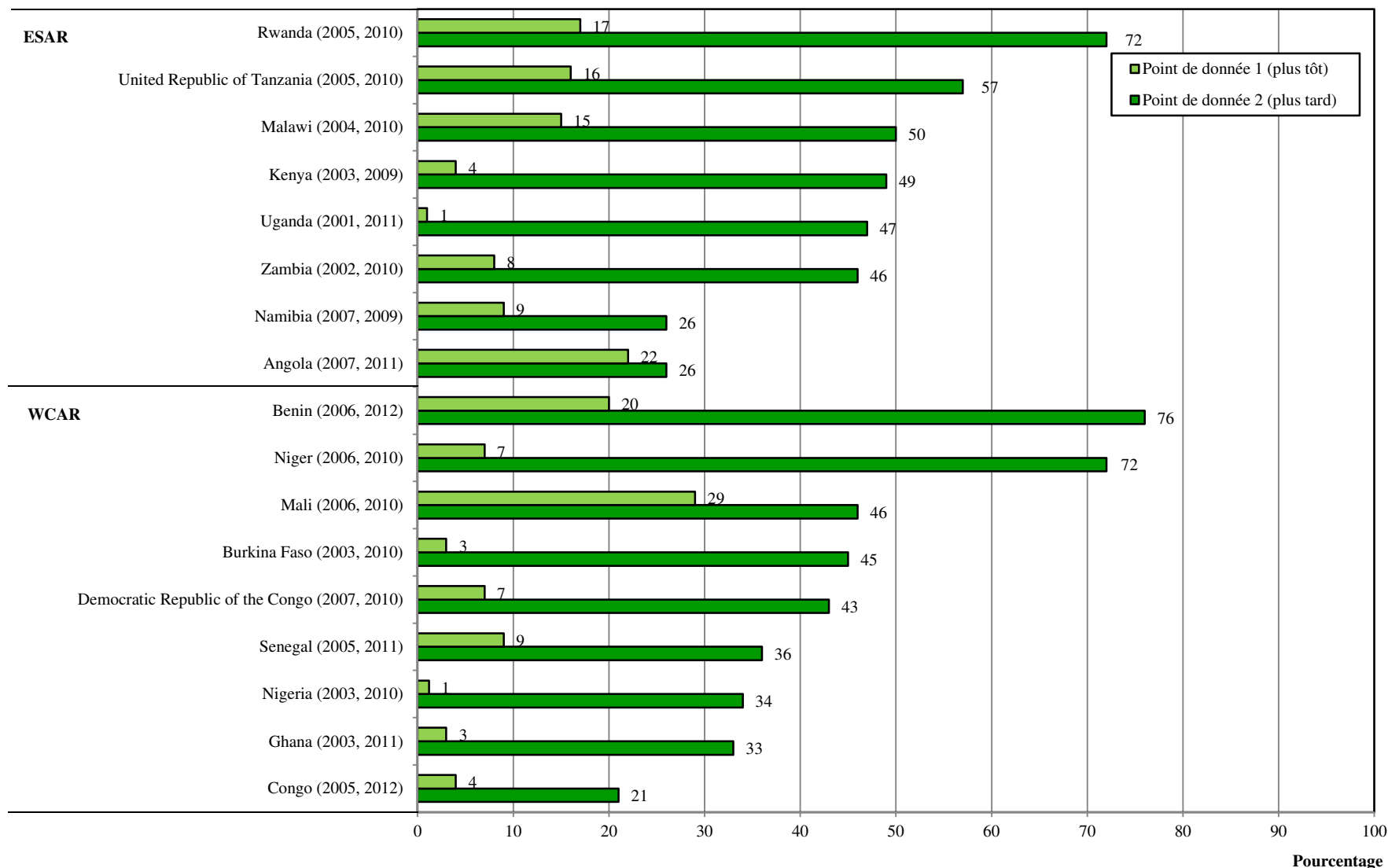
N/D : données non disponibles pour la région.

Fig. 19 : Pays ayant mis en place des politiques soutenant le traitement de la pneumonie par antibiotiques au niveau communautaire



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

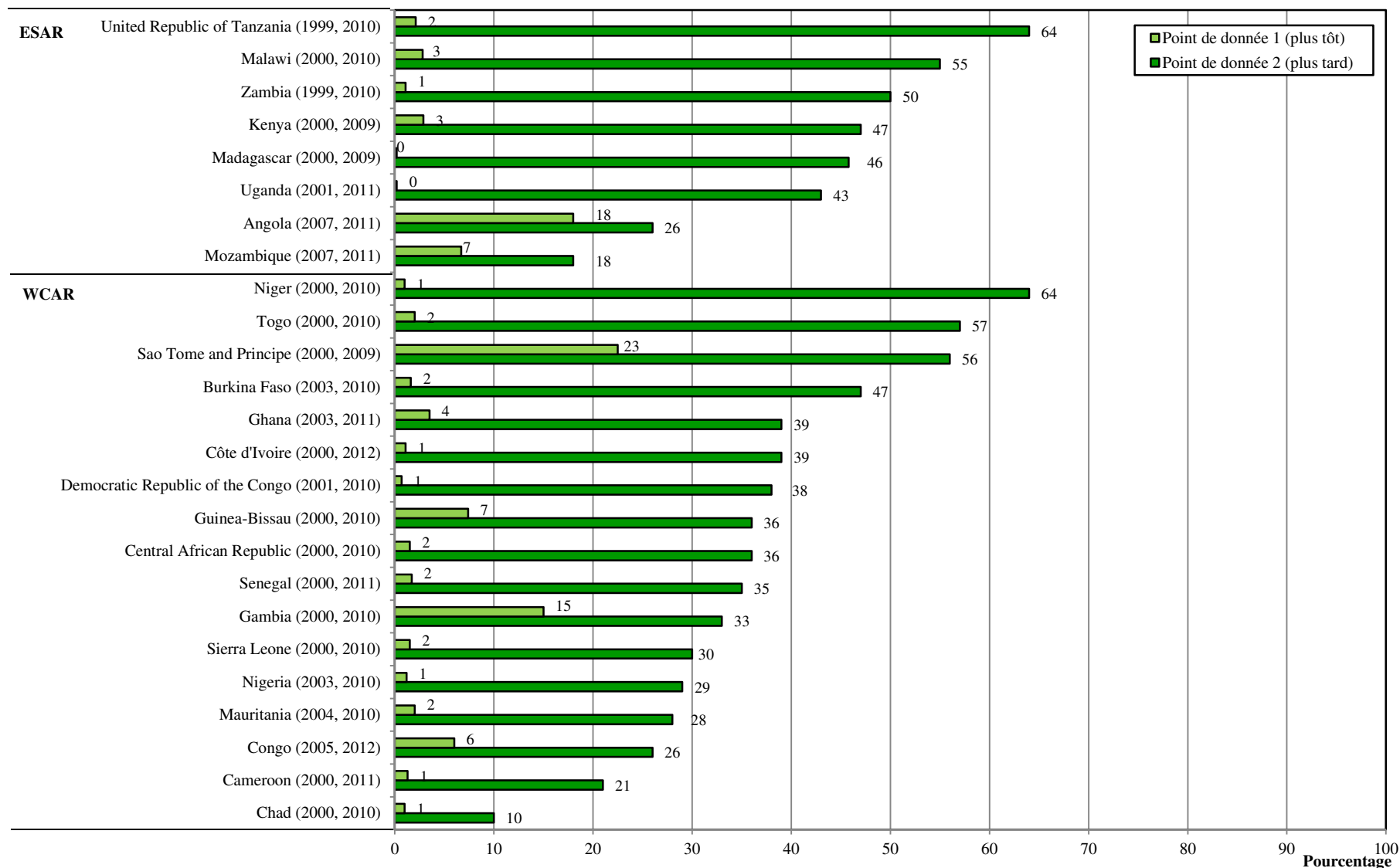
Fig. 20 : Proportion de femmes enceintes dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide



Données provenant de pays d'Afrique avec deux points de données et dont au moins 75 pour cent de la population sont exposés au paludisme, 2000-2012.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

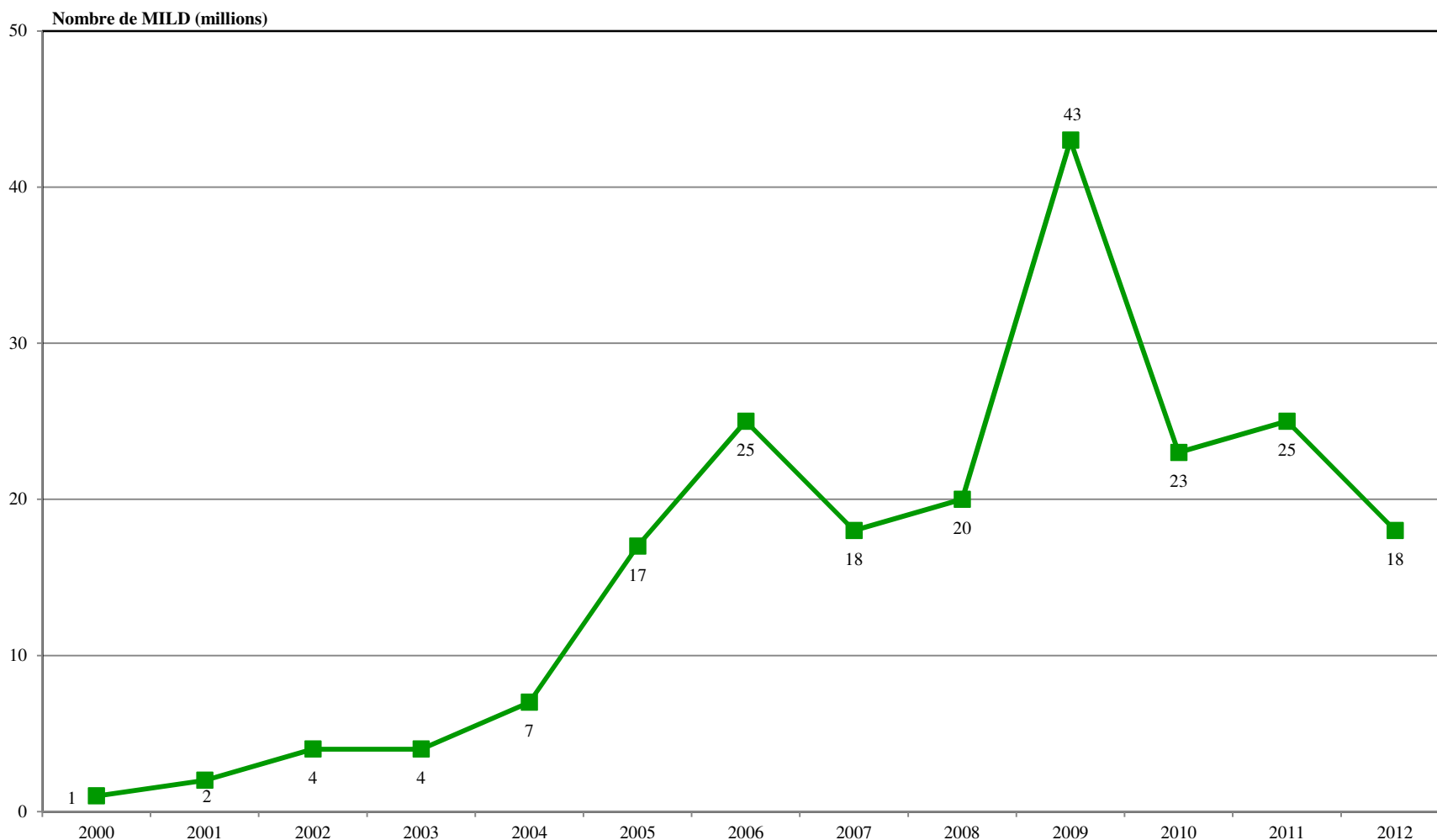
Fig. 21 : Proportion d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide



Données provenant de pays d'Afrique avec deux points de données et dont au moins 75 pour cent de la population sont exposés au paludisme, 2000-2012.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

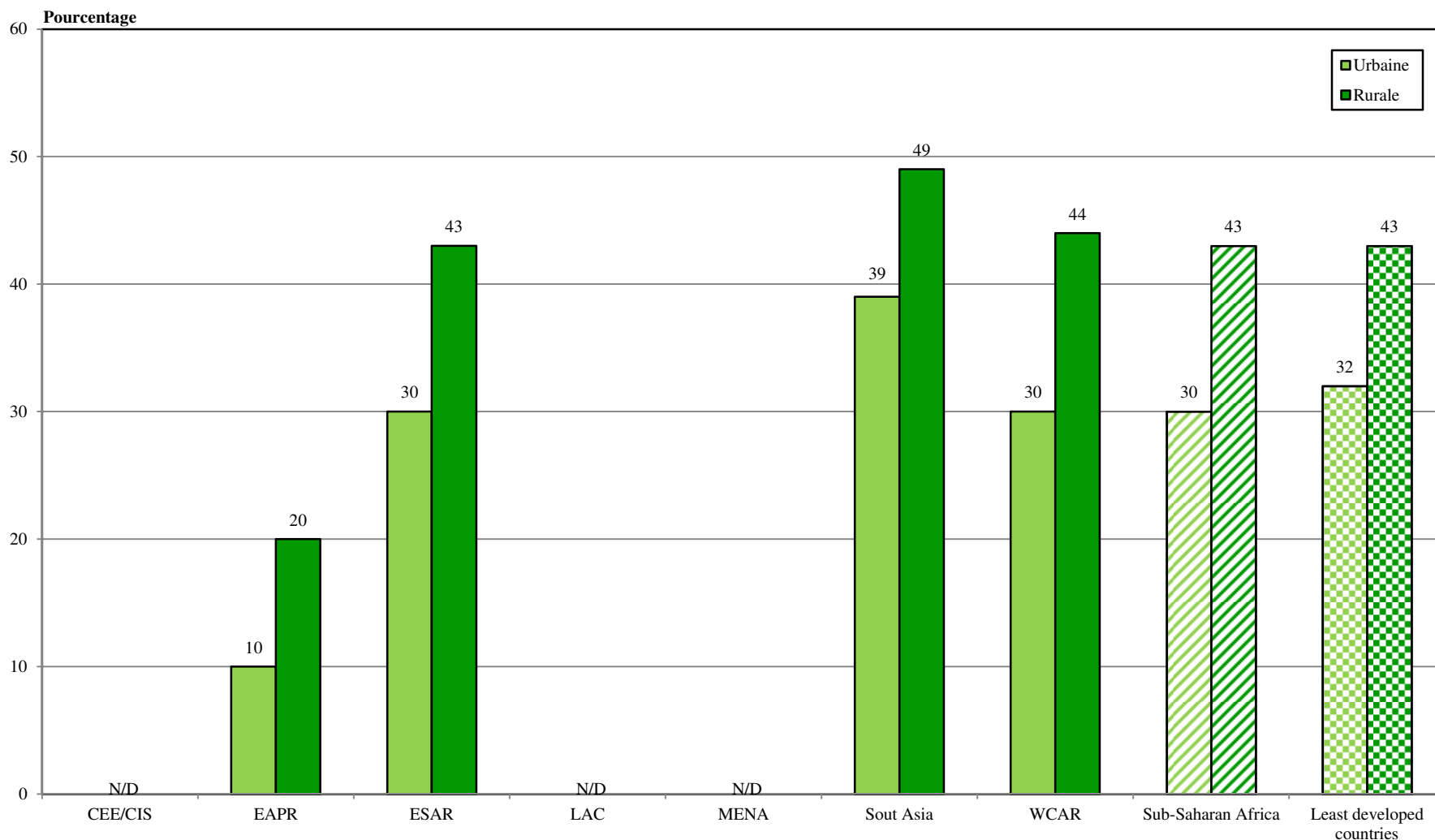
Fig. 22 : Nombre de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée achetées par l'UNICEF, 2000-2012



Notes : entre 2007 et 2012 (à l'exception de 2009), l'UNICEF a acheté entre 18 et 25 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée (MILD). En moyenne, les achats de MILD par l'UNICEF représentent près de 30 pour cent de la quantité totale de MILD achetées dans le monde. Les tendances en matière d'approvisionnement sont guidées par les enjeux liés à la disponibilité des financements en temps voulu. Le pic atteint en 2009 est donc exceptionnel et résulte d'un partenariat avec l'UNITAID dans le cadre duquel 20 millions de MILD ont été distribués à neuf pays d'Afrique subsaharienne et plus de 11 millions de MILD ont été distribués à l'Éthiopie. À long terme, le volume des achats pour ce produit stratégique a augmenté suite à une croissance du marché mondial des MILD. Aujourd'hui, la capacité de production mondiale de MILD est supérieure à la demande.

Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Fig. 23 : Pourcentage d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) qui souffrent d'un retard de croissance modéré ou sévère, par zone de résidence, 2007-2011



N/D : données non disponibles pour la région.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013, à l'exception du Brésil.

Fig. 24 : Élargissement des actions nationales pour l'amélioration des pratiques de soins familiales et communautaires dans les pays de programme

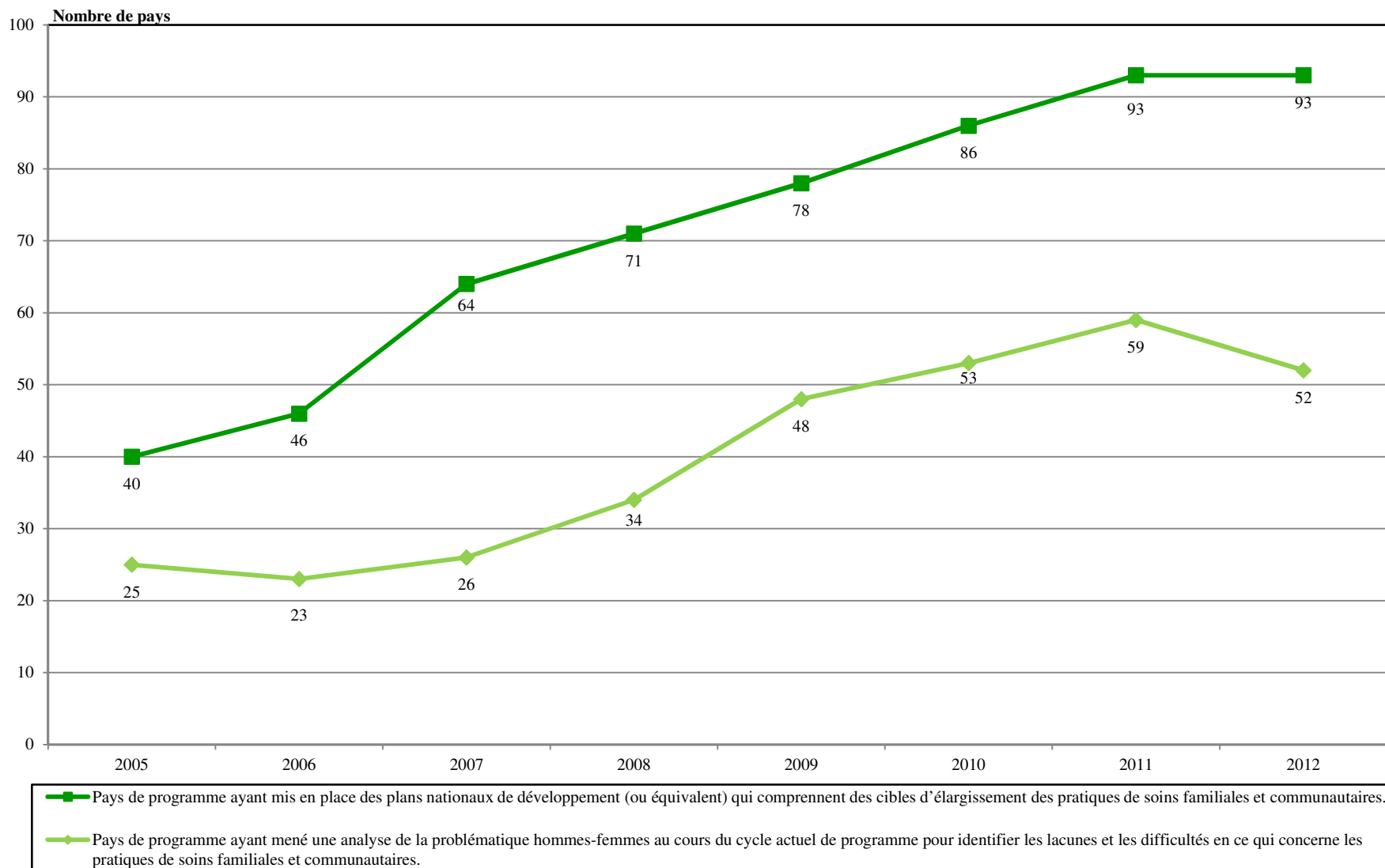
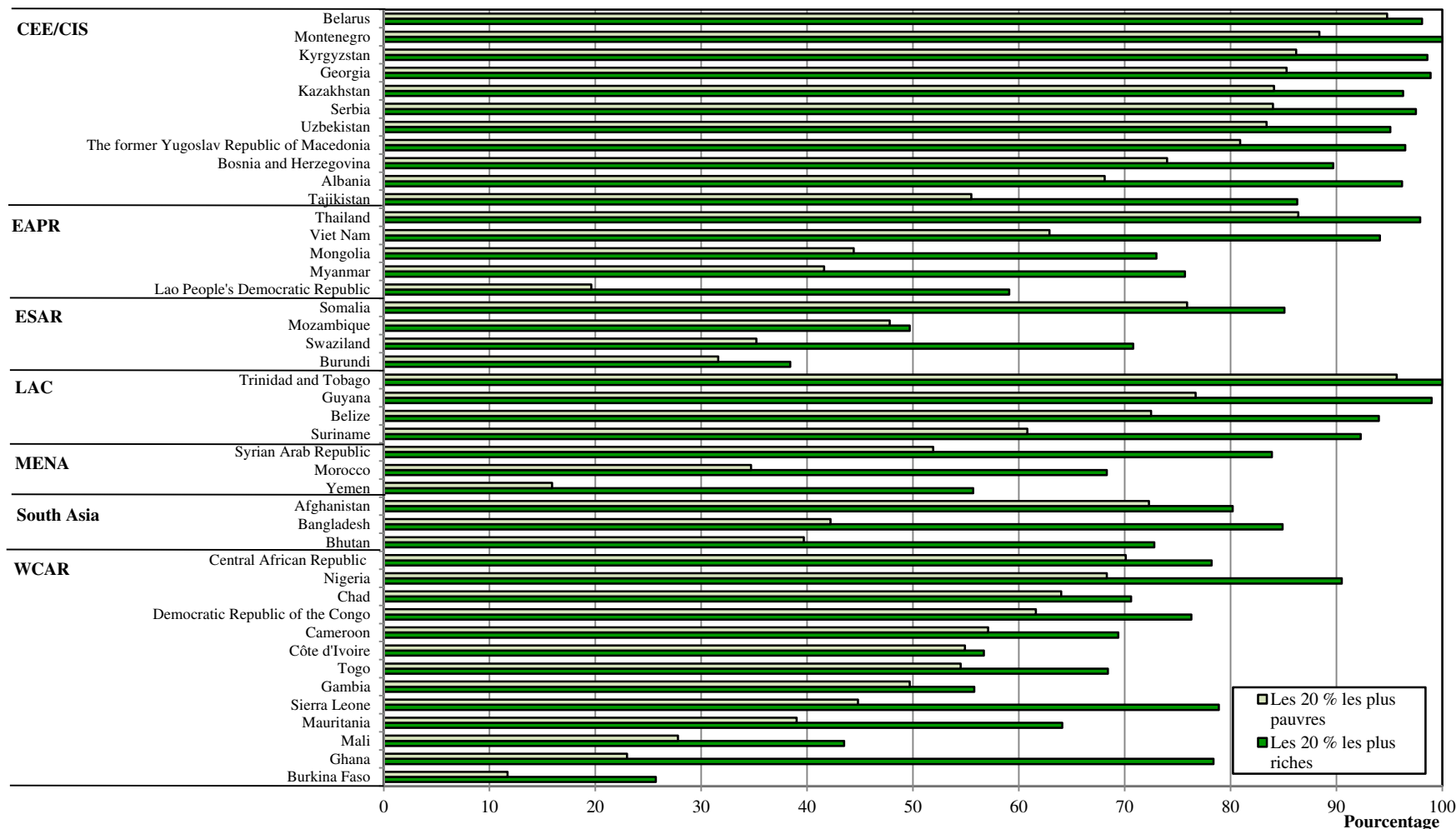


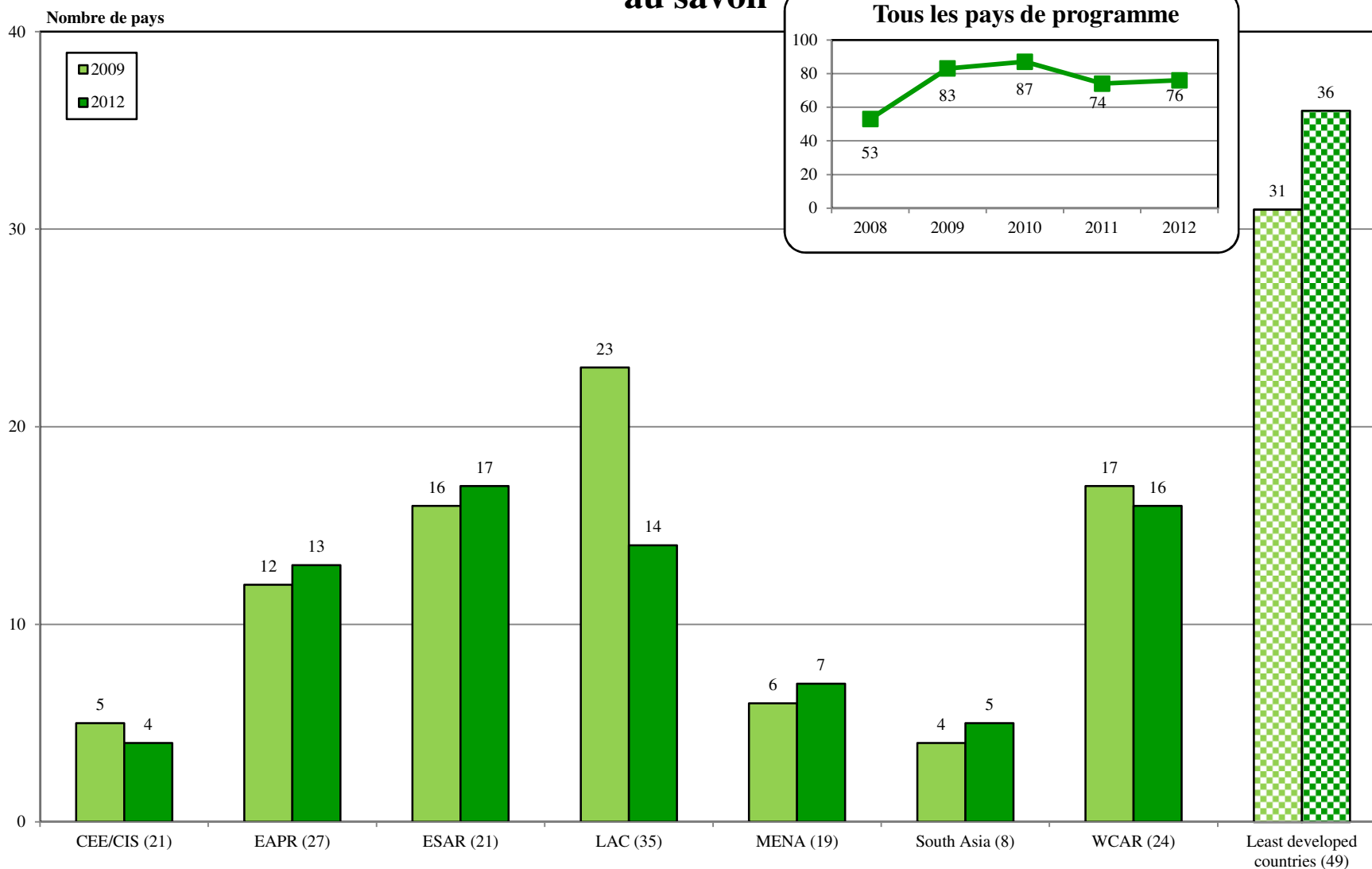
Fig. 25 : Pourcentage d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) avec lesquels un adulte a mené au moins quatre activités pour promouvoir l'apprentissage et la préparation à l'école au cours des trois derniers jours

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2005-2011)



Notes : des modifications ont été apportées aux définitions de plusieurs indicateurs ECD entre la troisième et la quatrième série de MICS (MICS3 et MICS4). Pour permettre une comparaison avec la quatrième série de MICS, les données issues de la troisième série de MICS ont été recalculées conformément aux définitions des indicateurs de la quatrième série de MICS. Par conséquent, les données recalculées présentées ici sont différentes des estimations figurant dans les rapports nationaux de la troisième série de MICS.

Fig. 26 : Pays de programme ayant mis en place des programmes nationaux de communication visant à modifier les comportements en faveur du lavage des mains au savon



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 27 : Pays ayant mis en place un programme national de traitement et de stockage sûr des eaux ménagères

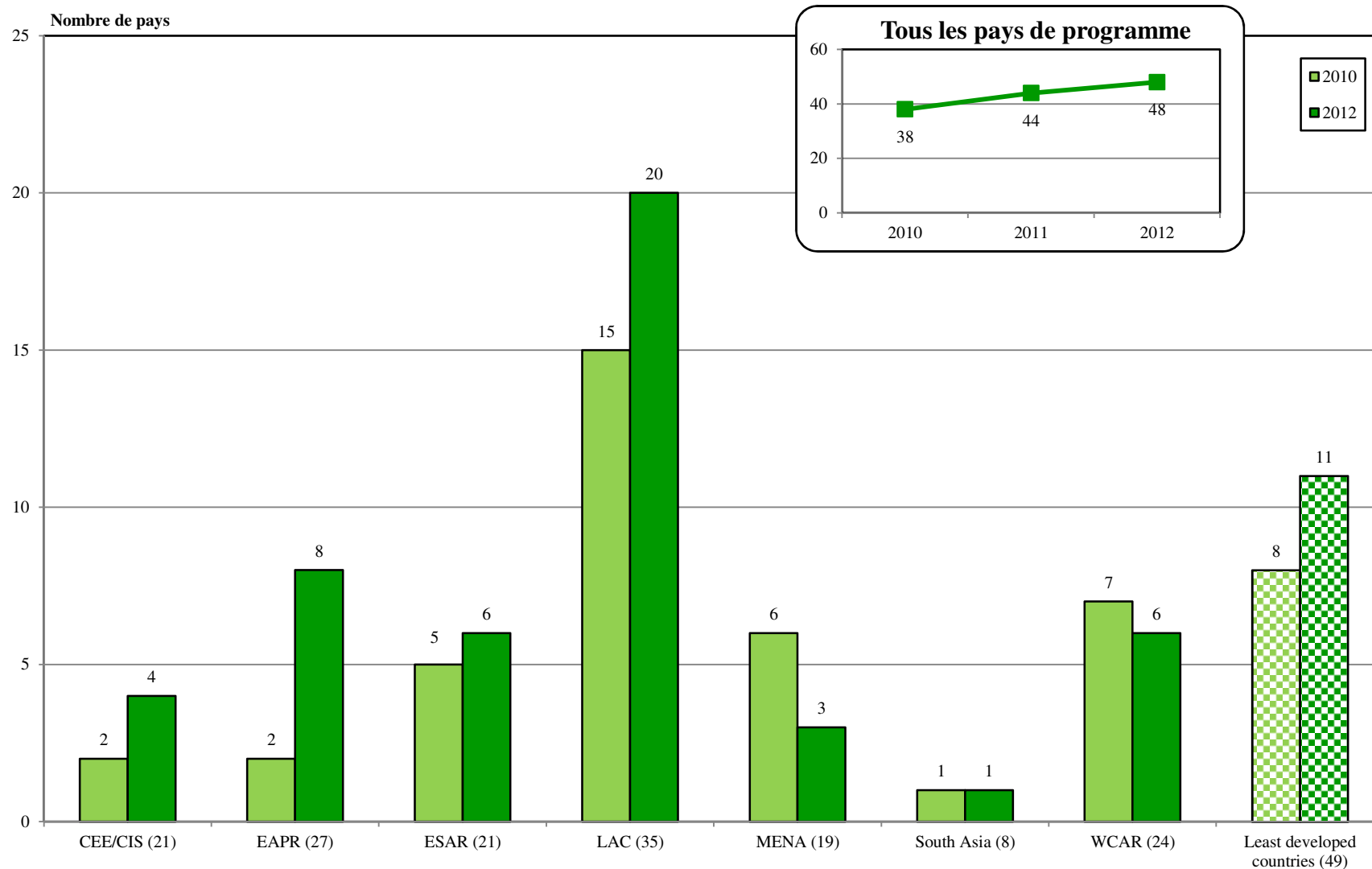
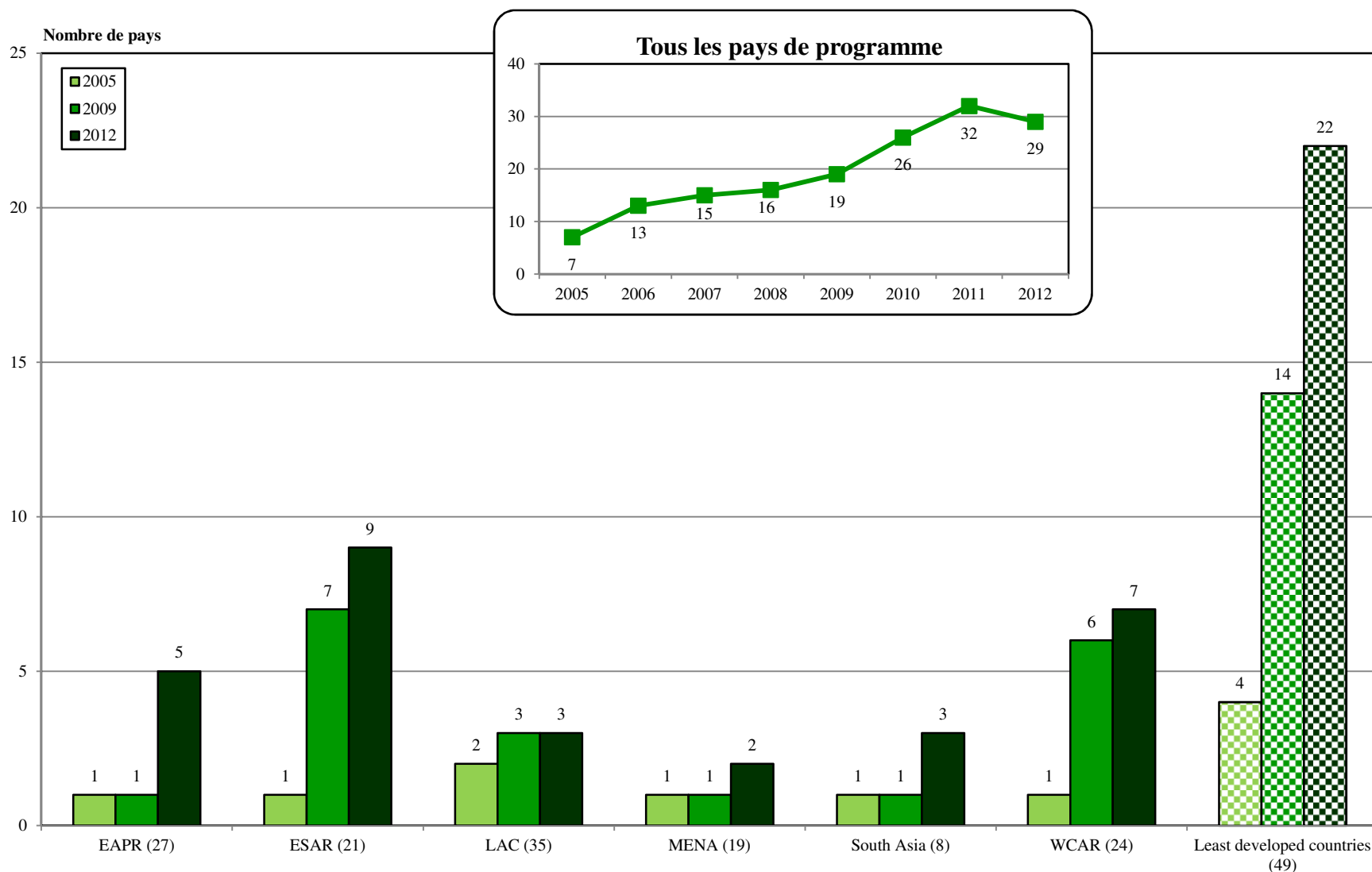


Fig. 28 : Pays ayant procédé à une analyse de l'égalité des sexes au sein du secteur WASH dans le cycle actuel de programme



Note : la région de l'ECO/CEI n'est pas incluse car le secteur WASH ne constitue pas un volet majeur de la plupart des programmes de pays soutenus par l'UNICEF dans la région.

Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 29 : Proportion de la population ayant recours à des pratiques de défécation à l'air libre, par zone de résidence, 2010

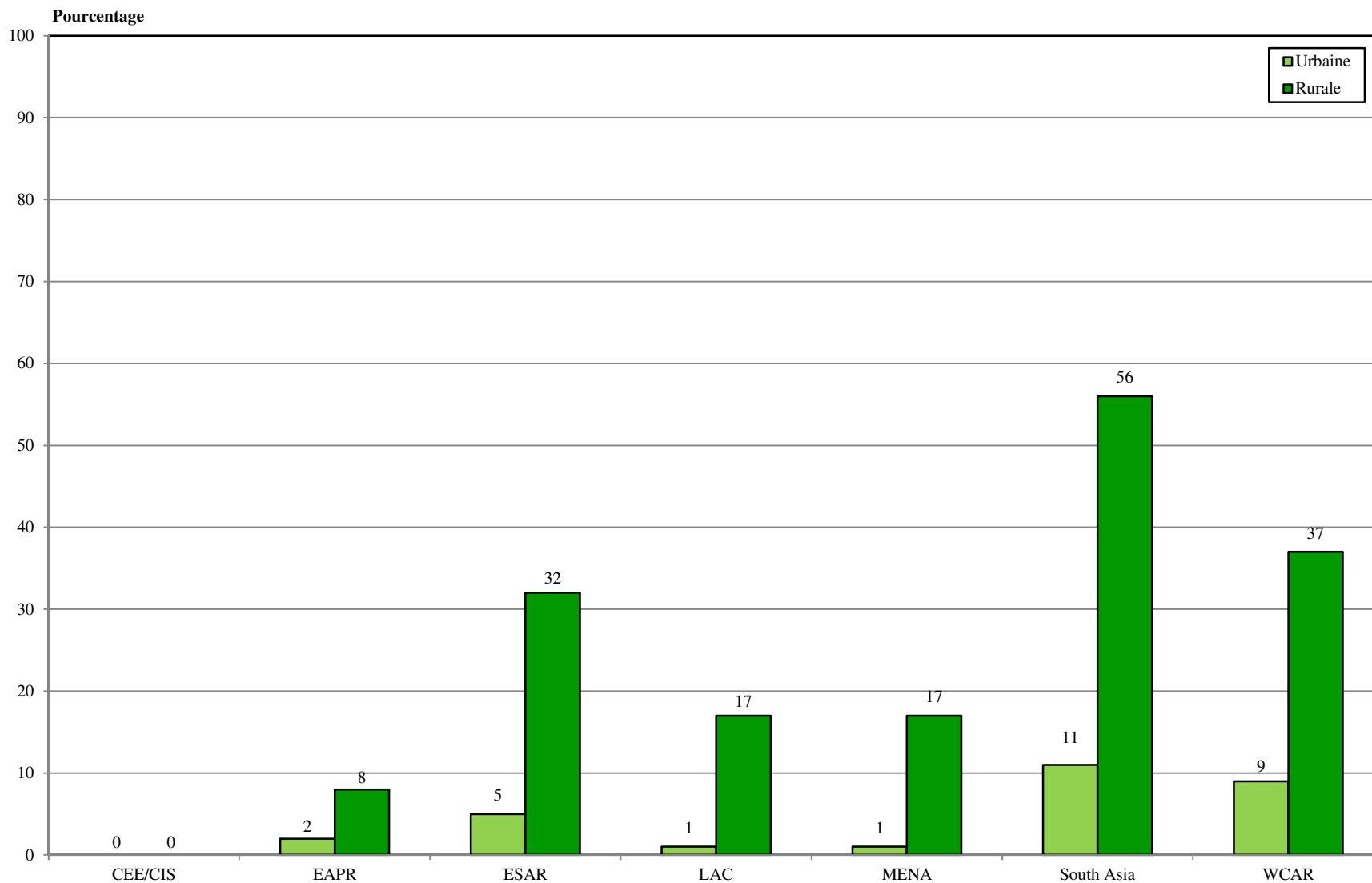
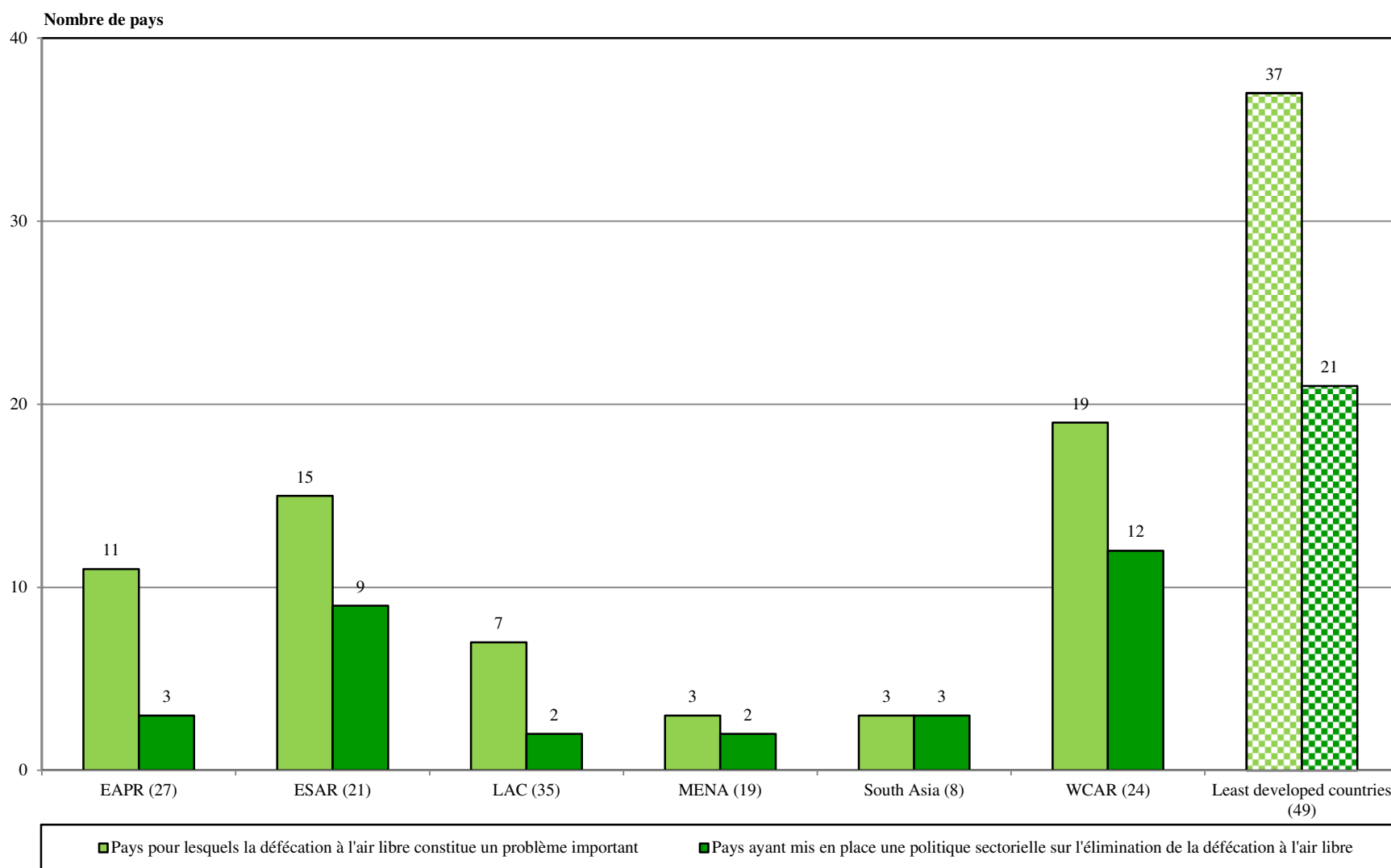


Fig. 30 : Pays pour lesquels la défécation à l'air libre constitue un problème important et ayant mis en place une politique sectorielle sur l'élimination de cette pratique, 2012



Note : la région de l'ECO/CEI n'est pas incluse car le secteur WASH n'est pas un volet majeur de la plupart des programmes de pays soutenus par l'UNICEF dans la région.

Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Domaine d'intervention 2

Éducation de base et égalité des sexes

Appui aux capacités nationales pour améliorer l'accès des enfants à des crèches et à une éducation de qualité afin de mieux préparer les enfants, en particulier ceux qui sont marginalisés, sur le plan de l'éveil et à commencer l'école primaire à l'âge normal

Fig. 31 : Politique et normes nationales relatives à la préparation à l'école

Fig. 31a : Pays de programme ayant une politique universelle de préparation à l'école

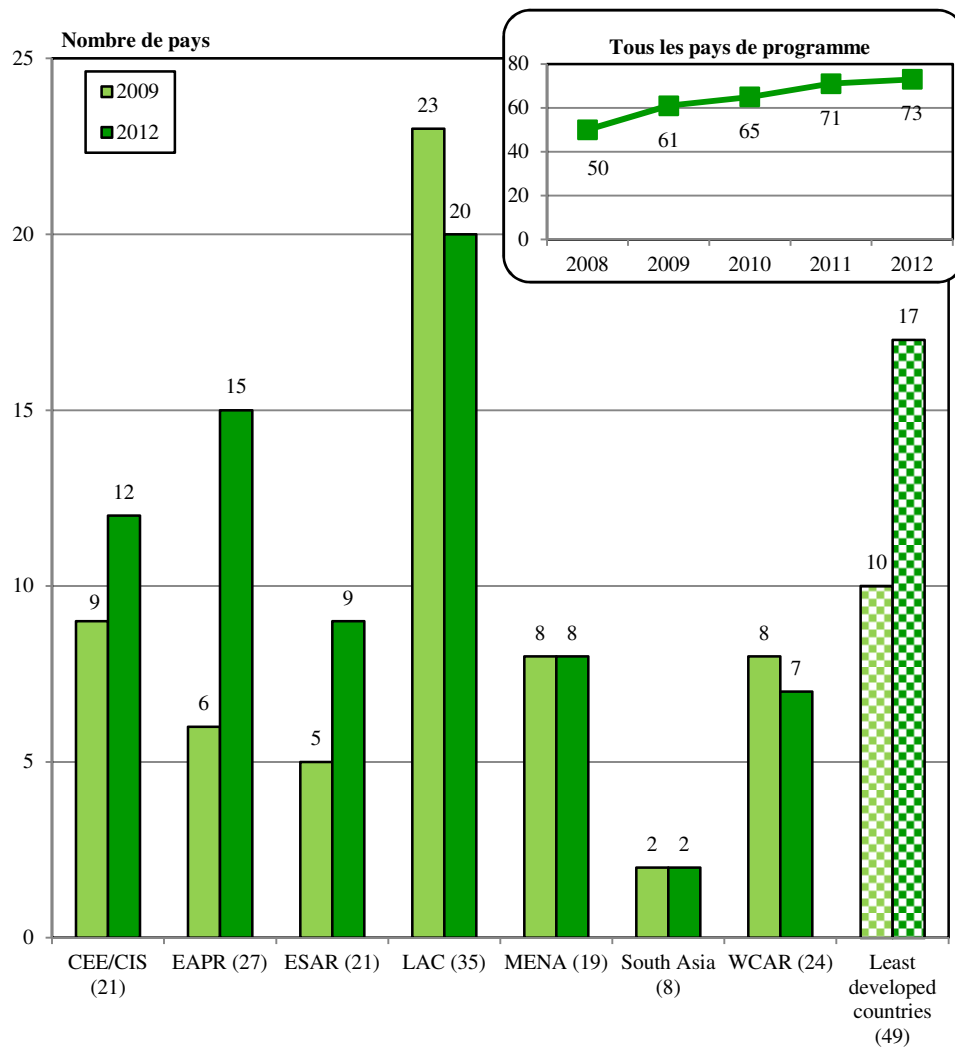
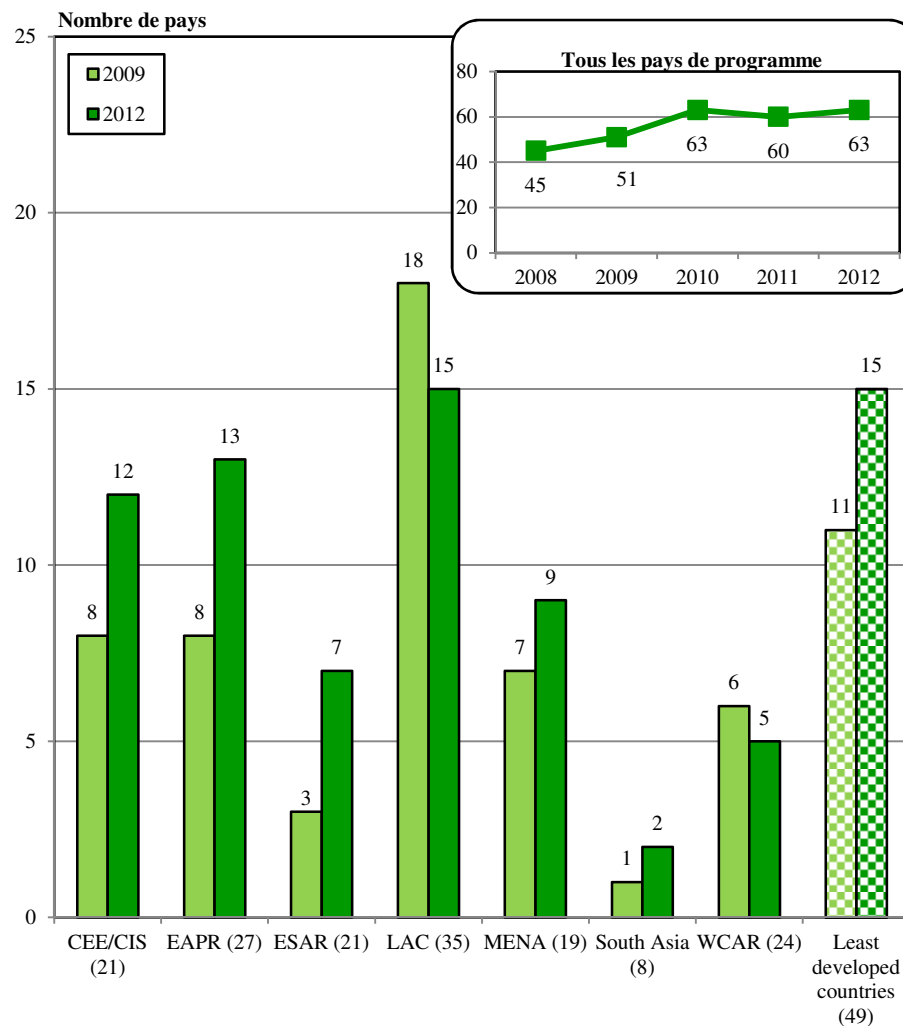


Fig. 31b : Pays disposant de normes nationales pour une éducation de qualité et d'outils d'évaluation permettant de suivre la préparation de l'enfant à l'école

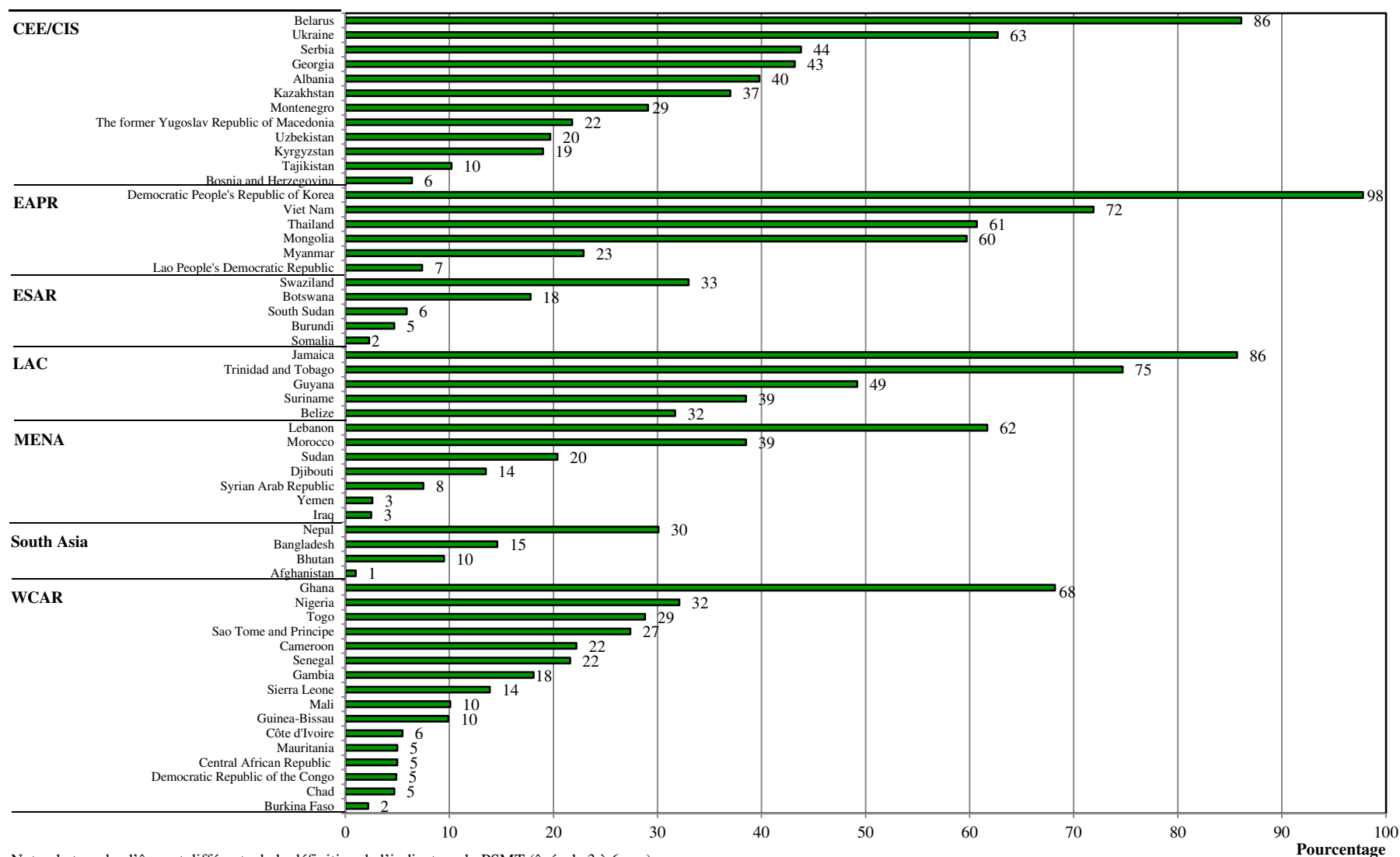


Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Appui aux capacités nationales pour améliorer l'accès des enfants à des crèches et à une éducation de qualité afin de mieux préparer les enfants, en particulier ceux qui sont marginalisés, sur le plan de l'éveil et à commencer l'école primaire à l'âge normal

Fig. 32 : Pourcentage d'enfants (âgés de 36 à 59 mois) fréquentant un programme préscolaire

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2005-2011)



Note : la tranche d'âge est différente de la définition de l'indicateur du PSMT (âgés de 3 à 6 ans).

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013, sur la base des MICS 2005-2011.

Pourcentage

Fig. 33 : Pays ayant élaboré des politiques, accompagnées de mécanismes concrets et de budgets adéquats, pour assumer les coûts et lever les autres obstacles qui limitent l'accès des familles à l'éducation primaire

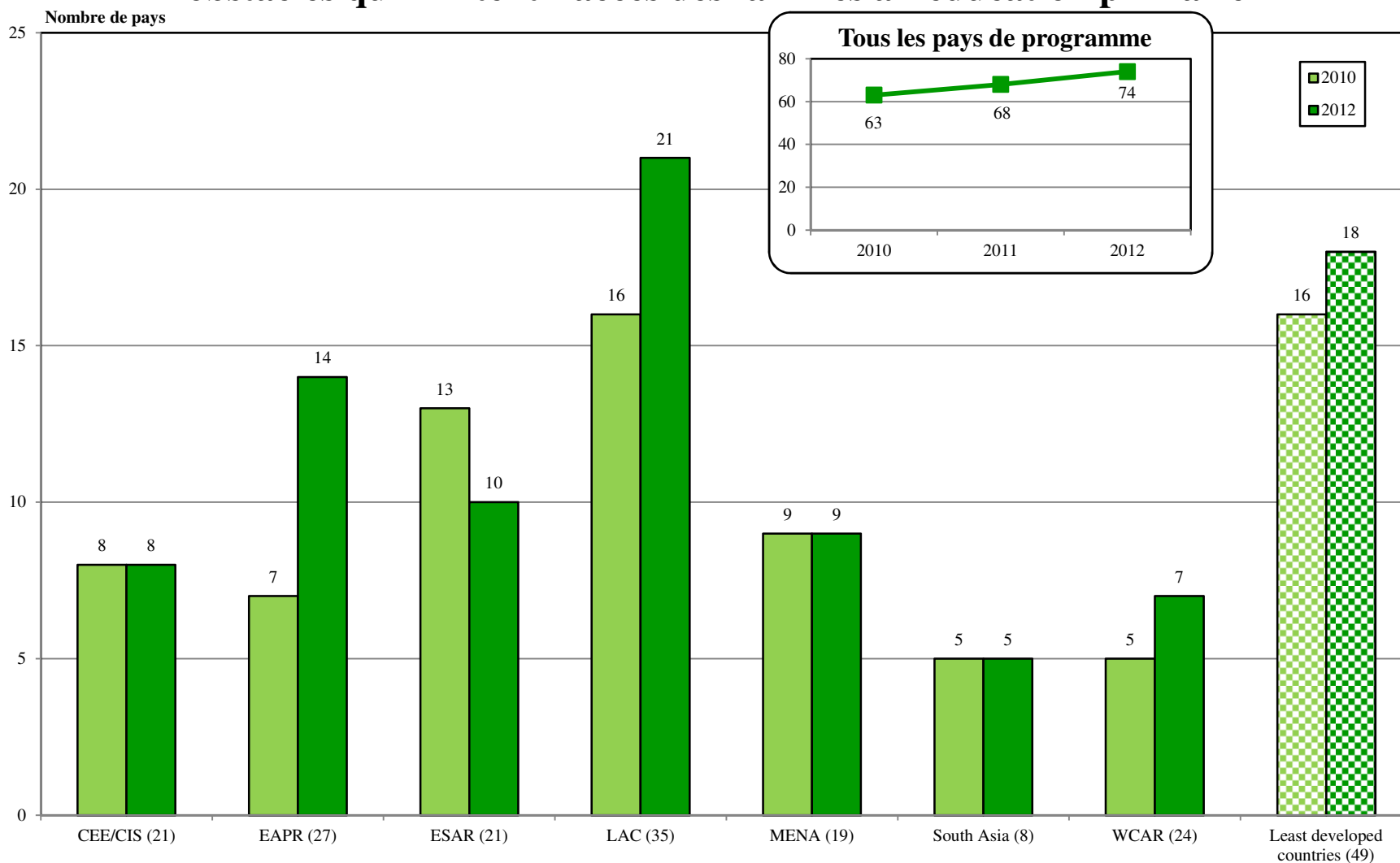


Fig. 34 : Pays de programme ayant mis en place des plans dans le secteur de l'éducation qui comprennent des mesures spécifiques pour lutter contre les disparités fondées sur le sexe et autres inégalités

Fig. 34a : Disparités fondées sur le sexe

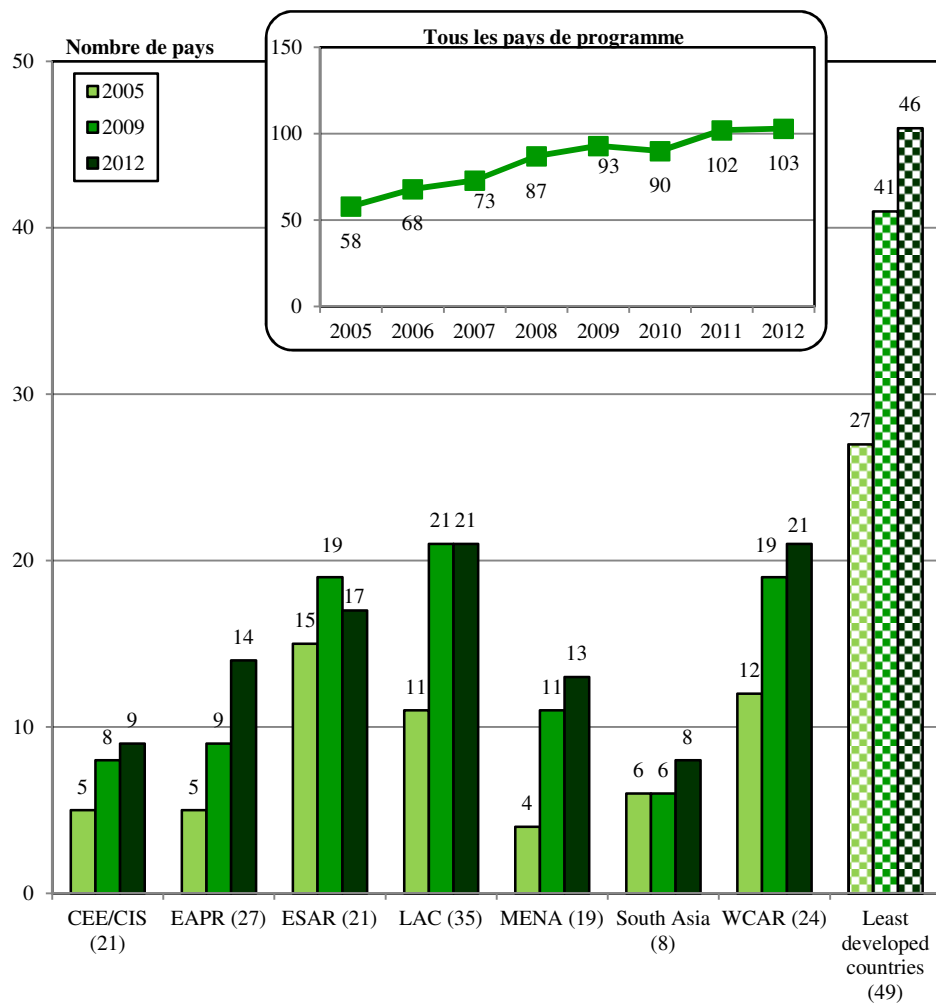
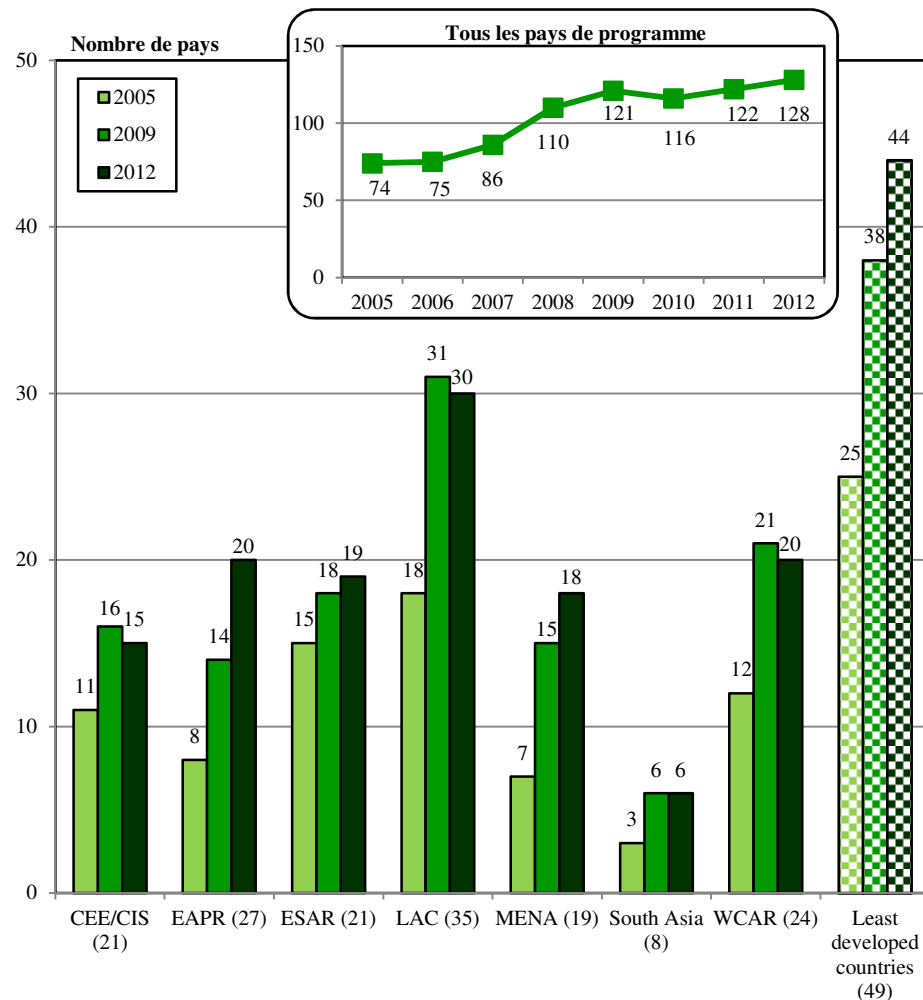


Fig. 34b : Autres inégalités



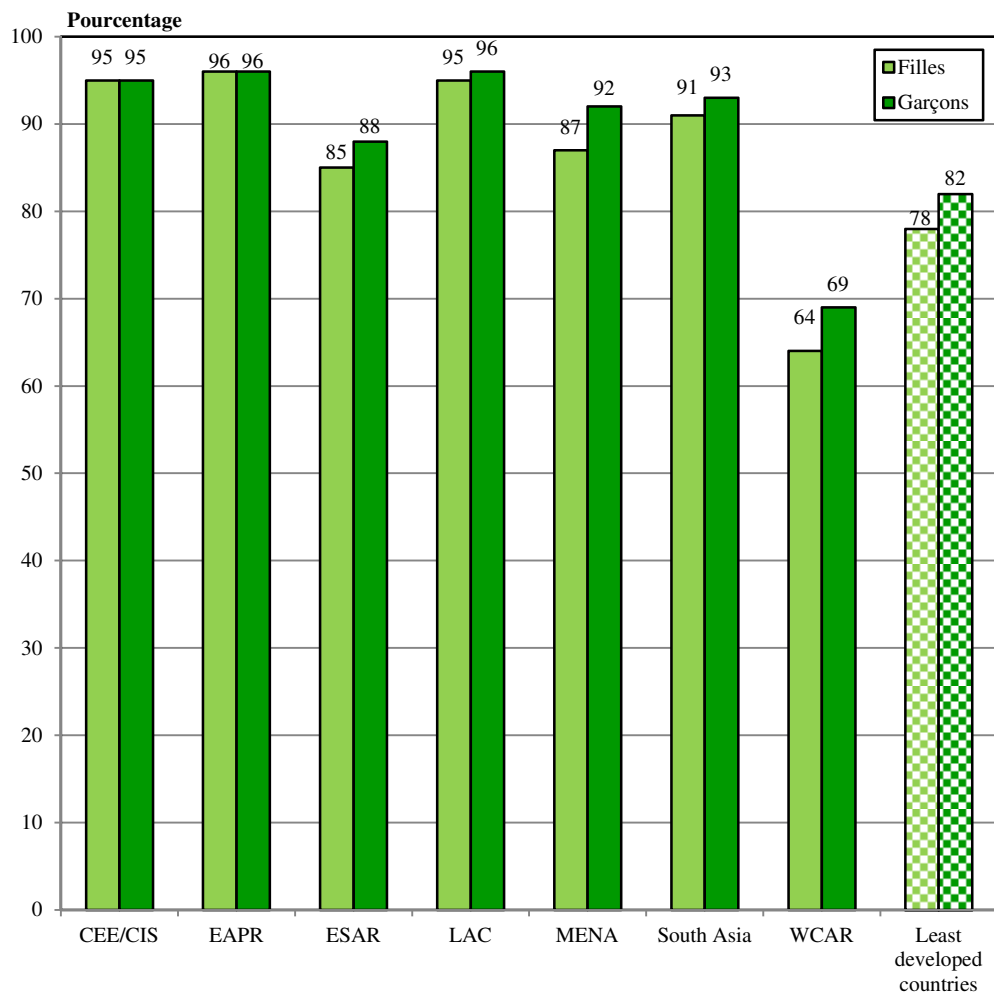
Note : les autres inégalités incluent celles liées à la pauvreté, à l'origine ethnique et au handicap, le cas échéant.

Appui aux capacités nationales pour réduire les inégalités entre les sexes et autres inégalités dans l'accès à un enseignement de base complet (notamment le passage de l'enseignement préscolaire au primaire et du primaire au niveau supérieur)

Fig. 35 : Taux nets de scolarisation dans le primaire et le secondaire, par sexe

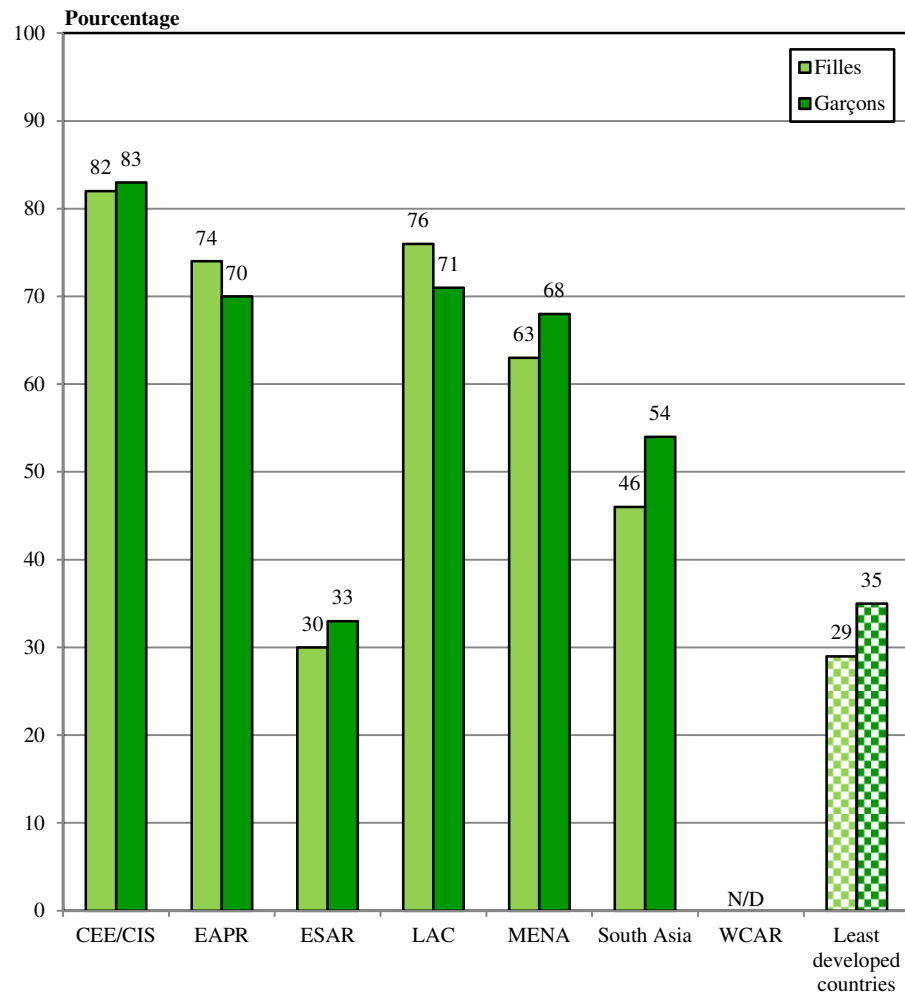
(données les plus récentes disponibles pendant la période 2008-2011)

Fig. 35a : Taux net de scolarisation dans le primaire



Note : nombre d'enfants inscrits dans des établissements d'enseignement primaire ou secondaire qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école primaire, en pourcentage du nombre total d'enfants qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école primaire.

Fig. 35b : Taux net de scolarisation dans le secondaire



N/D : données non disponibles pour la région.

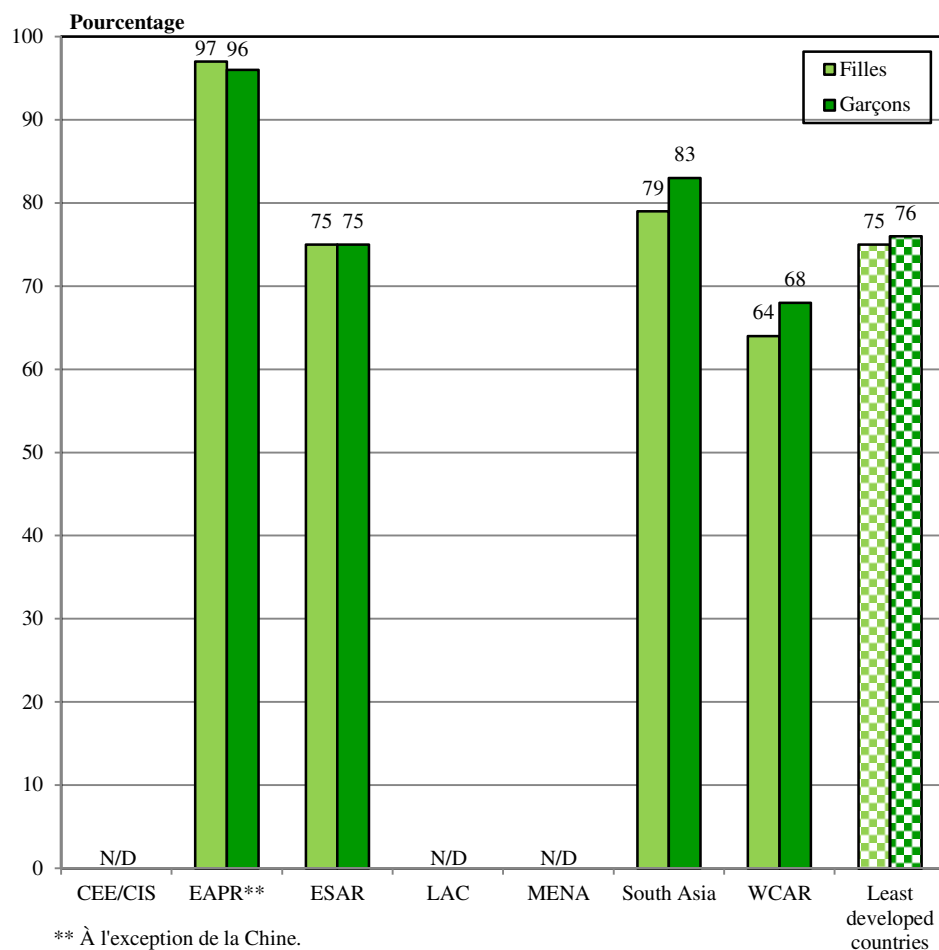
Note : nombre d'enfants inscrits dans des établissements d'enseignement secondaire qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école secondaire, en pourcentage du nombre total d'enfants qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école secondaire.

Appui aux capacités nationales pour réduire les inégalités entre les sexes et autres inégalités dans l'accès à un enseignement de base complet (notamment le passage de l'enseignement préscolaire au primaire et du primaire au niveau supérieur)

Fig. 36 : Taux nets de fréquentation scolaire dans le primaire et le secondaire, par sexe

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2007-2011)

Fig. 36a : Taux net de fréquentation scolaire dans le primaire



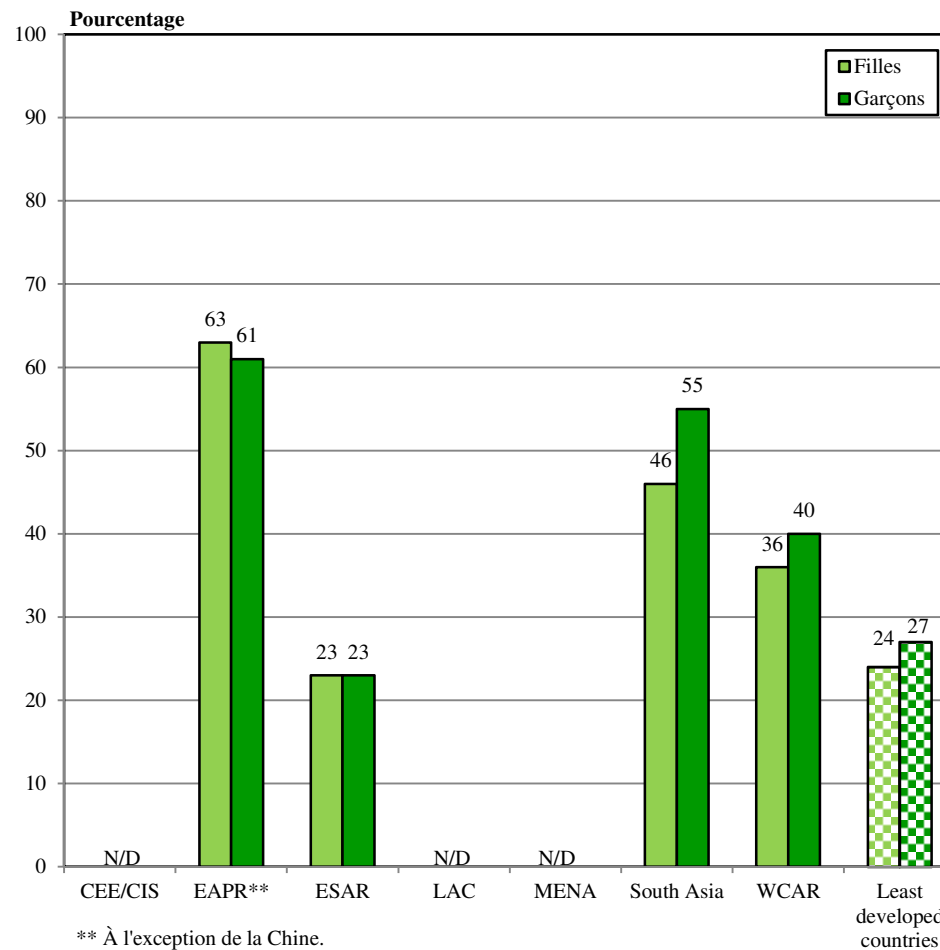
** À l'exception de la Chine.

N/D : données non disponibles pour la région.

Note : nombre d'enfants fréquentant des établissements d'enseignement primaire ou secondaire qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école primaire, en pourcentage du nombre total d'enfants qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école primaire.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

Fig. 36b : Taux net de fréquentation scolaire dans le secondaire



** À l'exception de la Chine.

N/D : données non disponibles pour la région.

Note : nombre d'enfants fréquentant des établissements d'enseignement secondaire ou tertiaire qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école secondaire, en pourcentage du nombre total d'enfants qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école secondaire.

Fig. 37 : Pays de programme adoptant des normes de qualité pour l'éducation primaire sur la base des modèles d'écoles « amies des enfants » ou autres modèles similaires

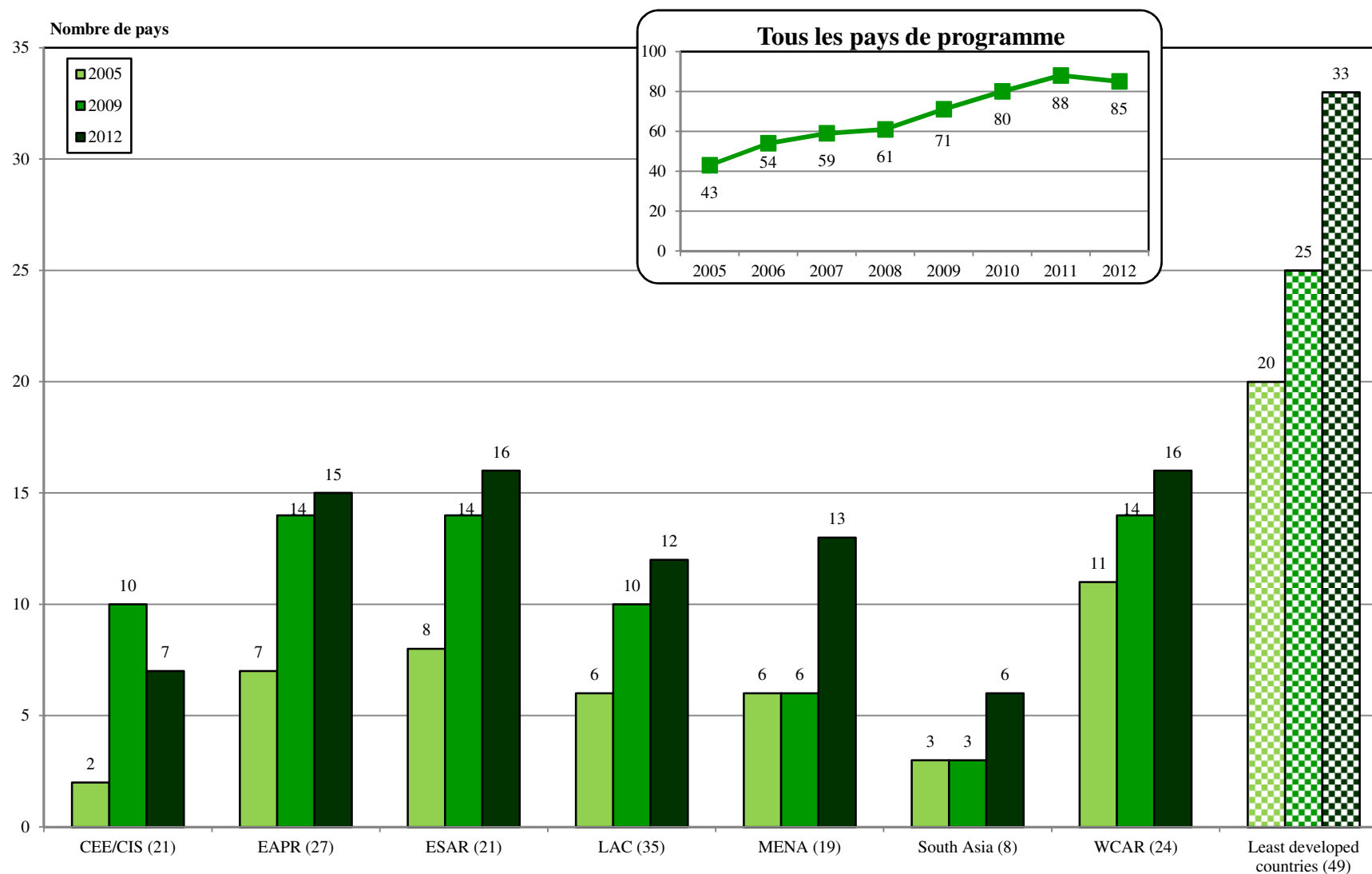
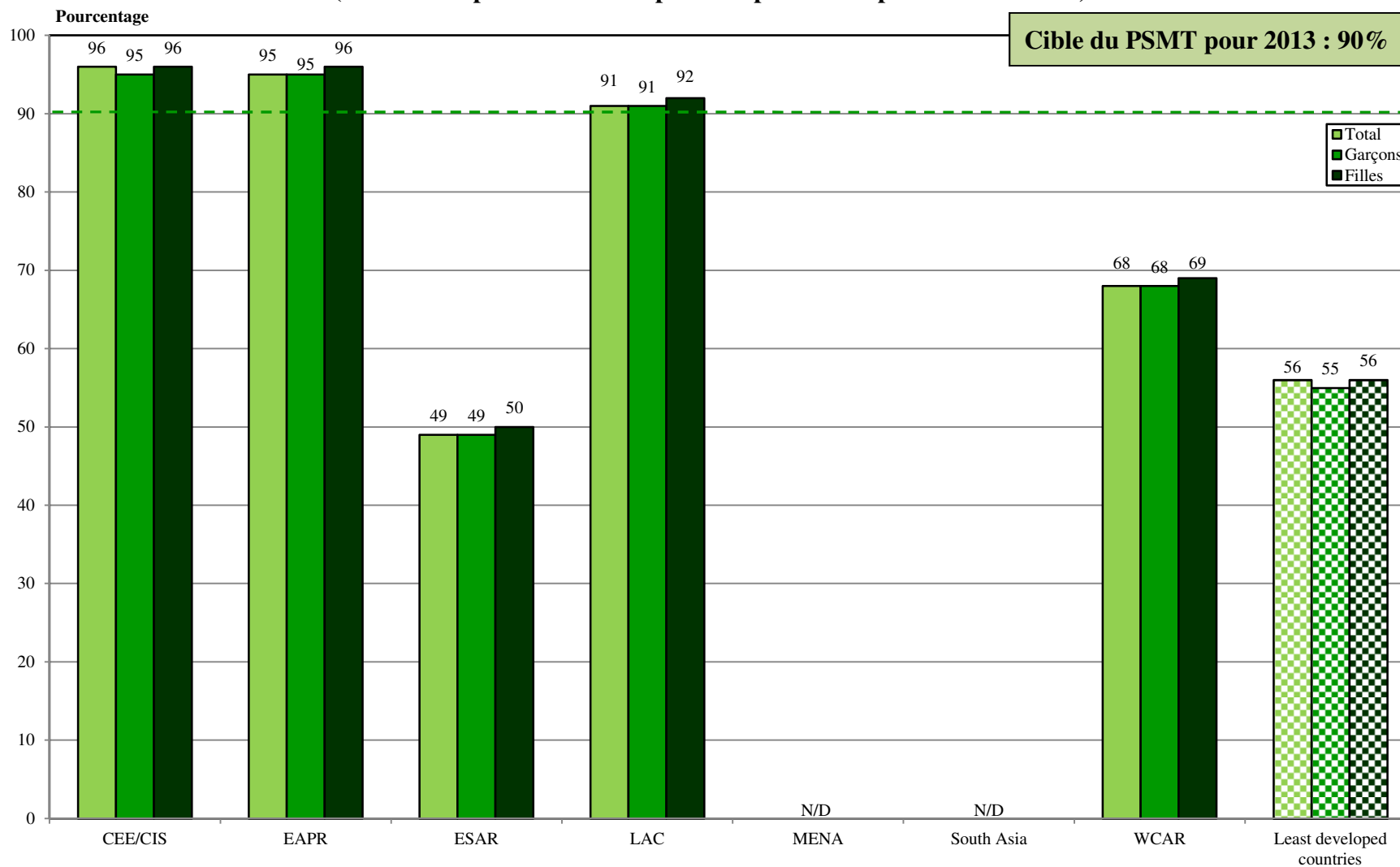


Fig. 38 : Taux de survie jusqu'à la dernière année d'école primaire
Données administratives

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2008-2011)



N/D : données non disponibles pour la région.

Note : pourcentage d'enfants inscrits en première année d'école primaire qui atteignent la dernière année d'école primaire.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2012, dont données de l'ISU/UNESCO.

Fig. 39 : Actions nationales dans le secteur de l'éducation de base

Fig. 39a : Pays réalisant des audits sur l'égalité des sexes des plans du secteur de l'éducation

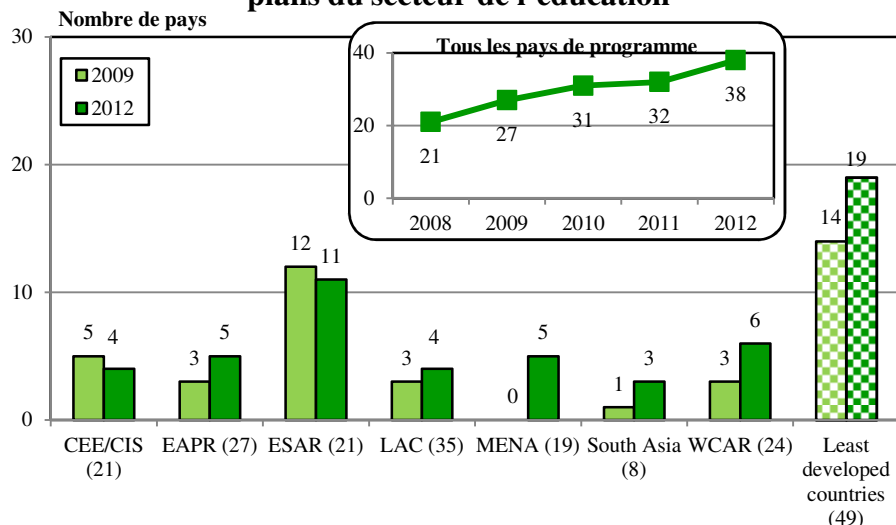


Fig. 39b : Pays de programme dotés de plans dans le secteur de l'éducation tenant compte des problèmes des enfants touchés par le VIH/SIDA

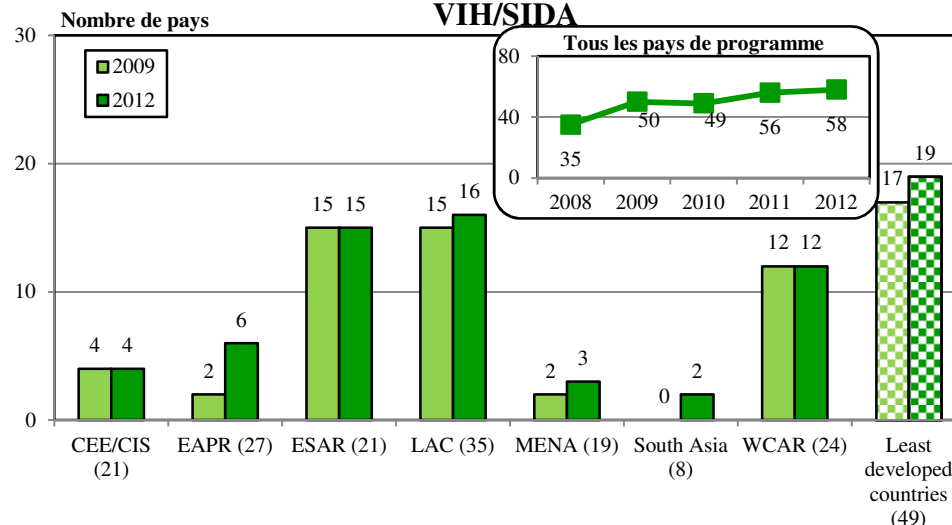


Fig. 39c : Pays dotés de politiques de lutte contre les châtiments corporels dans les écoles

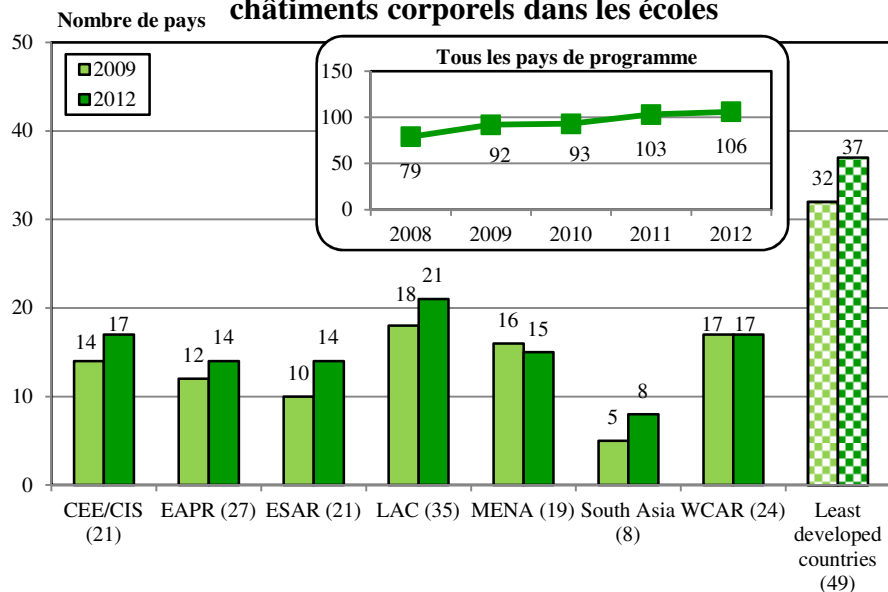


Fig. 39d : Pays dotés de procédures d'application des politiques de lutte contre les châtiments corporels dans les écoles

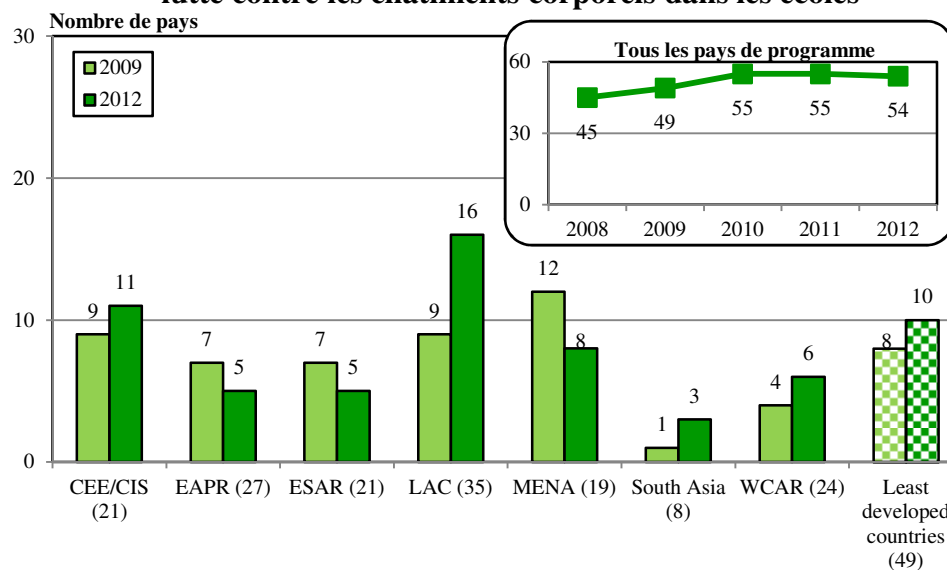


Fig. 40 : Pays ayant intégré des plans d'éducation environnementale ou d'adaptation au changement climatique à leurs programmes scolaires nationaux

Fig. 40a : Niveau primaire

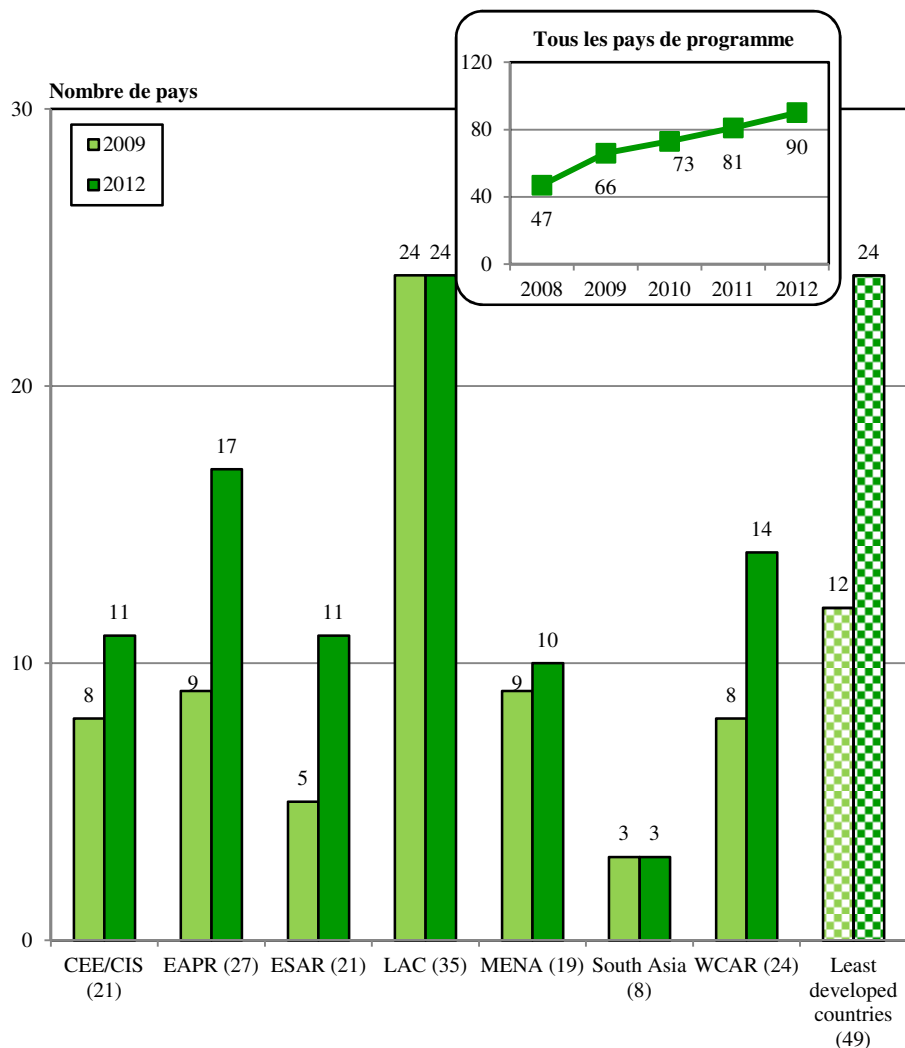
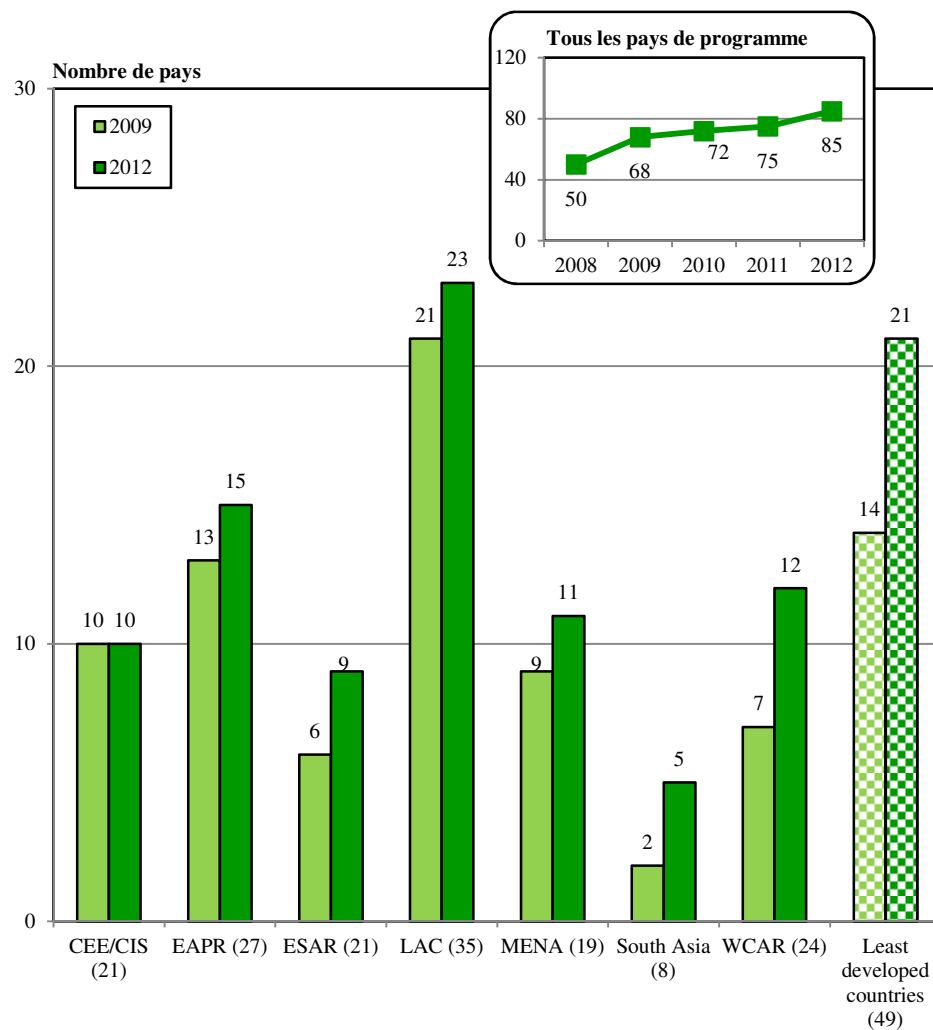


Fig. 40b : Niveau secondaire



Domaine d'intervention 3

Le VIH/SIDA et les enfants

**Réduire le nombre de cas d'infection pédiatrique par le VIH ; accroître la proportion de femmes séropositives recevant des médicaments antirétroviraux ; accroître la proportion d'enfants recevant un traitement contre le VIH/SIDA
Appui aux capacités nationales pour accroître la proportion d'enfants devenus orphelins ou vulnérables du fait du VIH/SIDA et bénéficiant d'un soutien de qualité de la part de leur famille, de la collectivité et du gouvernement**

Fig. 41 : Pays prioritaires en matière de VIH/SIDA - indicateurs sélectionnés

Région	Pays	Estimation du nombre de nouvelles infections à VIH chez les enfants (0-14 ans)		Estimation du nombre d'enfants (0-14 ans) vivant avec le VIH				Pourcentage de femmes enceintes séropositives recevant un traitement antirétroviral à des fins de PTME**				Proportion d'enfants (0-14 ans) recevant un traitement antirétroviral				Taux de fréquentation scolaire des orphelins par rapport au taux de fréquentation scolaire des non orphelins (10-14 ans, %)				
		Total		Total				Femme				Total				Total				
		2011		2005		2011		2005		2011		2005		2011		2005		2011		2007-2011*
		Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	
CEE/CIS	Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	(83->95)	-	(>95)	-	(21-44)	>95	(87->95)	-				
	Uzbekistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	>95	(>95)	-				
EAPR	Cambodia	-	-	-	-	-	-	-	(5-11)	-	(30-86)	-	(31-68)	83	(59->95)	86				
	China	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
	Indonesia	-	-	-	-	-	-	-	(<1)	-	(8-23)	-	(<1-<1)	16	(10-28)	-				
	Myanmar	-	-	-	-	-	-	-	(13-24)	-	(60->95)	-	(4-7)	73	(59->95)	-				
	Papua New Guinea	<500	(<200 - <500)	3,100	(2,100 - 4,300)	3,500	(2,700 - 4,500)	4	(3-5)	20	(16-25)	<1	(<1)	31	(24-40)	-				
	Thailand	-	-	-	-	-	-	-	(55-93)	-	(73->95)	-	(88->95)	72	(66-79)	93 ^{xx}				
	Viet Nam	-	-	-	-	-	-	-	(10-16)	-	(23-42)	-	(32-50)	55	(45-65)	-				
ESAR	Angola	5300	(3,400 - 8,700)	25,000	(18,000 - 37,000)	34,000	(24,000 - 50,000)	3	(2-4)	16	(10-24)	4	(3-6)	11	(8-16)	85				
	Botswana	<1000	(<500-<1000)	19,000	(17,000 - 21,000)	15,000	(14,000 - 16,000)	47	(43-52)	94	(83->95)	84	(77-93)	88	(84-93)	-				
	Burundi	1200	(<1,000 - 1,600)	26,000	(21,000 - 31,000)	19,000	(16,000 - 23,000)	6	(5-7)	52	(43-62)	11	(9-13)	17	(15-20)	82				
	Ethiopia	13000	(10,000 - 16,000)	210,000	(180,000 - 240,000)	180,000	(160,000 - 210,000)	3	(2-3)	24	(20-28)	2	(2-2)	19	(17-23)	90				
	Kenya	13000	(10,000 - 17,000)	240,000	(210,000 - 270,000)	220,000	(190,000 - 250,000)	20	(17-23)	67	(59-75)	7	(7-8)	31	(27-36)	-				
	Lesotho	3800	(3,100 - 4,500)	35,000	(31,000 - 39,000)	41,000	(37,000 - 47,000)	10	(9-12)	62	(55-70)	6	(6-7)	25	(22-28)	98				
	Malawi	16000	(13,000 - 20,000)	150,000	(130,000 - 180,000)	170,000	(150,000 - 200,000)	7	(6-8)	53	(46-61)	6	(5-6)	29	(25-33)	97				
	Mozambique	27000	(22,000 - 34,000)	140,000	(120,000 - 170,000)	200,000	(170,000 - 240,000)	9	(8-11)	51	(43-61)	9	(7-10)	20	(16-24)	83				
	Namibia	<1,000	(<500 - 1,500)	17,000	(14,000 - 22,000)	20,000	(16,000 - 25,000)	36	(29-46)	85	(69->95)	52	(41-65)	76	(63-91)	100				
	Rwanda	1800	(1,300 - 2,700)	34,000	(29,000 - 40,000)	27,000	(22,000 - 32,000)	43	(36-51)	56	(45-66)	21	(17-25)	46	(39-55)	91				
	South Africa	29000	(26,000 - 39,000)	360,000	(320,000 - 400,000)	460,000	(410,000 - 520,000)	29	(25-32)	>95	(>95)	12	(11-14)	58	(51-65)	101				
	South Sudan ^o	2,700	(1,800-3,800)	-	-	16,000	(11,000 - 23,000)	0	0	6	(5-10)	0	0	1	(1-2)	78				

**Réduire le nombre de cas d'infection pédiatrique par le VIH ; accroître la proportion de femmes séropositives recevant des médicaments antirétroviraux ; accroître la proportion d'enfants recevant un traitement contre le VIH/SIDA
Appui aux capacités nationales pour accroître la proportion d'enfants devenus orphelins ou vulnérables du fait du VIH/SIDA et bénéficiant d'un soutien de qualité de la part de leur famille, de la collectivité et du gouvernement**

Fig. 41 : Pays prioritaires en matière de VIH/SIDA - indicateurs sélectionnés (suite)

Région	Pays	Estimation du nombre de nouvelles infections à VIH chez les enfants (0-14 ans)		Estimation du nombre d'enfants (0-14 ans) vivant avec le VIH				Pourcentage de femmes enceintes séropositives recevant un traitement antirétroviral à des fins de PTME**				Proportion d'enfants (0-14 ans) recevant un traitement antirétroviral				Taux de fréquentation scolaire des orphelins par rapport au taux de fréquentation scolaire des non orphelins (10-14 ans, %)
		Total		Total				Femme				Total				Total
		2011		2005		2011		2005		2011		2005		2011		2007-2011*
		Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	
ESAR	Swaziland	1300	(1,000 - 1,600)	14,000	(13,000 - 16,000)	17,000	(15,000 - 19,000)	43	(39-48)	>95	(86->95)	23	(21-26)	60	(53-66)	99
	Uganda	21000	(17,000 - 26,000)	200,000	(170,000 - 230,000)	190,000	(170,000 - 220,000)	16	(14-19)	50	(43-57)	7	(6-8)	21	(19-25)	88
	United Republic of Tanzania	22000	(18,000 - 27,000)	240,000	(210,000 - 270,000)	230,000	(200,000 - 260,000)	7	(6-8)	74	(65-85)	4	(4-5)	14	(12-16)	90
	Zambia	9500	(7,700 - 14,000)	190,000	(170,000 - 210,000)	170,000	(150,000 - 200,000)	16	(14-18)	86	(74->95)	8	(7-9)	31	(27-35)	92
	Zimbabwe	15000	(12,000 - 17,000)	230,000	(210,000 - 260,000)	200,000	(180,000 - 230,000)	10	(9-11)	54	(48-62)	3	(2-3)	34	(30-38)	95
LAC	Belize	-	-	-	-	-	-	-	(26-48)	-	(45-83)	-	(21-67)	55	(45-75)	66 ^{xx}
	Brazil	-	-	-	-	-	-	-	(45-85)	-	(63->95)	-	(62-94)	49	(41-62)	-
	Colombia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(22-78)	-	-	-	-	-
	Dominican Republic	-	-	-	-	-	-	-	(27-51)	-	(62->95)	-	(21-41)	55	(45-76)	98
	Guyana	-	-	-	-	-	-	-	(35->95)	-	(>95)	-	(40->95)	>95	(>95)	-
	Haiti	<1,000	(<1,000 - 1,200)	16,000	(13,000 - 20,000)	13,000	(11,000 - 16,000)	13	(11-16)	77	(64->95)	6	(5-8)	25	(21-31)	86 ^{xx}
	Suriname	-	-	-	-	-	-	-	(11-31)	-	(88->95)	-	(21-51)	44	(28-67)	-
MENA	Djibouti	<200	(<100 - <200)	1,200	(<1,000 - 1,500)	1,200	(<1,000 - 1,400)	3	(3-4)	14	(10-20)	2	(2-3)	6	(5-8)	-
	Islamic Republic of Sudan ⁶	-	-	-	-	-	-	-	0	-	(15-25)	7	(6-9)	20	(18-24)	-
	Sudan ⁶	-	-	-	-	-	-	0	0	3	(2-4)	0	0	9	(7-11)	96
South Asia	India	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72 ^{xx}
	Nepal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(7-29)	-	-	31	(15-51)	-
	Pakistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1-5)	-	-	6	(3-10)	-
WCAR	Benin	1000	(<1,000 - 1,300)	11,000	(7,800 - 15,000)	9,400	(7,700 - 11,000)	31	(25-37)	30	(24-36)	-	-	23	(19-28)	90
	Burkina Faso	2200	(1,800 - 3,100)	30,000	(24,000 - 37,000)	23,000	(20,000 - 30,000)	11	(8-13)	46	(34-54)	4	(3-5)	14	(11-17)	101
	Cameroon	6800	(5,400 - 8,500)	51,000	(44,000 - 60,000)	60,000	(51,000 - 70,000)	11	(10-13)	53	(45-62)	3	(3-4)	13	(11-15)	91 ^{xx}

Réduire le nombre de cas d'infection pédiatrique par le VIH ; accroître la proportion de femmes séropositives recevant des médicaments antirétroviraux ; accroître la proportion d'enfants recevant un traitement contre le VIH/SIDA
Appui aux capacités nationales pour accroître la proportion d'enfants devenus orphelins ou vulnérables du fait du VIH/SIDA et bénéficiant d'un soutien de qualité de la part de leur famille, de la collectivité et du gouvernement

Fig. 41 : Pays prioritaires en matière de VIH/SIDA - indicateurs sélectionnés (suite)

Région	Pays	Estimation du nombre de nouvelles infections à VIH chez les enfants (0-14 ans)		Estimation du nombre d'enfants (0-14 ans) vivant avec le VIH				Pourcentage de femmes enceintes séropositives recevant un traitement antirétroviral à des fins de PTME**				Proportion d'enfants (0-14 ans) recevant un traitement antirétroviral				Taux de fréquentation scolaire des orphelins par rapport au taux de fréquentation scolaire des non orphelins (10-14 ans, %)
		Total		Total				Femme				Total				Total
		2011		2005		2011		2005		2011		2005		2011		2007-2011*
		Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	
WCAR	Central African Republic	1800	(1,000 - 2,200)	24,000	(23,000 - 27,000)	20,000	(19,000 - 20,000)	9	(8-11)	48	(41-74)	2	(2-2)	7	(7-7)	89 ^{xx}
	Chad	4800	(3,700 - 6,700)	31,000	(24,000 - 41,000)	34,000	(28,000 - 41,000)	1	(1-2)	11	(8-14)	<1	(<1)	8	(6-9)	117
	Congo	1700	(1,400 - 2,000)	13,000	(11,000 - 16,000)	13,000	(11,000 - 15,000)	30	(25-35)	6	(5-7)	<1	(<1)	14	(12-16)	-
	Cote d'Ivoire	4400	(3,400 - 5,500)	78,000	(66,000 - 91,000)	61,000	(53,000 - 70,000)	10	(8-11)	68	(56-81)	4	(3-4)	15	(13-17)	83 ^{xx}
	Democratic Republic of the Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	74
	Gabon	<500	(<200 - <1,000)	2,600	(1,800 - 3,800)	3,100	(2,100 - 4,500)	5	(3-7)	48	(32-73)	25	(17-37)	22	(15-33)	-
	Ghana	2700	(2,000 - 3,600)	31,000	(25,000 - 37,000)	31,000	(26,000 - 37,000)	8	(7-9)	75	(61-90)	2	(2-2)	14	(12-17)	76
	Guinea	1300	(<1,000 - 1,900)	10,000	(6,700 - 17,000)	11,000	(8,800 - 15,000)	2	(1-2)	40	(31-55)	1	(1-2)	11	(9-14)	-
	Mali	-	-	-	-	-	-	-	(5-9)	-	(20-42)	<1	(<1)	21	(16-29)	92
	Nigeria	69000	(57,000 - 82,000)	340,000	(270,000 - 400,000)	440,000	(380,000 - 510,000)	<1	(<1)	18	(15-21)	2	(2-3)	13	(11-16)	117
	Senegal	-	-	-	-	-	-	-	(2-3)	-	(24-39)	-	(7-11)	19	(15-25)	97
	Togo	1400	(<1,000 - 2,900)	17,000	(13,000 - 22,000)	19,000	(15,000 - 25,000)	9	(7-12)	61	(47-79)	1	(1-2)	16	(12-21)	86

Note : les pays en bleu sont des PMA.

* Année disponible la plus récente.

p : La proportion d'orphelins (âgés de 10 à 14 ans) qui fréquentent l'école est basée sur de petits dénominateurs (en général 25-49 cas non pondérés).

δ Des données ventilées pour la République du Soudan et la République du Soudan du Sud ne sont pas encore disponibles pour la plupart des indicateurs.

** Le schéma recommandé par l'OMS a changé en 2010 et ne comprend plus de dose unique de névirapine. Il convient de noter que les estimations relatives à la couverture des traitements antirétroviraux (ARV) pour la période 2005-2009 incluent une dose unique de névirapine, contrairement aux estimations pour la période 2010-2011. Par conséquent, ces estimations ne sont pas nécessairement comparables.

xx Les données de l'enquête correspondent à une année en dehors de la période définie.

Contribuer à réduire les risques courus par les adolescents et leur vulnérabilité face au VIH/SIDA en leur donnant davantage accès à des informations, compétences et services tenant compte de la problématique hommes-femmes et en les incitant à en tirer parti

Fig. 42 : Stratégies globales de prévention du VIH/SIDA pour les adolescents les plus exposés et connaissances exactes et complètes chez les jeunes hommes et les jeunes femmes (15-24 ans)

Fig. 42a : Pays de programme dotés de stratégies globales de prévention du VIH/SIDA chez les adolescents les plus exposés

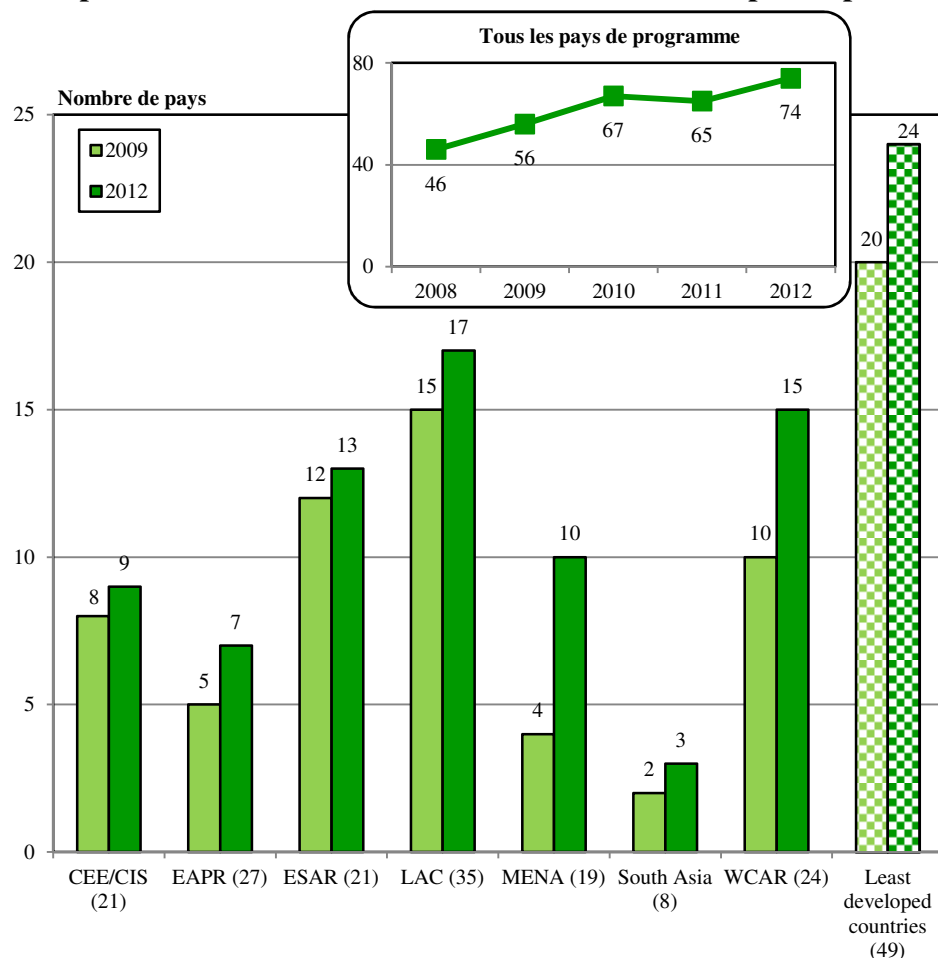


Fig. 42b : Proportion d'hommes et de femmes (âgés de 15 à 24 ans) possédant des connaissances exactes et complètes sur le VIH/SIDA (données les plus récentes disponibles pendant la période 2007-2011)

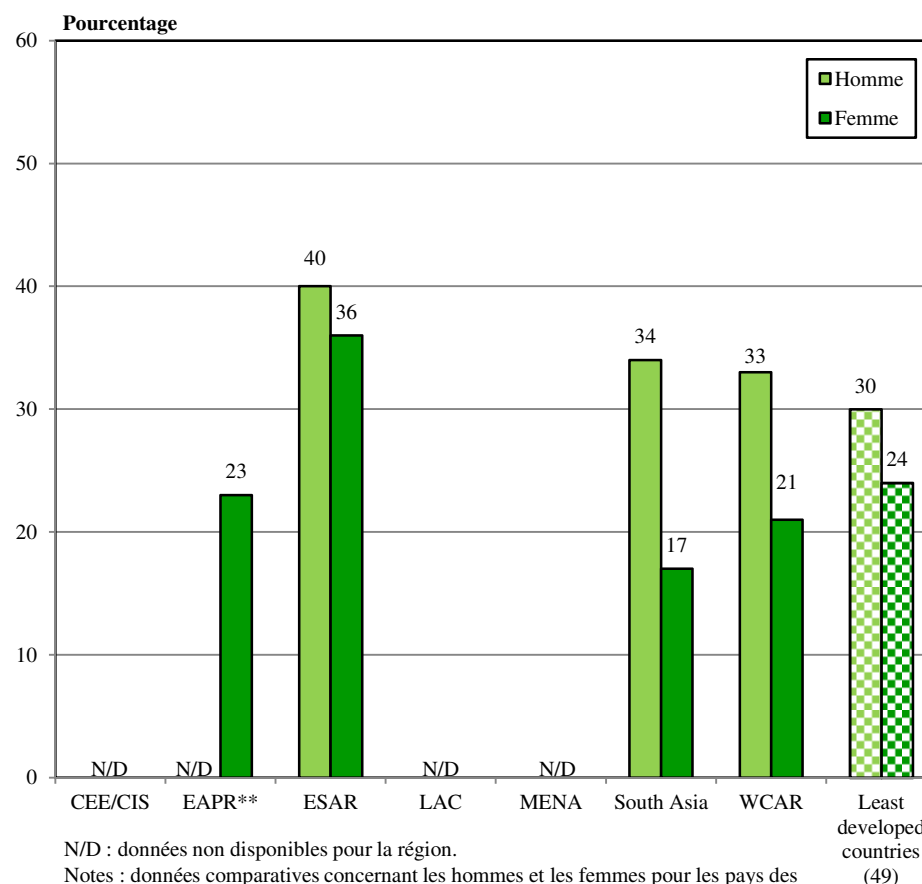
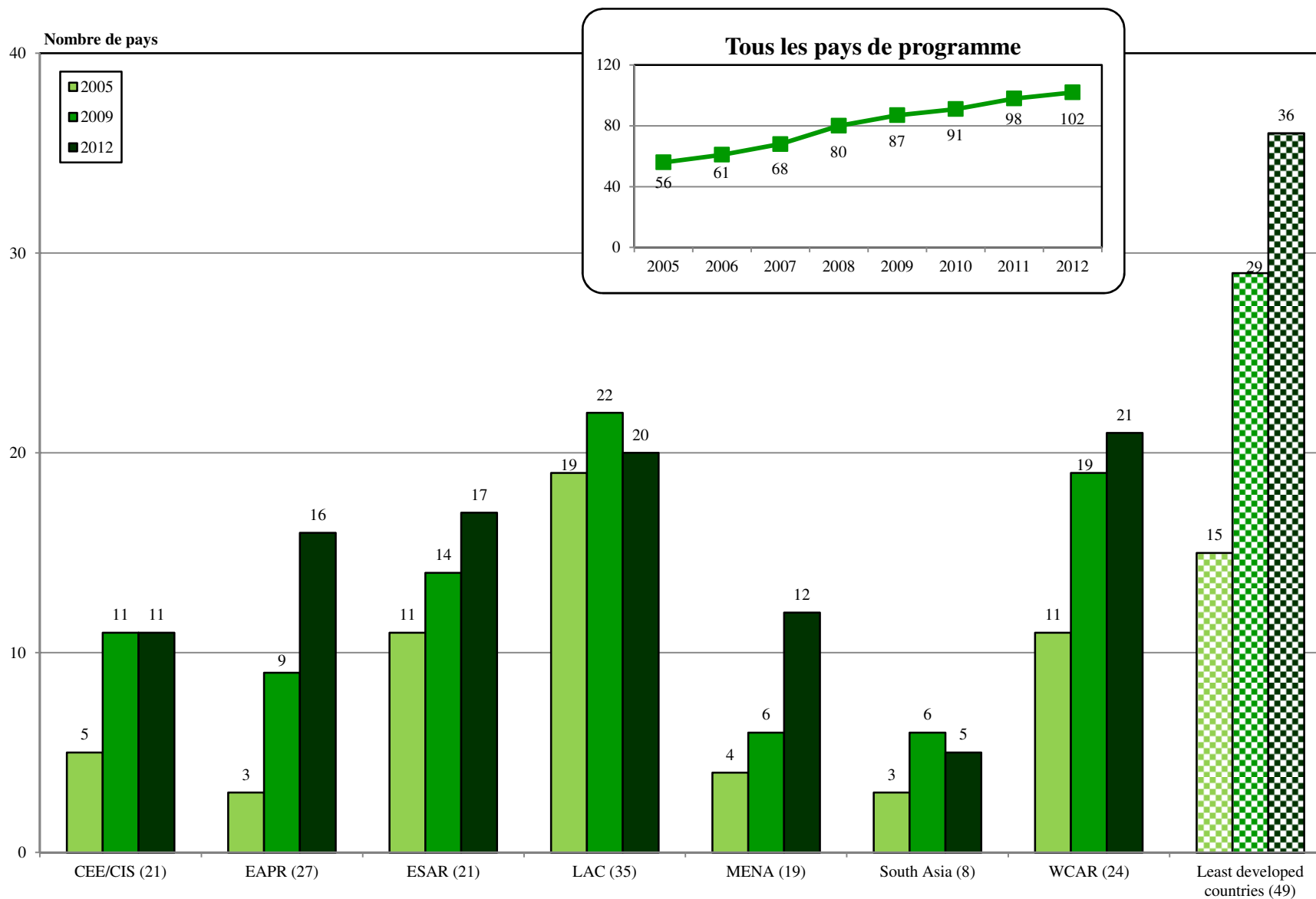


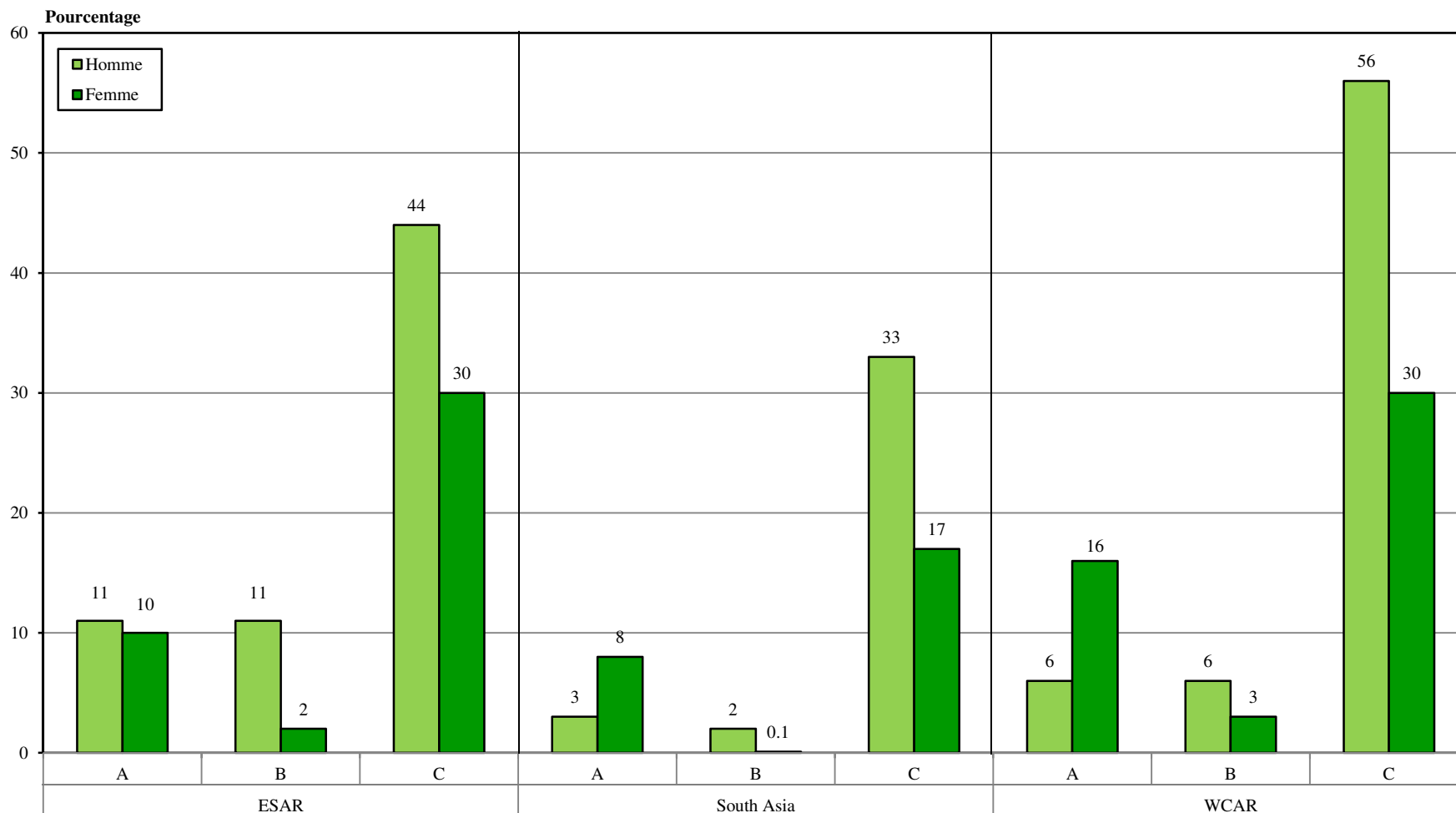
Fig. 43 : Pays ayant intégré une éducation au VIH/SIDA dans les programmes d'enseignement nationaux au niveau secondaire



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 44 : Comportements à risque chez les jeunes

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2007-2011)



A : ont eu des rapports sexuels avant l'âge de 15 ans (15-19 ans)

B : ont eu des rapports sexuels avec plus d'un partenaire au cours des 12 derniers mois (15-24 ans)

C : ont eu des partenaires multiples et ont utilisé un préservatif lors des derniers rapports sexuels (15-24 ans)

Notes : données non disponibles pour les régions ECO/CEI, EAPR, LAC et MENA. Les moyennes régionales pour l'Asie du Sud incluent des données issues de la NFHS menée en Inde pour la période 2005-2006.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

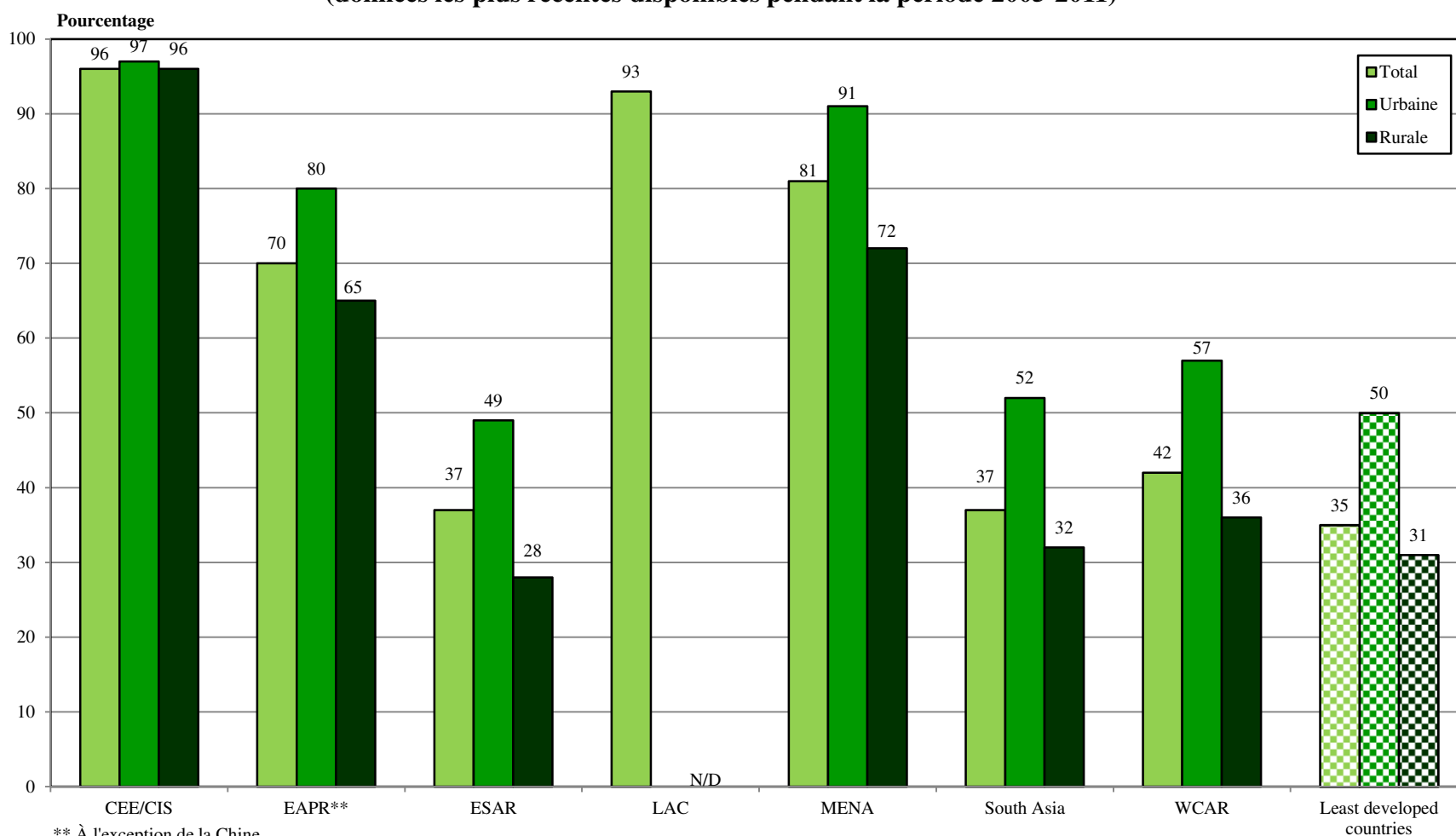
Domaine d'intervention 4

Protection de l'enfant

Parvenir à de meilleurs systèmes nationaux de protection de l'enfance, bâtis sur des lois, des politiques et des services permettant d'assurer dans tous les secteurs, notamment ceux de la justice et de la protection sociale, la protection de tous les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance

Fig. 45 : Proportion d'enfants (âgés de 0 à 59 mois) dont la naissance a été enregistrée, par lieu de résidence

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2005-2011)



** À l'exception de la Chine.

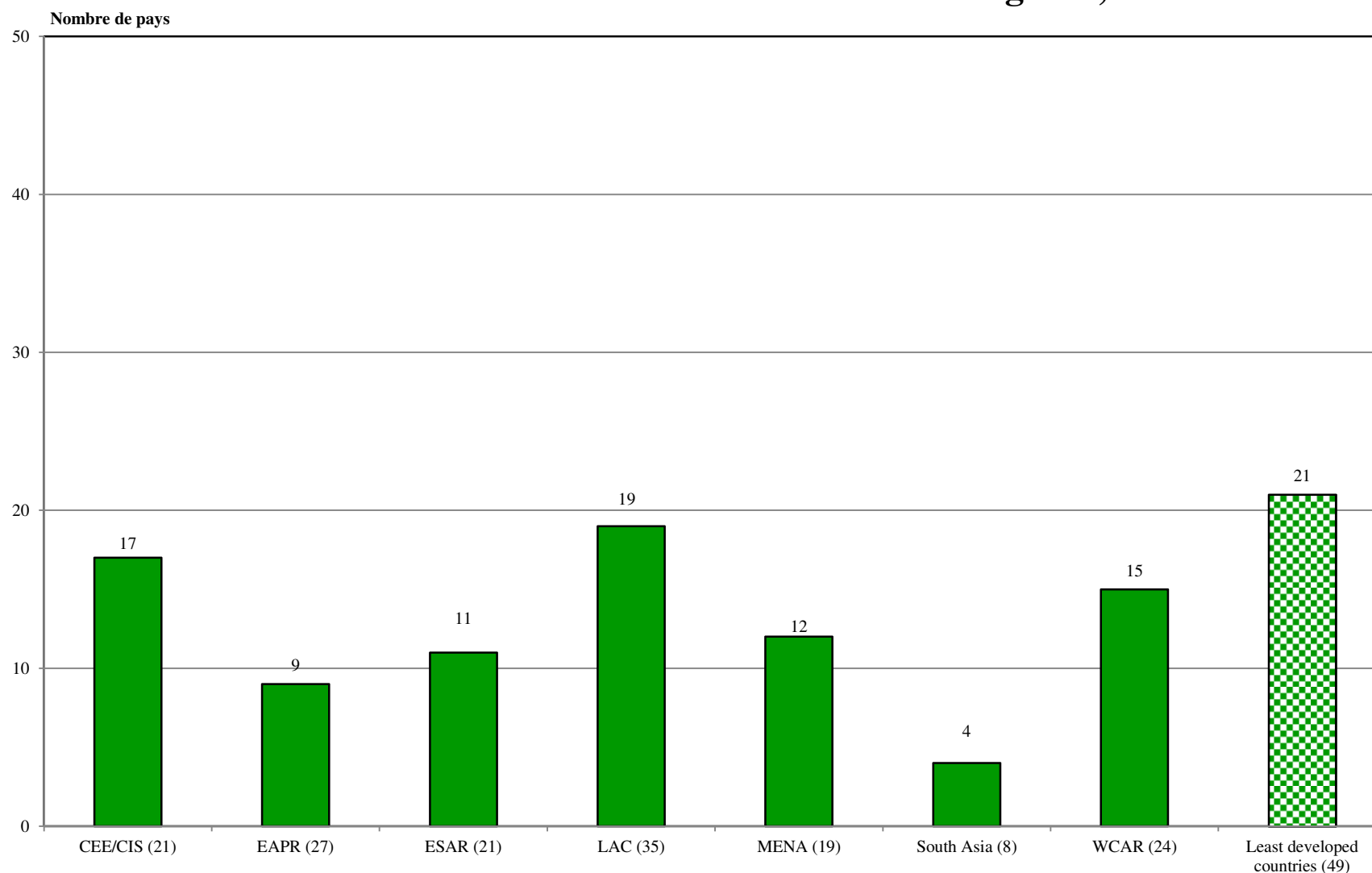
N/D : la région LAC (Amérique latine et Caraïbes) ne possède pas d'estimations ventilées par zone de résidence urbaine/rurale.

Notes : les estimations sont fondées sur un sous-groupe de 104 pays couvrant 77 pour cent de la population urbaine des moins de 5 ans dans le monde en développement (à l'exception de la Chine, pays pour lequel il n'existe pas de données comparables dans la base de données mondiale de l'UNICEF). Les estimations régionales représentent des données de pays couvrant au moins 50 pour cent de la population régionale. La couverture de données était insuffisante pour permettre le calcul d'estimations régionales pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013. D'après les MICS, EDS et autres enquêtes nationales et systèmes d'enregistrement de l'état civil.

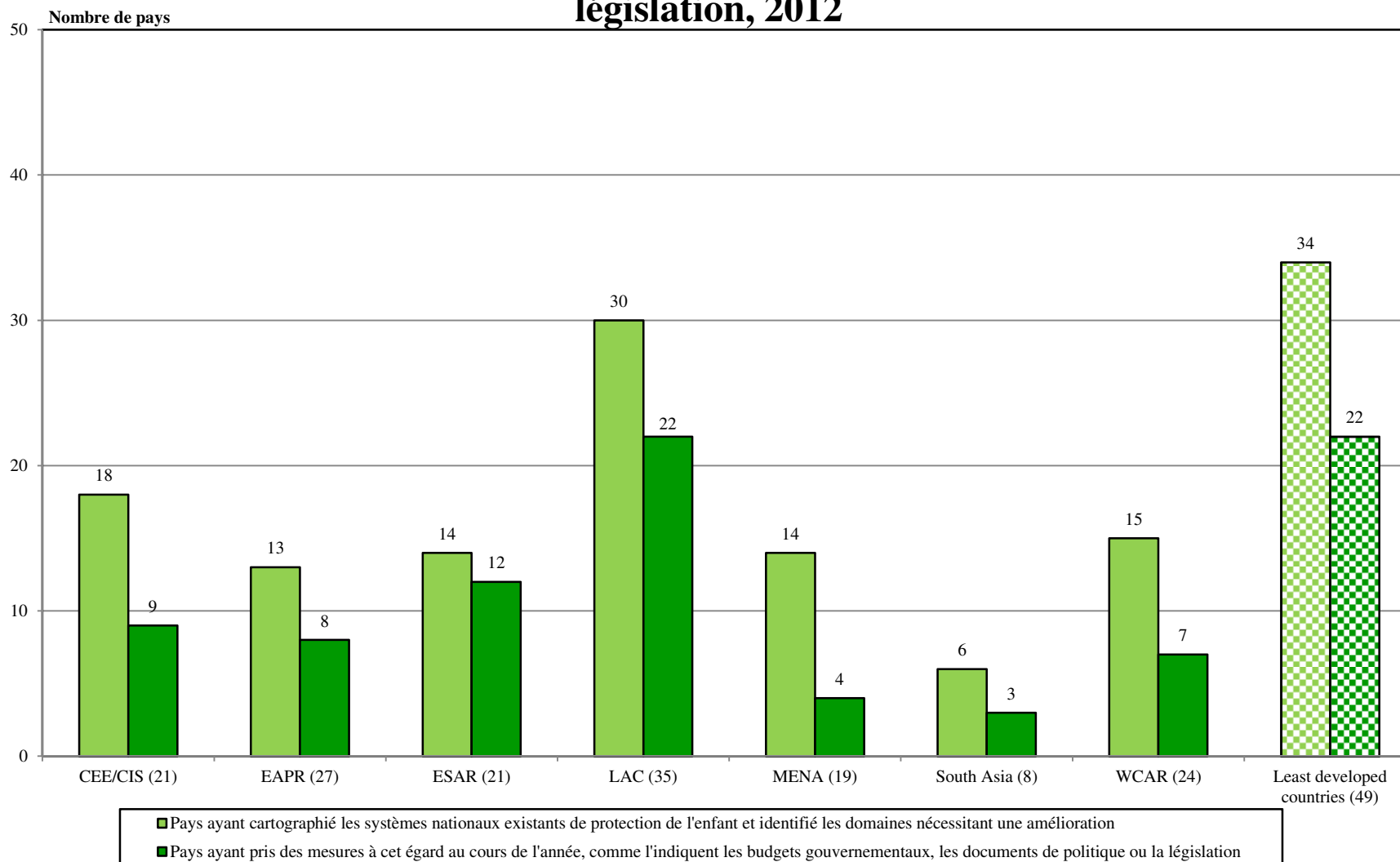
Parvenir à de meilleurs systèmes nationaux de protection de l'enfance, bâtis sur des lois, des politiques et des services permettant d'assurer dans tous les secteurs, notamment ceux de la justice et de la protection sociale, la protection de tous les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance

Fig. 46 : Pays possédant des lois et une législation secondaire (dans le cadre du système d'état civil) sur l'enregistrement gratuit et universel des naissances conformément aux normes internationales en vigueur, 2012



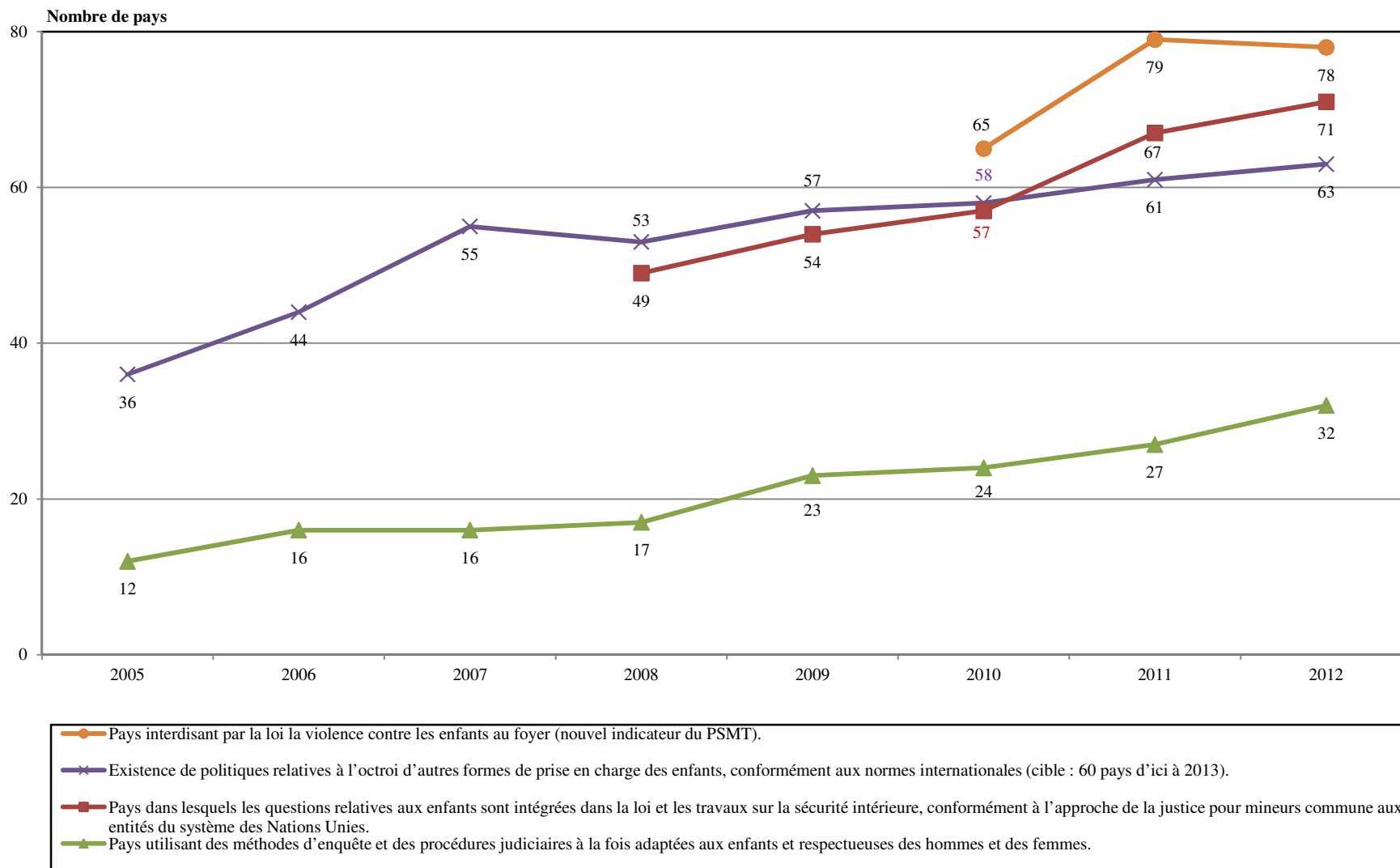
Parvenir à de meilleurs systèmes nationaux de protection de l'enfance, bâtis sur des lois, des politiques et des services permettant d'assurer dans tous les secteurs, notamment ceux de la justice et de la protection sociale, la protection de tous les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance

Fig. 47 : Pays ayant identifié les domaines nécessitant une amélioration des systèmes nationaux de protection de l'enfant et ayant pris des mesures à cet égard au cours de l'année, comme l'indiquent les budgets gouvernementaux, les documents de politique ou la législation, 2012



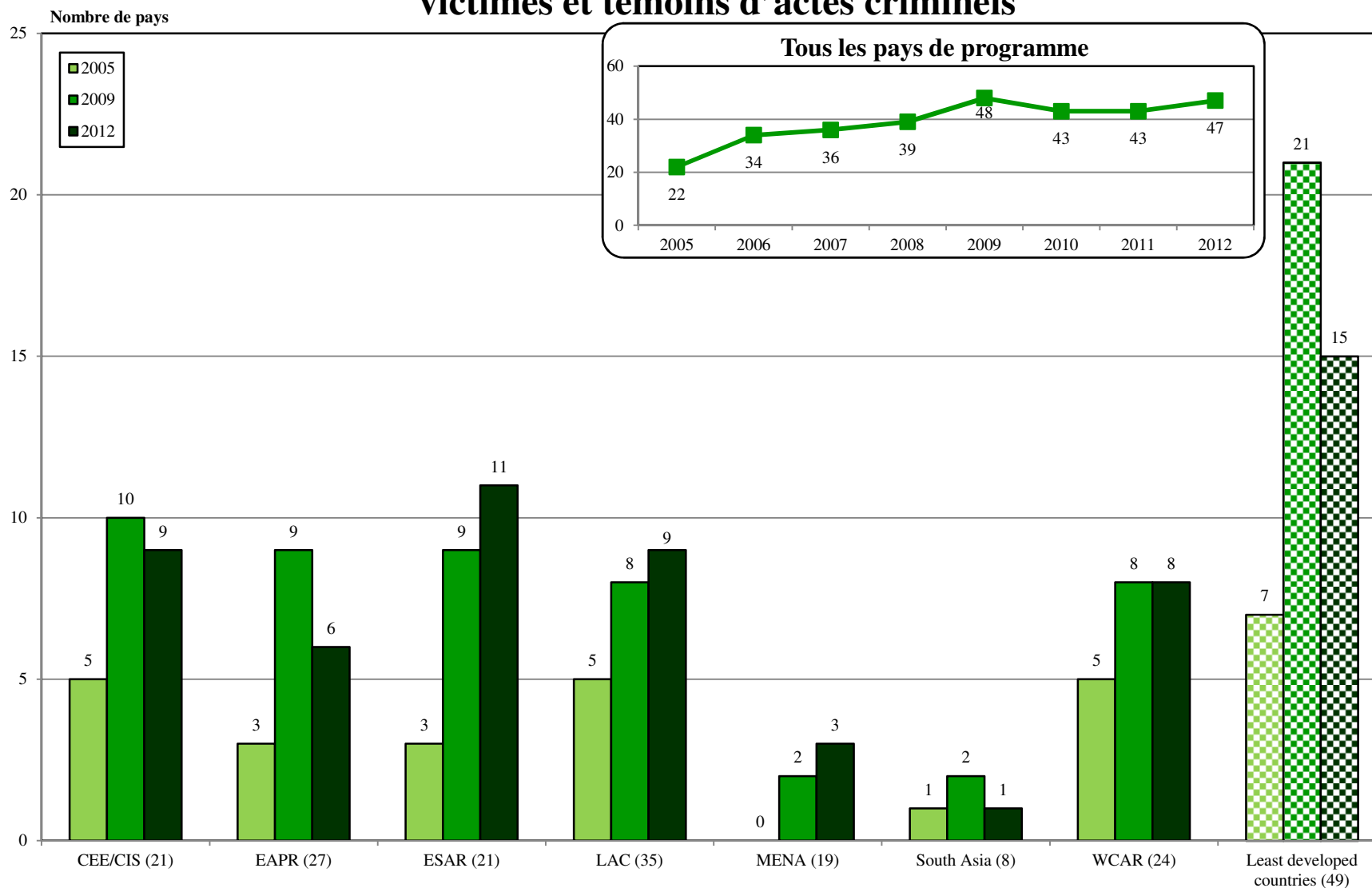
Parvenir à de meilleurs systèmes nationaux de protection de l'enfance, bâtis sur des lois, des politiques et des services permettant d'assurer dans tous les secteurs, notamment ceux de la justice et de la protection sociale, la protection de tous les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance

Fig. 48 : Lois, politiques, règlements et services mis en place au niveau national dans les différents secteurs pour améliorer la protection des enfants



Parvenir à de meilleurs systèmes nationaux de protection de l'enfance, bâtis sur des lois, des politiques et des services permettant d'assurer dans tous les secteurs, notamment ceux de la justice et de la protection sociale, la protection de tous les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance

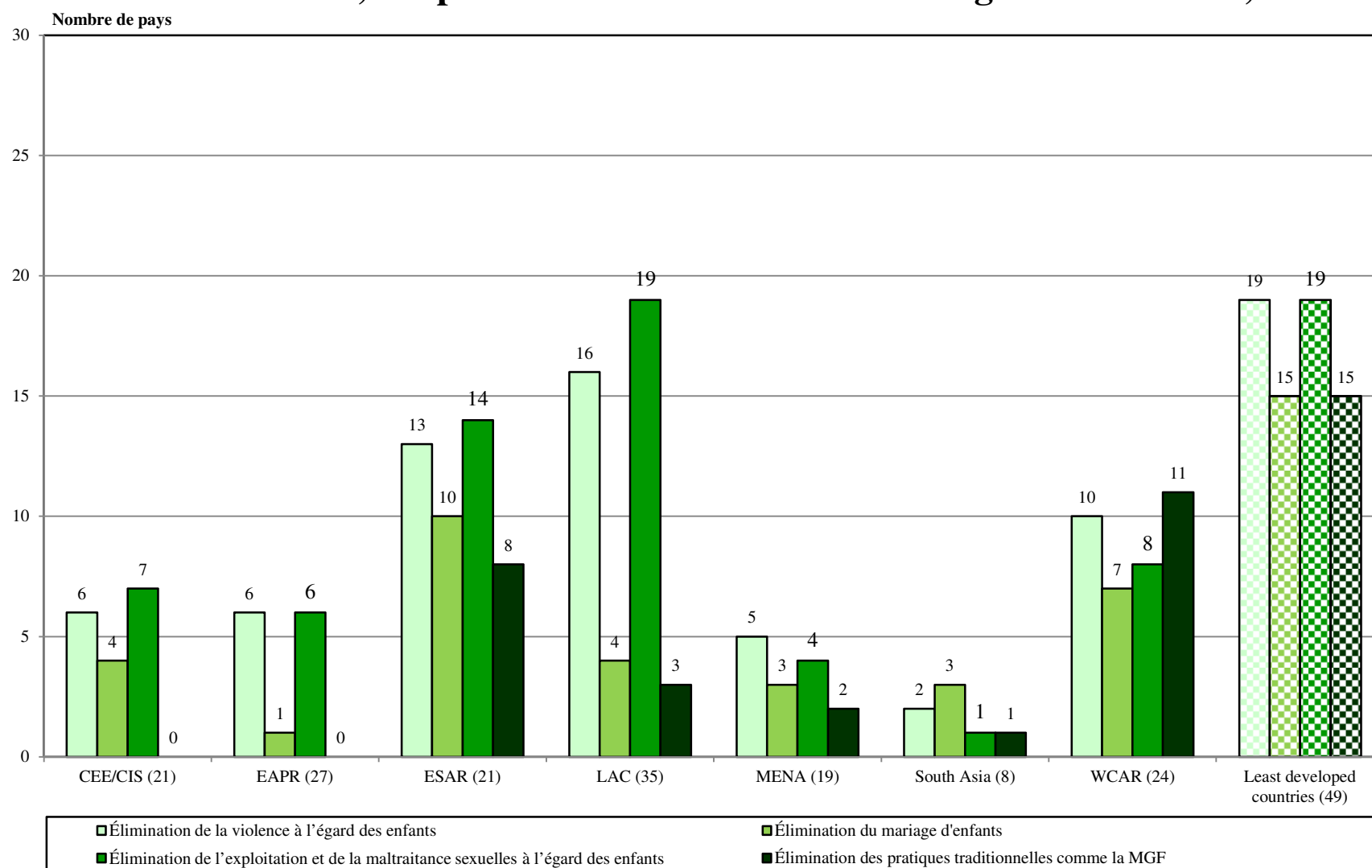
Fig. 49 : Pays dont le gouvernement prend des mesures pour mettre en œuvre les Lignes directrices des Nations Unies en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

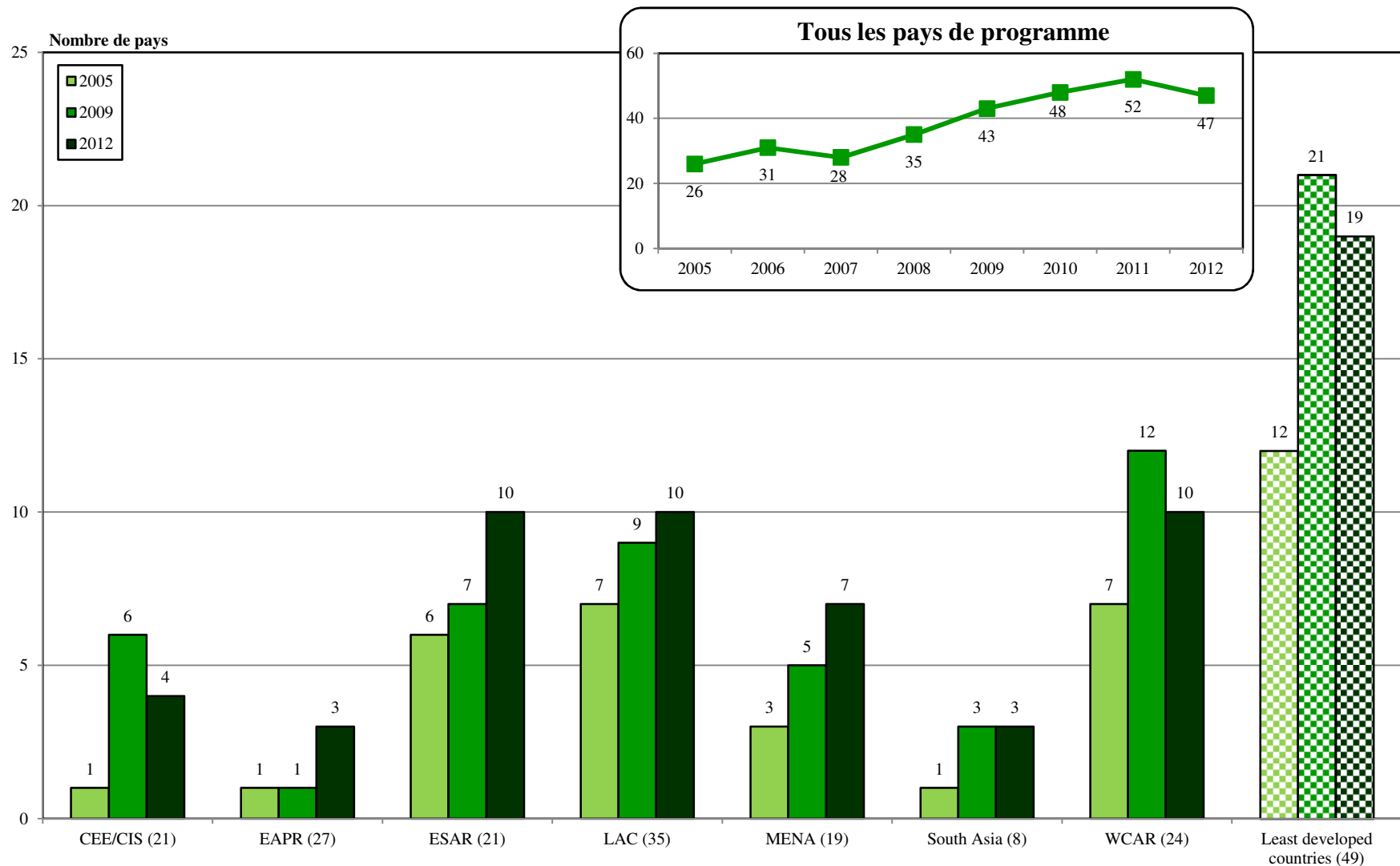
Susciter, au sein des réseaux sociaux et au niveau national, un dialogue visant à faire émerger des conventions, normes et valeurs sociales favorisant, au profit de tous les enfants, la prévention de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance et de la séparation inutile des enfants d'avec leur famille et permettant de remettre en question les atteintes aux droits des enfants, y compris celles résultant de conventions et de pratiques préjudiciables, tout en veillant à ce que l'opinion des enfants soit traitée avec respect et en s'appuyant sur la capacité de résilience des jeunes

Fig. 50 : Pays tenant compte explicitement des normes sociales dans les programmes visant à éliminer la violence, l'exploitation et la maltraitance à l'égard des enfants, 2012



Susciter, au sein des réseaux sociaux et au niveau national, un dialogue visant à faire émerger des conventions, normes et valeurs sociales favorisant, au profit de tous les enfants, la prévention de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance et de la séparation inutile des enfants d'avec leur famille et permettant de remettre en question les atteintes aux droits des enfants, y compris celles résultant de conventions et de pratiques préjudiciables, tout en veillant à ce que l'opinion des enfants soit traitée avec respect et en s'appuyant sur la capacité de résilience des jeunes

Fig. 51 : Pays de programme ayant entrepris une analyse de l'égalité des sexes dans des questions clés de protection de l'enfant au cours du cycle actuel de programme

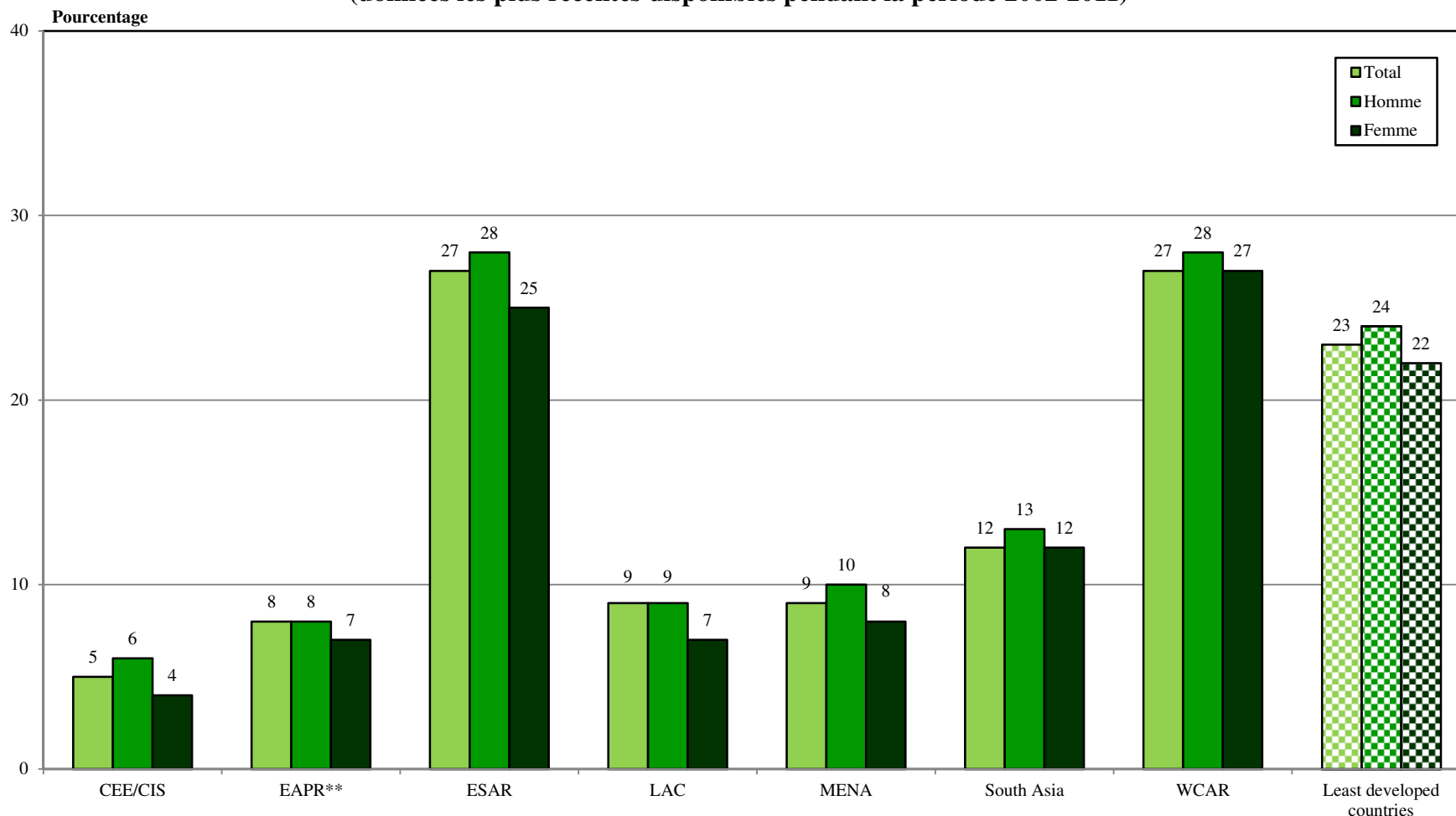


Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Susciter, au sein des réseaux sociaux et au niveau national, un dialogue visant à faire émerger des conventions, normes et valeurs sociales favorisant, au profit de tous les enfants, la prévention de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance et de la séparation inutile des enfants d'avec leur famille et permettant de remettre en question les atteintes aux droits des enfants, y compris celles résultant de conventions et de pratiques préjudiciables, tout en veillant à ce que l'opinion des enfants soit traitée avec respect et en s'appuyant sur la capacité de résilience des jeunes

Fig. 52 : Proportion d'enfants (âgés de 5 à 14 ans) qui travaillent

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2002-2011)



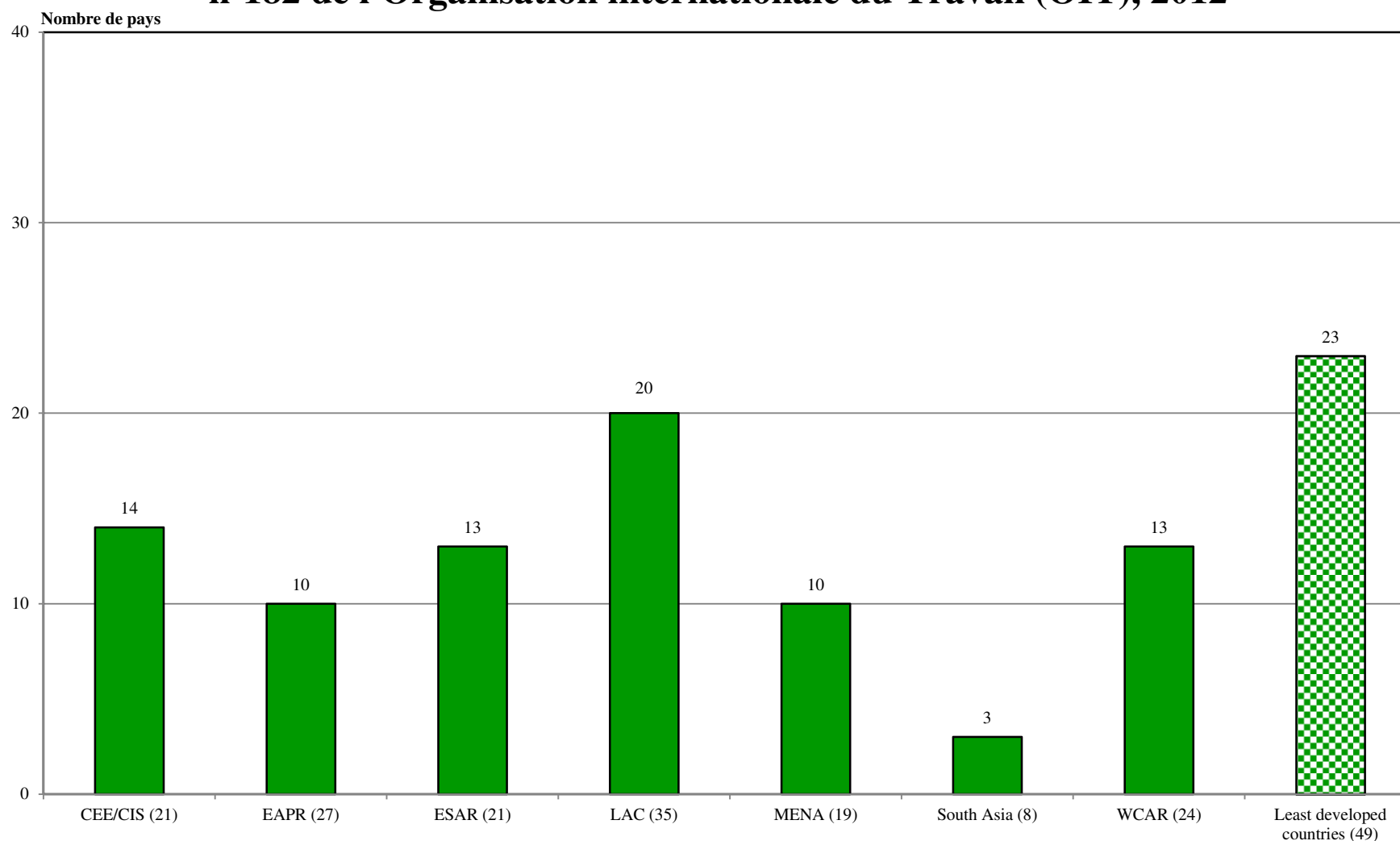
** À l'exception de la Chine.

Notes : les estimations sont fondées sur un sous-groupe de 91 pays couvrant 71 pour cent de la population d'enfants âgés de 5 à 14 ans dans le monde (à l'exception de la Chine, pays pour lequel il n'existe pas de données comparables dans la base de données mondiale de l'UNICEF). Les estimations régionales représentent des données de pays couvrant au moins 50 pour cent de la population régionale.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013. D'après les MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

Susciter, au sein des réseaux sociaux et au niveau national, un dialogue visant à faire émerger des conventions, normes et valeurs sociales favorisant, au profit de tous les enfants, la prévention de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance et de la séparation inutile des enfants d'avec leur famille et permettant de remettre en question les atteintes aux droits des enfants, y compris celles résultant de conventions et de pratiques préjudiciables, tout en veillant à ce que l'opinion des enfants soit traitée avec respect et en s'appuyant sur la capacité de résilience des jeunes

Fig. 53 : Pays ayant harmonisé leur législation nationale avec la Convention n°182 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), 2012



Note : Convention n°182 de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, adoptée par la Conférence générale de l'OIT lors de la 87e session CIT qui s'est tenue à Genève le 17 juin 1999.

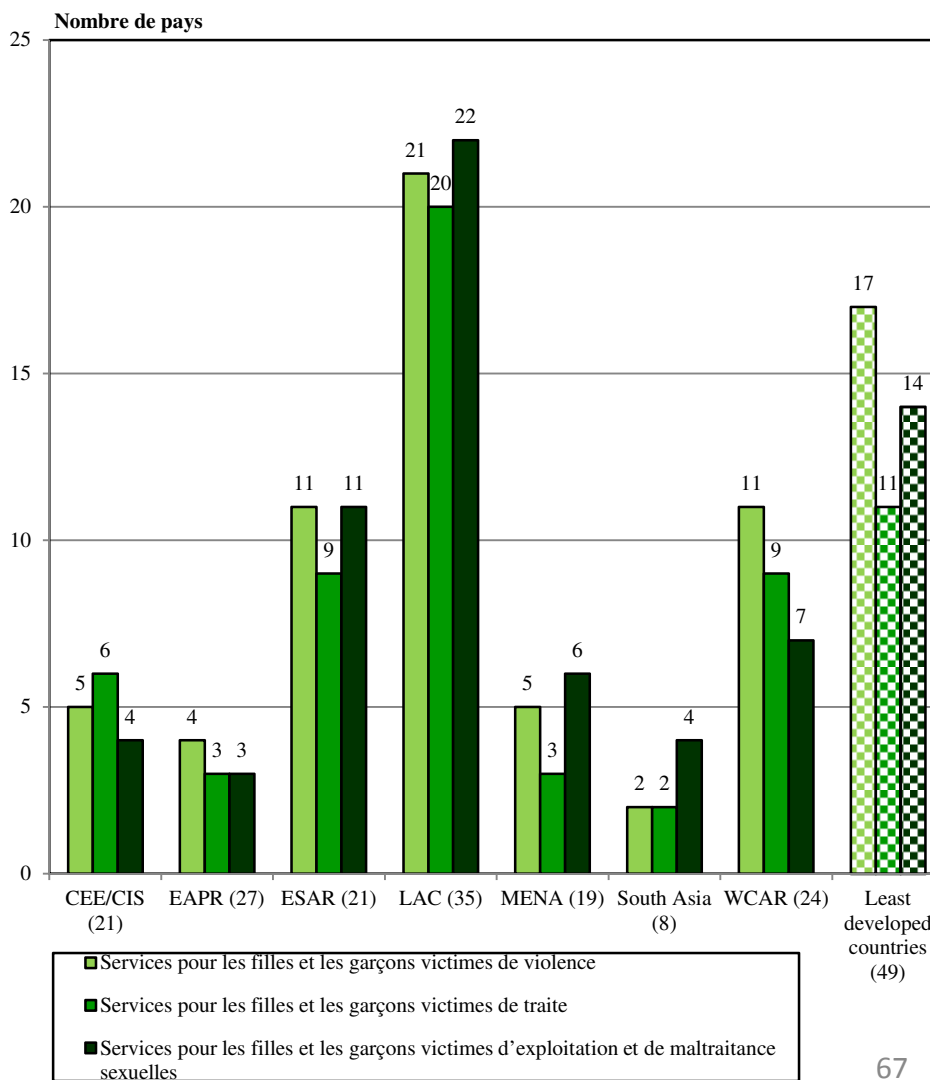
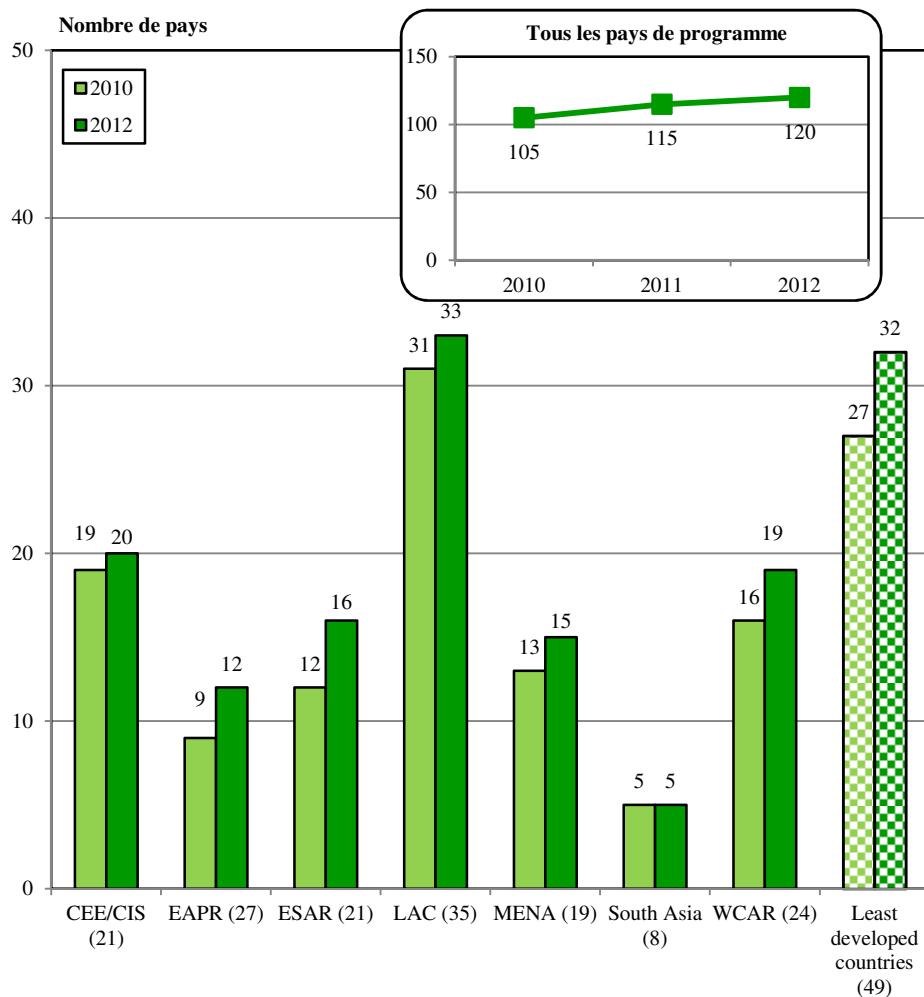
Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Parvenir à de meilleurs systèmes nationaux de protection de l'enfance, bâtis sur des lois, des politiques et des services permettant d'assurer dans tous les secteurs, notamment ceux de la justice et de la protection sociale, la protection de tous les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance

Fig. 54 : Prévention et réaction face à la violence, à l'exploitation et à la maltraitance

Fig. 54a : Pays réprimant toutes les formes d'exploitation sexuelle des filles et des garçons

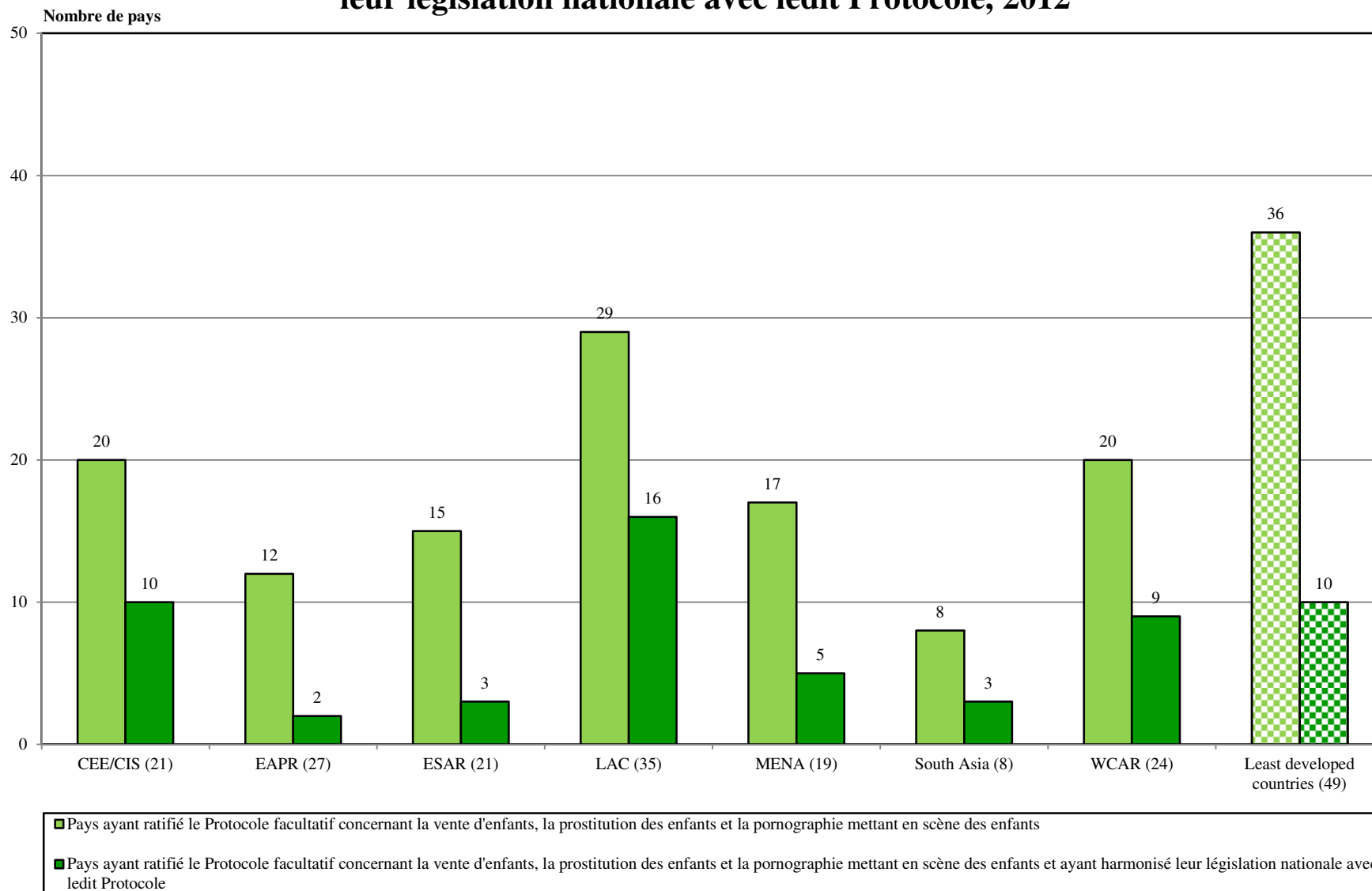
Fig. 54b : Pays dotés de services pour les filles et les garçons victimes de violence, d'exploitation et de maltraitance, traite incluse, 2012



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Parvenir à de meilleurs systèmes nationaux de protection de l'enfance, bâtis sur des lois, des politiques et des services permettant d'assurer dans tous les secteurs, notamment ceux de la justice et de la protection sociale, la protection de tous les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance

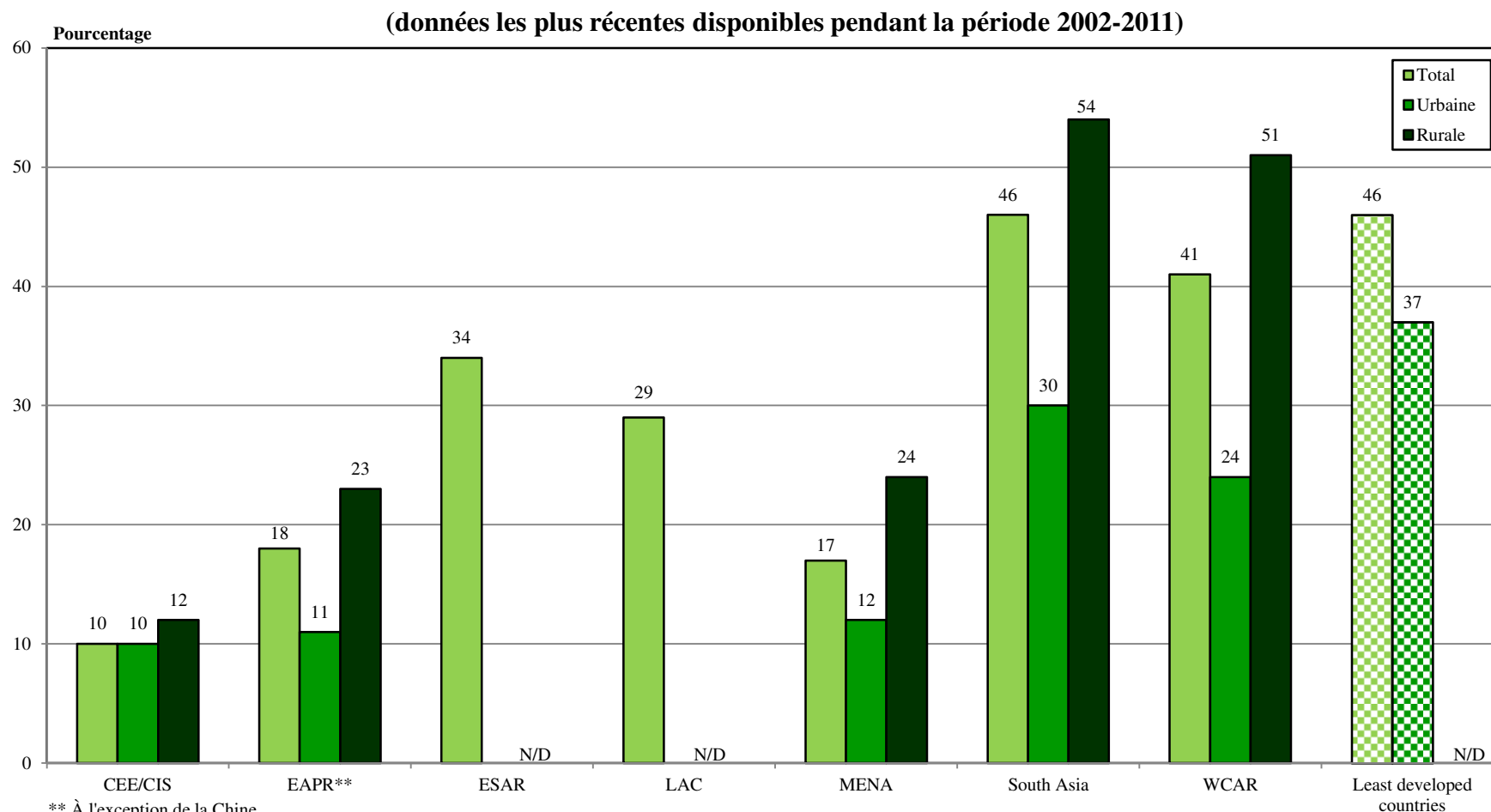
Fig. 55 : Pays ayant ratifié le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et ayant harmonisé leur législation nationale avec ledit Protocole, 2012



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Susciter, au sein des réseaux sociaux et au niveau national, un dialogue visant à faire émerger des conventions, normes et valeurs sociales favorisant, au profit de tous les enfants, la prévention de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance et de la séparation inutile des enfants d'avec leur famille et permettant de remettre en question les atteintes aux droits des enfants, y compris celles résultant de conventions et de pratiques préjudiciables, tout en veillant à ce que l'opinion des enfants soit traitée avec respect et en s'appuyant sur la capacité de résilience des jeunes

Fig. 56 : Proportion de femmes (âgées de 20 à 24 ans) qui se sont mariées ou ont vécu maritalement avant d'atteindre l'âge de 18 ans



** À l'exception de la Chine.

N/D : estimations ventilées par zone de résidence urbaine/rurale non disponibles pour les pays des régions ESAR et LAC ainsi que les pays les moins développés (zones rurales).

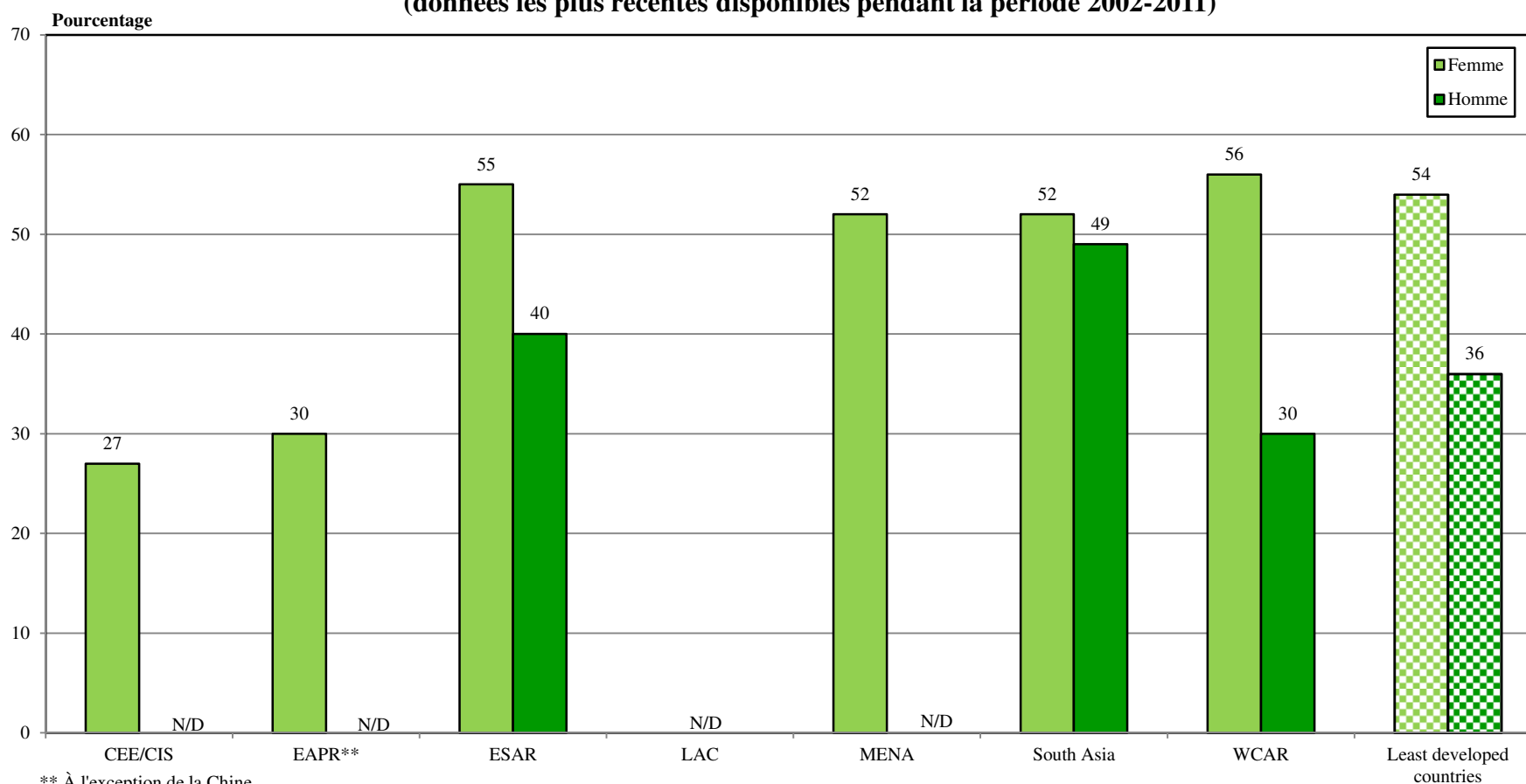
Notes : les estimations sont fondées sur un sous-groupe de 109 pays couvrant 76 pour cent de la population de femmes âgées de 20 à 24 ans dans le monde (à l'exception de la Chine, pays pour lequel il n'existe pas de données comparables dans la base de données mondiale de l'UNICEF). Les estimations régionales représentent des données de pays couvrant au moins 50 pour cent de la population régionale. La couverture des données était insuffisante pour calculer des estimations régionales ventilées par zone de résidence urbaine/rurale pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, et calculer une estimation régionale en zone rurale pour les pays les moins développés.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013. D'après les MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

Susciter, au sein des réseaux sociaux et au niveau national, un dialogue visant à faire émerger des conventions, normes et valeurs sociales favorisant, au profit de tous les enfants, la prévention de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance et de la séparation inutile des enfants d'avec leur famille et permettant de remettre en question les atteintes aux droits des enfants, y compris celles résultant de conventions et de pratiques préjudiciables, tout en veillant à ce que l'opinion des enfants soit traitée avec respect et en s'appuyant sur la capacité de résilience des jeunes

Fig. 57 : Proportion de femmes (âgées de 15 à 49 ans) qui pensent qu'un mari/partenaire a le droit de frapper ou battre sa femme/compagne

(données les plus récentes disponibles pendant la période 2002-2011)



** À l'exception de la Chine.

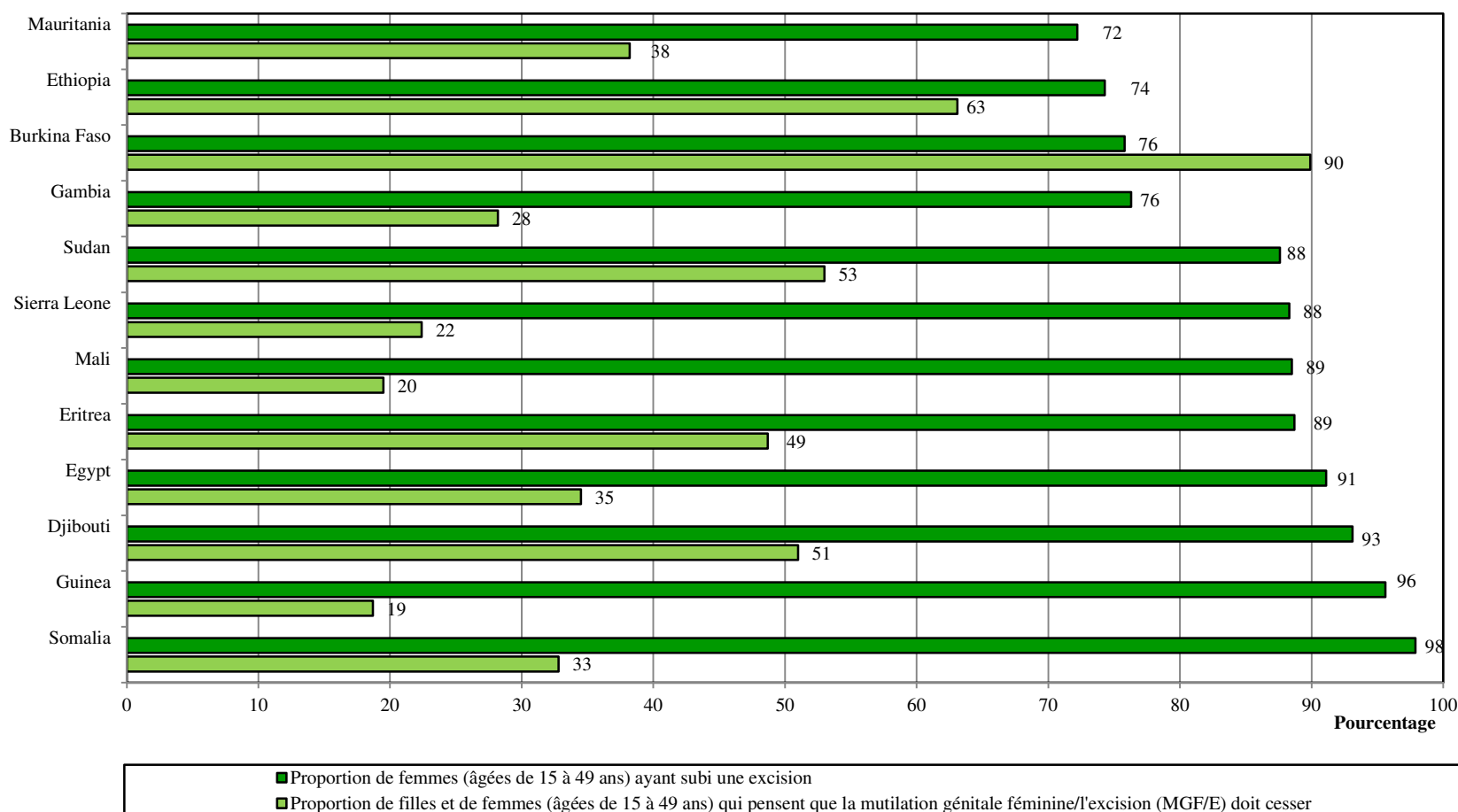
N/D : estimations non disponibles pour les pays de la région LAC ; estimations non disponibles pour les hommes des régions ECO/CEL, EAPR et MENA.

Notes : dans au moins l'un des cas suivants : (a) elle sort sans l'en informer ; (b) elle néglige ses enfants ; (c) elle se dispute avec lui ; (d) elle refuse d'avoir des rapports sexuels avec lui ; et (e) elle fait brûler la nourriture. Les estimations sont fondées sur un sous-groupe de 90 pays couvrant 58 pour cent de la population de femmes âgées de 15 à 49 ans dans le monde (à l'exception de la Chine, pays pour lequel il n'existe pas de données comparables dans la base de données mondiale de l'UNICEF) et sur un sous-groupe de 41 pays couvrant 53 pour cent de la population d'hommes âgés de 15 à 49 ans dans le monde en développement (à l'exception de la Chine, pays pour lequel il n'existe pas de données comparables dans la base de données mondiale de l'UNICEF). La couverture des données était insuffisante pour calculer des estimations régionales pour les pays de la région LAC et des estimations régionales pour les hommes des régions ECO/CEL, EAPR et MENA.

Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013.

Susciter, au sein des réseaux sociaux et au niveau national, un dialogue visant à faire émerger des conventions, normes et valeurs sociales favorisant, au profit de tous les enfants, la prévention de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance et de la séparation inutile des enfants d'avec leur famille et permettant de remettre en question les atteintes aux droits des enfants, y compris celles résultant de conventions et de pratiques préjudiciables, tout en veillant à ce que l'opinion des enfants soit traitée avec respect et en s'appuyant sur la capacité de résilience des jeunes

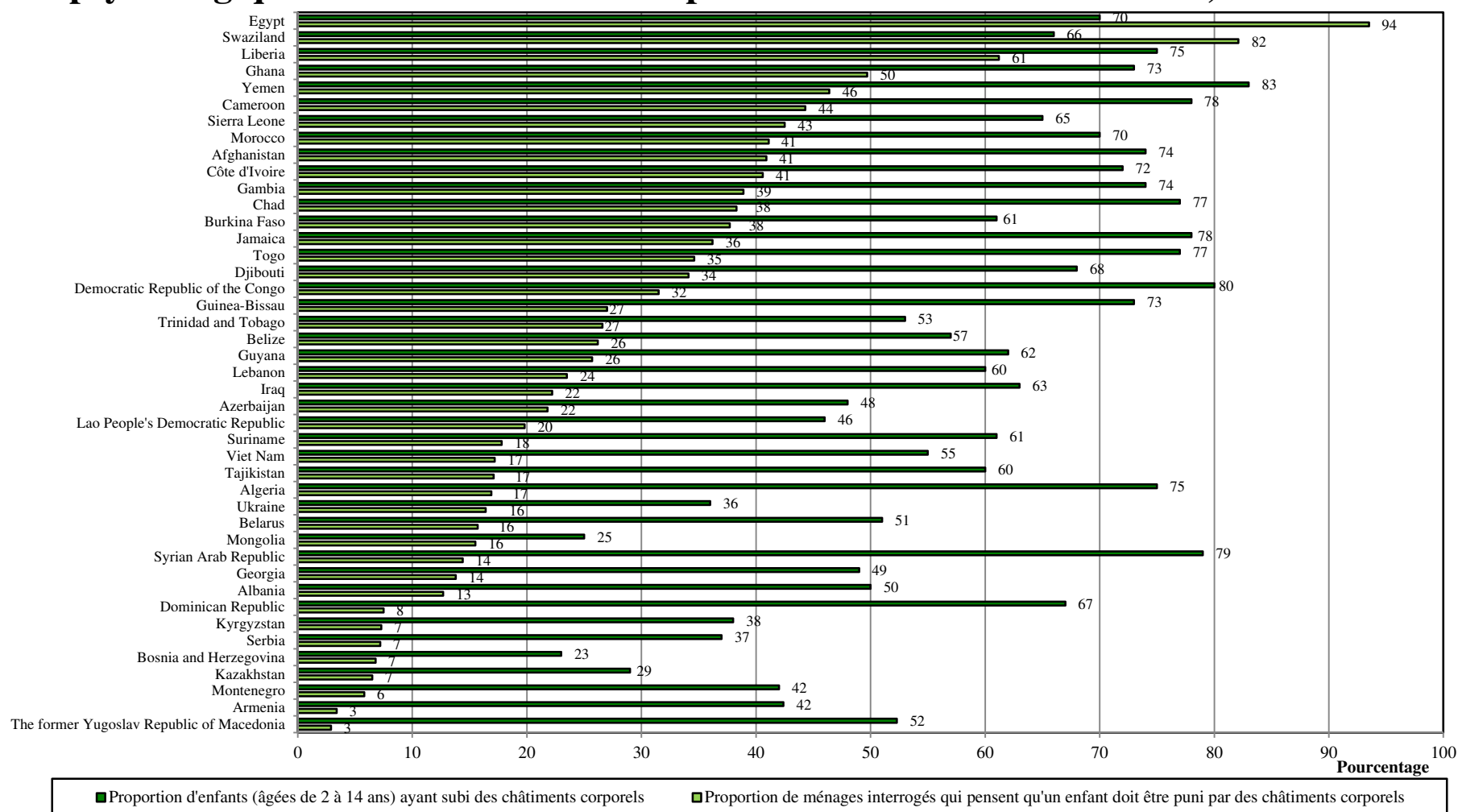
Fig. 58 : Proportion de filles et de femmes (âgées de 15 à 49 ans) qui pensent que la mutilation génitale féminine/l'excision (MGF/E) doit cesser, et pourcentage de filles et de femmes (âgées de 15 à 49 ans) ayant subi une MGF/E dans des pays où la prévalence de la MGF/E est supérieure à 70 pour cent, 2002-2010



Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013. D'après les MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

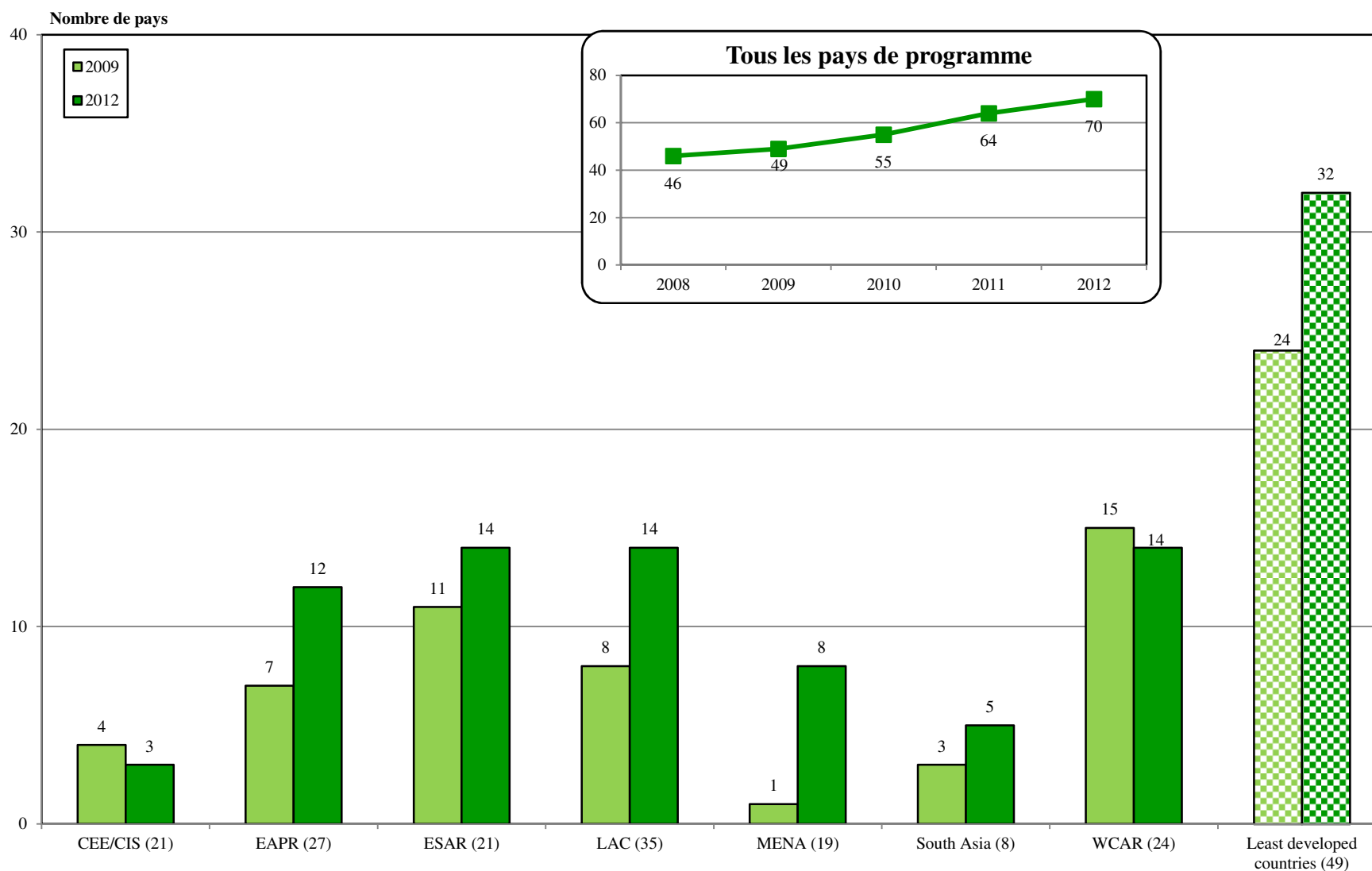
Susciter, au sein des réseaux sociaux et au niveau national, un dialogue visant à faire émerger des conventions, normes et valeurs sociales favorisant, au profit de tous les enfants, la prévention de la violence, de l'exploitation, de la maltraitance et de la séparation inutile des enfants d'avec leur famille et permettant de remettre en question les atteintes aux droits des enfants, y compris celles résultant de conventions et de pratiques préjudiciables, tout en veillant à ce que l'opinion des enfants soit traitée avec respect et en s'appuyant sur la capacité de résilience des jeunes

Fig. 59 : Proportion de ménages interrogés qui pensent qu'un enfant doit être puni par des châtiments corporels, et proportion d'enfants (âgés de 2 à 14 ans) ayant subi des violences psychologiques ou des châtiments corporels au cours du dernier mois, 2005-2011



Note : les données pour l'Égypte correspondent aux enfants âgés de 3 à 17 ans et les données pour le Kirghizistan correspondent aux enfants âgés de 3 à 14 ans
 Source : Section des statistiques et du suivi, DPS, UNICEF. Base de données mondiale de l'UNICEF, 2013. D'après les MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

Fig. 60 : Pays qui ont incorporé la protection de l'enfant dans leurs mécanismes nationaux de préparation et d'intervention lors des situations d'urgence au cours de l'année



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 61 : Suivi de la protection de l'enfant

Fig. 61a : Pays de programme possédant des données ventilées par sexe sur les indicateurs de protection de l'enfant pour tous les groupes d'âge, y compris des données de base

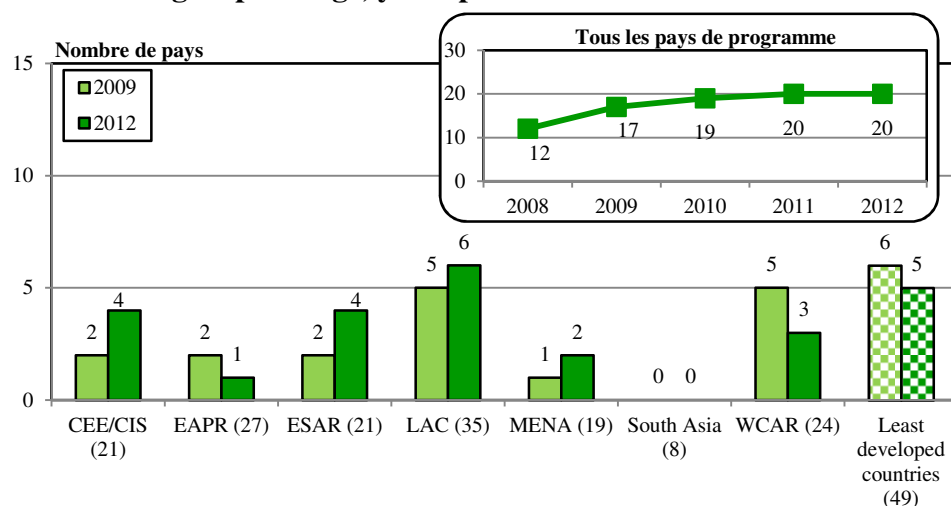


Fig. 61b : Pays de programme possédant des sources institutionnelles et administratives de données relatives aux indicateurs de protection de l'enfant

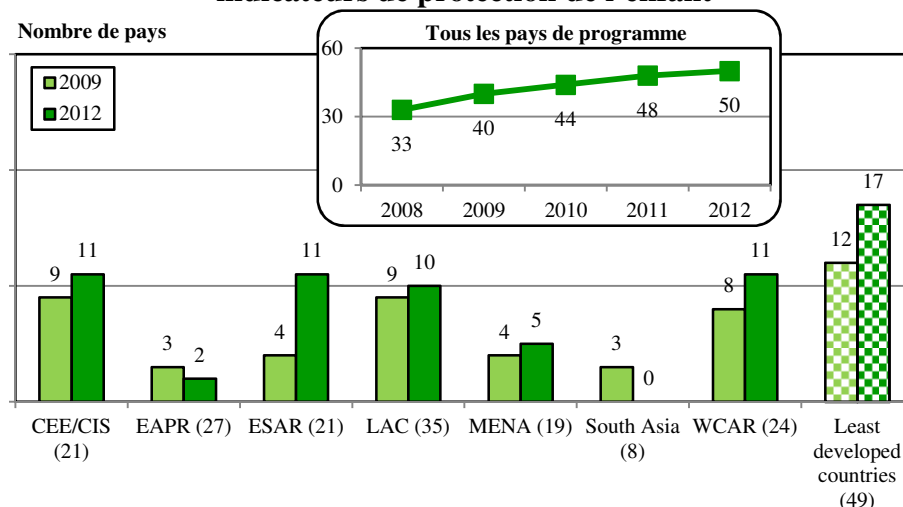


Fig. 61c : Pays qui intègrent des données ventilées relatives à la protection de l'enfant dans leurs plans nationaux de développement

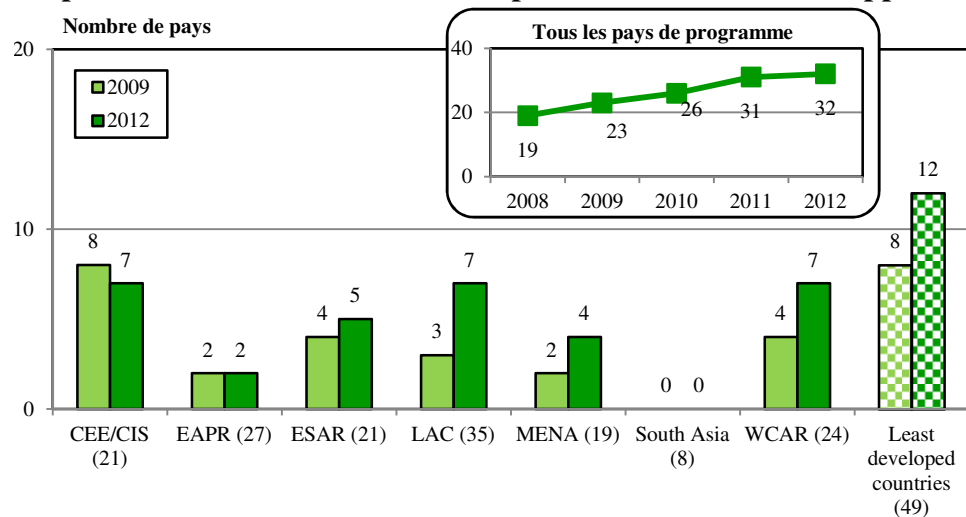
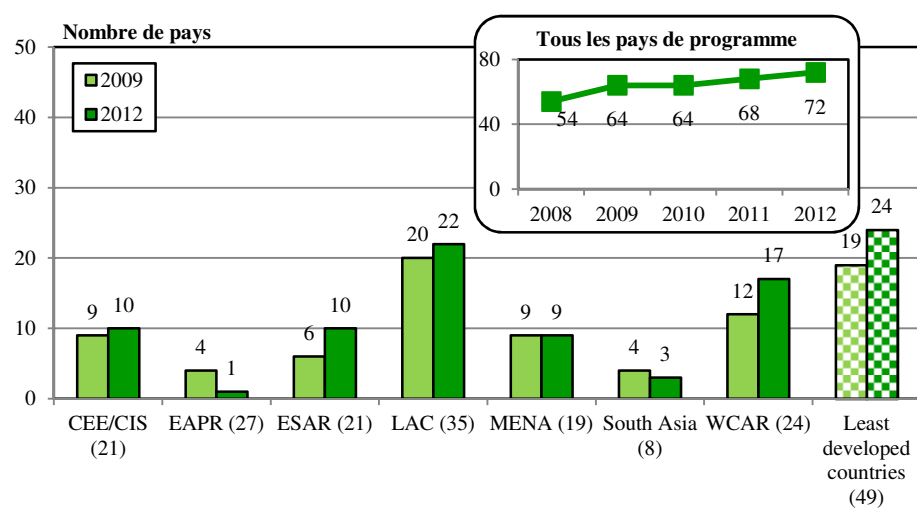


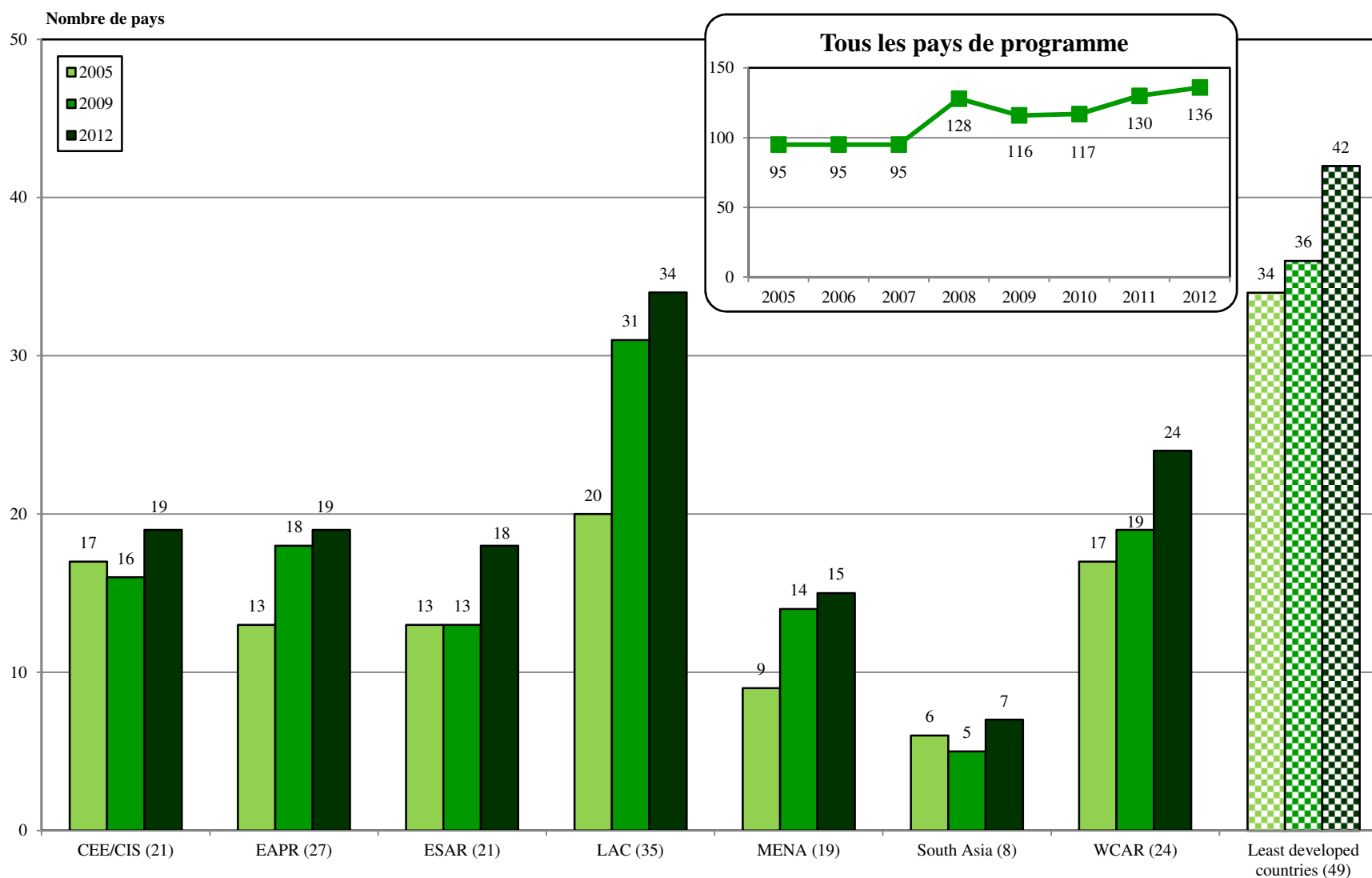
Fig. 61d : Pays qui intègrent des données ventilées relatives à la protection de l'enfant dans leurs rapports nationaux à la CDE



Domaine d'intervention 5

Activités de plaidoyer politique et partenariats en faveur des droits de l'enfant

Fig. 62 : Pays ayant procédé ou apporté des modifications substantielles à l'analyse de la situation des droits des enfants et des femmes au cours des 5 dernières années



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 63 : Programmes de pays de l'UNICEF soutenant les mécanismes les plus récents de présentation de rapports nationaux relatifs à la CDE et à la CEDAW

Fig. 63a : Mécanismes de présentation de rapports relatifs à la CDE

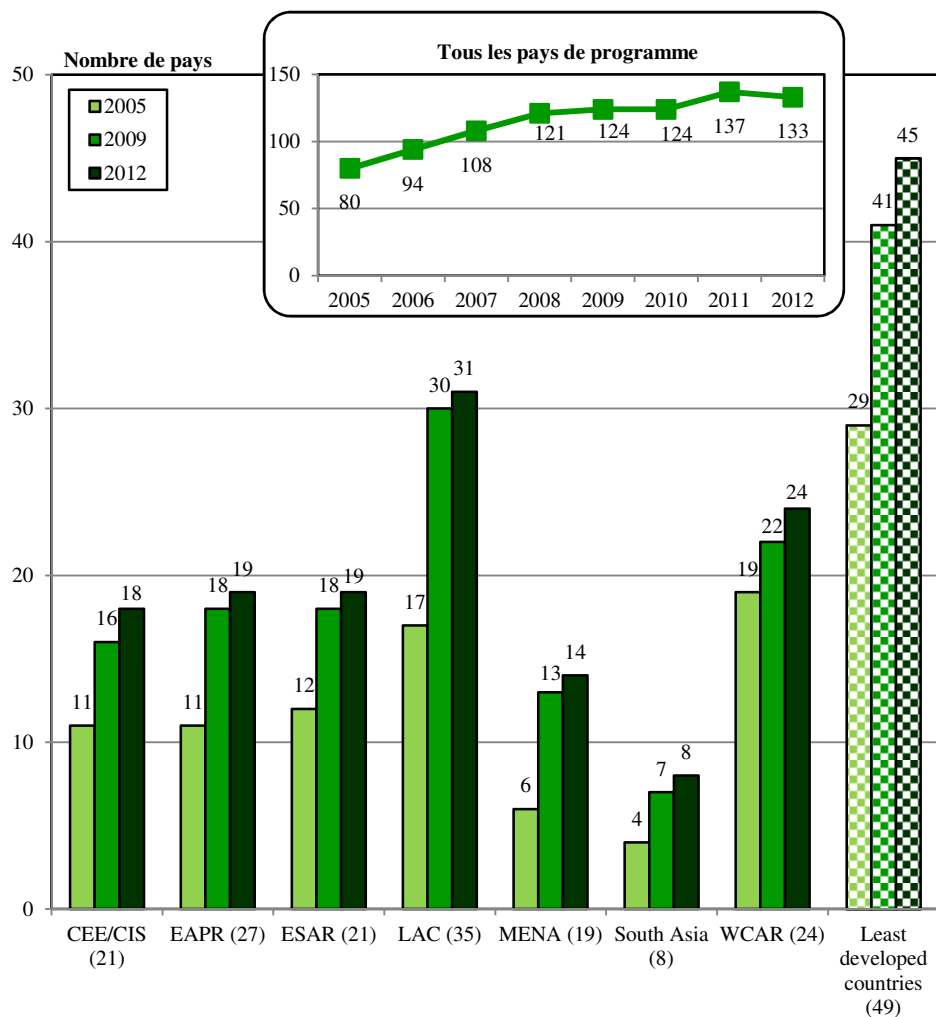


Fig. 63b : Mécanismes de présentation de rapports relatifs à la CEDAW

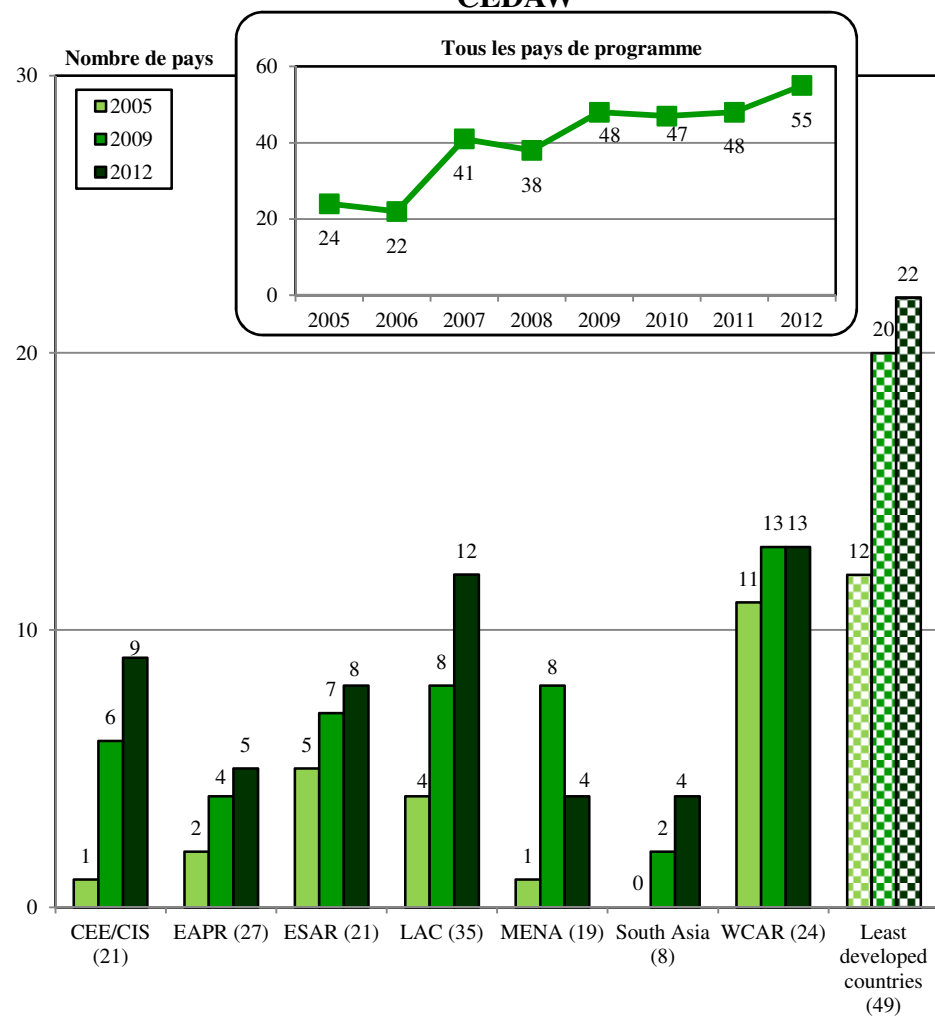


Fig. 64 : Pays où les adolescents et les adolescentes ont participé aux mécanismes les plus récents de présentation de rapports relatifs à la CDE et à la CEDAW

Fig. 64a : Mécanismes de présentation de rapports relatifs à la CDE

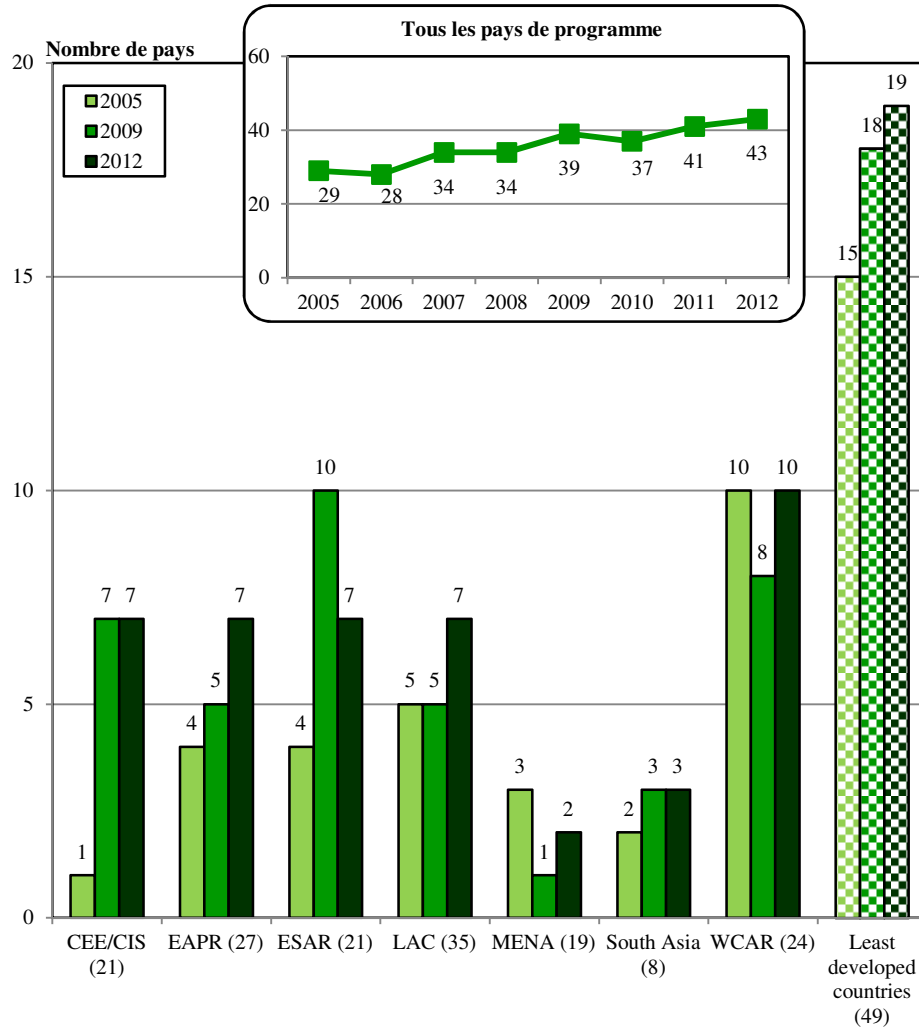


Fig. 64b : Mécanismes de présentation de rapports relatifs à la CEDAW

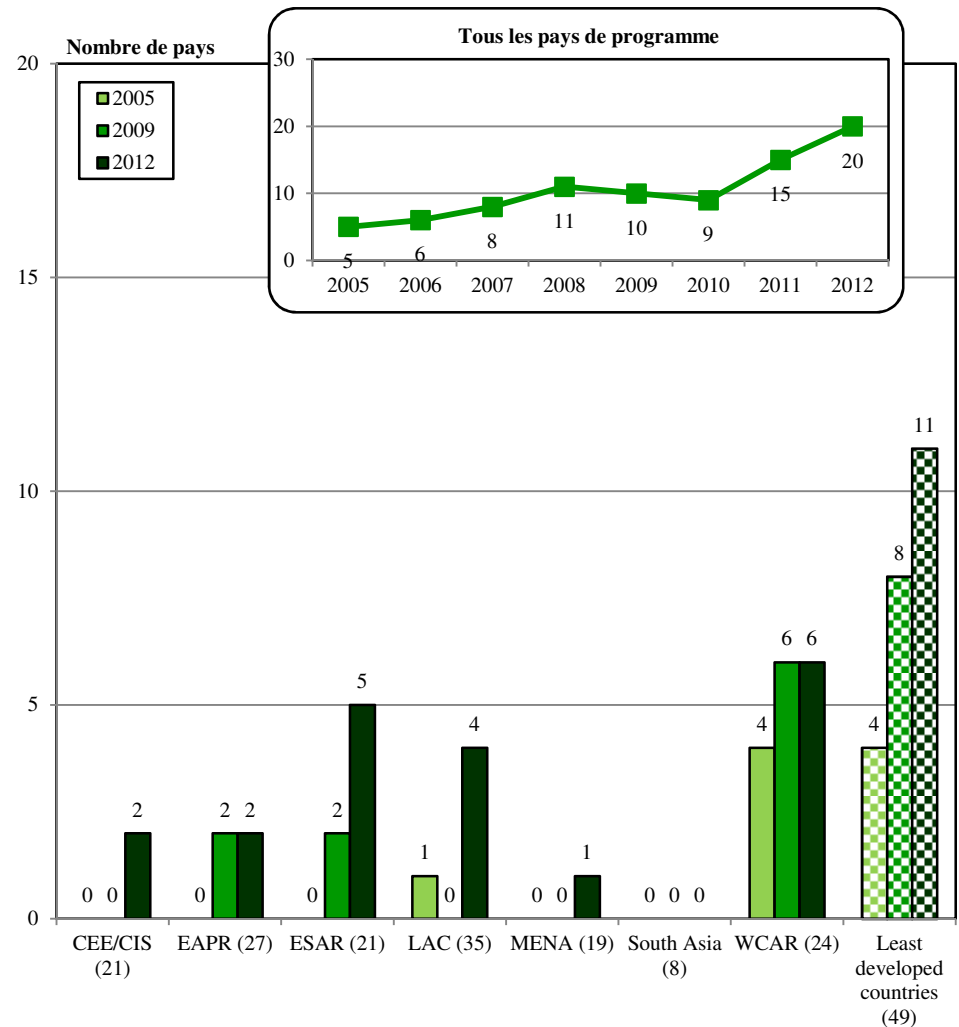


Fig. 65 : Pays ayant mis en place un plan national de développement, une stratégie de réduction de la pauvreté ou un plan de transition (ou équivalent) traitant des questions clés relatives aux enfants, aux femmes et à l'égalité des sexes

Fig. 65a : Enfants

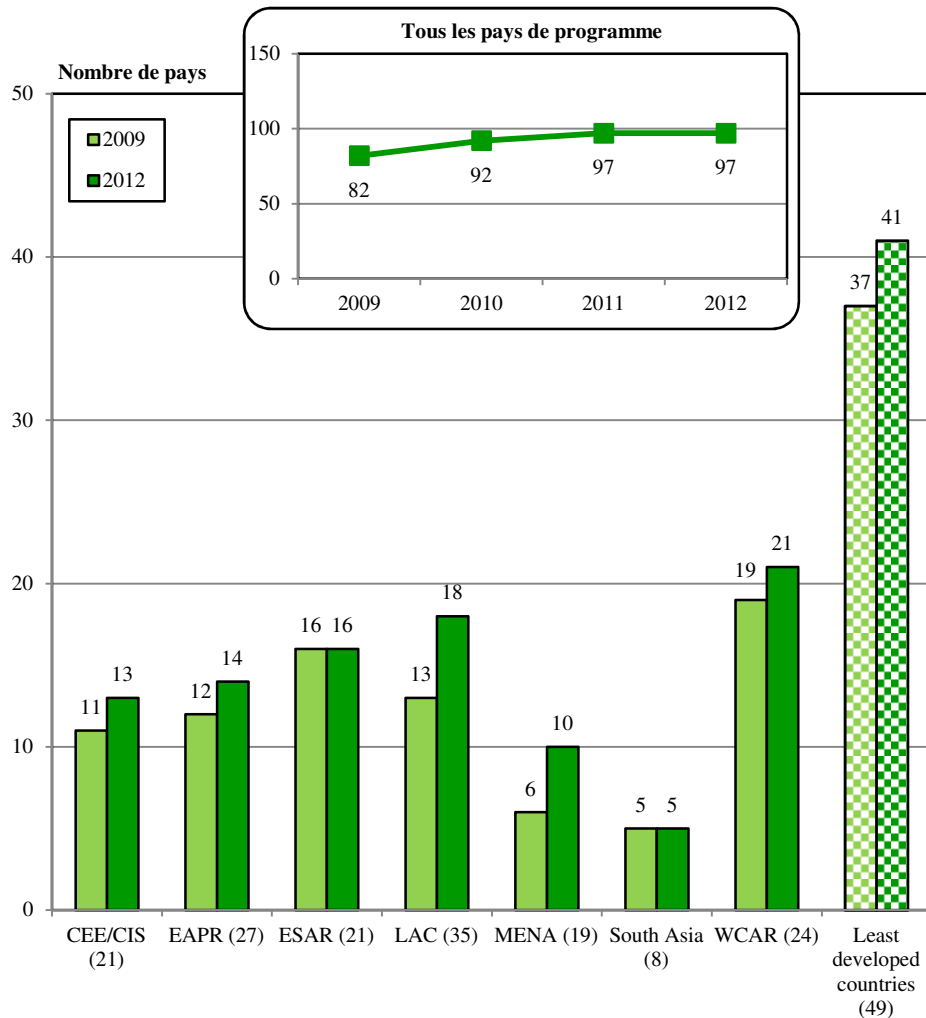


Fig. 65b : Femmes et égalité des sexes

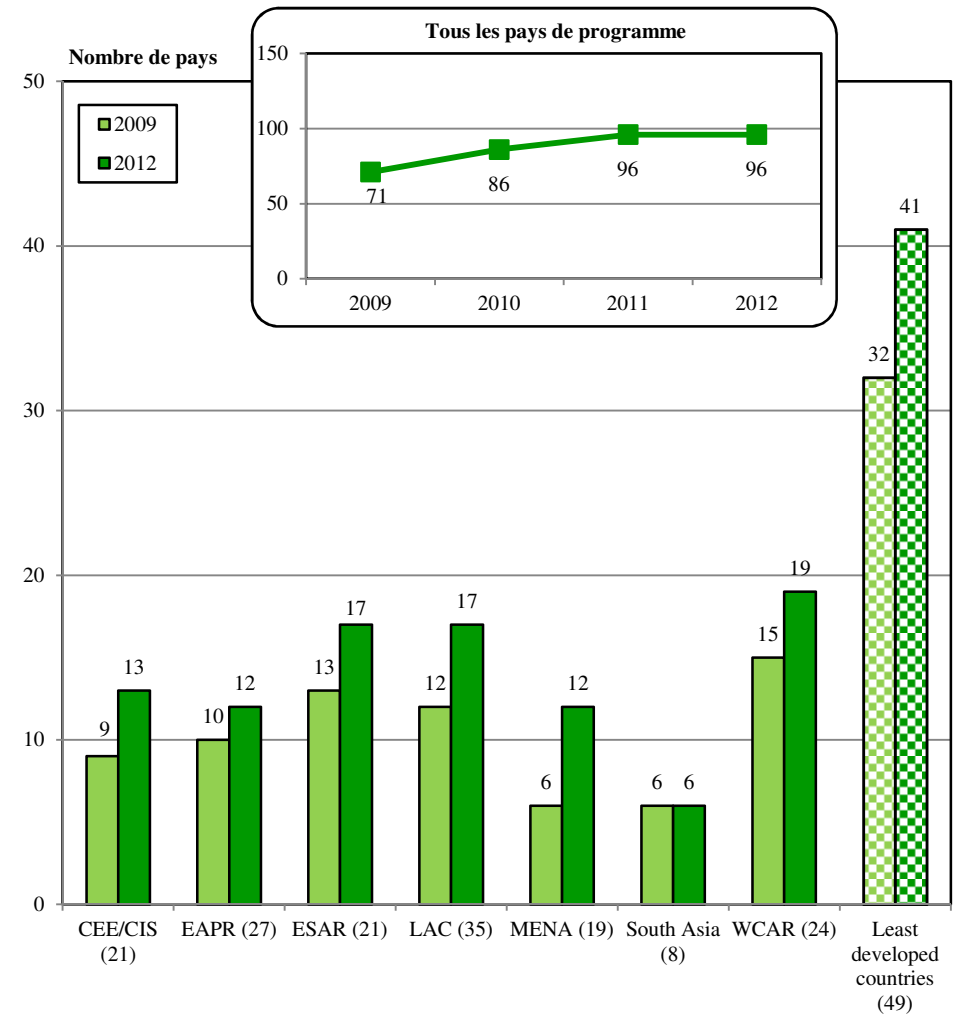
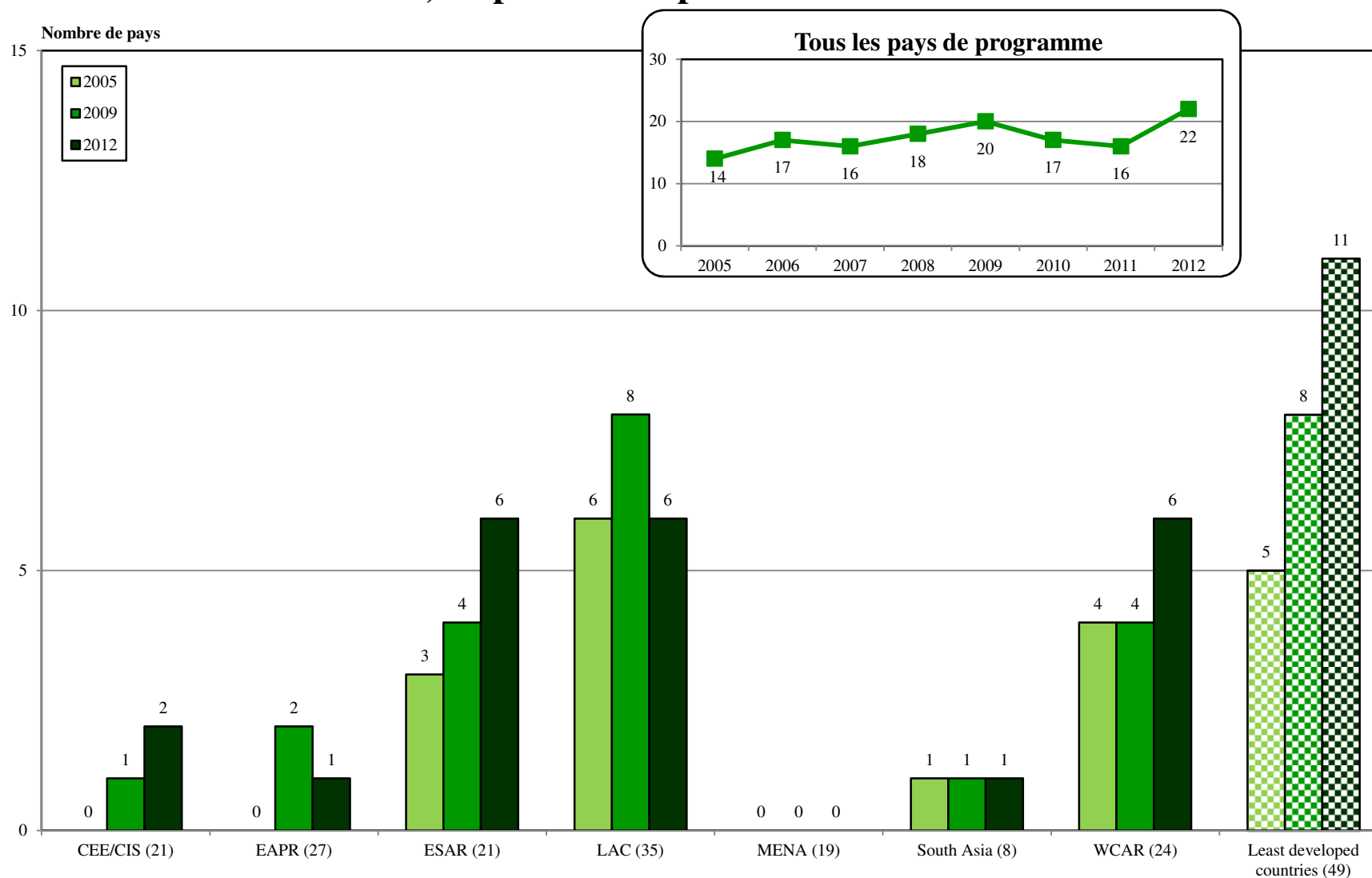
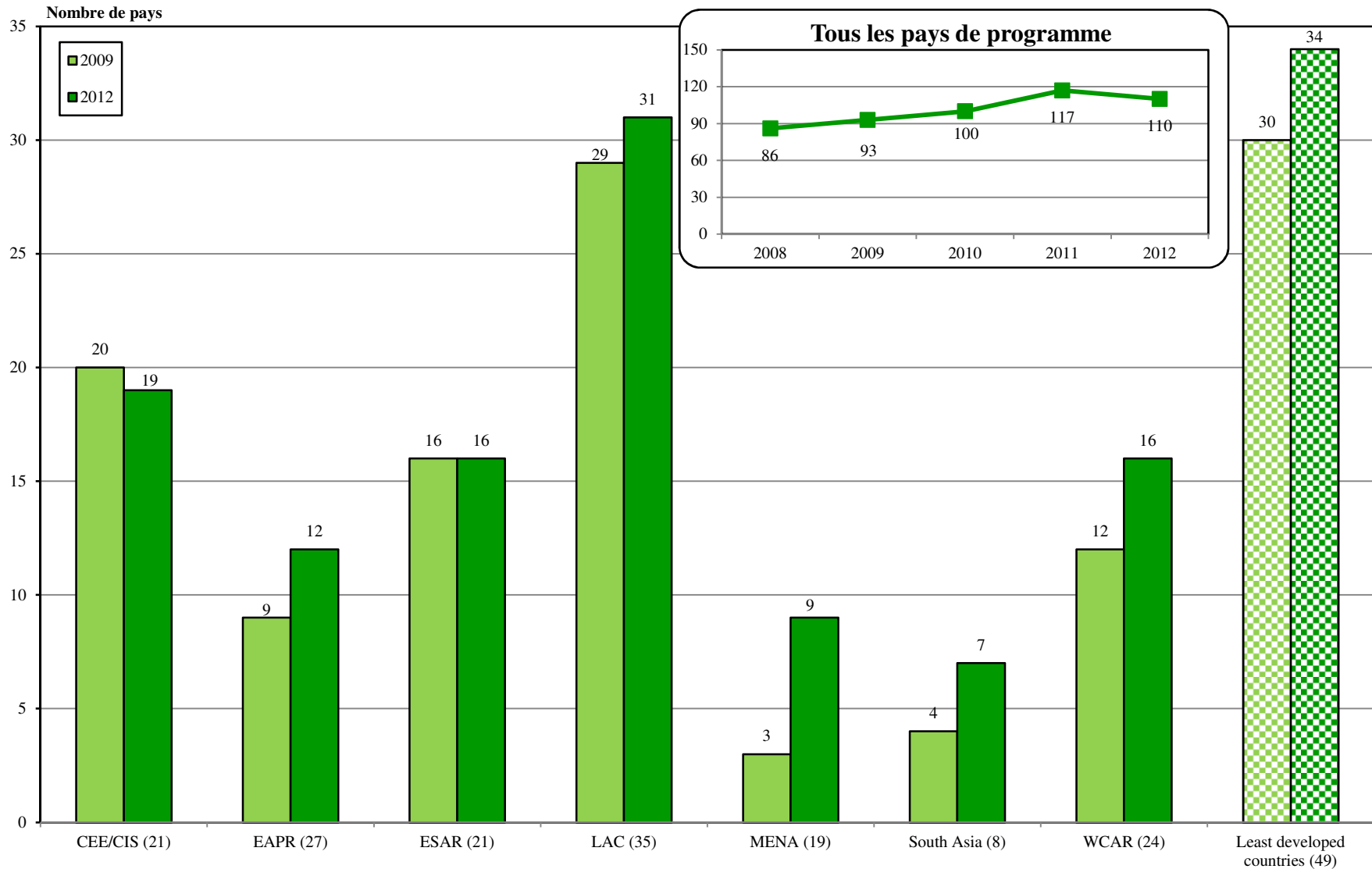


Fig. 66 : Pays dotés d'un système commun gouvernement - société civile qui suit et analyse le budget national afin de promouvoir une meilleure affectation des ressources, en particulier pour les enfants et les femmes



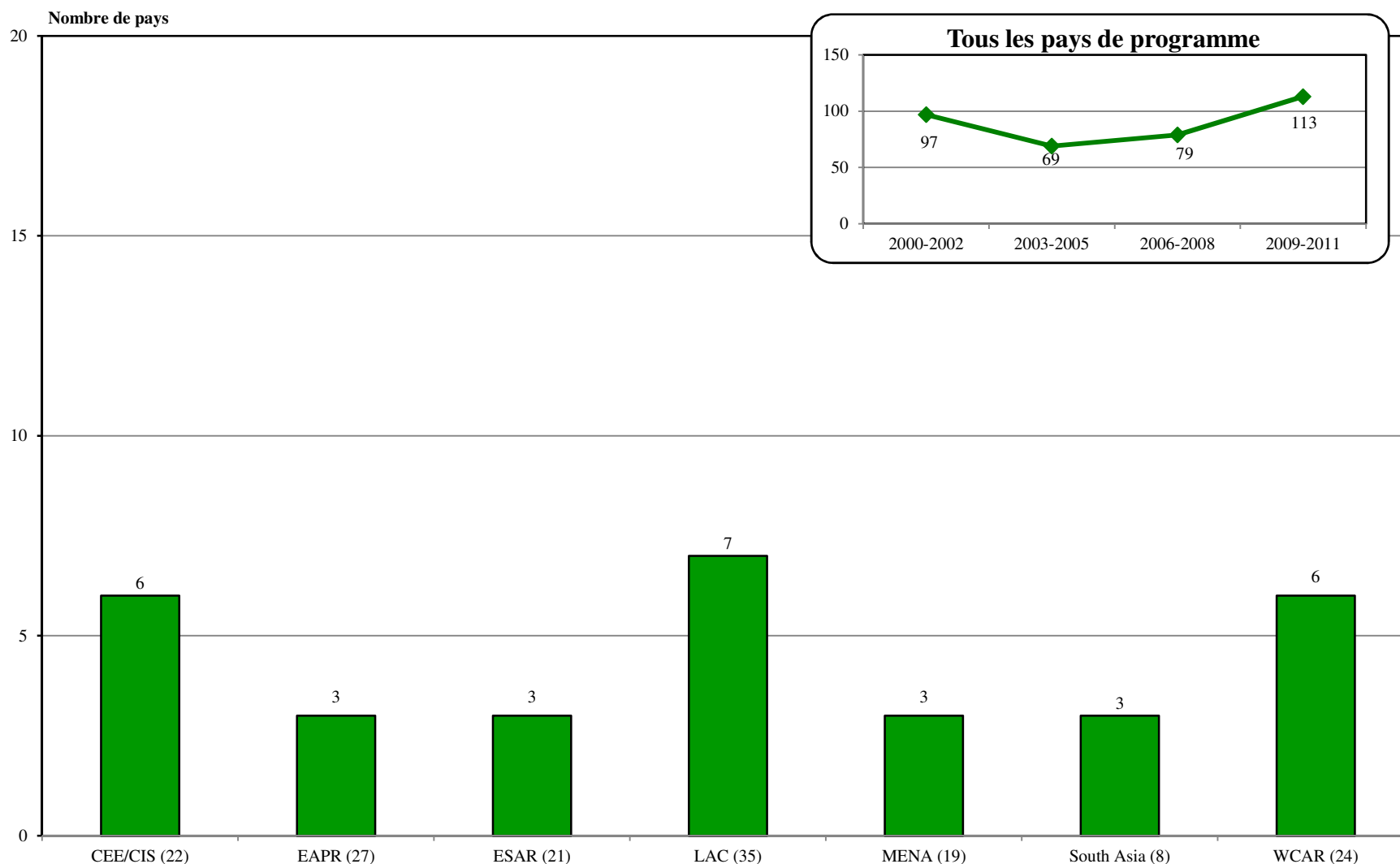
Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 67 : Pays ayant reçu des conseils spécifiques de la part de l'UNICEF concernant les réformes réglementaires, juridiques, institutionnelles ou budgétaires



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

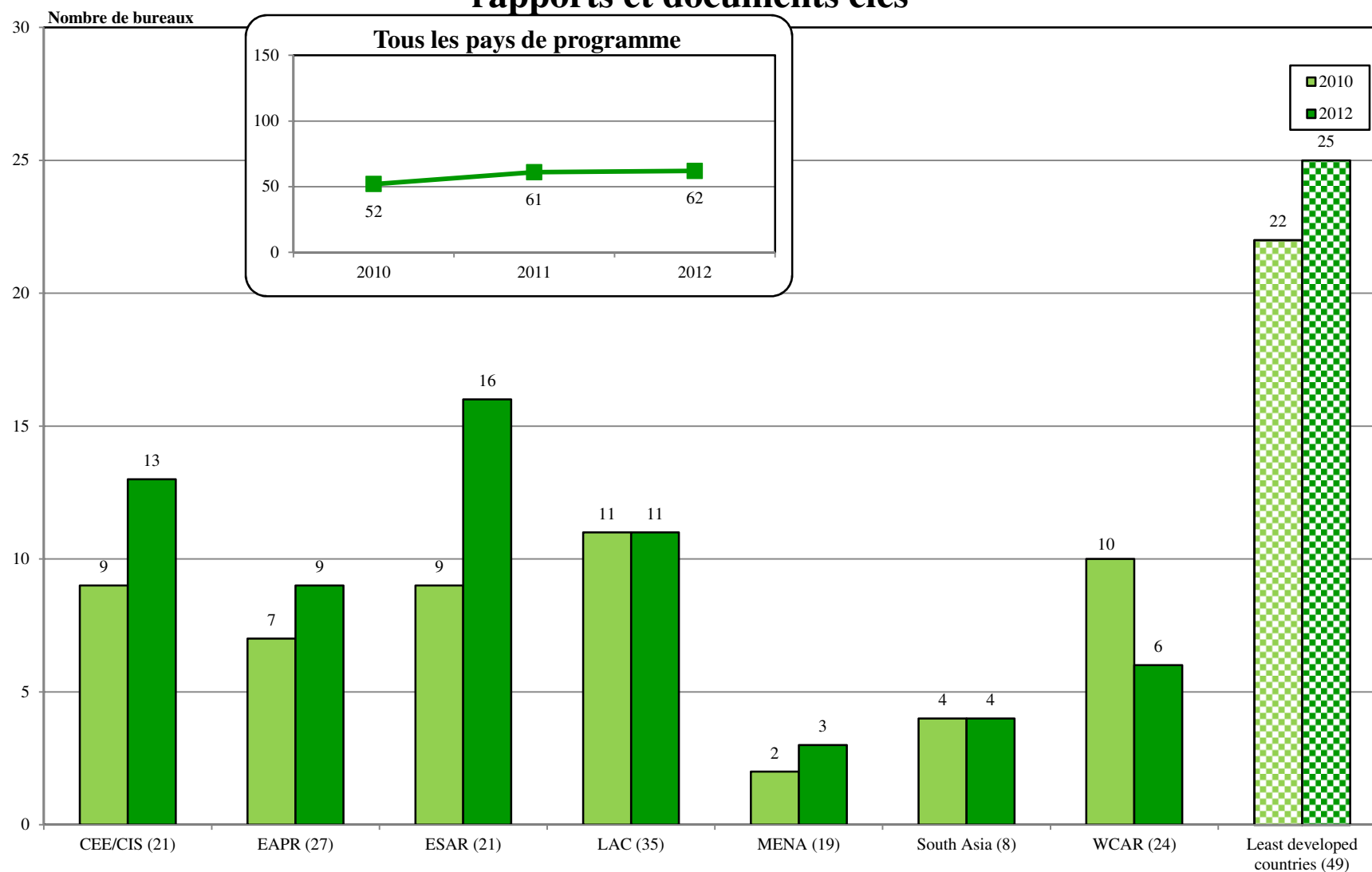
Fig. 68 : Nombre de pays ayant réalisé des enquêtes nationales sur les ménages, en 2012 (à l'exception des recensements)



Notes : d'après les MICS, EDS et autres enquêtes sur les ménages concernant les enfants. Les données pour la période 2009-2011 ont été révisées.

Source : Section des statistiques et du suivi, UNICEF, DPS, 2012.

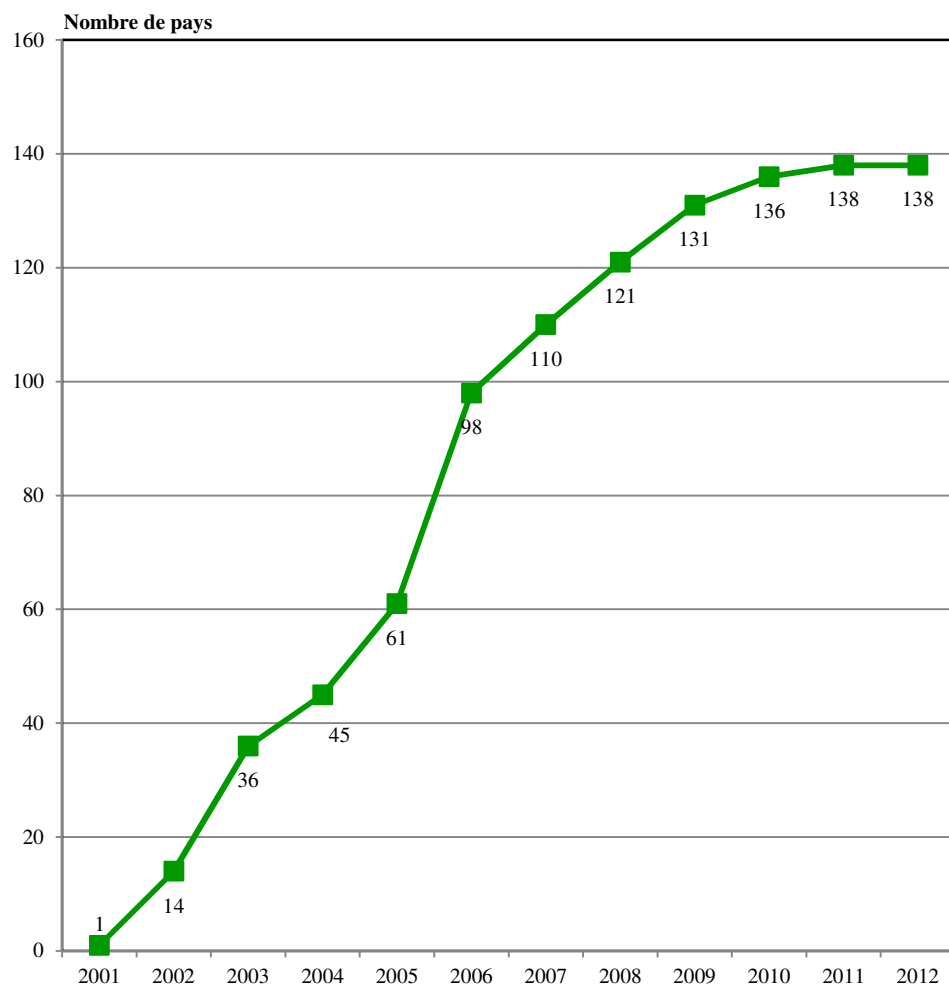
Fig. 69 : Bureaux de pays ayant mis en place un système de gestion des connaissances fonctionnel qui permet au personnel de consulter des bases de données, journaux, rapports et documents clés



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 70 : Pays et organisations utilisant DevInfo pour le suivi et la communication

Fig. 70a : Pays et organisations utilisant DevInfo pour le suivi et la communication, 2001-2012



Note : les données pour 2010 ont été mises à jour après la publication des Données accompagnant le rapport annuel de mai 2011.

Source : Section des statistiques et du suivi, UNICEF, DPS, 2013.

Fig. 70b : Pays et organisations utilisant DevInfo pour le suivi et la communication : 138 en 2012.

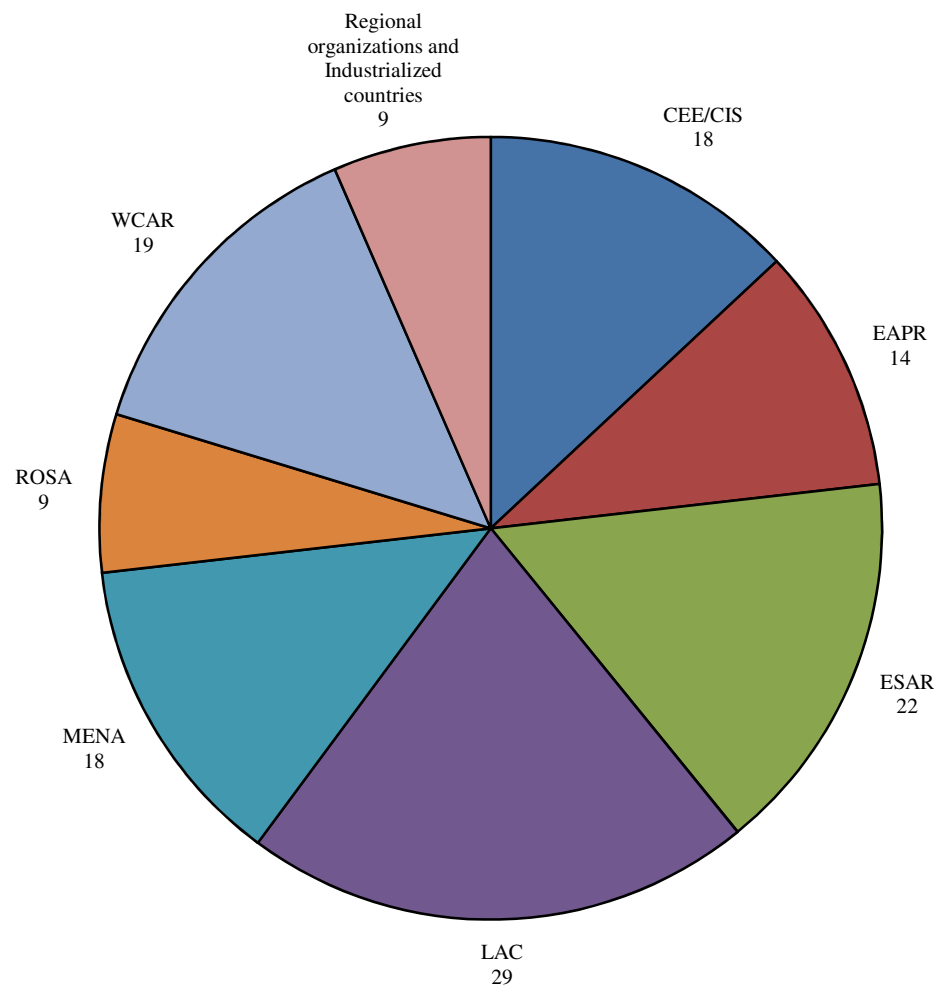


Fig. 71 : Programmes de pays de l'UNICEF soutenant les politiques et programmes nationaux de protection sociale, y compris les transferts monétaires, 2012

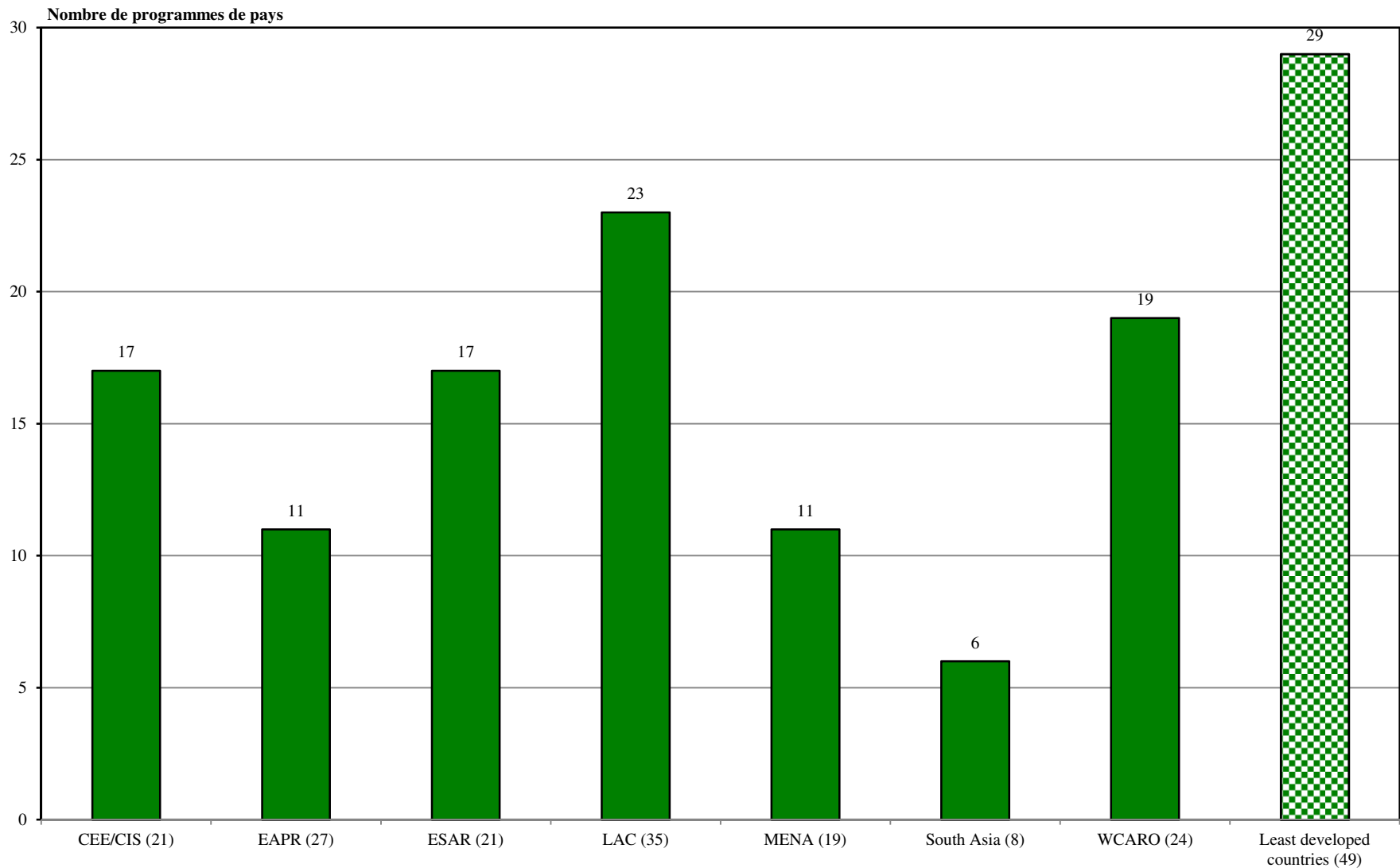


Fig. 72 : Pays qui recueillent, analysent et diffusent systématiquement des données sur la situation des adolescents et des jeunes, 2012

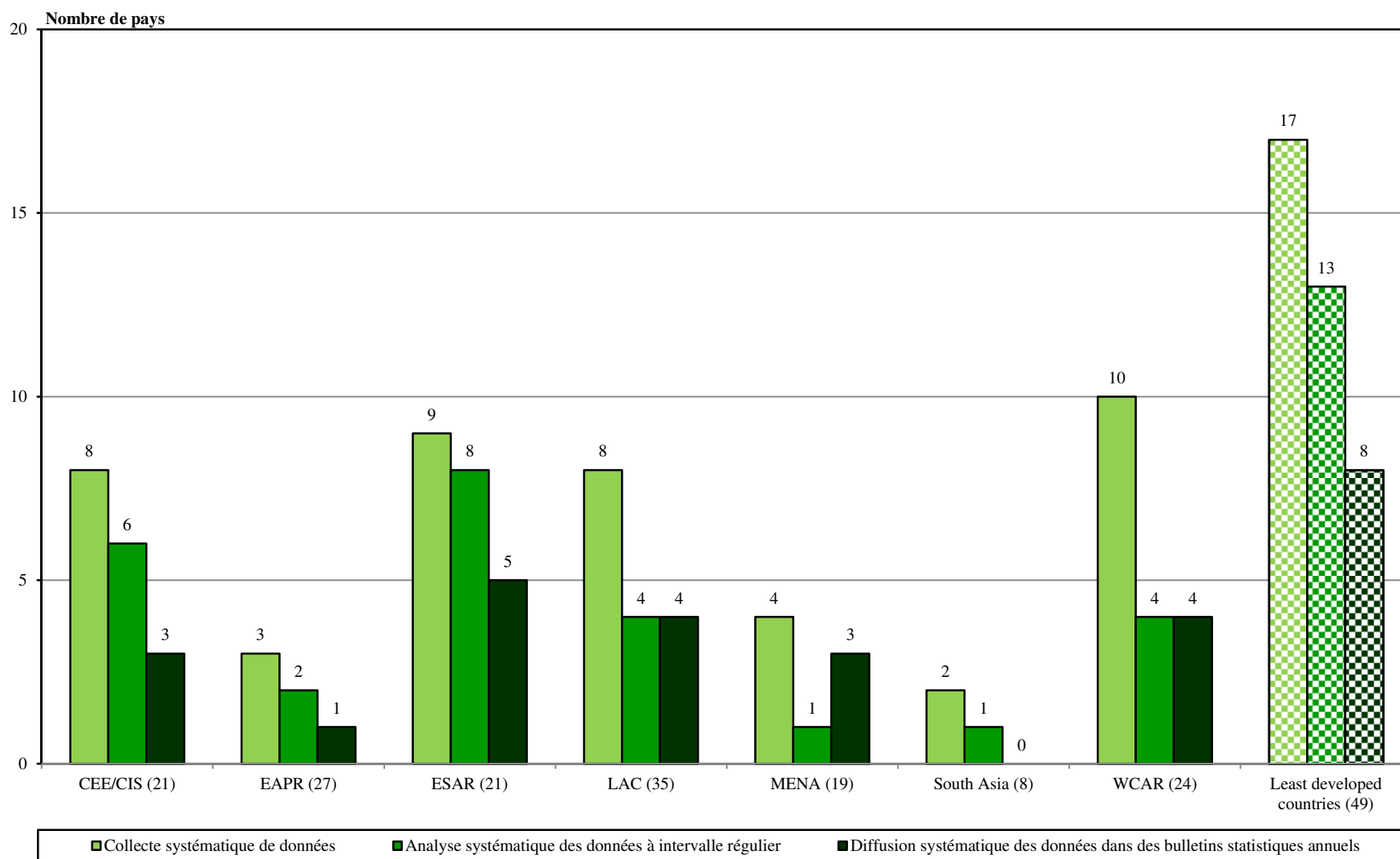
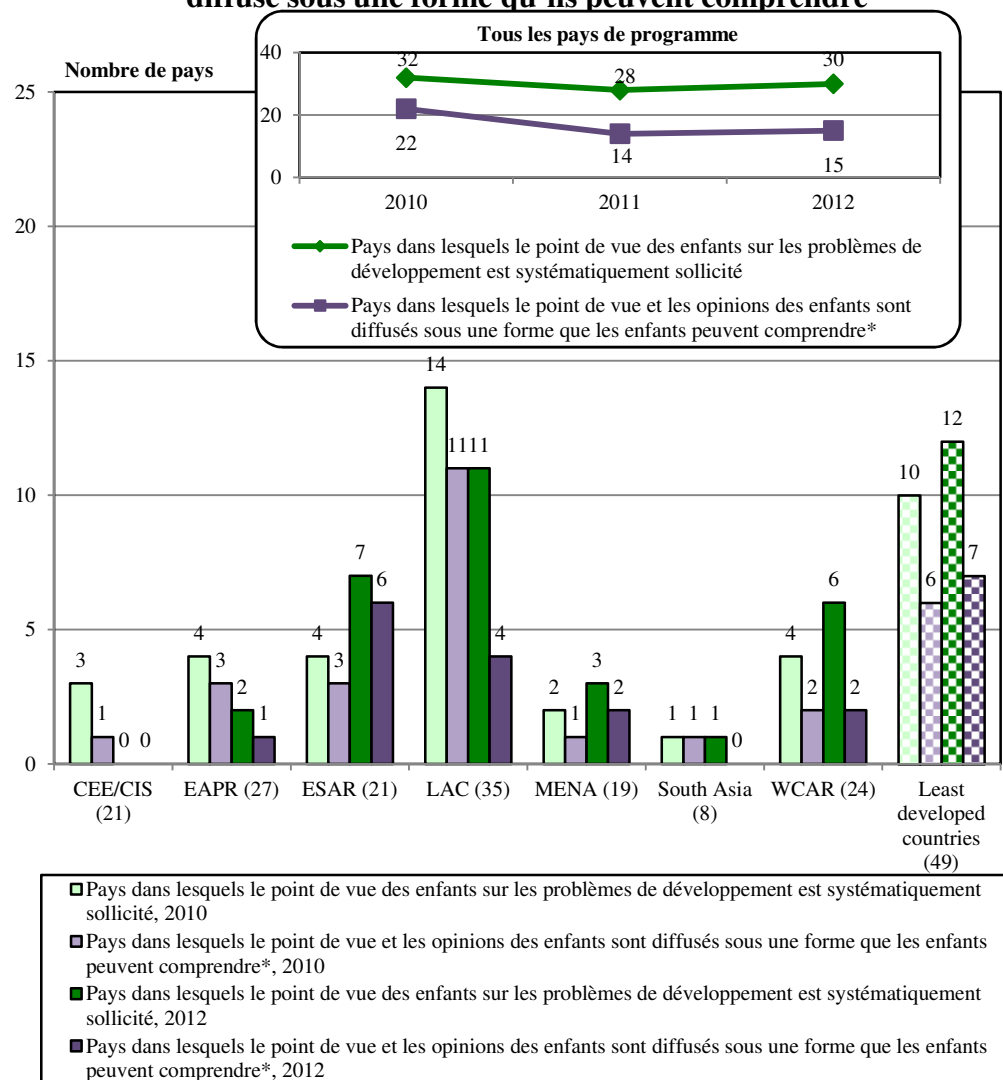


Fig. 73 : Participation des enfants et des adolescents

Fig. 73a : Pays dans lesquels le point de vue des enfants sur les problèmes de développement est systématiquement sollicité et diffusé sous une forme qu'ils peuvent comprendre



Note : les données de 2010 relatives à la diffusion des données ont été révisées.
 Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 73b : Pays possédant des politiques ou des programmes aidant les enfants et les adolescents à s'engager dans la vie publique

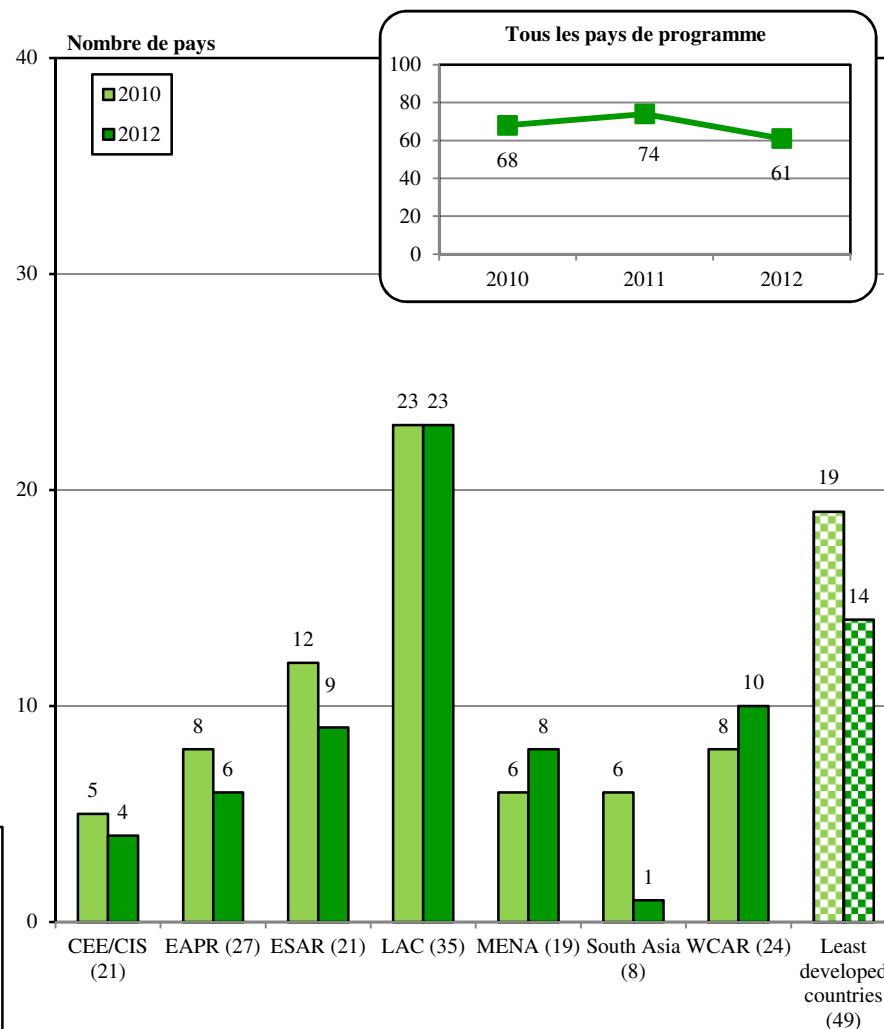


Fig. 74 : Pays disposant de mécanismes pour faire participer les enfants et les jeunes à l'élaboration des politiques ou à la mise en œuvre des programmes aux niveaux national et local

Fig. 74a : Au niveau national

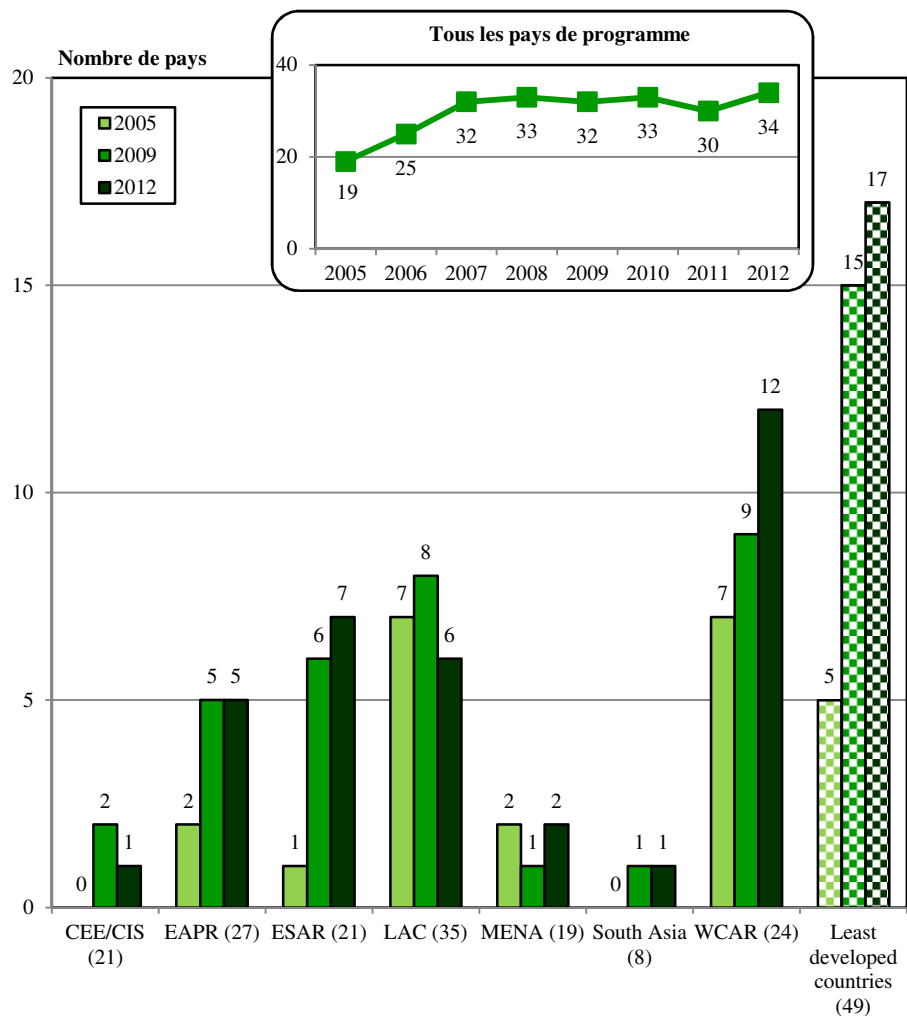


Fig. 74b : Au niveau local

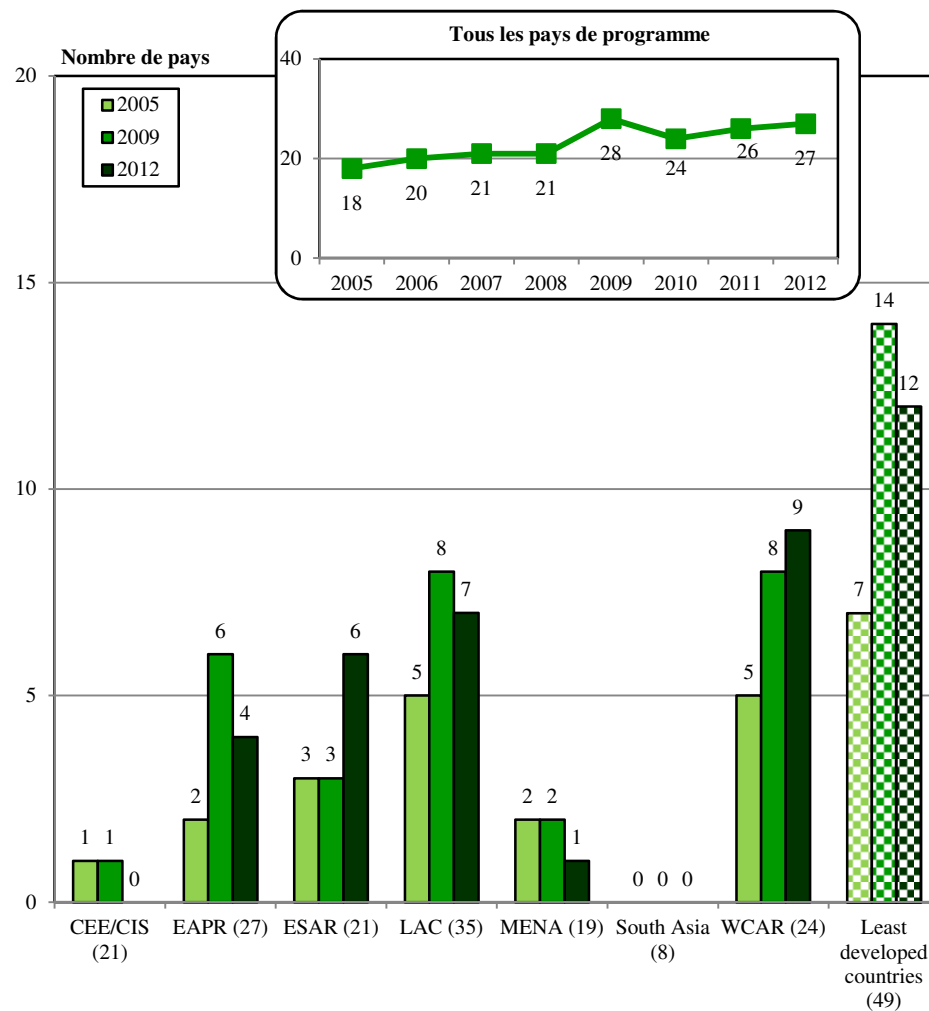
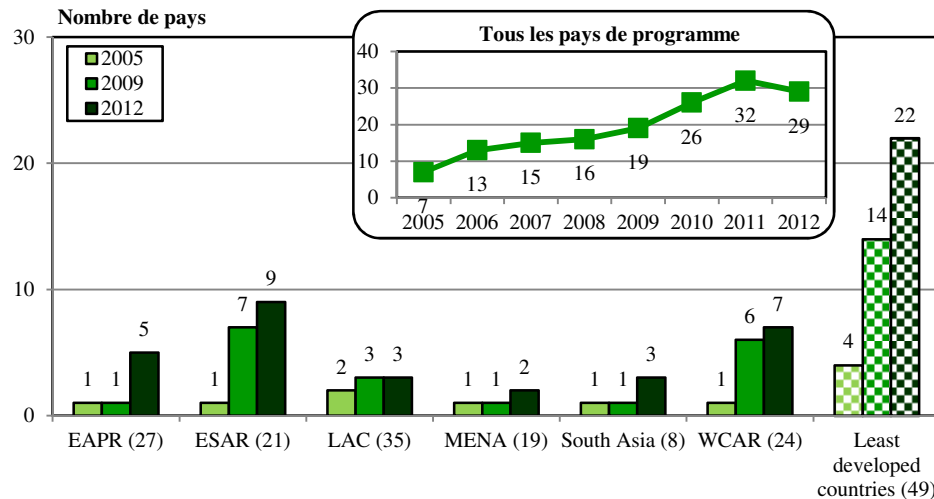


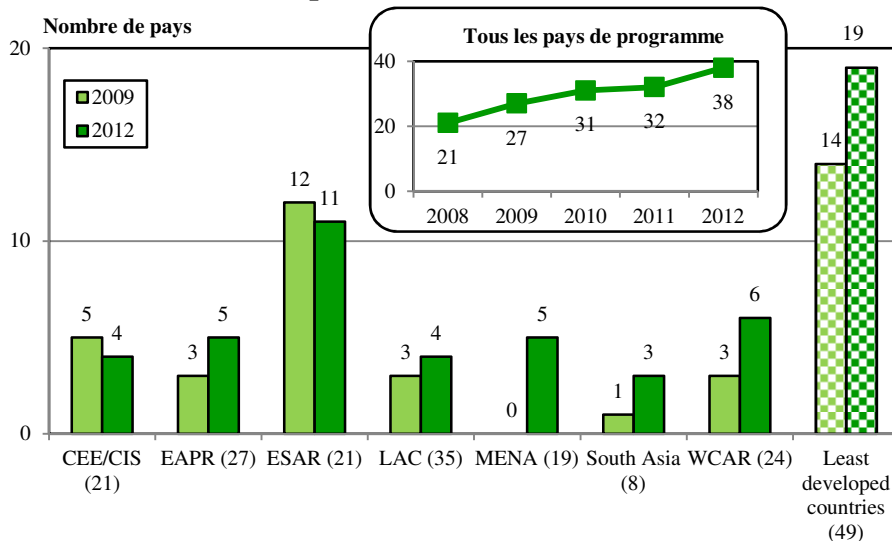
Fig. 75 : Résumé des indicateurs concernant l'intégration de l'égalité des sexes

Fig. 75a : Pays ayant procédé à une analyse de l'égalité des sexes au sein du secteur WASH dans le cycle actuel de programme



Note : la région de l'ECO/CEI n'est pas incluse car le secteur WASH n'est pas un volet majeur de la plupart des programmes de pays soutenus par l'UNICEF dans la région.

Fig. 75c : Pays réalisant des audits sur l'égalité des sexes des plans du secteur de l'éducation



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 75b : Pays de programme ayant mis en place des plans dans le secteur de l'éducation qui comprennent des mesures spécifiques pour lutter contre les disparités fondées sur le sexe

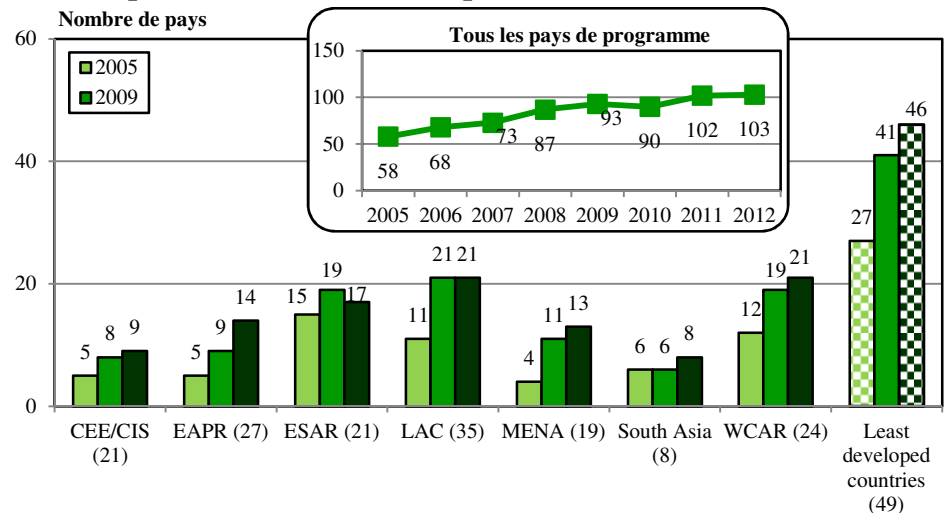
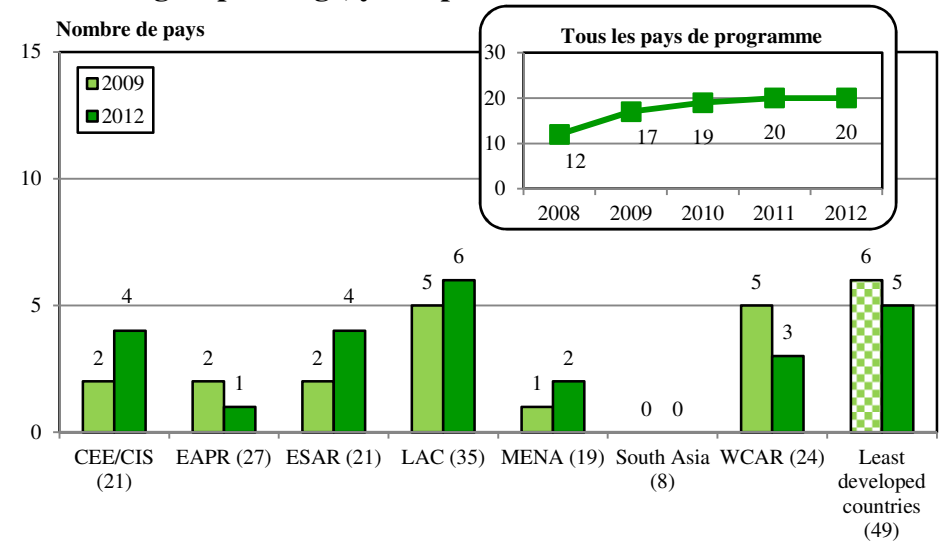


Fig. 75d : Programmes de pays disposant de données ventilées par sexe sur les indicateurs de protection de l'enfant pour tous les groupes d'âge, y compris des données de base



Préparation aux situations d'urgence et interventions humanitaires

Temps forts des interventions humanitaires menées en 2012

- **Afghanistan.** En dépit des conditions difficiles sur le plan opérationnel, l'UNICEF et ses partenaires ont fourni à près de 450 000 personnes un accès aux services de base tels que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), y compris l'approvisionnement en eau potable. En appui aux services d'éducation, quelque 180 000 enfants scolarisés dans 126 écoles ont bénéficié d'un programme WASH comprenant l'accès à l'eau potable et à des installations d'assainissement et d'hygiène dans leur milieu d'apprentissage.
- **État de Palestine.** En 2012, près de 95 000 enfants et adolescents ont pu bénéficier d'un accès sûr aux espaces communautaires à des fins de socialisation, de jeux et d'apprentissage. Par ailleurs, des équipes d'urgence psychosociale ont été déployées dans le cadre de la réponse immédiate à la crise de Gaza en novembre et ont soutenu 90 enfants souffrant de sentiments de perte et d'impuissance et de traumatismes. L'UNICEF a également entrepris des activités de plaidoyer et fourni un appui technique, ce qui a facilité l'adoption et la signature de la loi amendée sur l'enfance, laquelle offre une protection supplémentaire aux enfants.
- **Mali et réfugiés dans les pays voisins.** Afin de répondre aux besoins des personnes victimes du conflit au Mali, l'UNICEF et ses partenaires ont apporté leur soutien à 650 000 personnes dans le nord du pays par la mise en place de réseaux de protection et d'éducation communautaires pour les enfants. L'UNICEF et ses partenaires ont également endigué l'épidémie de choléra qui a frappé la région de Gao. Soucieux d'accroître la résilience des communautés et de renforcer les programmes existants dans le sud du pays, l'UNICEF et ses partenaires ont appuyé des programmes locaux et fourni des services de santé de base à plus de 110 000 enfants de moins de 5 ans et des services d'assainissement à plus de 500 000 personnes. Dans les pays touchés par la crise des réfugiés, 70 pour cent des 38 000 réfugiés recensés au Burkina Faso ont bénéficié de programmes WASH et 3 647 enfants, dont 1 750 filles, ont été scolarisés dans le camp de réfugiés de Mbera en Mauritanie.
- **Pakistan.** Face aux graves inondations (survenues pour la troisième année consécutive) qui ont touché presque 5 millions de personnes, l'UNICEF et ses partenaires ont fourni à plus de 500 000 personnes un accès quotidien à l'eau potable, ont mis sur pied 90 centres communautaires de prise en charge de la malnutrition aiguë et ont atteint la cible de 77 pour cent concernant la supplémentation en micronutriments.
- **Région du Sahel.** Face à la gravité de l'insécurité alimentaire et de la crise nutritionnelle qui touchent les neuf pays de la région, l'UNICEF et ses partenaires ont renforcé les capacités locales et nationales et fourni un traitement vital à plus de 920 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition sévère (plus de 80 pour cent de la cible).
- **République arabe syrienne et réfugiés dans les pays voisins.** Plus de 1,3 million d'enfants en République arabe syrienne ont été vaccinés contre la rougeole (plus de 92 pour cent de la cible). Des fournitures hivernales, y compris des médicaments et des articles non alimentaires, ont été distribuées à plus de 263 000 personnes. Dans les pays limitrophes, quelque 180 000 personnes touchées ont bénéficié de services d'éducation, de programmes WASH et d'initiatives de protection de l'enfant.
- **République centrafricaine.** Dans le cadre de la réponse au conflit armé, les efforts de l'UNICEF en matière de protection de l'enfant ont permis de libérer 345 enfants enrôlés dans des groupes armés et de les réinsérer dans leur famille/communauté. Par ailleurs, plus de 300 000 femmes et enfants victimes de la crise ont pu bénéficier de services de santé de base ainsi que d'interventions majeures de prévention et de traitement (plus de 80 pour cent de la cible visée).
- **République démocratique du Congo.** Face à l'augmentation du nombre de personnes déplacées, l'UNICEF et ses partenaires ont soutenu les interventions humanitaires en faveur de ces populations par le biais du mécanisme de réponse rapide aux mouvements de population (RRMP). Ainsi, des articles non alimentaires essentiels, des espèces et des bons d'achat, de l'eau potable, une éducation de qualité et des soins de santé de base dans des dispensaires itinérants ont été prodigués à 1,2 million de personnes déplacées dans leur propre pays et de membres des communautés d'accueil vulnérables. L'UNICEF et ses partenaires ont également fourni des services d'assainissement à plus de 750 000 personnes, des services essentiels de nutrition à 200 000 personnes, une éducation à près de 75 000 personnes et des mesures de soutien en matière de protection à près de 24 000 personnes.
- **Somalie.** Afin de venir en aide aux enfants victimes du conflit et touchés par les déplacements et l'insécurité alimentaire, près de 400 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition sévère ont bénéficié de programmes d'alimentation thérapeutique (cible dépassée) et plus de 260 000 familles ont bénéficié de programmes d'alimentation complémentaire établis à travers le pays. En outre, l'appui aux moyens de subsistance de 65 000 ménages leur ont permis d'améliorer leur état nutritionnel et d'être moins dépendants de mécanismes d'adaptation négatifs.
- **Soudan du Sud.** En dépit d'une instabilité accrue, 80 000 rapatriés et 170 000 réfugiés ont reçu une aide humanitaire rapide et appropriée. Plus de 60 000 enfants ont bénéficié de services sociaux et de protection, y compris d'une aide à la localisation et à la réunification des familles, de services d'aide psychosociale et de services de soins communautaires (trois fois supérieur à la cible). Près de 90 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont bénéficié d'un traitement (79 pour cent de la cible).
- **Soudan.** En dépit de l'instabilité engendrée par les conflits, plus de 1 million de personnes, y compris des personnes déplacées dans leur propre pays, ont bénéficié de programmes WASH grâce au soutien de l'UNICEF et de ses partenaires. Dans les régions touchées, plus de 6 millions d'enfants de moins de 5 ans ont également bénéficié d'une supplémentation en micronutriments (100 pour cent de la cible).
- **Yémen.** Conscient de l'ampleur de la crise de malnutrition dont les enfants du Yémen sont victimes, l'UNICEF a étroitement collaboré avec ses partenaires pour intensifier la prestation de traitements contre la malnutrition dans le cadre de programmes thérapeutiques ambulatoires dans les 17 gouvernorats. Le nombre d'enfants traités est passé de 60 000 en 2011 à plus de 100 000 à la fin de l'année 2012. Presque 270 000 enfants ont également bénéficié d'un accès sûr aux espaces communautaires à des fins, entre autres, de socialisation, de jeux et d'apprentissage (90 pour cent de la cible).

Fig. 76 : Nombre de situations d'urgence dans lesquelles l'UNICEF est intervenu en 2012

Fig. 76a : Par région

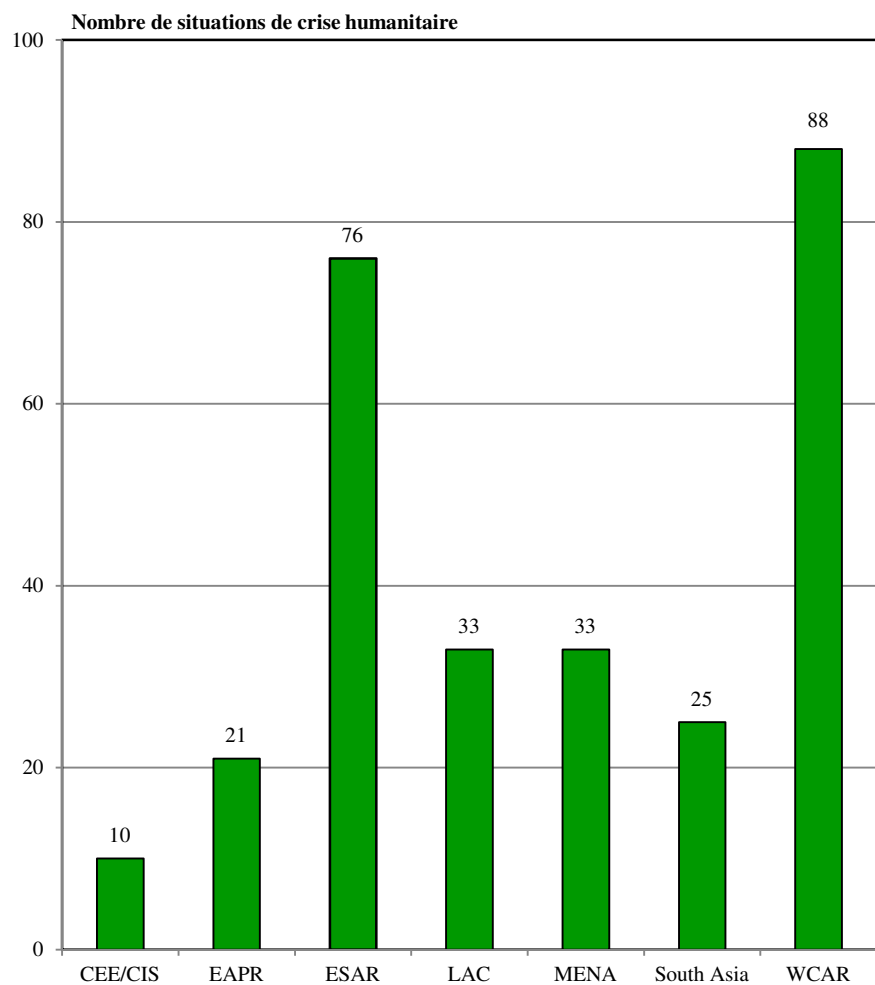
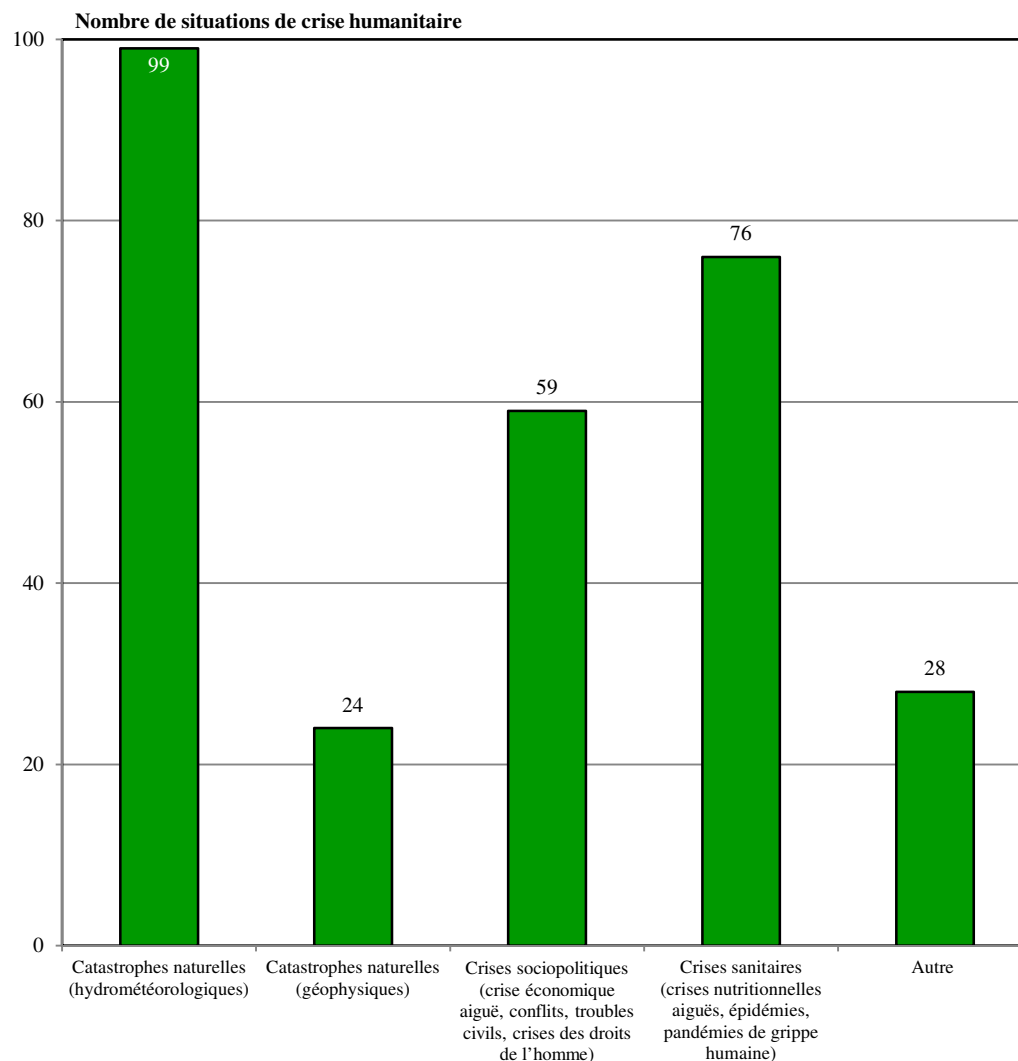


Fig. 76b : Par type de situation



Note : les chiffres représentent le nombre de situations de crise humanitaire dans lesquelles les bureaux de pays sont intervenus en 2012, sur la base des rapports annuels des bureaux de pays. Par situations de crise humanitaire, on entend : (a) catastrophes naturelles (hydrométéorologiques) ; (b) catastrophes naturelles (géophysiques) ; (c) crises sociopolitiques (crises économiques aiguës, conflits, troubles civils, crises des droits de l'homme) ; (d) crises sanitaires (crises nutritionnelles aiguës, épidémies, pandémies de grippe humaine) ; (e) autres situations.

Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Note : les chiffres représentent le nombre de situations de crise humanitaire dans lesquelles les bureaux de pays sont intervenus en 2012, sur la base des rapports annuels des bureaux de pays.

Fig. 77 : Plans et programmes de préparation pour protéger les enfants, 2012

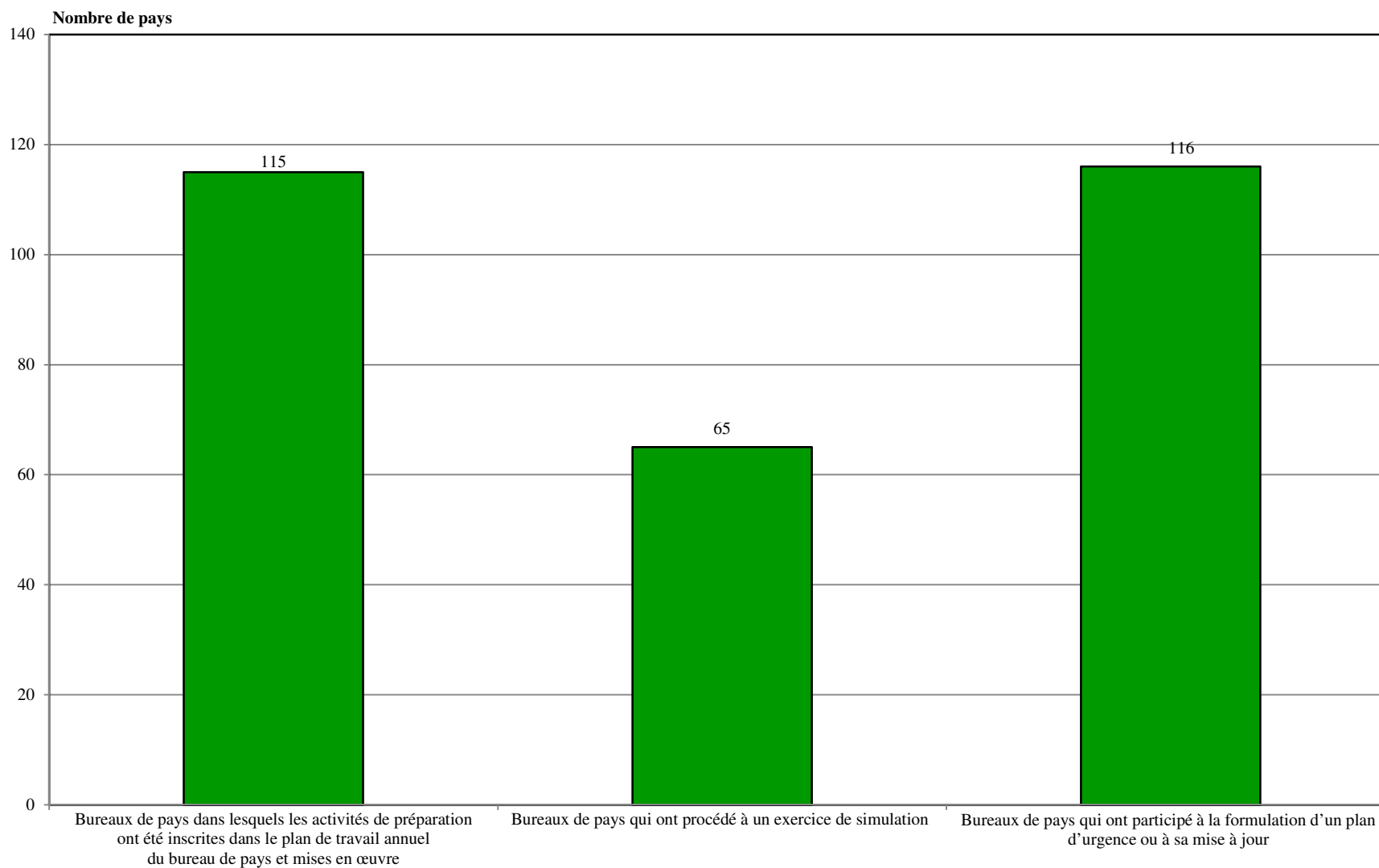


Fig. 78 : Pays dans lesquels des activités de réduction des risques de catastrophe ont été incluses et mises en œuvre dans les plans de travail annuels en 2012

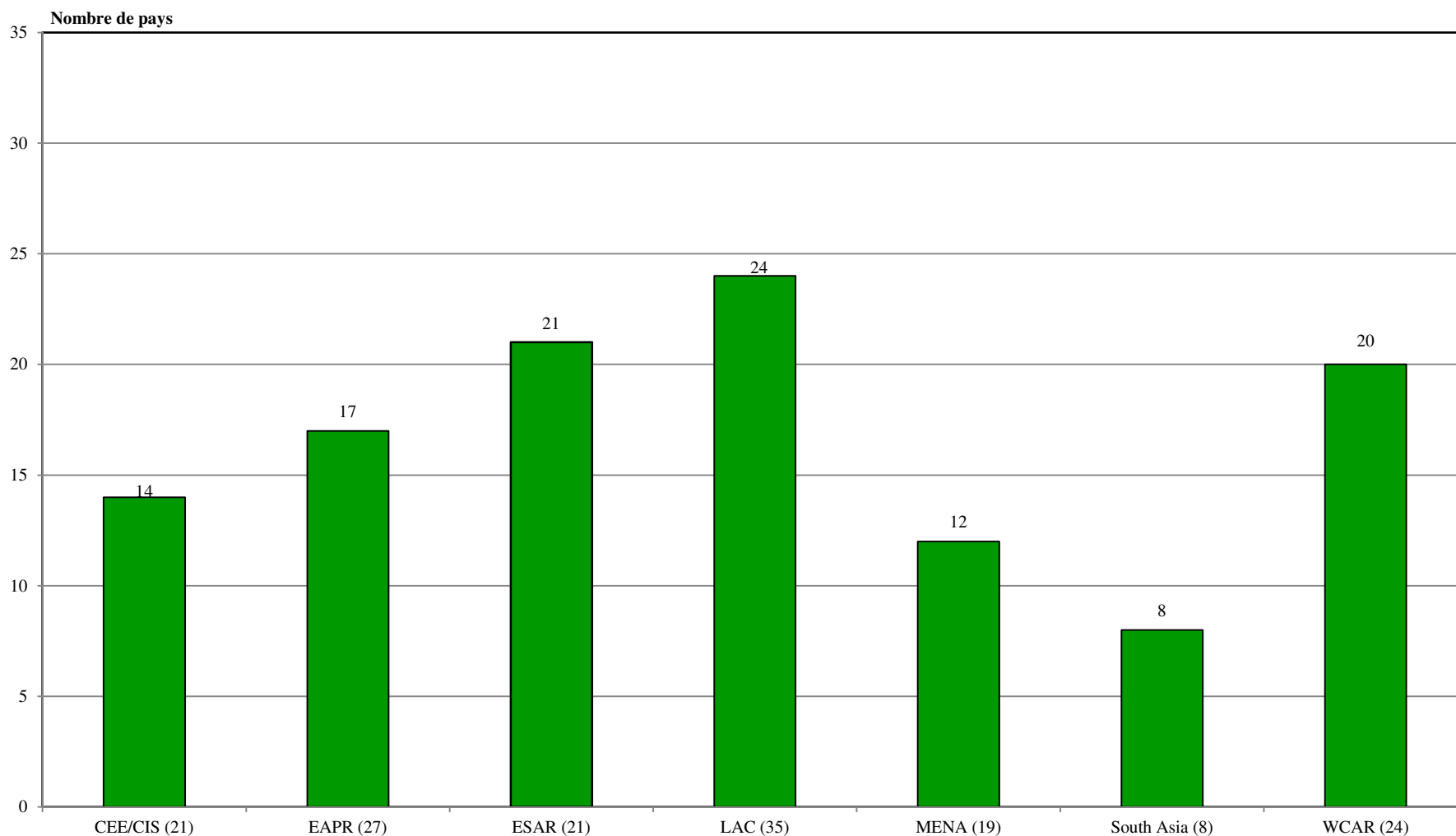
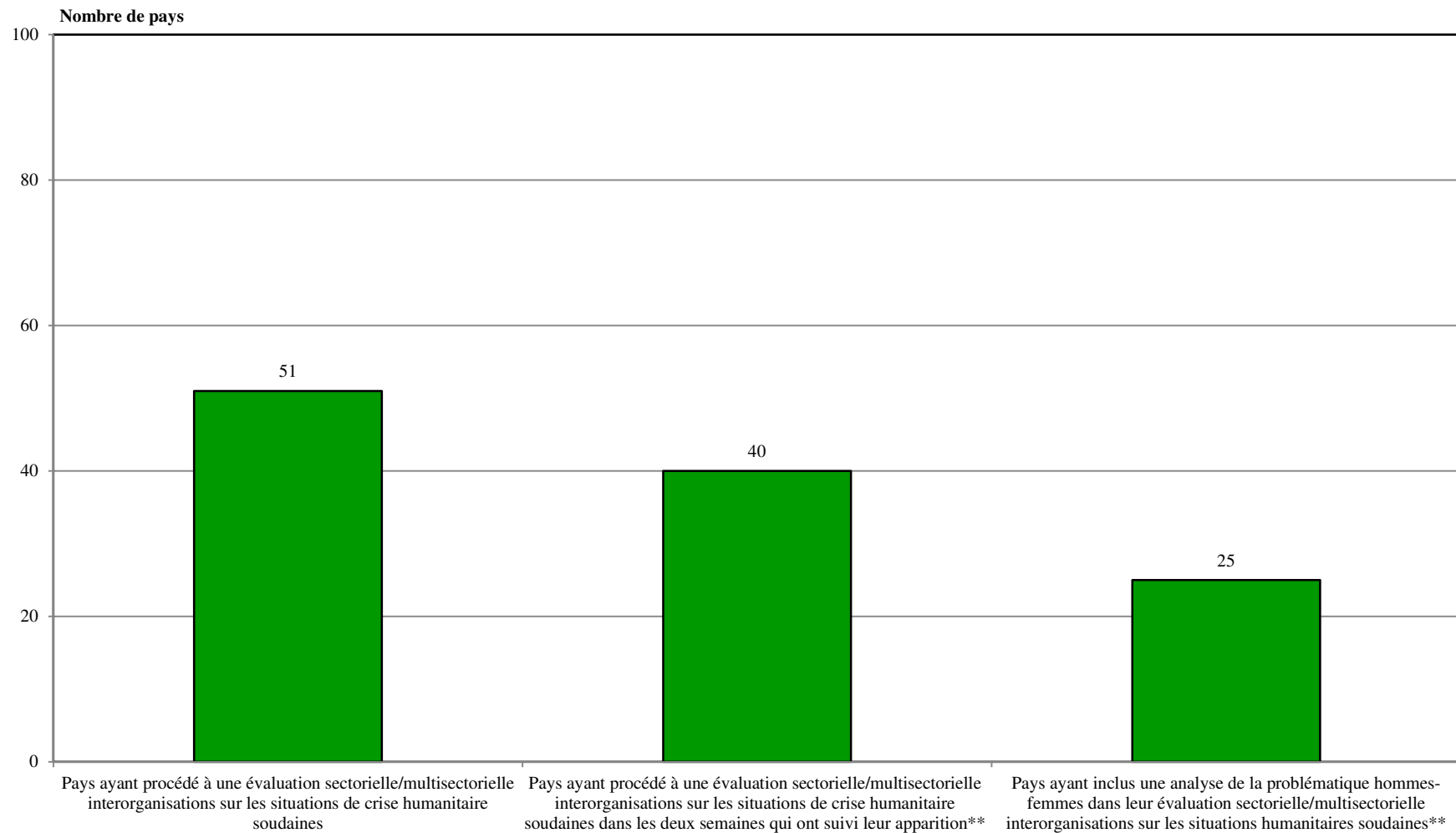


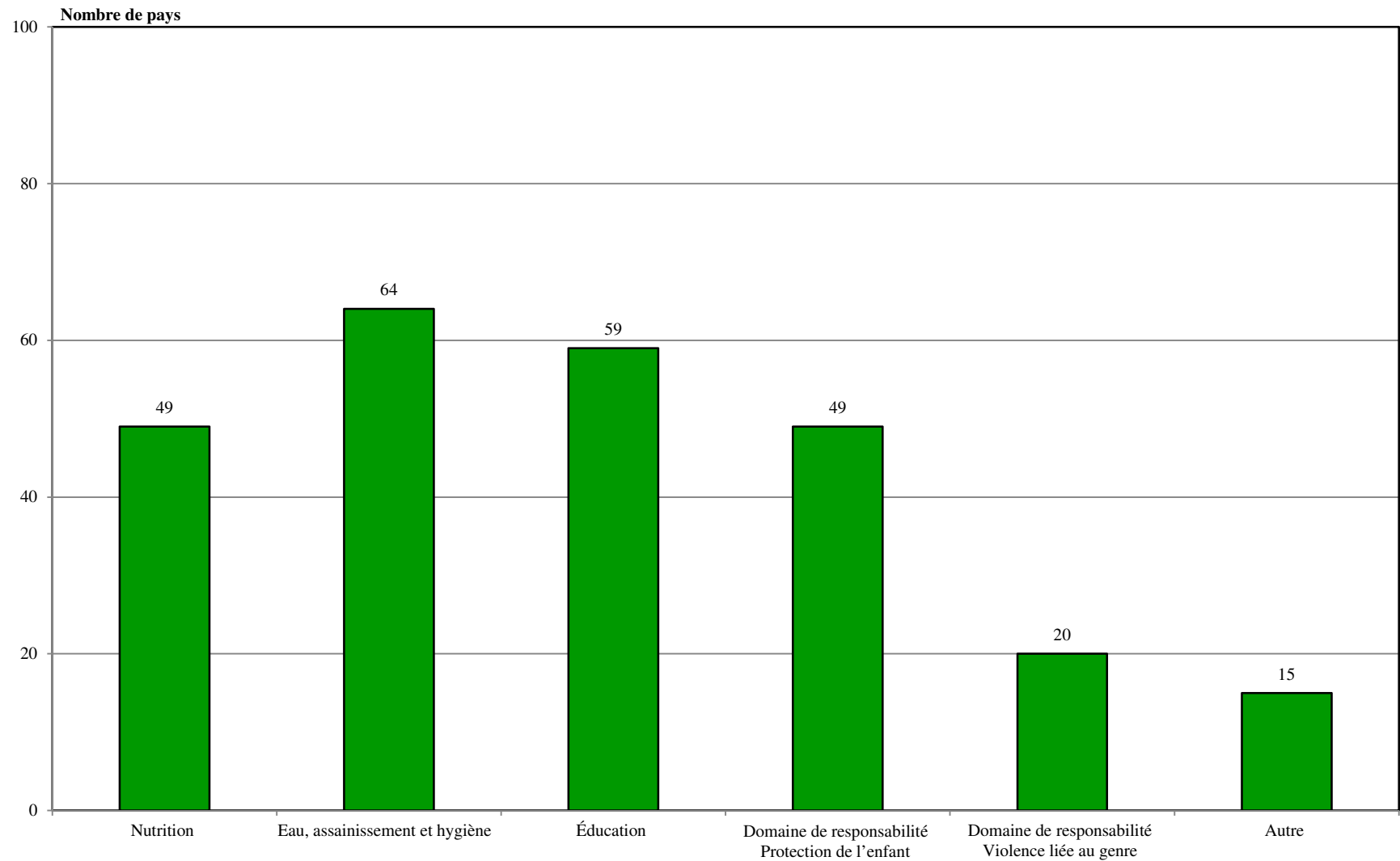
Fig. 79 : Évaluation et mécanismes de suivi et de présentation de rapports sectoriels ou multisectoriels interorganisations, 2012



Note : en 2012, 79 pays ont dû faire face à des situations de crise humanitaire, dont des crises nouvelles et préexistantes.

** Applicable aux pays qui ont procédé à une évaluation sectorielle/multisectorielle interorganisations sur les situations de crise humanitaire soudaines en 2012.

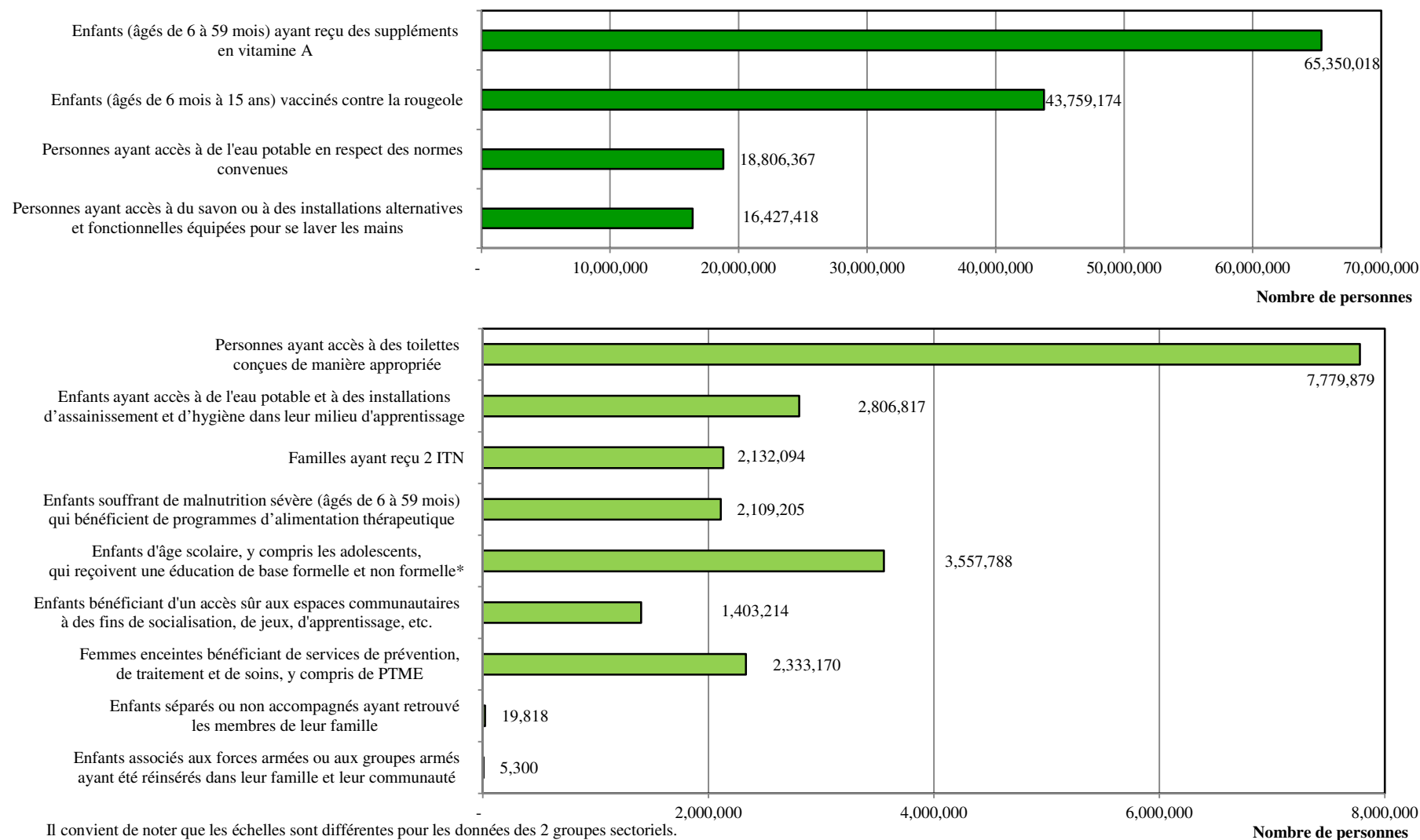
Fig. 80 : Bureaux de pays de l'UNICEF qui ont dirigé ou codirigé des secteurs ou des groupes en 2012



Notes : les chiffres tiennent compte des pays qui ont répondu « oui » et « partiellement » à la question de savoir s'ils avaient dirigé ou codirigé des secteurs ou des groupes en 2012. Les chiffres tiennent compte du leadership sectoriel exercé après une intervention humanitaire ou en dehors de celle-ci.

Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 81: Estimation du nombre de populations ayant bénéficié d'une intervention humanitaire dans des situations de crise humanitaire, 2012



Il convient de noter que les échelles sont différentes pour les données des 2 groupes sectoriels.

* Y compris les espaces temporaires d'apprentissage, de jeu et d'éveil pour les jeunes enfants.

Note : en 2012, 79 pays ont dû faire face à des situations de crise humanitaire, dont des crises nouvelles et préexistantes.

Source : Bureaux de pays de l'UNICEF. 2012.

Gestion et opérations

Fig. 82 : ICR : Ressources humaines Recrutement et renfort temporaire

Fig. 82a : Pourcentage de recrutements achevés en 90 jours pour des postes de professionnels recrutés au niveau international

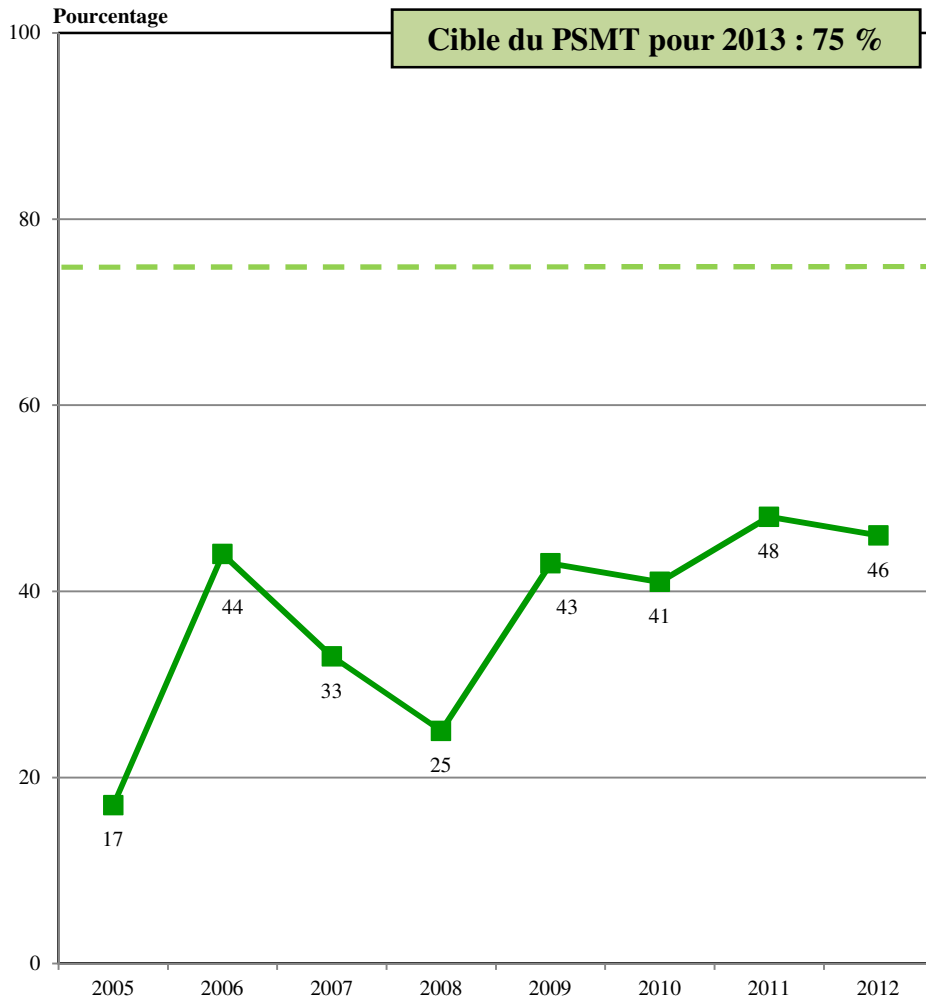
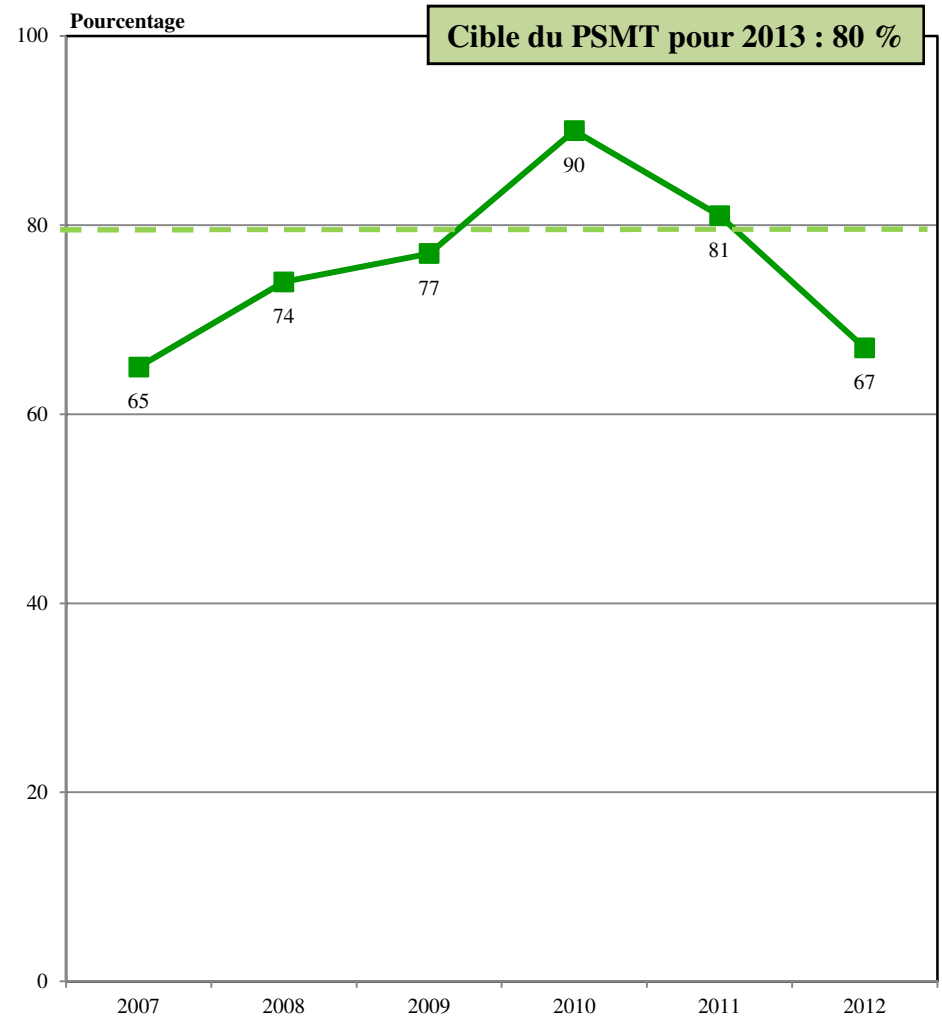


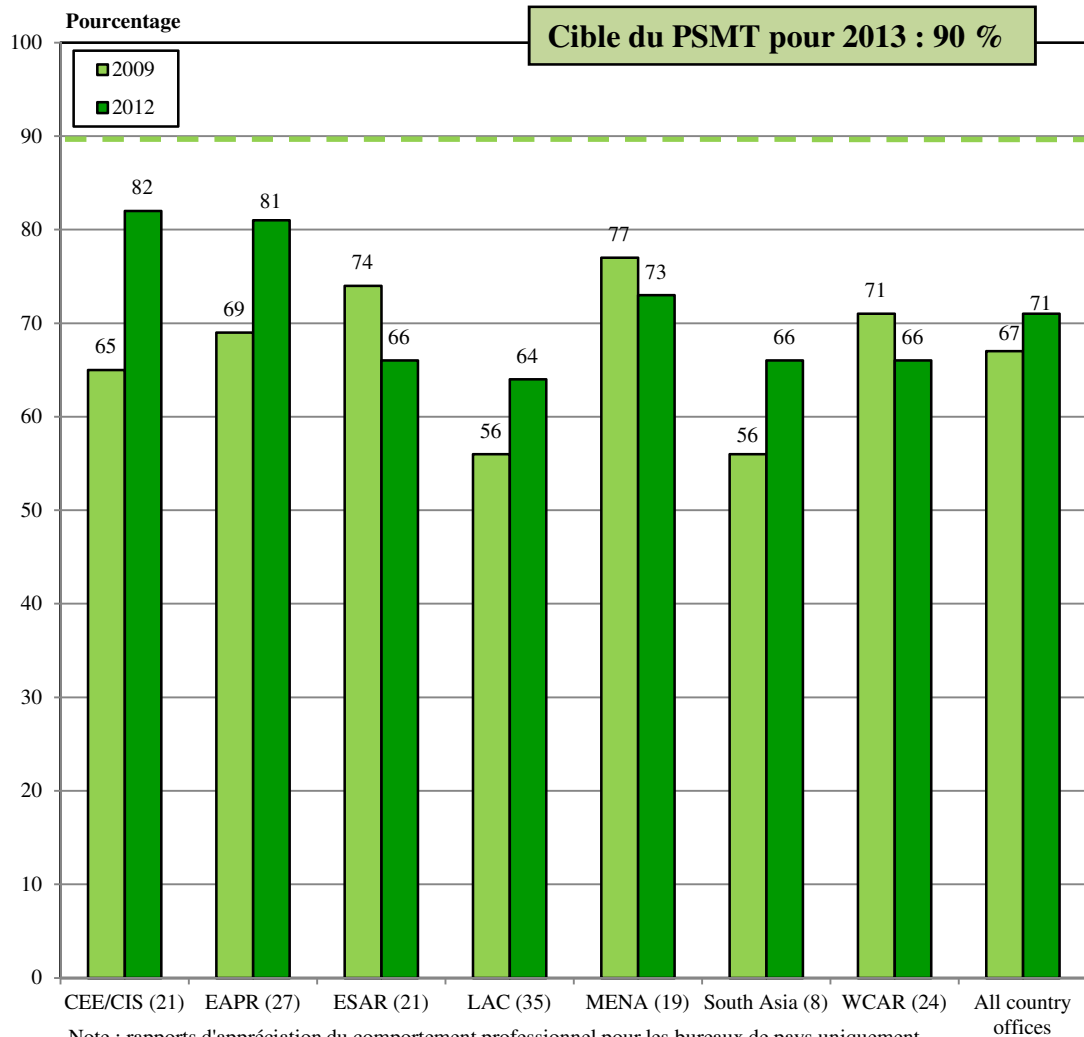
Fig. 82b : Pourcentage de demandes de renforts satisfaites en 56 jours



Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Fig. 82 : ICR : Ressources humaines (suite)

Fig. 82c : Rapports d'appréciation du comportement professionnel signés par toutes les parties à la fin février de l'année suivante



Note : rapports d'appréciation du comportement professionnel pour les bureaux de pays uniquement.

Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 82d : Pourcentage du montant total des dépenses affectées au personnel (budget d'appui et ressources ordinaires) consacré à la formation et au perfectionnement du personnel

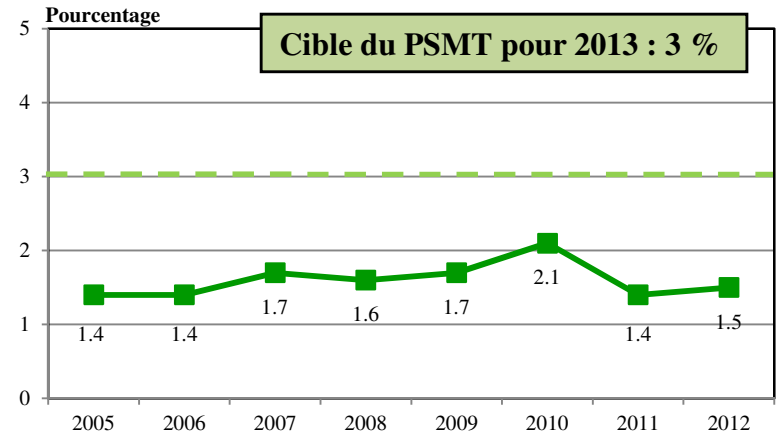


Fig. 82e : Pourcentage de fonctionnaires femmes aux niveaux P/L 5 et au-dessus, dans le monde

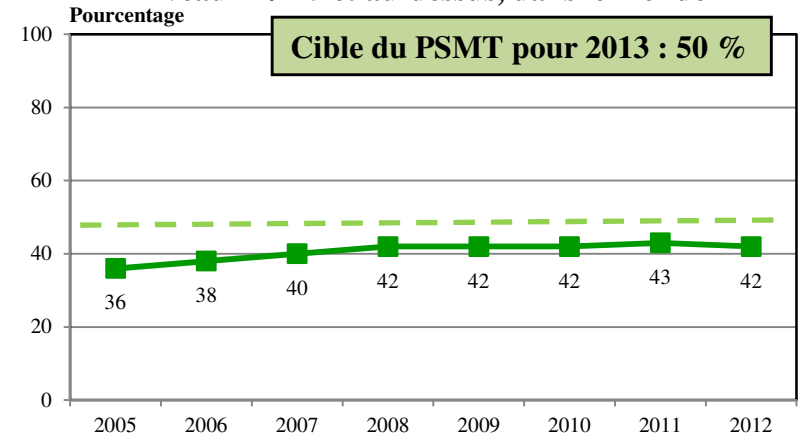


Fig. 83 : ICR : Finances

Fig. 83a : Coûts d'appui à la gestion/administration et au programme par rapport au montant total des ressources

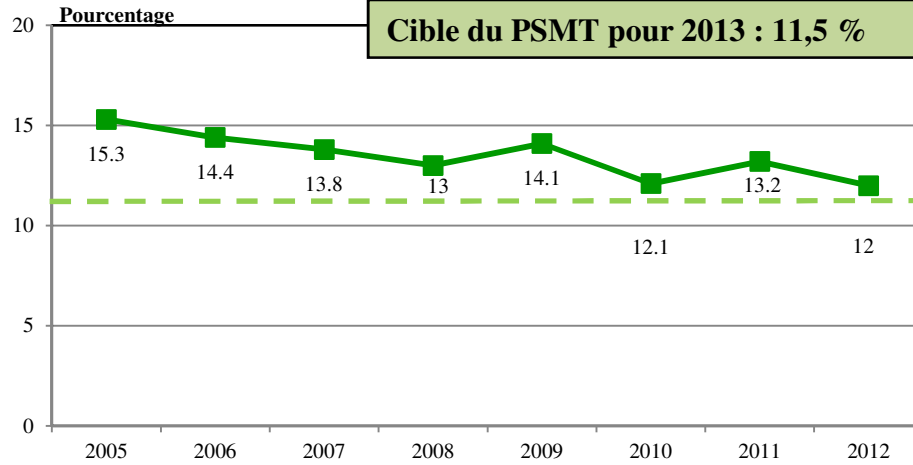


Fig. 83c : Pourcentage de transferts monétaires directs en suspens aux partenaires nationaux sur neuf mois

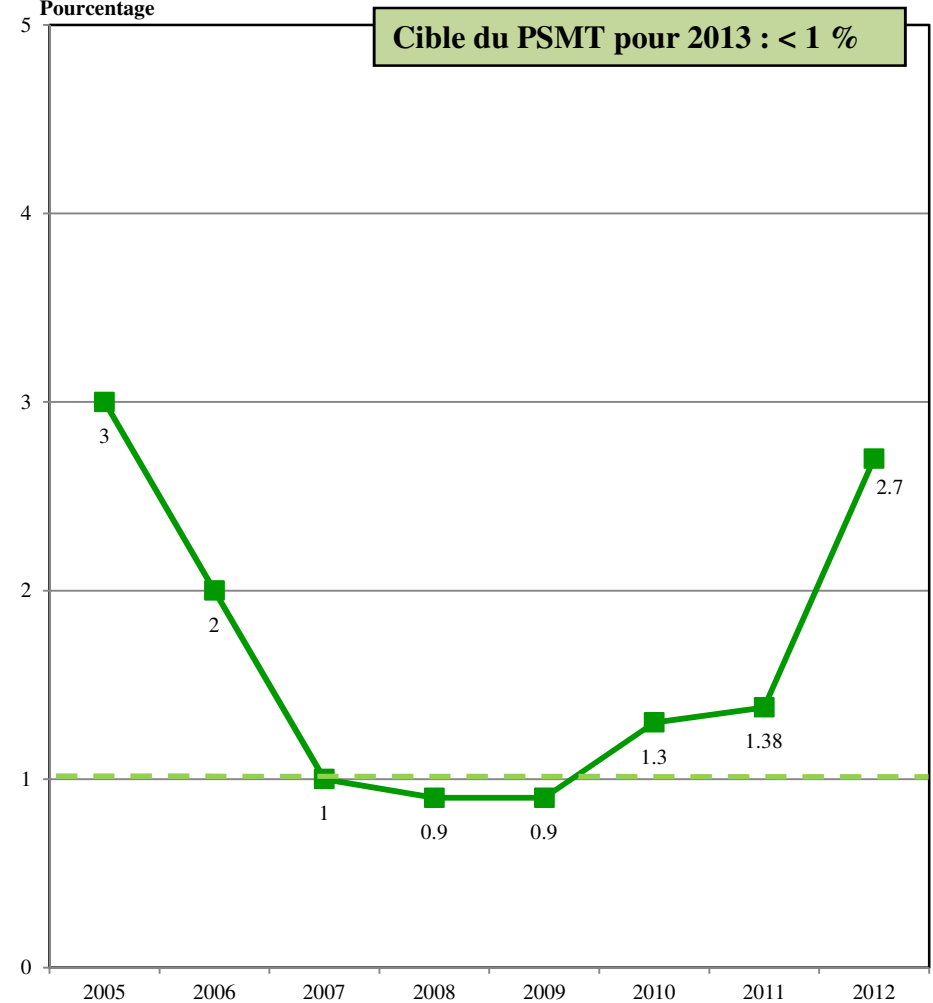
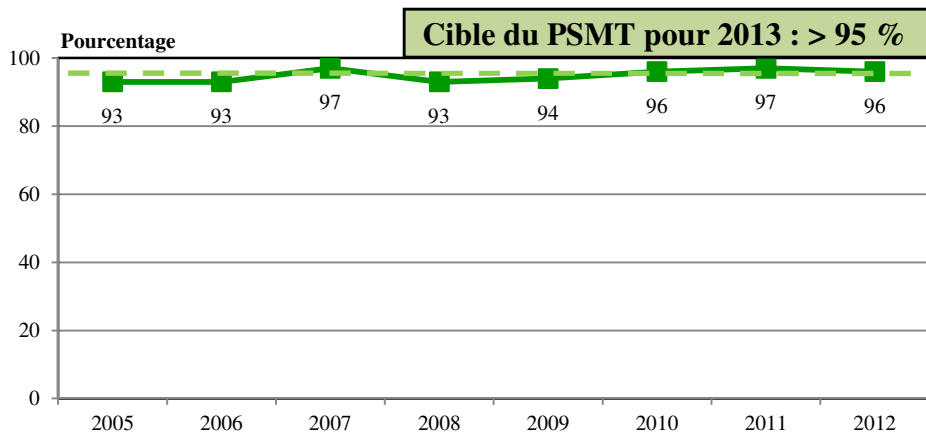


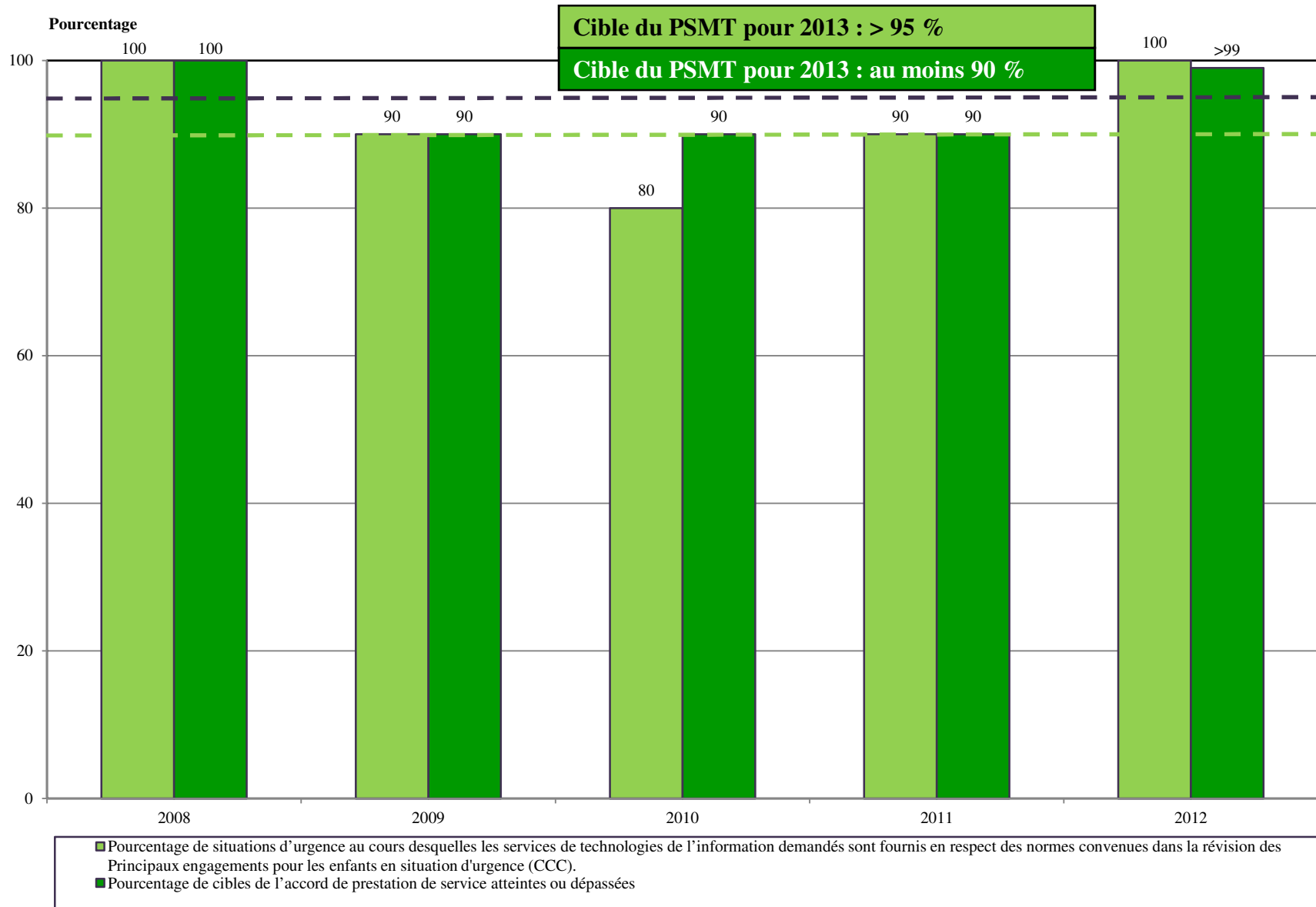
Fig. 83b : Pourcentage des ressources ordinaires allouées au programme utilisées à la fin de l'année



Note : le passage des Normes comptables du système des Nations Unies (UNAS) aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) ne permet pas de comparer les chiffres de 2012 à ceux des années précédentes ou d'effectuer une comparaison avec le plan financier de 2012.

Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Fig. 84 : ICR : Technologies de l'information et de la communication



Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Fig. 85 : ICR : Approvisionnement

Fig. 85a : Pays qui ont reçu un appui pour élaborer un plan visant à pallier les pénuries de produits essentiels

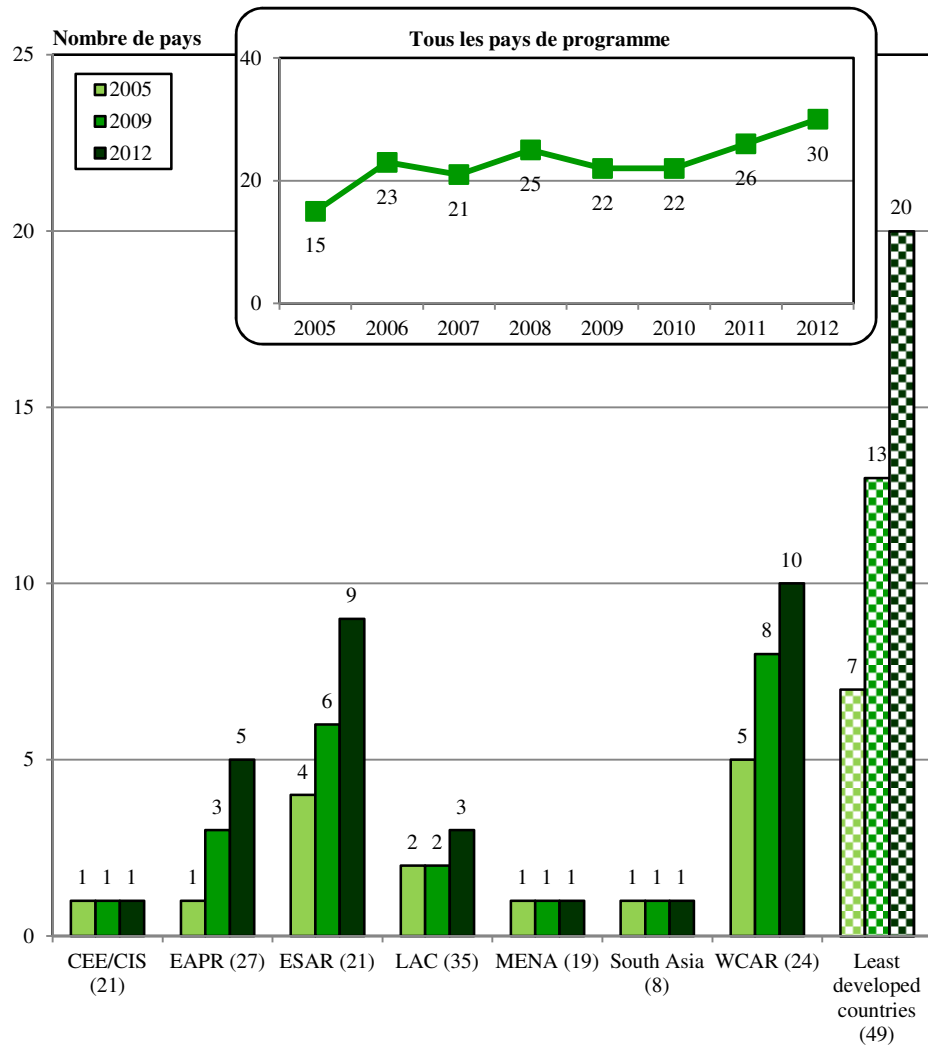


Fig. 85b : Pays de programme qui ont réalisé une évaluation des capacités logistiques avec l'aide de l'UNICEF au cours des trois dernières années

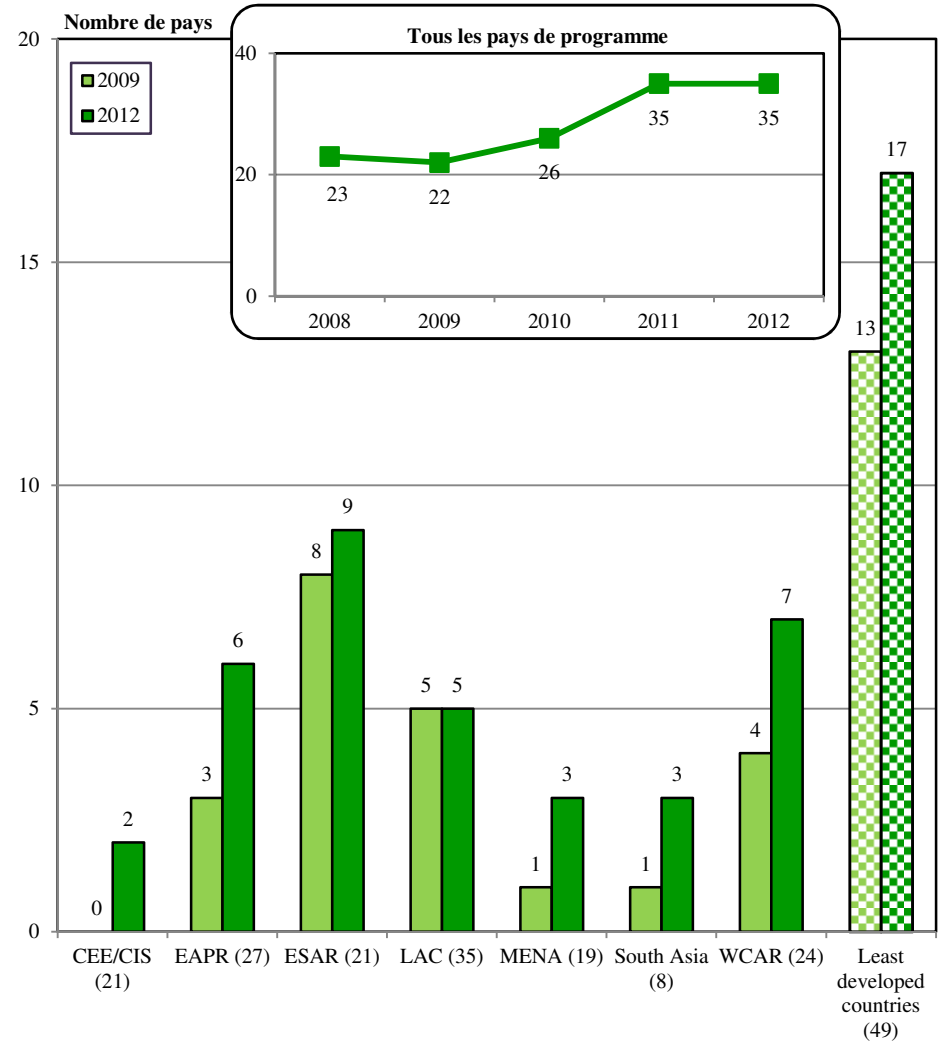


Fig. 85 : ICR : Approvisionnement (suite)

Fig. 85c : Pourcentage de commandes livrées au port d'entrée à la date ou dans les délais prévus

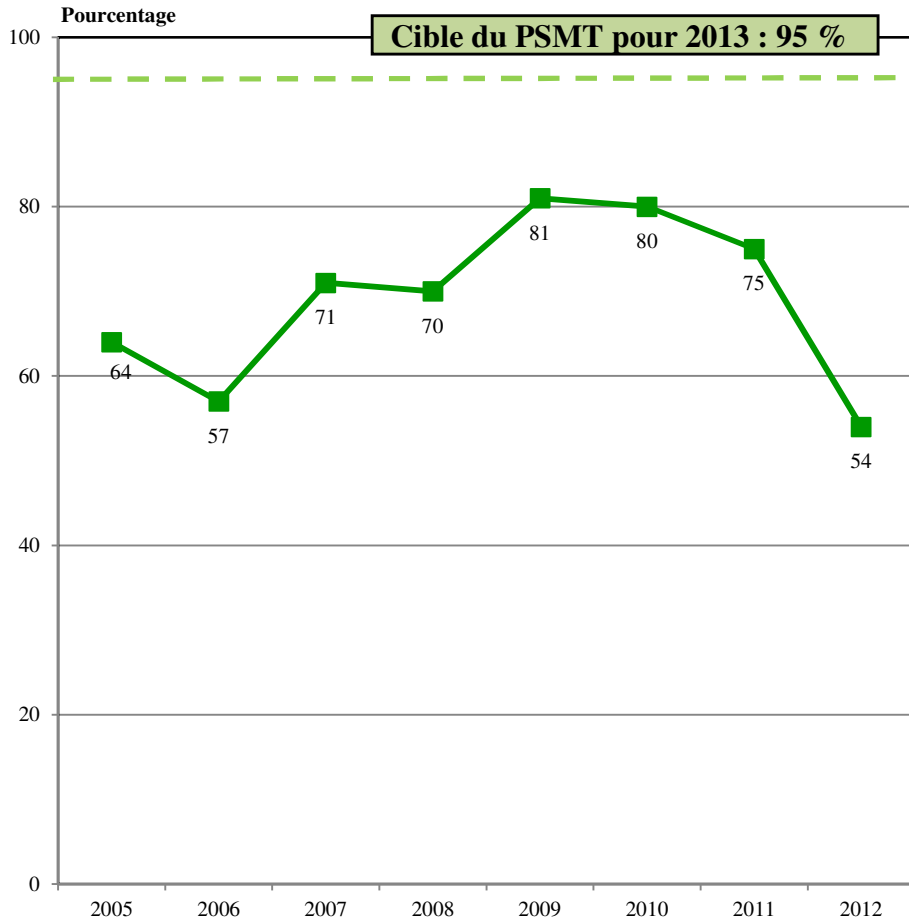
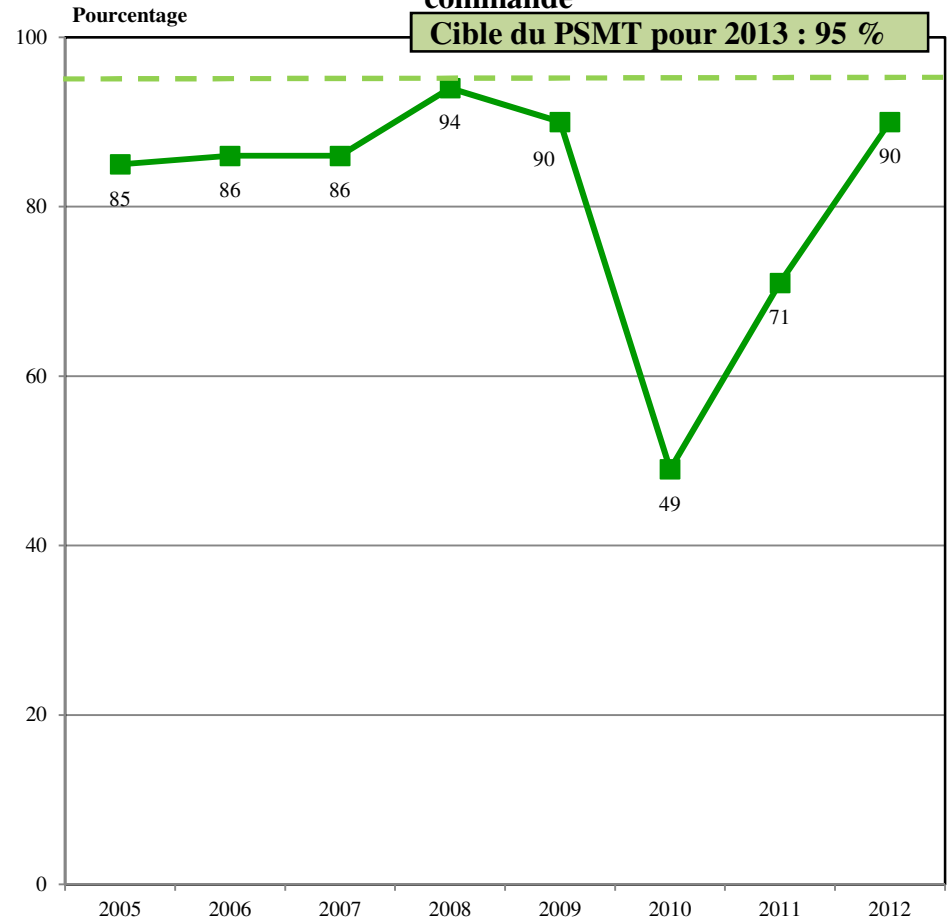


Fig. 85d : Pourcentage de commandes pour interventions rapides expédiées dans les 48 heures qui suivent l'établissement du bon de commande

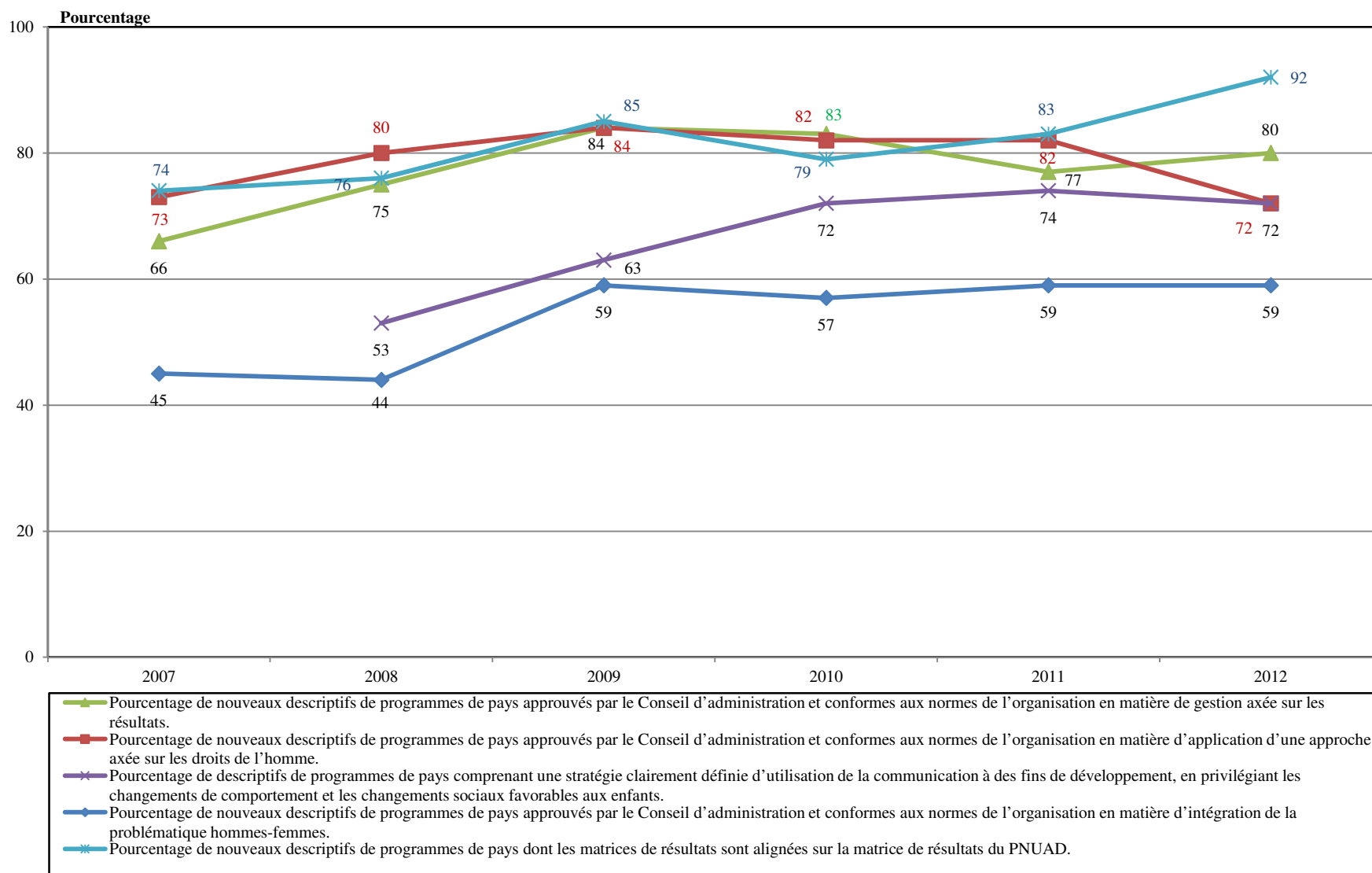


Notes : la mise en œuvre du système VISION, la relocalisation de la Division des approvisionnements et la mise en état opérationnel du nouvel entrepôt automatisé ont eu un impact négatif sur les performances de la Division des approvisionnements en 2012. La Division des approvisionnements a mis en place des mesures pour surmonter ces obstacles et prévoit une amélioration de la situation en 2013.

Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Fig. 86 : ICR : Contrôle des programmes

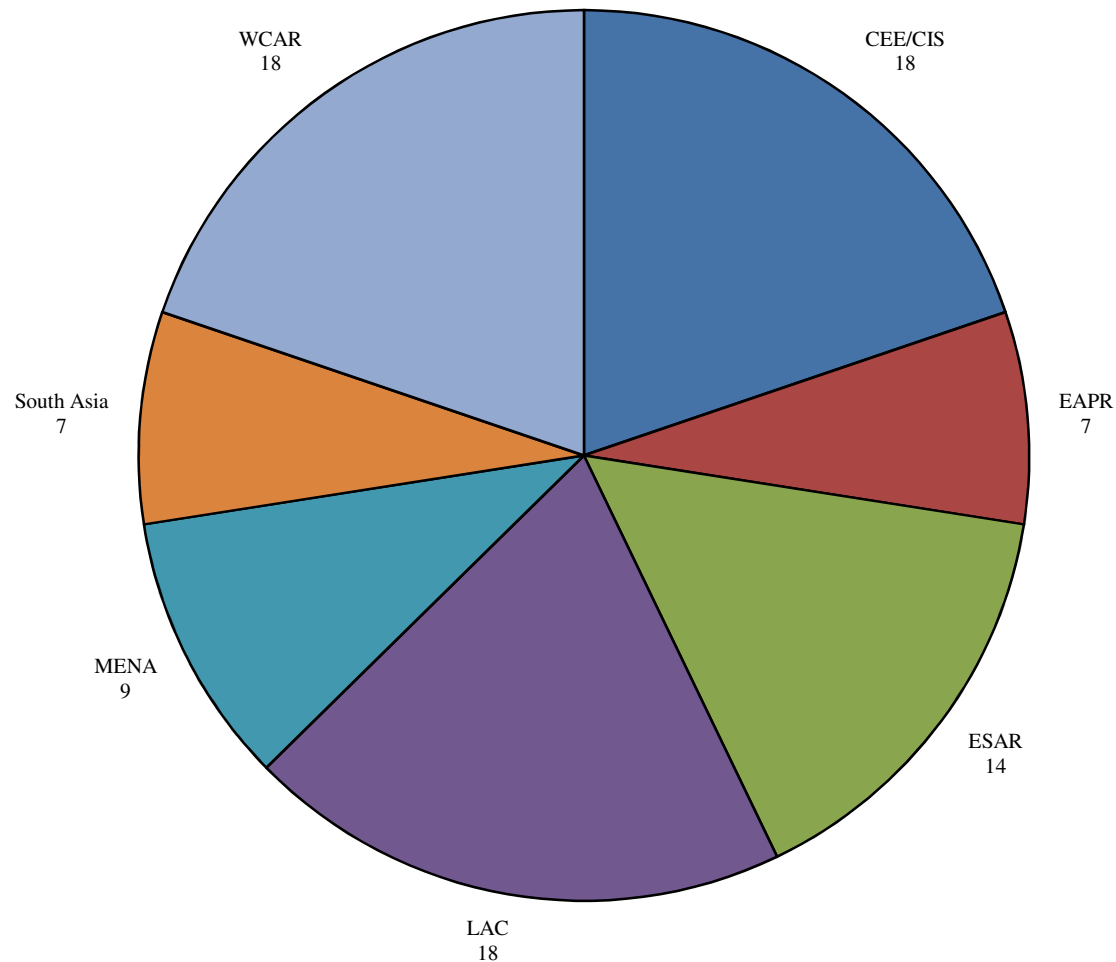
Fig. 86a : Descriptifs de programmes de pays en relation avec les stratégies intersectorielles



Note : la moyenne des points attribués aux descriptifs de programmes de pays individuels repose sur des critères multiples liés aux normes de l'organisation.
 Source : évaluations indépendantes, 2007-2012.

Fig. 86 : ICR : Contrôle des programmes (suite)

Fig. 86b : Programmes de pays qui ont fait l'objet d'un examen ou d'une auto-évaluation du point de vue de l'égalité des sexes entre 2009 et 2012



Au total, 91 programmes de pays (73 %) ont fait l'objet d'une analyse de l'égalité des sexes ou d'une auto-évaluation. Cible du PSMT : > 90 % d'ici à 2013.

Fig. 86 : ICR : Contrôle des programmes (suite)

Fig. 86c : Bureaux de pays faisant état d'exemples documentés d'appui de l'UNICEF à la coopération Sud-Sud

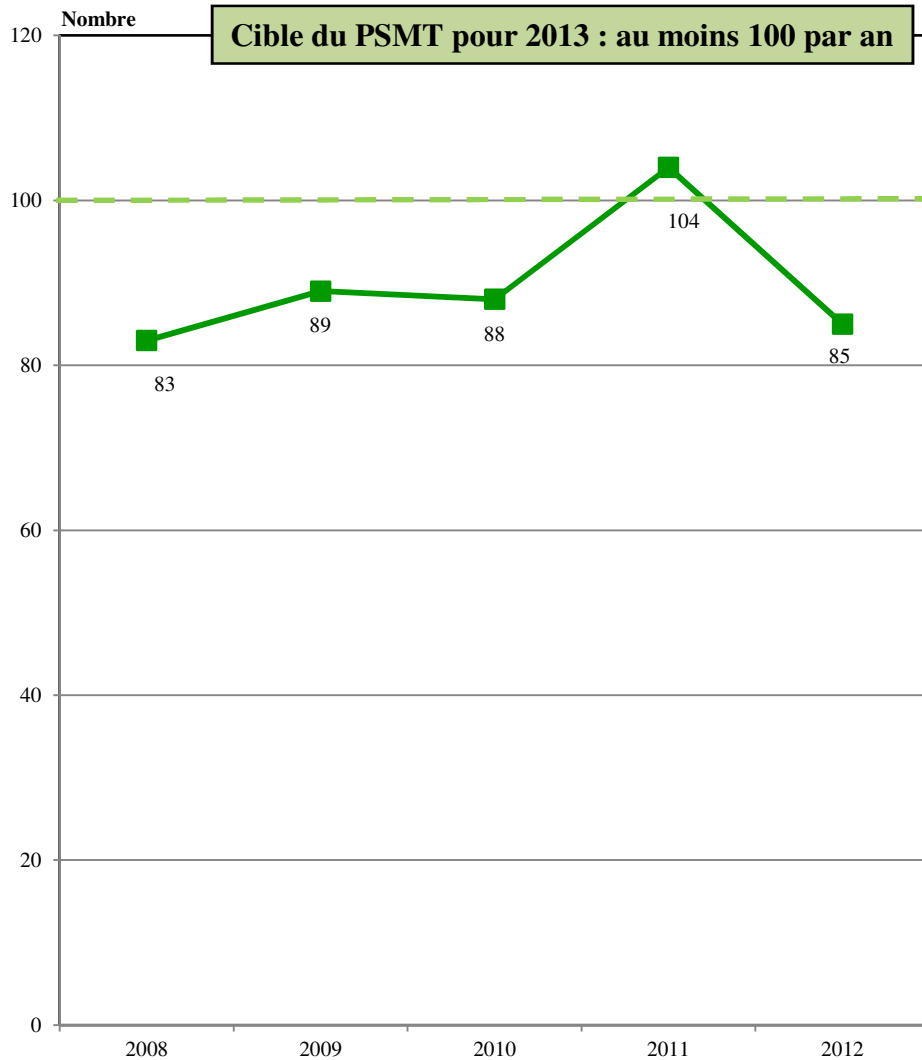
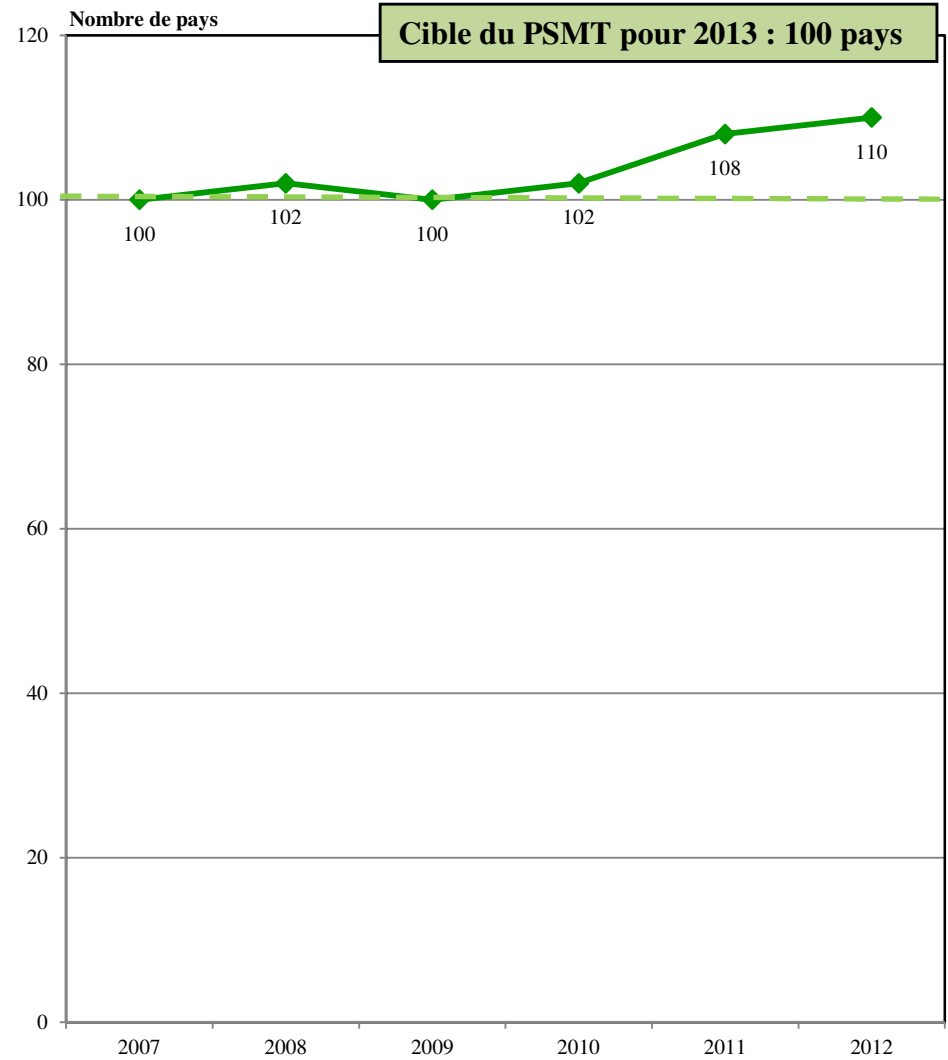


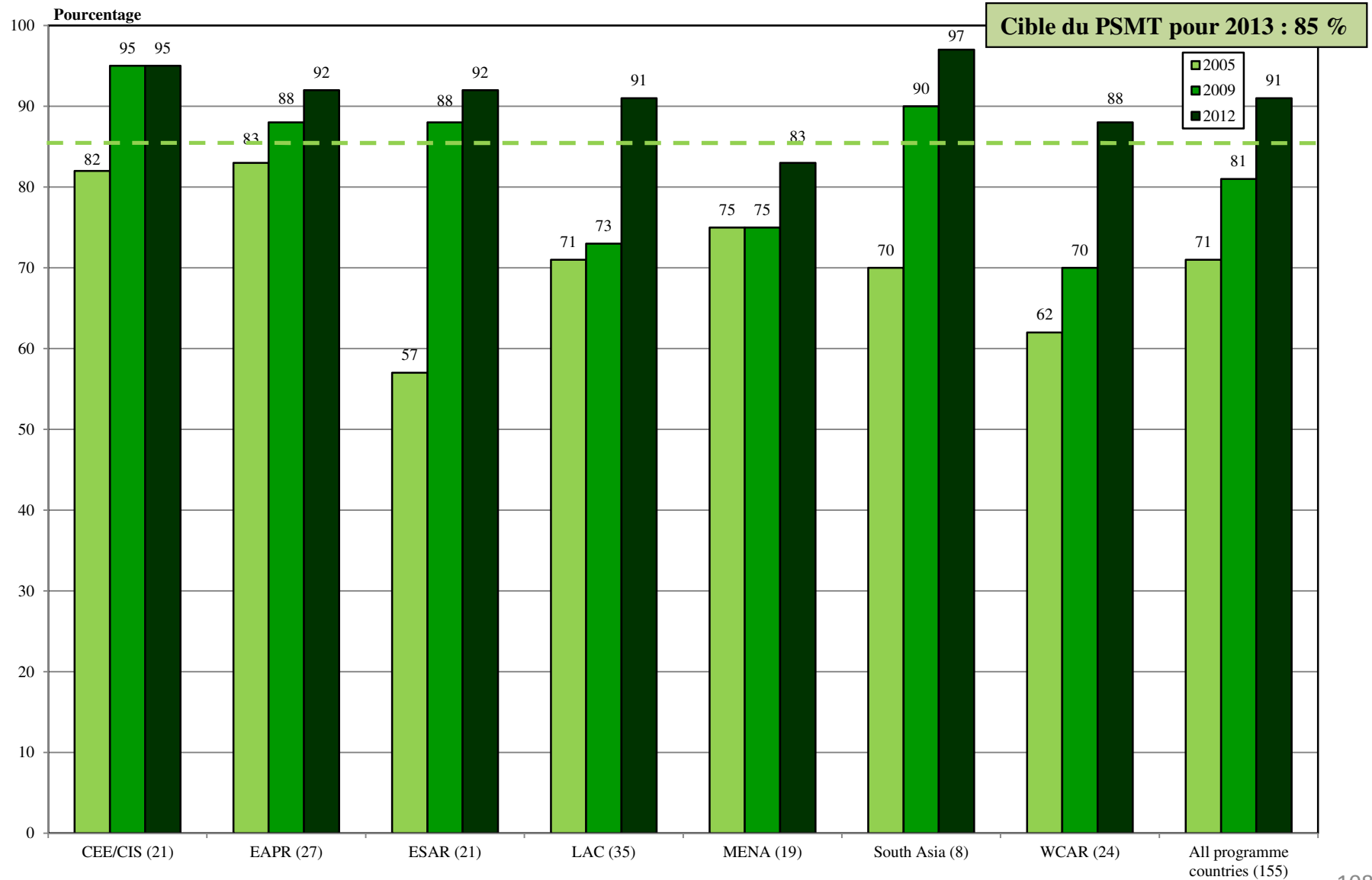
Fig. 86d : Pays utilisant les services de passation de marchés de l'UNICEF afin d'acheter des fournitures pour les enfants



Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Fig. 87 : ICR : Financement des programmes

Fig. 87a : Rapports de l'UNICEF présentés aux donateurs dans les délais prescrits



Source : Bureaux de pays de l'UNICEF, 2012.

Fig. 87 : ICR : Financement des programmes (suite)

Fig. 87b : Tendances des recettes par source de revenus

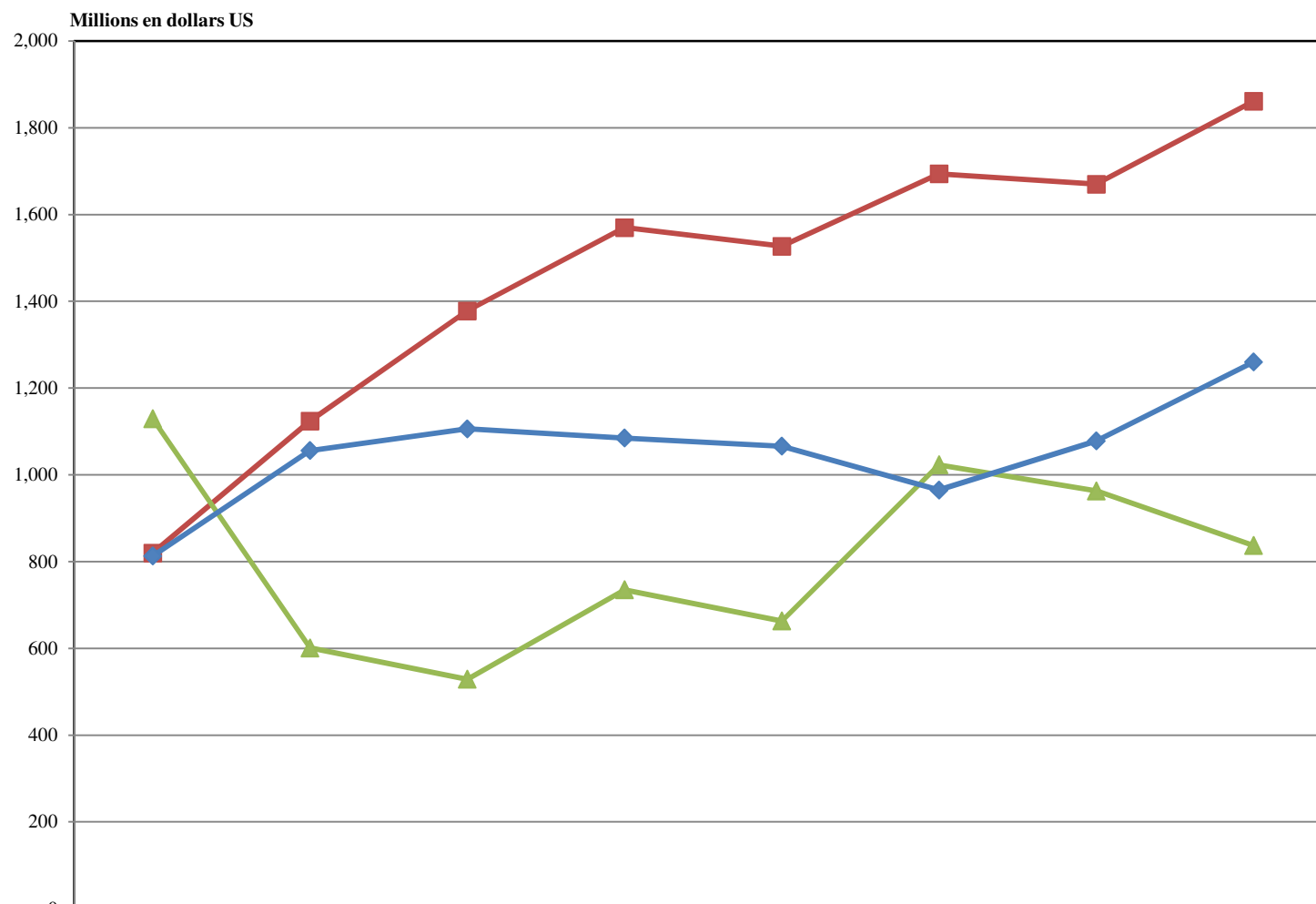


Fig. 87 : ICR : Financement des programmes (suite)

Fig. 87c : Financement thématique

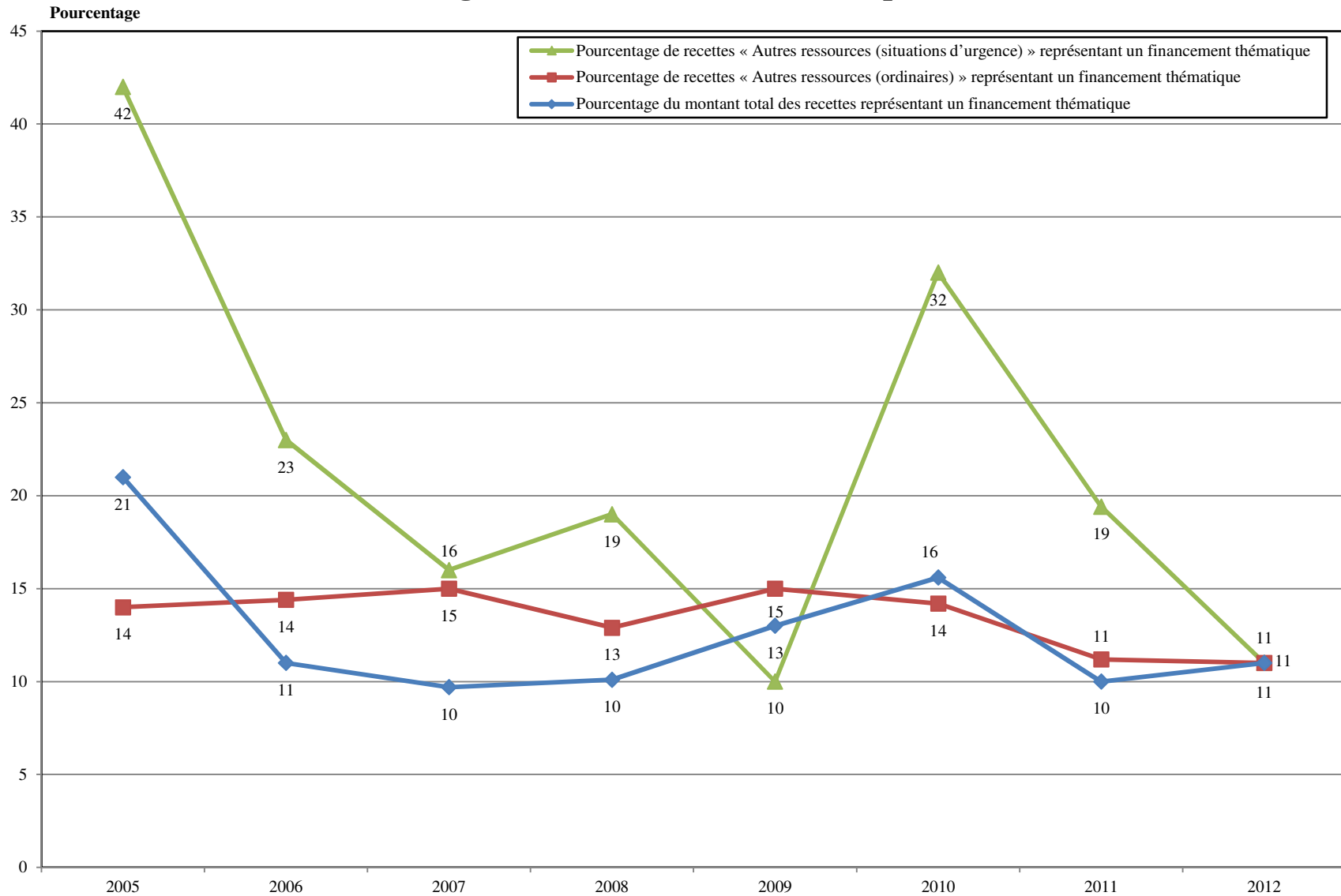


Fig. 88 : ICR : Cohérence du système des Nations Unies Membres du personnel de l'UNICEF au poste de Coordonnateur résident

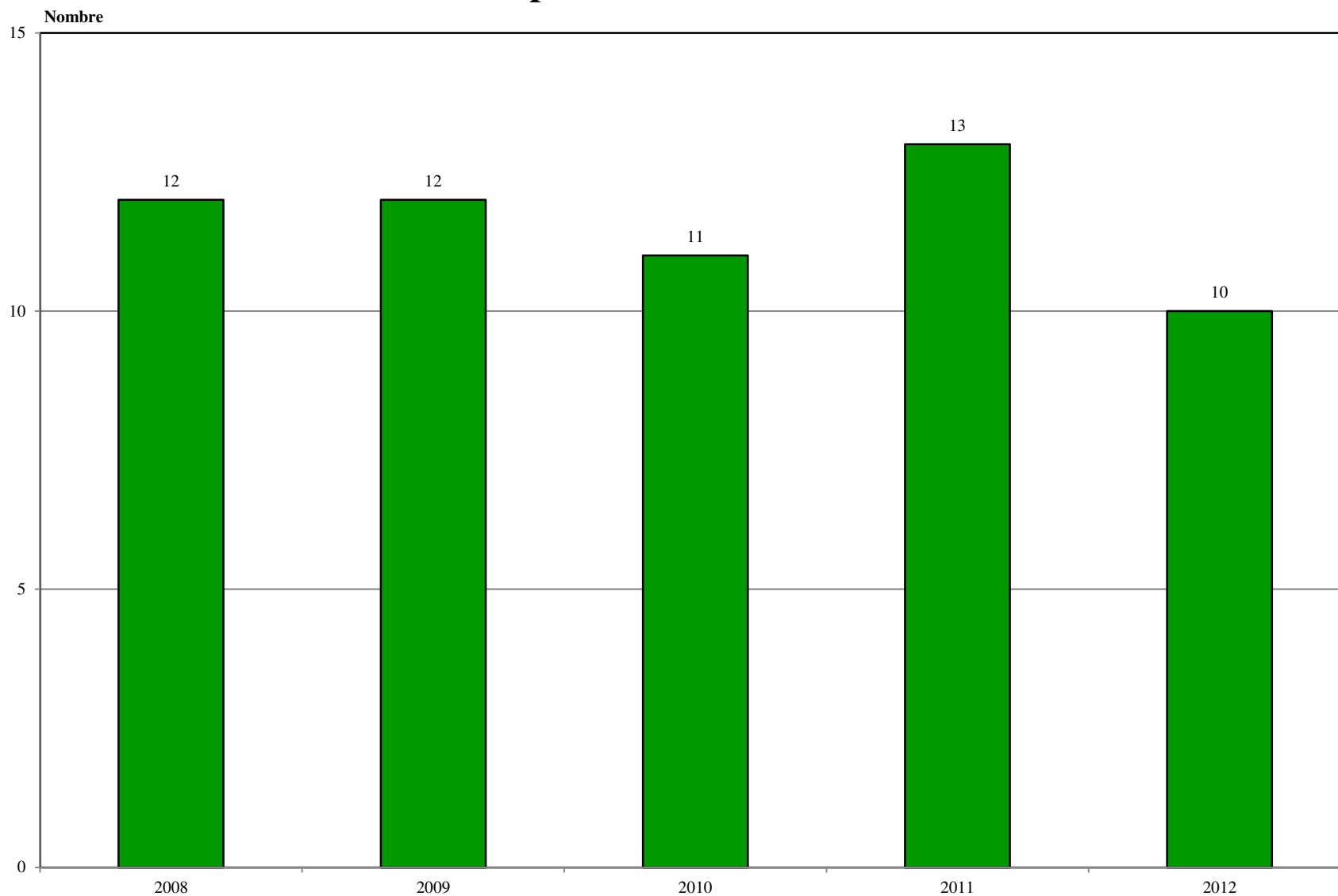


Fig. 89 : ICR : Gestion des risques

Fig. 89a : Nombre de bureaux ou de divisions dont les recommandations d'audit sont restées sans suite pendant 18 mois ou plus

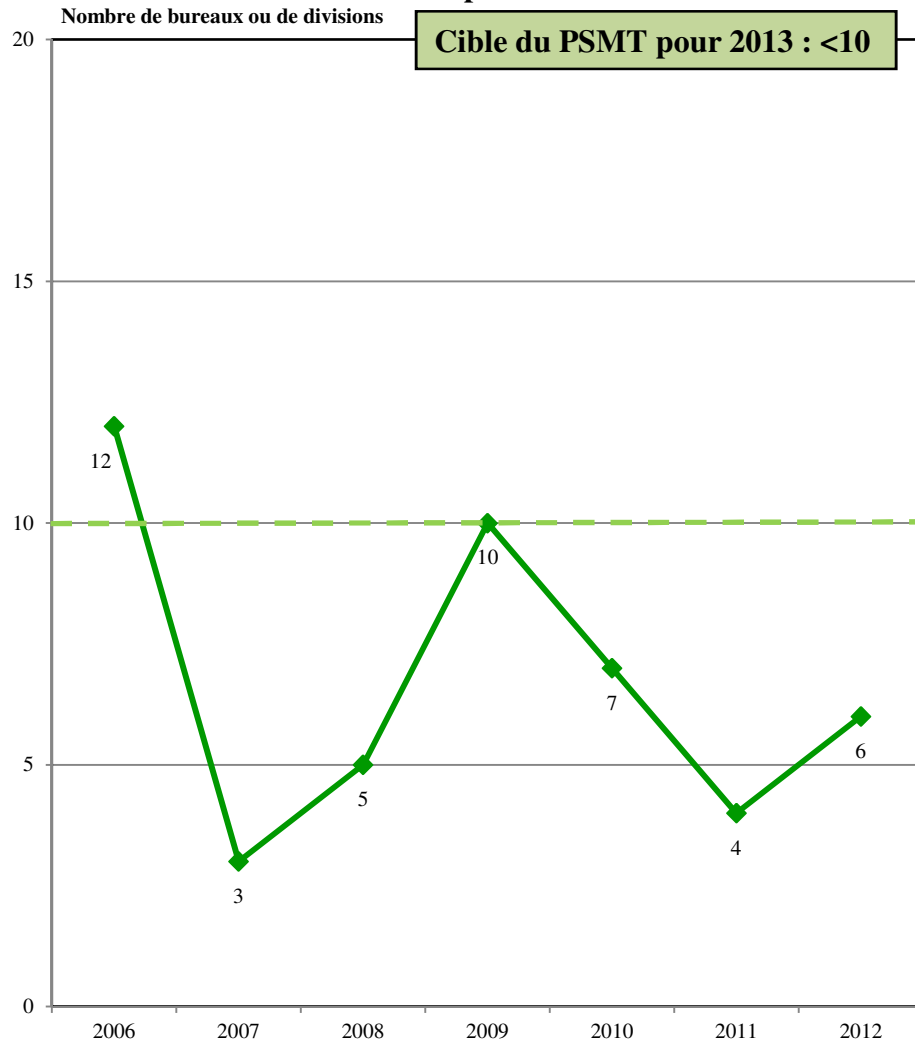
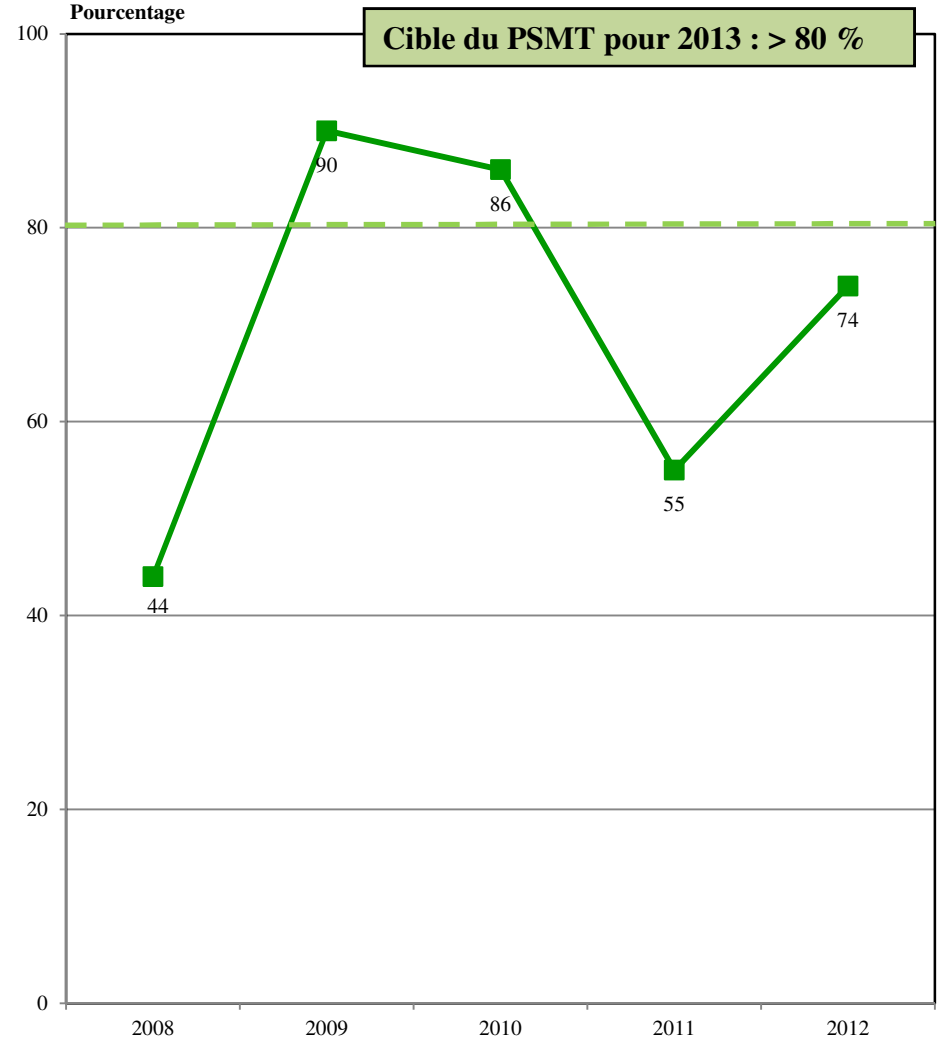


Fig. 89b : Pourcentage de plaintes ayant fait l'objet d'une enquête et réglées en six mois



Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Dépenses au titre des programmes

Dépenses au titre des programmes

Fig. 90 : Assistance aux programmes apportée par l'UNICEF par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme (PSMT), 2012 (millions de dollars US)

Fig. 90a : Total (\$2,933.2)

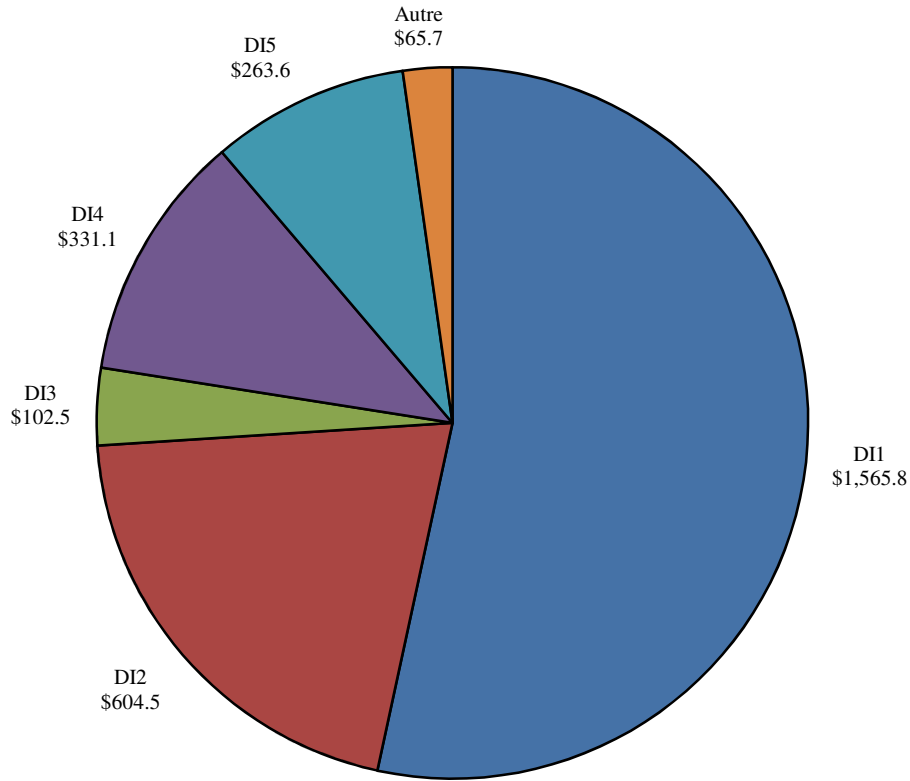


Fig. 90b : Ressources ordinaires (\$662.7)

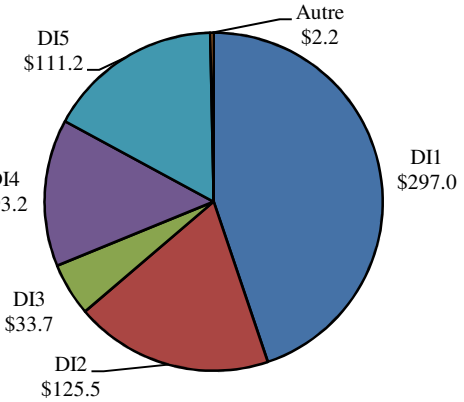
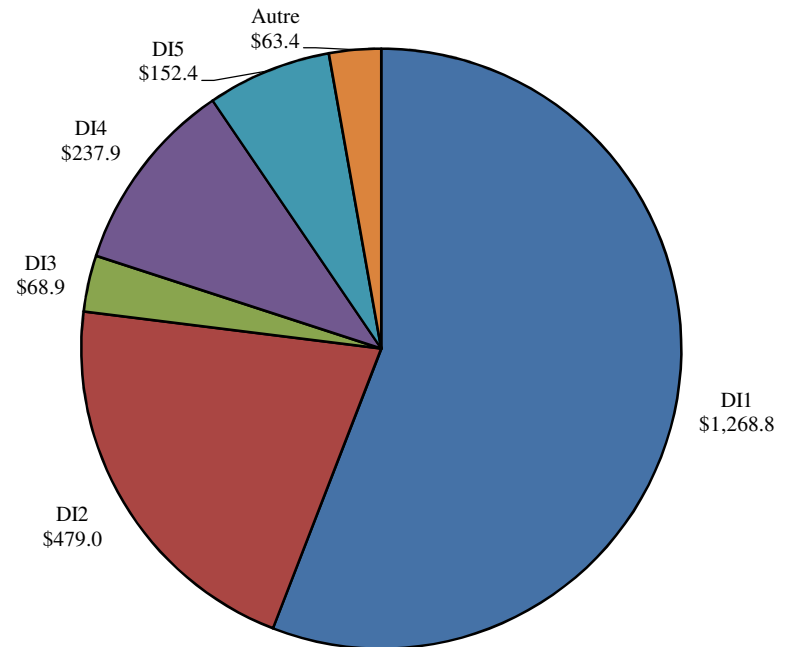
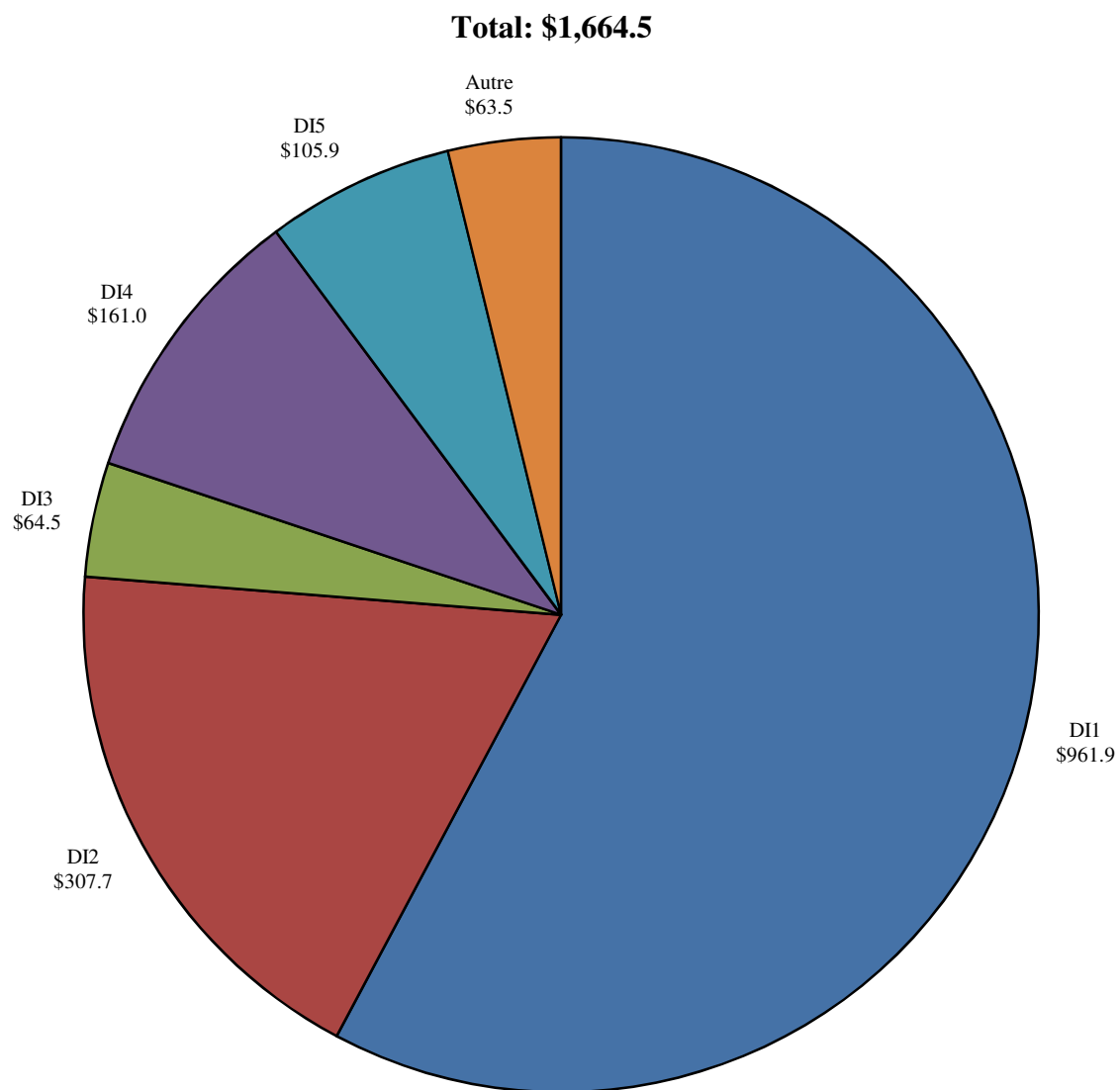


Fig. 90c : Autres ressources (\$2,270.5)*



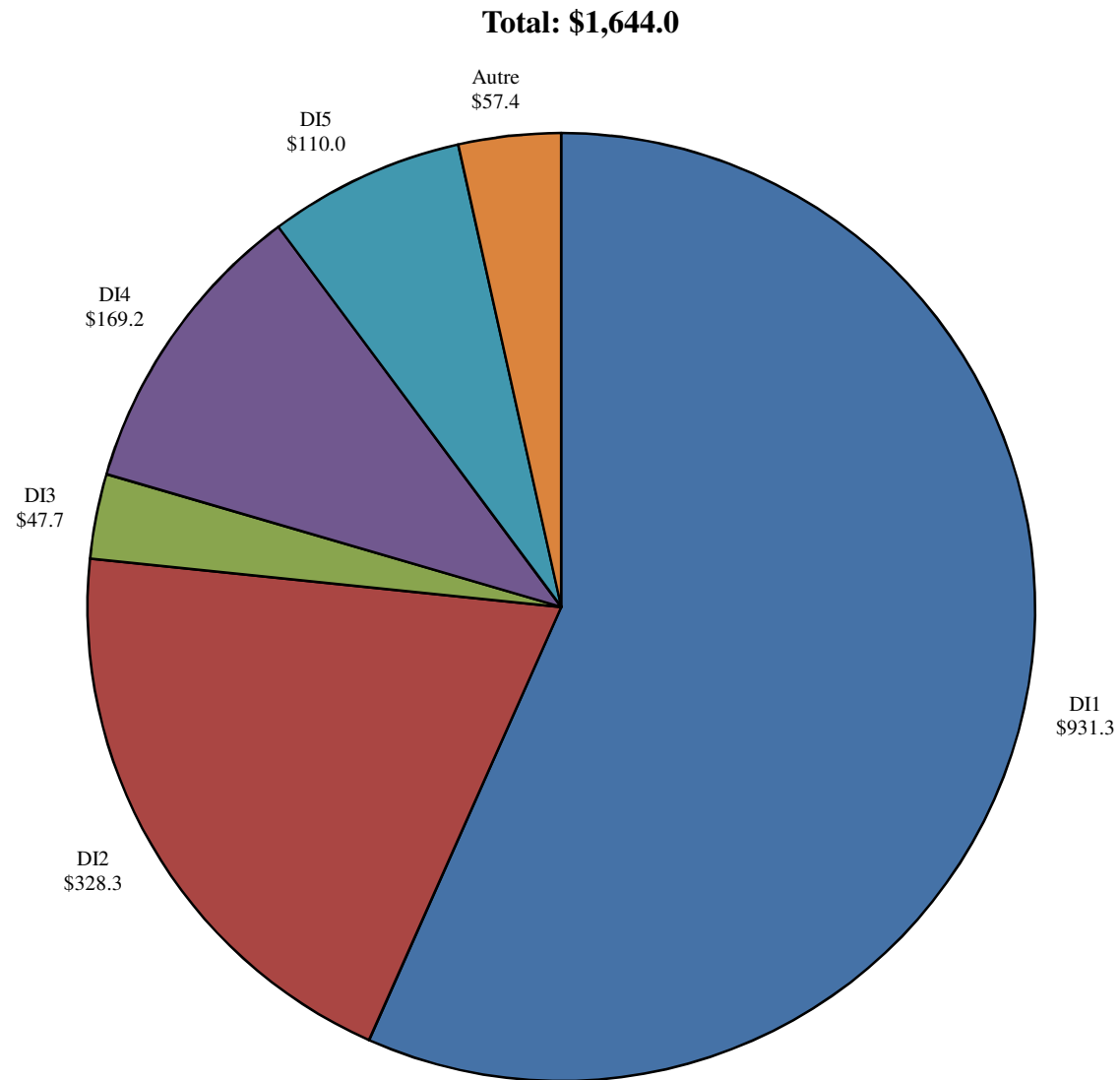
Dépenses au titre des programmes

Fig. 91 : Assistance aux programmes apportée par l'UNICEF à 49 pays d'Afrique subsaharienne, 2012 (millions de dollars US)



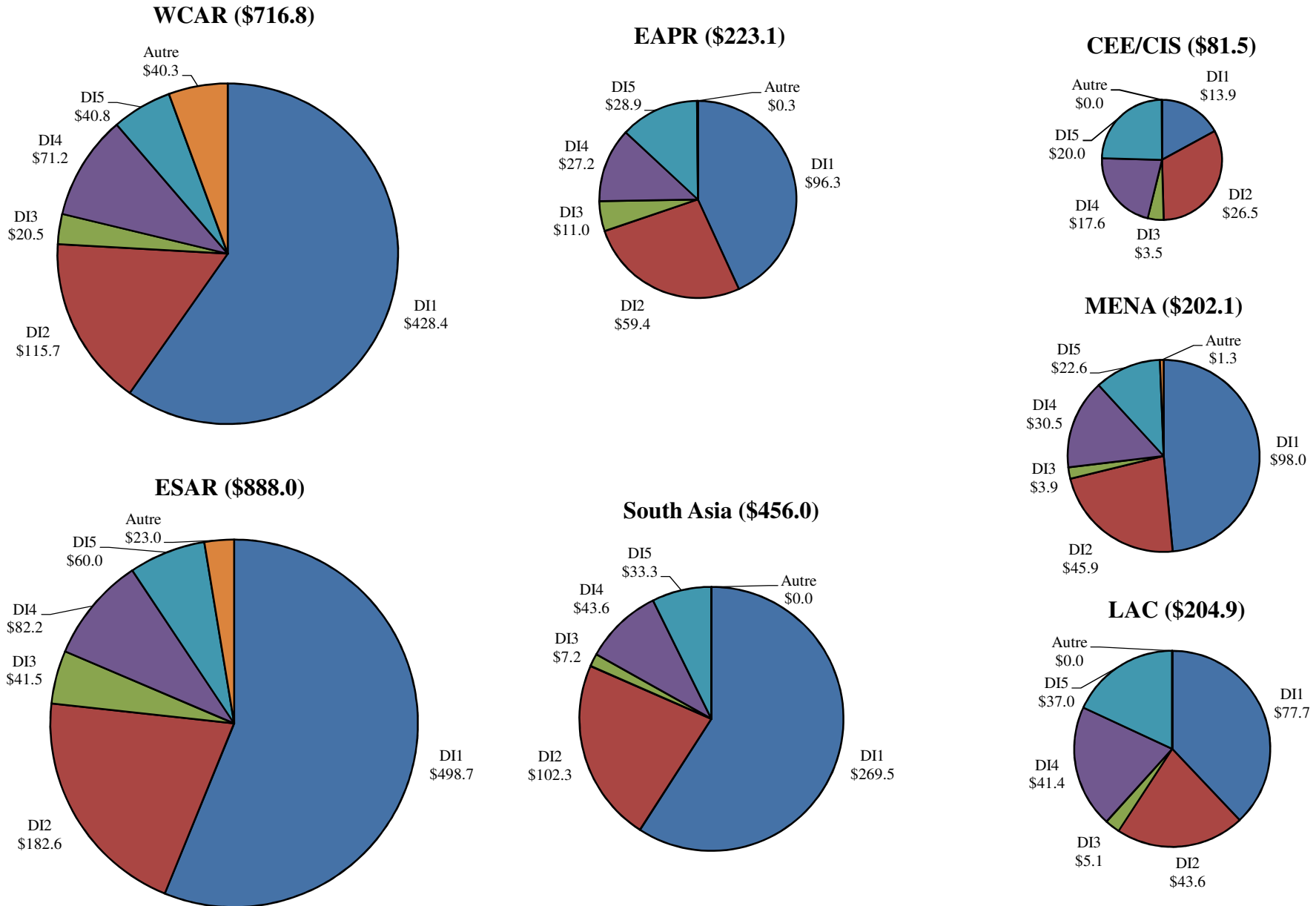
Dépenses au titre des programmes

Fig. 92 : Assistance aux programmes apportée par l'UNICEF à 49 des pays les moins avancés, 2012 (millions de dollars US)



Dépenses au titre des programmes

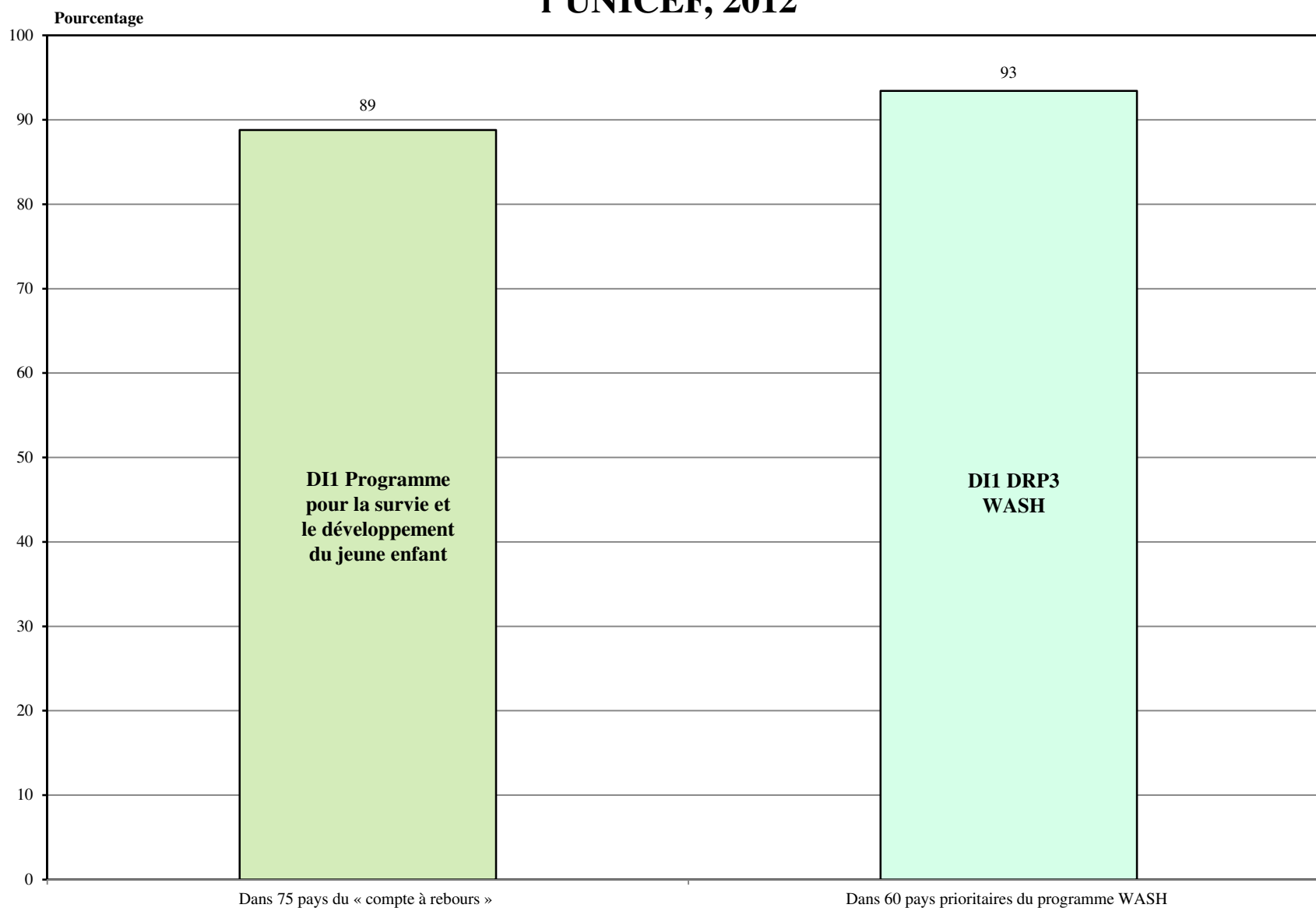
Fig. 93 : Assistance aux programmes apportée par l'UNICEF par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme (PSMT), par région, 2012 (millions de dollars US)



Source : Siège de l'UNICEF, 2013.

Dépenses au titre des programmes

Fig. 94 : Pays prioritaires et proportion de l'assistance aux programmes apportée par l'UNICEF, 2012



**Politiques et stratégies
UNICEF, New York**

Coordonné par :